



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, ou par courriel à admin@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-09

Type : Ordinaire

Date : 29 avril 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Délégation, Club de VTT de l'est de l'Ontario

17h00 : Délégation, Murale pour le 150^e anniversaire de St-Albert

Ordre du jour

- 1. Ouverture de l'assemblée**
- 2. Modifications et additions à l'ordre du jour**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Déclaration de conflit d'intérêt**
- 5. Session Huis clos**

5.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues :

- le 18 mars 2024

- le 25 mars 2024 (1^{ere} et 2^{eme} sessions à huis clos)
- le 2 avril 2024
- le 8 avril 2024

5.2 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.2.1 Rapport #RH-03-2024, relations de travail

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

5.3 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport #PLA-08-2024, Négociations

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle

5.4 Josée Brizard, Directrice générale

5.4.1 Négociations au sujet d'une disposition de terrain et une entente avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

6. Items par consentement

6.1 Procès-verbaux des réunions précédentes

6.1.1 Procès-verbaux des réunions suivantes :

- réunion de Conseil extraordinaire tenue le 2 avril 2024 (1^{ere} réunion)
- réunion de Conseil extraordinaire tenue le 2 avril 2024 (2^e réunion, pour examiner le rapport de l'ingénieur pour le Drain municipal Ranger)
- réunion de Conseil ordinaire tenue le 8 avril 2024

6.2 Procès-verbaux et recommandations pour les Comités du Conseil municipal

6.2.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 14 mars 2024

6.3 Rapports des employés municipaux et de tierce parties

6.3.1 BSEO – Flambées en cours

6.3.2 Lettre de BDO au sujet de la planification de l'audit

6.3.3 Rapports des permis de constructions pour janvier, février et mars 2024

6.3.4 Clinique mobile de counseling

6.3.5 Rapport #PLA-05-2024, note de service pour le règlement 72-2024

6.3.6 Rapport #CL-08-2024, Politique sur les parades

6.3.7 Rapport #AD-02-2024, Rapport d'étape mensuel pour tous les départements

6.3.8 Demande d'exemption au règlement sur le bruit, Micheline Lajoie, du 16 au 18 août 2024

6.3.9 Demande d'exemption au règlement sur le bruit, Micheline Lajoie, du 7 au 8 septembre 2024

6.3.10 Demande d'exemption au règlement sur le bruit, Club Optimiste de St-Isidore, 8 juin 2024

6.4 Pièce justificative des comptes payables

6.5 Correspondance

6.5.1 AMO Watchfile

6.5.2 Conservation de la Nation Sud, Procès-verbal de l'assemblée générale du Conseil d'administration, tenue le 21 mars 2024

6.5.3 Ville de Plympton-Wyoming, Demande d'augmentation de la limite de prêt pour le drainage au moyen de tuyaux

6.5.4 Ville de Plympton-Wyoming, résolution au sujet des municipalités conservant l'excédent des ventes de taxes

6.5.5 Ville de Plympton-Wyoming, Transition d'énergie

6.5.6 Ville de Grimsby, Résolution au sujet de l'endossement du Projet de loi C-63 à la Chambre de communes

6.5.7 Ville de Lincoln et Richmond Hill, Résolution au sujet de l'extension des délais pour les registres de patrimoine du Projet de loi 23

- 6.5.8** Canton d'Alfred-Plantagenet, Plan Directeur d'eau de Lefaivre
- 6.5.9** St. Catherines, Besoin urgent d'augmenter le financement des musées et des bibliothèques
- 6.5.10** Canton de Greater Madawaska, Résolution au sujet du financement pour le cours d'opérateur d'équipement municipal 2024
- 6.5.11** Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, lettre adressée au Maire Brière au sujet des structure de frais pour l'eau de pluie
- 6.5.12** Canton de Brudenell, Lyndoch et Raglan, Ligne d'urgence nationale sur le suicide et la crise
- 6.5.13** Municipalité de St. Charles, résolution au sujet de l'insécurité alimentaire des ménages
- 6.5.14** Municipalité de St. Charles, résolution au sujet d'un examen complet de la prospérité économique et sociale
- 6.5.15** Municipalité de St. Charles, résolution au sujet d'une stratégie nationale et provinciale de lutte contre les incendies
- 6.5.16** Municipalité de St. Charles, Résolution au sujet de la Justice « catch and release »
- 6.5.17** Municipalité de St. Charles, Résolution au sujet de la taxe sur le carbone
- 6.5.18** Municipalité de West Perth, Résolution au sujet de la Loi sur les offices de protection de la nature
- 6.5.19** Municipalité de Wawa, Résolution au sujet d'un cours d'opérateur d'équipement municipal
- 6.5.20** Canton de Archipelago, Résolution au sujet de Santé publique Ontario qui propose de supprimer progressivement l'analyse gratuite de l'eau des puits privés

6.6 Événements à venir

- 6.6.1** 13 mai 2024, Réunion de Conseil ordinaire
- 6.6.2** 27 mai 2024, Réunion de Conseil ordinaire

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et des égouts

- 7.1.1** Rapport sur le système d'eau potable de Limoges 2023-2024

7.2 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.2.1 Rapport #PLA-06-2024, Tour Rogers

7.2.2 Rapport #PLA-07-2024, Montée Millaire

7.3 Mario Villeneuve, Chef pompier

7.3.1 Rapport NFD-05-2024 – Caserne de Fournier 23

7.4 Aimée Roy, Greffière

7.4.1 Modification de numéros de règlements

7.4.2 Nomination d'un membre pour le Comité de plan d'action sur le changement climatique

8. Avis de motion proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

10.1 Club de VTT de l'est de l'Ontario (16h30)

10.2 Murale pour le 150^e anniversaire de St-Albert (17h00)

11. Règlements municipaux

11.1 Règlement #21-2024, Contrat de gestion du service des incendies avec Clarence-Rockland

11.2 Règlements #40-2024 à 67-2024, Entretien des drains pour 2023

11.3 Règlement #68-2024, Contrôle de partie de lot, 244-242 rue Cypress

11.4 Règlement #69-2024, Pour nommer Guylain Laflèche comme Greffier adjoint

11.5 Règlement #72-2024, Modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de Lot 17, Concession 14, ancien Plantagenet Sud

11.6 Règlement #74-2024, Pour adopter le Plan d'urgence pour La Municipalité de La Nation, *règlement à suivre*

12. Autres

12.1 Demande d'appui pour un permis de boisson pour un concert le 8 juin 2024, Club Optimiste de St-Isidore

13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

14. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-07 (1 de 2)

Type : Extraordinaire

Date : 2 avril 2024

Heure : 17h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis : n/a

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, ou, arrivée à 17h40

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Aimée Roy, Greffière adjointe

Julie Langlois-Caisse Assistante administrative

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 147-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution :148-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Fermeture pour huis clos

Résolution :149-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h31** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 150-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h56**

Adoptée

5. Session Huis clos

5.1 Francis Brière, Maire

5.1.1 Employée

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Résolution : 151-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation, telle que modifiée dans le rapport AD-RH-03-2024 soumis en huis clos, afin que M. Pierre Leroux soit embauché au poste de Directeur Général, selon les conditions spécifiées dans ledit rapport.

Adoptée

6. Items par consentement

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8. Avis de motion proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Règlements municipaux

12. Autres

13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 152-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le règlement no.34-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion extraordinaire du 2 avril 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

14. Ajournement

Résolution :153-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h57**

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation
Réunion extraordinaire
Réunion visant à examiner le rapport de l'ingénieur
Drain municipal Ranger

Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-07 (2 de 2)

Type : Extraordinaire

Date : 2 avril 2024

Heure : 18h00

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne
[YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis : aucun

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui
Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui
Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
Aimée Roy, Greffière adjointe
Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative
Marc-Olivier Gratton, Ingénieur Civil

Présence d'invités

Eric Leroux, Surintendant du drainage
Monica Shade, Ingénieur, Shade Group Inc.

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution :154-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Aucune

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution :155-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos, aucune

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes, aucune

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal, aucune

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Rapport d'ingénieur, drain municipal Ranger

9. Avis de motion proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes, aucune

11. Délégations, aucune

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement #20-2024, drain municipal Ranger

Résolution :156-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement #20-2024 pour adopter le Rapport de l'ingénieur au sujet du Drain Municipal Ranger, selon la section 78(1) de la Loi sur le Drainage, tel que présenté à l'ordre du jour le 2 avril 2024, soit lu en première et deuxième lecture.

Adopté

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs, aucune

14. Autres, aucune

15. Rapports mensuels divers, aucun

16. Correspondance, aucune

17. Événements à venir, aucune

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution :157-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le règlement no.35-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion extraordinaire du 2 avril 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution :158-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h14**.

Adoptée



Corporation de la municipalité de La Nation

Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-08

Type : Ordinaire

Date : 8 avril 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par : Aimée Roy, Greffière

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Délégation, MPAC, Information générale et mises à jour

17h30 : Réunion publique de zonage

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui

Conseiller quartier 1, Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG
 Aimée Roy, Greffière
 Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
 Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing
 Nadia Knebel, Trésorière
 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et des égouts
 Justin Lafrance, Directeur adjoint des loisirs
 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs
 Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale

Présence d'invités

Joyce Gravelle, *Account Manager, Municipal and Stakeholder Relations, Municipal Property Assessment Corporation (MPAC)*

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution :159-2024
Proposée par: Alain Mainville
Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Addition

11.8 Règlement #71-2024 Nomination de membres à la Cour de révision pour adopter le rapport de l'ingénieur pour le Drain Municipal Ranger

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 160-2024
Proposée par: Daniel Boisvenue
Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Alain Mainville a déclaré son conflit d'intérêt pour les items 7.1.1 et 11.3.

5. Session Huis clos

Fermeture pour session à huis clos

Résolution : 161-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h55** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Adoptée

Réouverture suivant la session à huis clos

Résolution : 162-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à 17h26

Adoptée

5.1 Nicholas Pigeon, Directeur par intérim de l'eau et des égouts

5.1.1 Rapport #WS-07-2024, négociations avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Résolution : 163-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos, le 8 avril 2024, par le Directeur par intérim de l'eau et des égouts dans son rapport WS-07-2024.

Adoptée

5.2 Mario Villeneuve, Chef pompier

5.2.1 Rapport NFD-04-2024, négociations avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Résolution : 164-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos, le 8 avril 2024, par le Chef pompier dans son rapport NFD-04-2024.

Adoptée

5.3 Josée Brizard, DG-Greffière

5.3.1 Rapport verbal, acquisition de terrain potentielle

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

Résolution : 165-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil accepte la proposition des Comtés Unis de Prescott-Russell pour l'achat d'un terrain de 50 acres, selon les conditions présentées à huis clos le 8 avril 2024.

Adoptée

Ajournement pour la réunion publique de zonage

Résolution : 166-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 17h27 pour une réunion publique de zonage.

Adoptée

Réouverture après la réunion publique de zonage

Résolution : 169-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que l'assemblée du Conseil soit rouverte à 17h34.

Adoptée

6. Items par consentement

6.1 Procès-verbaux des réunions précédentes

6.1.1 Procès-verbaux des réunions de conseil tenues le 18 mars 2024 et le 25 mars 2024

6.2 Procès-verbaux et recommandations pour les Comités du Conseil municipal

6.3 Rapports des employés municipaux et de tierce parties

6.3.1 BSEO – Flambées en cours

6.3.2 Conservation de la Nation Sud, procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue le 15 février 2024

6.3.4 Rapport de Drainage #2024-0304, par le Surintendant du drainage, pour le mois de mars 2024

6.3.5 Rapport F-09-2024, Consultant pour le plan de gestion des actifs

6.4 Pièce justificative des comptes payables

6.5 Correspondance

6.5.1 AMO Watchfile

6.5.2 Club 60 de Casselman, Remerciement pour le don du Conseil

6.5.3 Canton de Clearview, Endossement du projet de loi C-63 dans la chambre des communes

6.5.4 Club Renaissance, Remerciement pur le don du Conseil

6.5.5 Ville de Moosonee, Résolution au sujet du crédit d'impôt pour les pompiers volontaires

6.5.6 Ville de Fort Erie, Demande au gouvernement provincial de modifier la date limite de la Section 27(16) de la Loi sur le patrimoine de l'Ontario

6.5.7 Ville de Shelburne, Résolution au sujet du racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme

6.5.8 Canton de Terrace Bay, Résolution demandant de combiner les conférences ROMA et OGRA

6.5.9 Comté de Lambton, Résolution au sujet de l'infrastructure des autoroutes

6.5.11 Northumberland County, Résolution concernant l'examen des taux d'aide financière du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées

6.6 Événements à venir

6.6.1 13 avril 2024, Gala des bénévoles 2024 de la Municipalité de La Nation

6.6.2 29 avril 2024, Réunion de Conseil ordinaire

Résolution : 171-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que les items suivants, tels que présenté sous la catégorie items par consentement à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du 8 avril 2024 soient reçus et adoptés :

- **6.1.1** Résolution pour adopter les procès-verbaux des réunions de Conseil ordinaires tenues le 18 mars 2024 et le 25 mars 2024.
- **6.3.4** Résolution pour recevoir le rapport #2024-0304 du Surintendant de drainage pour le mois de mars 2024
- **6.3.5** Résolution pour approuver la recommandation telle que présentée dans le rapport F-09-2024, au sujet de l'embauche d'un consultant pour le Plan de gestion des actifs
- **6.4** Résolution pour approuver les comptes payables, jusqu'au 15 avril 2024, pièce justificative 6, au montant total de : **1 775 598,17\$**
- **6.5** Résolution pour recevoir toutes correspondances énumérées sous l'item 6.5, sauf le point 6.5.10

Adoptée

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Daniel R. Desforges, CEMC

7.1.1 Rapport EM-01-2024, remplacement du CEMC suppléant

Alain Mainville a quitté la salle de conseil à 17h58.

Alain Mainville est rentré dans la salle du conseil 17h59

7.2 Aimée Roy, Greffière adjointe

7.2.1 Résolution pour abroger le Règlement #110-2007, ancien règlement sur les avis au public

Résolution : 172-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve l'abrogation du règlement #110-2007, suivant l'adoption du nouveau Règlement sur la politique sur les avis au public #16-2024, le 25 mars 2024.

Adoptée

Items retirés des items par consentement

6.3.3 Rapport ZBL-7-2023-02, Rapport suivant la réunion publique tenue le 14 août 2023 pour une modification au règlement de zonage, 113-119 rue Ottawa

Résolution : 170-2024

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présenté dans le rapport ZBL-7-2023-2 portant sur les questions et commentaires du public.

Adoptée

Questions reçues du public

Questions soumises par Natalie Cleroux

- 1- Building height: Regarding request to increase max height from 10.6 metres to 12 metres. I believe the fire trucks do not have the equipment to reach that height. Counsellor Dan Boivenu can speak to this.
- 2- Traffic: 50-60 more cars trying to exit onto Ottawa St, has a traffic study been done for this potential increase?
- 3- Parking: Limoges already has a problem with a lack of residential parking space leading to an increase in street parking. Seeing that there is no sidewalk on that side and that the buildings will be at the road. How will the township address the year-round increase in street parking? In front of my property and stepping on my grass. We already see the issue with the Leclair building in front of my house. Ex. Trucks and Rvs parked on the road accross from my driveway.

- 4- Reduction of dwelling size: Why is the Township approving the reduction in Minimum lot area per unit to 132 square metres per dwelling. Why are you allowing people to have to live in such small spaces?
- 5- Fencing: Allowances for Residential is 7ft but 10ft if it's a Commercial apartment building beside personal Residences. I would like this request for fencing to be amended to 10ft and not the 1st recommendation of 6ft.
- 6- Site: I prefer the proposed Annex 3A plan because:
 - * It seems to put trees by a fence to block out noise
 - * 1 entrance
 - * Widows farther from my property for more privacy yet not increase of pollution and noise from cars idling. No balconies looking into my yard such as displayed in Annex 3B
 - * No floodlights shining into my room from the parking area nor sound of Commercial snow removal beside my bedroom window in the winter.

6.5.10 Terrace Bay, Résolution demandant la modification de la loi sur la santé et la sécurité au travail

8. Avis de motion proposées

- 8.1 Motion pour appuyer la résolution du Canton de Russell au sujet d'Élargir les options de transport rural en Ontario

Résolution : 173-2024

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil de la Municipalité de La Nation appuie la Résolution adoptée par le Canton de Russell le 11 mars 2024 au sujet de l'élargissement des options de transport rural en Ontario.

Adoptée

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

- 10.1 MPAC, Information générale et mises à jour

11. Règlements municipaux

- 11.1 Règlement #36-2024, contrôle de partie de lot, lots 46 et 47 50M316, abroger le règlement #104-2023
- 11.2 Règlement #38-2024, pour nommer Aimée Roy comme Greffière pour la Municipalité de La Nation
- 11.4 Règlement #29-2024, Modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de Lot 11, Concession 8, ancien Cambridge

- 11.5** Règlement #30-2024, Modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de Lot 19, Concession 9, ancien Calédonia
- 11.6** Règlement #31-2024, Modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de Lot 30, Concession 5, Ancien Cambridge
- 11.7** Règlement #32-2024, Modification au règlement de zonage #2-2006, 7 rue St-Denis, St-Isidore
- 11.8** Règlement #71-2024 Nomination de membres à la Cour de révision pour adopter le rapport de l'ingénieur pour le Drain Municipal Ranger

Résolution : 174-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que les règlements ci-dessous, tels que décrits à l'ordre du jour le 8 avril 2024, soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture :

- **Règlement # 36-2024**, Contrôle de partie de lot, lots 46 et 47 50M316, abrogeant le règlement #104-2024
- **Règlement # 38-2024**, pour nommer Aimée Roy en tant que la Greffière pour Municipalité de La Nation
- **Règlement # 29-2024**, modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de lot 11, Concession 8, ancien Cambridge
- **Règlement # 30-2024**, modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de lot 19, Concession 9, ancien Caledonia
- **Règlement # 31-2024**, modification au règlement de zonage #2-2006, Partie de lot 30, Concession 5, ancien Cambridge
- **Règlement #32-2024**, modification au règlement de zonage #2-2006, 7 rue St-Denis, St-Isidore
- **Règlement #71-2024** Nomination de membres à la Cour de révision pour adopter le rapport de l'ingénieur pour le Drain Municipal Ranger
 - **Alain Mainville**
 - **Tim Stewart**

- 11.3** Règlement #39-2024, pour nommer Sébastien Mainville comme CEMC suppléant

Alain Mainville a déclaré son intérêt, a laissé son siège et a quitté la salle du conseil à 18h34. Il est revenu dans la salle à 18h35.

Résolution : 175-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le règlement numéro 39-2024, afin de nommer M. Sébastien Mainville comme CEMC suppléant, soit lu et adopté en première, deuxième, et troisième lecture.

Adoptée

12. Autres

12.1 Demande de don, Festival de la Curd

Résolution : 176-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 000,00 \$ au Festival de la Curd, 750,00 provenant du compte de don du Maire et 250,00 \$ provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

12.2 Demande de don, Groupe communautaire de St-Albert

Revitalisation de la rue Principale pour le 150^e anniversaire de St-Albert

Résolution : 177-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2 500,00 \$ au Groupe Communautaire de St-Albert, 500,00 \$ provenant du compte de don du Maire et 2 000,00 \$ provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

12.3 Demande de don, Comité social de la Résidence Lajoie

Activités pour l'année

Résolution : 178-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 200,00 \$ au Comité social de la Résidence Lajoie, provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

12.4 Demande de don, Club Optimiste de St-Isidore

Festival de Canard et de la Plume

Résolution : 179-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2,500\$ au Club Optimiste de St-Isidore pour le Festival du Canard et de la Plume, 1 200,00 \$ provenant du compte de don du Maire, 600,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1 et 700,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

13. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 180-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le règlement no.70-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 8 avril 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 181-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **18h40**

Adoptée



**Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la
Municipalité de La Nation**

Procès-verbal

**Réunion ordinaire
Le jeudi le 14 mars 2024 à 19h
Téléconférence**

Présences: France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Pierrette Lavergne, membre
Yvon Quesnel, member
Nathalie Gendron, member
Chantal Normand, member
Jeanne Leroux, directrice générale

Absences motivées /Regrets : Danik Forgues, conseiller municipal

<p>1.Mot de la présidente</p> <p>La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures.</p>
<p>2. Modifications à l'ordre du jour</p> <p>Aucun</p>
<p>3. Adoption de l'ordre du jour</p> <p><i>Proposé par : Pierrette Lavergne</i> <i>Secondé par : Nathalie Gendron</i></p>
<p>4. Conflits d'intérêts</p> <p>Il n'y avait aucun conflit.</p>
<p>5. Adoption du procès-verbal du 8 février, 2024</p> <p><i>Proposé par : Suzanne Leblanc</i> <i>Secondé par : Yvon Quesnel</i></p>
<p>6. Questions découlant du procès-verbal du 8 février, 2024</p> <p>Aucun</p>

7. Affaires découlant des réunions précédentes :

Aucun

8. Rapport de la directrice générale

Réalisations

Réunions importantes

Ateliers et congrès

Voir rapport en annexe

9. Rapport financier :

Que le rapport financier en date du 29 février, 2024 soit adopté tel que reçu

Proposé par : Chantal Normand

Secondé par : Yvon Quesnel

10. Correspondance

Aucun

11. Prochaine réunion

11 avril 2024 à 19h au bureau de la municipalité

12. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 19h25

Proposée par : Suzanne Leblanc

Appuyée par : Pierrette Lavergne



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Rapport de la directrice générale

Février 2024

Réalisations

Cantook : Les changements apportés semblent fonctionner, pour les livres numériques francophones disponibles sur notre page web pour nos clients. L'authentification se fait via notre système de bibliothèque.

Overdrive/Libby : Pour ce qui est des livres et revues numériques anglophones disponibles sur notre page web pour nos clients, l'authentification se fait maintenant via notre système de bibliothèque également. Étant donné que cela fonctionne bien pour les livres numériques francophones, nous allons poursuivre afin que l'accès aux deux soit uniforme. Ces deux changements furent une tâche colossale étant donné le nombre de participants

Élagage : L'élagage se continue, ce qui libère les étagères et fait place aux nouveautés

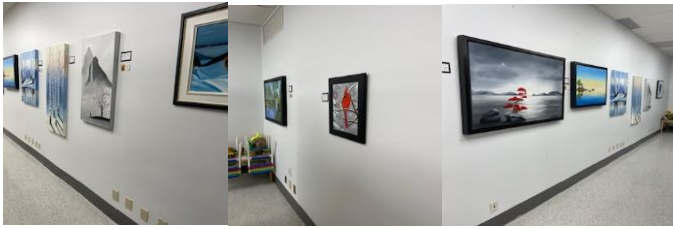
Tirage de Pâques : Nous ferons un tirage pour un lapin en chocolat, soit le jeudi 28 mars 2024, dans chacune des succursales. Tous nos clients sont éligible pour le tirage

Bricolage : Le bricolage de Pâques 2024 aura lieu dans chacune des succursales, soit le 16 mars à St Albert, le 22 mars à St Isidore et le 23 mars à Limoges

Programme d'été : Les livres recommandés (en français et en anglais) par le programme de la banque TD ont été achetés pour le programme d'été. Une annonce passera sous peu pour l'embauche des étudiants d'été pour la municipalité.

Ressources humaines : Étant donné la difficulté à remplacer les congés de maladie et les absences, un poste de commis a été affiché. Nous avons reçu quatre (4) applications. Une sélection sera faite pour procéder à l'embauche d'une personne qui aura par la suite de la formation.

Succursale St Isidore Branch: Nous avons recommencé les expositions d'œuvres d'art. Nous avons présentement les œuvres de Pierre Caron en exposition jusqu'à la mi-avril. Nous avons également d'autres artistes en liste pour exposer dans les prochains mois



Succursale St Albert Branch : Pour souligner les célébrations du 150ème , nous avons fait fabriquer une affiche en bois de grange qui représente "150". Elle sera installée sur le mur arrière de la succursale et sera entourée de photos et d'annonces en provenance du programme de la fête de la St Jean de 1974 qui fêtait alors le 100ième de la paroisse. Il est intéressant de constater que certaines annonces d'une variété de commerces de la région n'existent plus.

Succursale Limoges Branch: Comme les visites de classes ont bien fonctionné, soit deux matins par semaine, entre janvier et mars, nous allons poursuivre avec l'horaire jusqu'à la fin mai.

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2024-04-24

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2024-04-22		2024-04-22
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	Inconnu	2024-04-22		2024-04-22
The Palace Retirement Home	Alexandria	Entérique	Inconnu	2024-04-15	2024-04-22	2024-04-22
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	COVID-19	2024-04-10		2024-04-10
Cornwall Community Hospital 6 South	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-04-09	2024-04-15	2024-04-15
The Palace Long Term Care	Alexandria	Respiratoire	Coronavirus/Rhinovirus	2024-04-08	2024-04-15	2024-04-15
Glen Stor Dun Lodge	Cornwall	Respiratoire	Coronavirus/Influenza A/Rhinovirus	2024-04-04	2024-04-17	2024-04-17
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	Parainfluenza	2024-04-03	2024-04-16	2024-04-16
St Joseph Continuing Care Centre	Cornwall	Respiratoire	Human Coronavirus/Influenza B	2024-04-03	2024-04-22	2024-04-22
Foyer St-Viateur Nursing Home	Limoges	Respiratoire	COVID-19	2024-04-02	2024-04-17	2024-04-17
Oasis Residence Simon	Rockland	Respiratoire	VRS	2024-04-02	2024-04-16	2024-04-16
Southbridge Cornwall - Tree Haven	Cornwall	Respiratoire	Inconnu	2024-04-01	2024-04-11	2024-04-11
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	COVID-19	2024-03-28	2024-04-09	2024-04-09
Southbridge Cornwall-Trillium	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2024-03-26	2024-04-05	2024-04-05
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Parainfluenza	2024-03-26	2024-04-22	2024-04-22
Auberge Plein Soleil	Alfred	Respiratoire	COVID-19	2024-03-21	2024-04-15	2024-04-15
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Entérique	Inconnu	2024-03-20	2024-04-08	2024-04-08
Residence Aquatria	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2024-03-15	2024-04-08	2024-04-08

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

Depuis mai 2023, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents/patients, reliés par un lien épidémiologique (ex. un même étage ou unité), chacun ayant un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif dans une période de 7 jours où il est raisonnable de croire que l'infection s'est développée dans le milieu.

Activité grippale dans la région

Il y a des cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
 - [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)
-
- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
 - [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.

Corporation de la Municipalité de la Nation

Rapport de planification d'audit remis au conseil
municipal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023

COMMENCER

BDO



A l'attention au conseil municipal de Corporation de la Municipalité de la Nation

Nous sommes heureux de vous remettre ce rapport de planification qui met en lumière et explique les principaux points qui sont, à notre avis, pertinents pour l'audit des états financiers de Corporation de la Municipalité de la Nation (« la Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Le rapport de planification ci-joint présente notre approche à l'égard de votre audit, les risques que nous avons relevés ainsi que les conditions de notre mission. Lors de notre réunion de fin d'exercice, nous vous remettrons une copie de notre rapport de l'auditeur provisoire et aborderons la nature, l'étendue et les résultats de nos travaux d'audit. Nous ferons également état des déficiences importantes du contrôle interne que nous aurions relevées au cours de notre audit et confirmerons de nouveau notre indépendance.

Notre audit et, par conséquent, ce rapport ne permettent pas nécessairement de faire toutes les constatations susceptibles d'intéresser au conseil municipal aux fins de l'exercice de ses responsabilités. Ce rapport est uniquement destiné à l'usage au conseil municipal et, par conséquent, ne doit pas être distribué sans notre consentement préalable. En conséquence, nous n'assumons aucune responsabilité quant à l'utilisation du présent document par un tiers.

Nous sommes impatients de terminer notre rapport de l'auditeur provisoire et d'aborder nos conclusions avec vous. Entre-temps, n'hésitez pas à communiquer avec nous si vous avez des questions ou des préoccupations.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L.



Table des matières

1	Votre équipe d'audit de BDO	4
2	Calendrier de l'audit	5
3	Responsabilités de l'auditeur	6
4	Risques importants et réponses prévues	9
5	Étendue prévue	10
6	Notre méthode d'audit des états financiers	11
7	Notre approche d'audit	12
8	Ensemble d'outils d'audit de BDO	13
9	Ressources recommandées	15

Votre équipe d'audit de BDO



ANNIK BLANCHARD, CPA, CA

Tél. : 613 690 2978

Adresse élect. : ablanchard@bdo.ca

Annik a plus de 20 ans d'expérience en comptabilité publique et est l'associée en charge pour de nombreux organismes du secteur à but non lucratif et du secteur public de la région de la capitale nationale.

Annik veillera à ce que la Municipalité reçoive un excellent service de la part de l'équipe de mission. Elle assumera la responsabilité ultime de la qualité des services que nous fournissons. Elle sera disponible pour répondre à toutes les questions, préoccupations ou problèmes et assistera aux réunions d'audit.



OLIVIER BOIES, CPA (QUÉBEC)

Tél. : 613 690 2870

Adresse élect. : oboies@bdo.ca

Olivier compte plus de 5 ans d'expérience en audit, particulièrement dans des organisations du secteur public.

Olivier Boies sera responsable de la planification et de l'exécution du projet dans son ensemble. Il communiquera avec les autres membres de l'équipe pour s'assurer qu'ils répondent à toutes les attentes en matière de services et de coûts, et apportera des ressources supplémentaires si nécessaire. Il possède une vaste expérience dans la planification, et la réalisation d'audits, dans le développement et la supervision du personnel ainsi que la révision de problèmes comptables techniques.



JACINTA YELLE

Tél. : 613 690 1362

Adresse élect. : jyelle@bdo.ca

Jacinta compte plus de 2 ans d'expérience en comptabilité, incluant l'audit, dans divers secteurs.

Jacinta sera responsable de l'exécution du travail fait sur place lors de l'audit, incluant l'ébauche des états financiers consolidés et autres documents à livrer. Elle supervisera le travail des autres membres de l'équipe d'audit sur place.

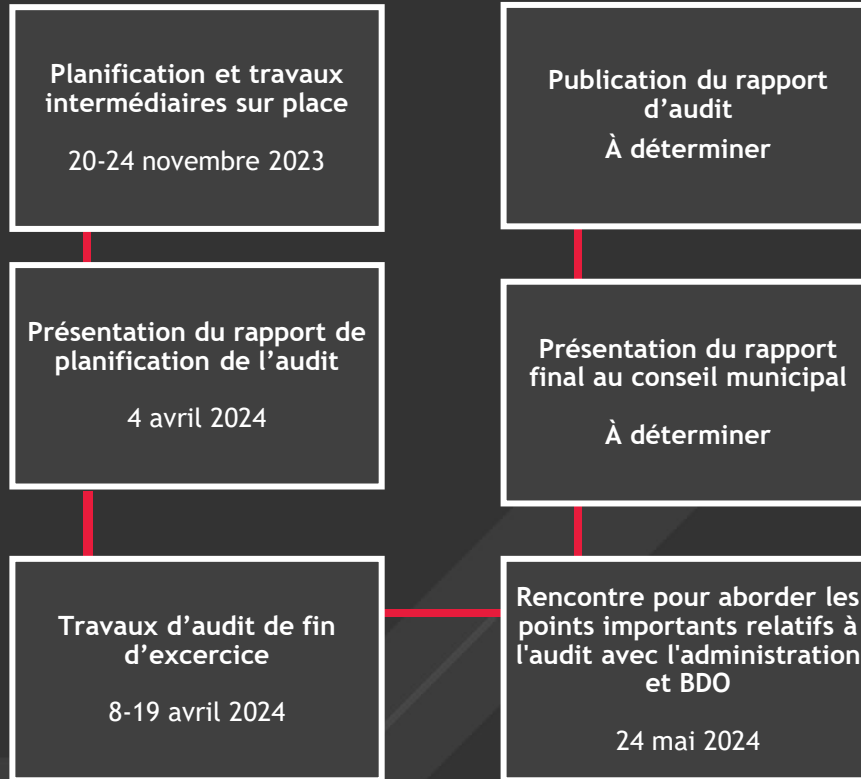
Notre indépendance



Nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes et nous n'avons connaissance d'aucune relation entre Corporation de la Municipalité de la Nation et notre cabinet qui peut raisonnablement être considérée comme susceptible d'avoir des incidences sur notre indépendance.



Calendrier de l'audit



ENSEMBLE D'OUTILS D'AUDIT NUMÉRIQUES DE BDO

APT Next Gen

Nous utilisons le logiciel et outil de documentation APT Next Gen pour sauver du temps, simplifier nos processus et réaliser des audits sans support papier.

EN SAVOIR PLUS

DÉCOUVRIR LA DIFFÉRENCE NUMÉRIQUE





Responsabilités de l'auditeur : états financiers

Nous avons la responsabilité de formuler et d'exprimer une opinion sur les états financiers qui ont été préparés par l'administration, avec la supervision des responsables de la gouvernance. L'audit des états financiers ne dégage pas l'administration et les responsables de la gouvernance de leurs responsabilités. L'étendue de nos travaux, telle que confirmée dans notre lettre de mission, est définie ci-dessous :

Travaux d'audit de fin d'exercice

- ▶ Collaborer avec l'administration en vue d'une publication en temps opportun des états financiers, des déclarations de revenus et des consentements pour les documents de placement.
- ▶ Fournir des lettres de recommandation constructives et en temps opportun. Ceci inclura les faiblesses du contrôle interne qui ont été cernées lors de notre audit.
- ▶ Présenter des conclusions importantes au conseil municipal, y compris les questions clés portant sur l'audit et la comptabilité, les faiblesses importantes du contrôle interne et les autres questions importantes découlant de nos travaux.



Nous devons acquérir une compréhension du système de contrôles internes en place pour utiliser le caractère adéquat de ces contrôles comme base pour la préparation des états financiers, pour déterminer si des documents comptables adéquats sont conservés, et pour évaluer le caractère adéquat de ces contrôles et de ces dossiers pour savoir si nous pouvons nous en servir comme base pour concevoir et exécuter nos tests d'audit.

Nous sommes tenus de vous signaler par écrit toute déficience importante dans les contrôles internes que nous avons repérée au cours de l'audit.



Responsabilités de l'auditeur : fraude

Nous sommes responsables de la planification et de la réalisation de l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et nous devons, à cet égard, exécuter les tâches suivantes :

- ▶ Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives résultant de fraudes;
- ▶ Obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les risques évalués d'anomalies significatives résultant de fraudes, en concevant et en mettant en œuvre des réponses appropriées;
- ▶ Fournir une réponse appropriée pour les cas de fraude ou les cas de fraude suspectée relevés pendant l'audit.

La probabilité de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevée que celle d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion et d'autres stratagèmes subtils et soigneusement orchestrés visant à la dissimuler.

Le rapport de l'auditeur



Notre méthode d'audit des états financiers

NOTRE PROCESSUS



Responsabilités de l'auditeur : fraude

Pendant notre processus de planification, nous effectuerons des procédures d'évaluation des risques et des activités connexes afin d'acquérir une compréhension de l'entité et de l'environnement dans lequel elle évolue, y compris les contrôles internes de la Municipalité afin d'obtenir des renseignements que nous utiliserons pour repérer les risques d'anomalies significatives en raison de fraudes. Nous nous renseignerons auprès de l'administration concernant ce qui suit :

- ▶ Évaluation par l'administration du risqué que les états financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes, notamment la nature, la portée et la fréquence des procédures d'évaluation.
- ▶ Procédures mises en place par l'administration pour identifier les risques de fraude dans la Municipalité et y répondre, notamment les risques spécifiques de fraude qu'elle a identifiés ou qui ont été portés à son attention, ou les catégories d'opérations, les soldes de comptes ou les informations à fournir dans les états financiers qui sont susceptibles d'être exposés à un risque de fraude.
- ▶ Information que l'administration a communiquées, le cas échéant, aux responsables de la gouvernance sur les procédures mises en place pour identifier les risques de fraude dans Corporation de la Municipalité de la Nation et pour y répondre.
- ▶ Communication par l'administration le cas échéant, d'informations au personnel concernant sa vision des pratiques commerciales et du comportement éthique.

Nous n'avons pris connaissance d'aucune fraude ayant une incidence sur la Municipalité. Si vous avez connaissance de cas de fraudes avérées, suspectées ou alléguées, veuillez nous en informer.



Risques importants et réponses prévues

Nous avons relevé les risques importants suivants qui requièrent une attention particulière lors de l'audit. Ces risques ont été relevés en fonction de notre connaissance de la Municipalité, notre expérience antérieure et des renseignements fournis par l'administration et au conseil municipal. Veuillez passer en revue ces risques importants et nous faire part de vos commentaires à leur égard ou de tout autre secteur de préoccupation.

Postes des états financiers	Risques relevés	Approche d'audit
Comptabilisation des produits	Selon les norms d'audit canadiennes, les audits doivent comporter un risqué important en matière de comptabilisation des produits.	Nous examinerons les entrées de journal et les ajustements apportés aux revenus fiscaux et aux redevances d'usage et nous allons envoyer des confirmations externes.
Services aux employés résidents	Risque que les employés résidents manipulent leur propre taux de taxes municipales et redevances des usagers.	Nous examinerons les taux chargés aux employés résidents.
Dérogation des contrôles par la direction	Le dépassement des contrôles par la direction est un risque standard dans tous les audits.	Nous examinerons les entrées de journal tout au long de l'année.
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	La norme NCSP 3280 est entrée en vigueur le 1er septembre 2022. La norme exige que la municipalité estime les coûts liés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations pour diverses immobilisations qui auront des coûts de mise hors service à la fin de leur durée de vie.	Nous examinerons le processus de mise en œuvre de la nouvelle norme par la direction. Il s'agira notamment de comprendre le processus d'identification par la direction des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et d'examiner la manière dont les coûts estimés ont été déterminés. Nous allons également obtenir, évaluer et nous appuyer sur le travail des experts engagés par la direction pour l'aider à identifier les obligations et les coûts liés à la mise hors service des immobilisations. Finalement, nous examinerons les écritures comptables préparées par la direction et nous nous assurerons que les ajustements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires de la norme.

Seuil de signification

Nous avons déterminé que le seuil de signification est de 745 000 \$, selon le 3 % des revenus.

Les anomalies sont considérées importantes lorsqu'on s'attend raisonnablement à ce qu'elles influencent les décisions que les utilisateurs prendront en se basant sur les états financiers.

Notre calcul du seuil de signification est basé sur les résultats préliminaires de la Municipalité. Si les résultats réels changent considérablement, nous communiquerons ces changements au conseil municipal dans le cadre de notre communication de fin d'exercice.

Nous communiquerons toutes les anomalies corrigées et non corrigées repérées pendant notre audit au conseil municipal; ces anomalies sont différentes de celles que nous considérons comme étant « manifestement négligeables ».

Nous invitons la direction à corriger toutes les anomalies relevées au cours du processus d'audit.

Notre méthode d'audit des états financiers : processus d'audit en six étapes

DÉTERMINATION ET ÉVALUATION DES RISQUES

Nous mettons l'accent sur les postes des états financiers susceptibles de contenir des anomalies significatives en raison des risques auxquels vous êtes confrontés.

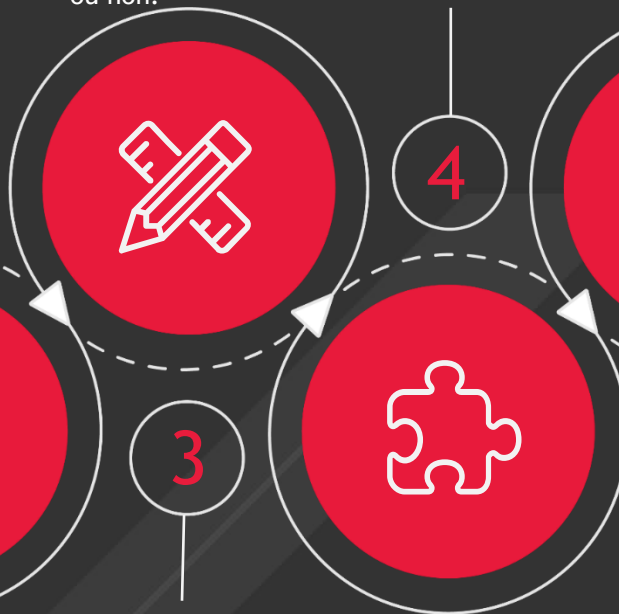


ÉTENDUE DE L'AUDIT

Nous effectuons un examen préliminaire afin de planifier l'audit, de déterminer le seuil de signification et de délimiter l'étendue de l'audit.

OBTENTION D'ÉLÉMENTS PROBANTS

Nous mettons en œuvre des procédures d'audit tout en exerçant adéquatement notre esprit critique afin de conclure si les états financiers donnent une image fidèle ou non.



ÉLABORER UN PROCESSUS D'AUDIT

Nous élaborons une stratégie d'audit appropriée nous permettant d'obtenir une assurance suffisante pour rédiger un rapport sur les états financiers.

RAPPORT

Nous communiquons notre opinion et les détails des questions sur lesquelles nous sommes tenus de nous prononcer.



FORMULATION D'UNE OPINION

Nous déterminons si nous disposons de suffisamment d'éléments probants pour conclure que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives et nous examinons l'incidence des anomalies potentielles relevées.

Nouvelle norme de qualité en matière d'audit



ISQM 1

La qualité d'un audit repose non seulement sur les personnes qui le réalisent, mais aussi sur les systèmes qui le fondent. Les nouvelles règles de cette norme améliorent énormément la qualité de votre audit.

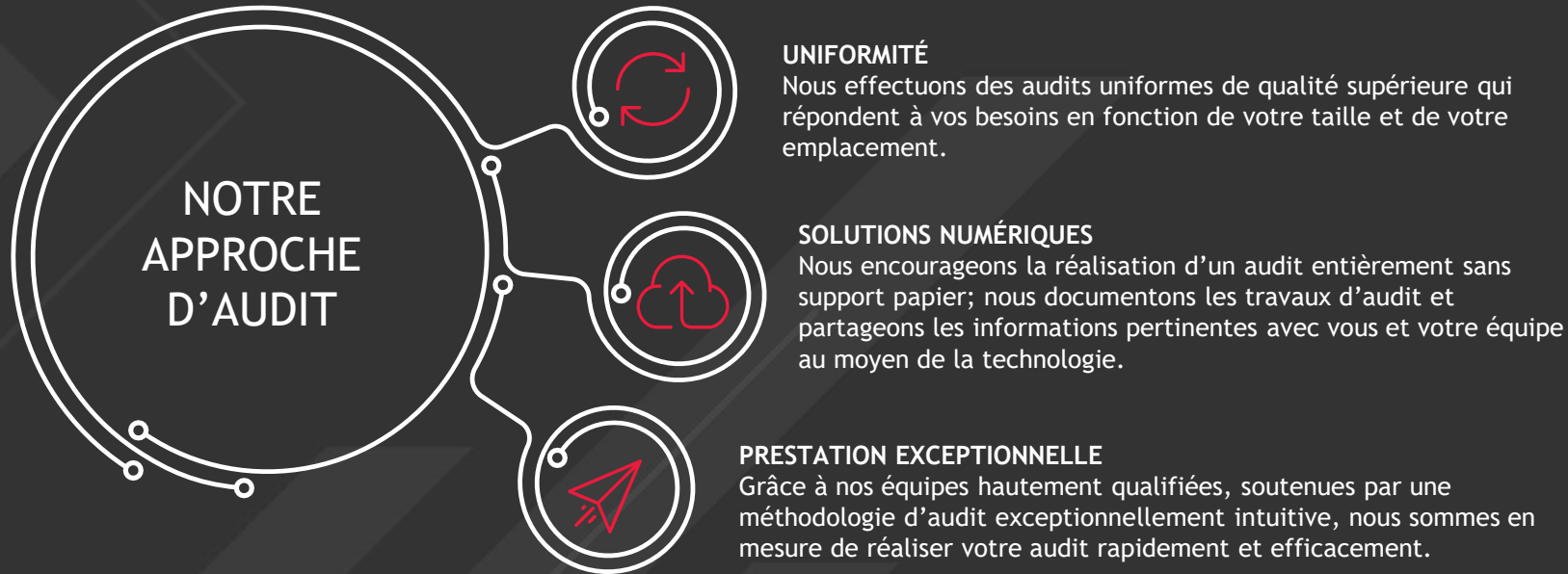
[EN SAVOIR PLUS SUR LA NORME](#)

Notre approche d'audit : répondre aux besoins

La structure du cabinet a été pensée de manière à disposer d'un associé pour six employés. Cela permet une facilité d'accès au personnel expérimenté et à l'associé principal tout au long de votre audit. Notre façon de faire permet à l'équipe d'acquérir une bonne compréhension de votre organisation.

Notre processus d'audit se distingue de l'audit classique par le recours à des examens sur le terrain, dans le respect des normes de sécurité liées à la COVID-19. L'avantage de l'examen sur le terrain réside dans le fait que les décideurs finaux sont déjà sur place pour régler tout problème et achever le dossier.

Nous offrons une gamme complète de services ainsi que l'expertise d'un cabinet national. Nous ne perdons toutefois pas de vue notre appartenance aux communautés locales. La gamme complète de services que nous proposons est enrichie par une vaste connaissance des divers secteurs acquise en près de 100 ans d'expérience auprès des collectivités locales.



Découvrez comment nous améliorons la qualité des audits



Publication du Rapport sur la qualité des audits

Nos valeurs fondamentales concernent la qualité des audits, les mesures concrètes que nous prenons pour l'appuyer et les avancées que nous avons réalisées pour l'améliorer.

Suivez notre évolution

Ensemble d'outils d'audit de BDO

Nos outils d'audit numériques permettent à nos équipes de mener des audits systématiques fondés sur les risques, autant au Canada qu'à l'échelle internationale, en faisant preuve d'une efficacité maximale et en perturbant le moins possible les activités et le personnel de nos clients.



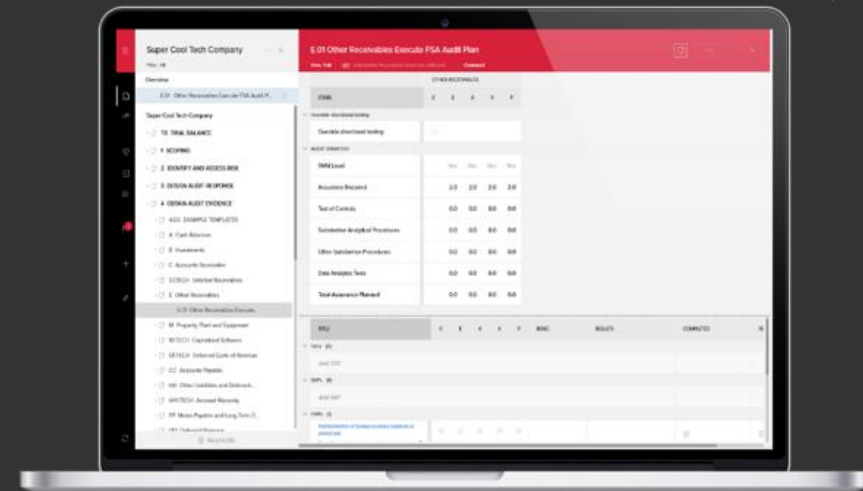
APT Next Gen

Notre logiciel d'audit et outil de documentation, nommé « APT », fait partie intégrante de notre méthodologie d'audit. Nos professionnels utilisent APT pour concevoir et exécuter des procédures d'audit et des tests pertinents fondés sur les risques et reposants sur les Normes canadiennes d'audit (NCA) applicables, ainsi que pour tenir compte des objectifs et des circonstances propres à la mission et au secteur.

APT nous permet de réaliser un audit adapté à votre organisation, qu'il s'agisse d'un audit de petite ou de grande envergure; d'un audit complexe, ou simple.

Cet outil sophistiqué renforce également deux attributs fondamentaux de nos audits : la cohérence et la qualité. Le modèle de qualité que nous avons élaboré mesure nos résultats d'audit à l'aide d'indicateurs de qualité rigoureux et reflète notre indispensable philosophie en matière de qualité. Pour voir la qualité et la cohérence de nos audits à l'œuvre, il suffit de voir comment nos équipes partagent les pratiques d'audit les plus efficaces pour favoriser une amélioration continue.

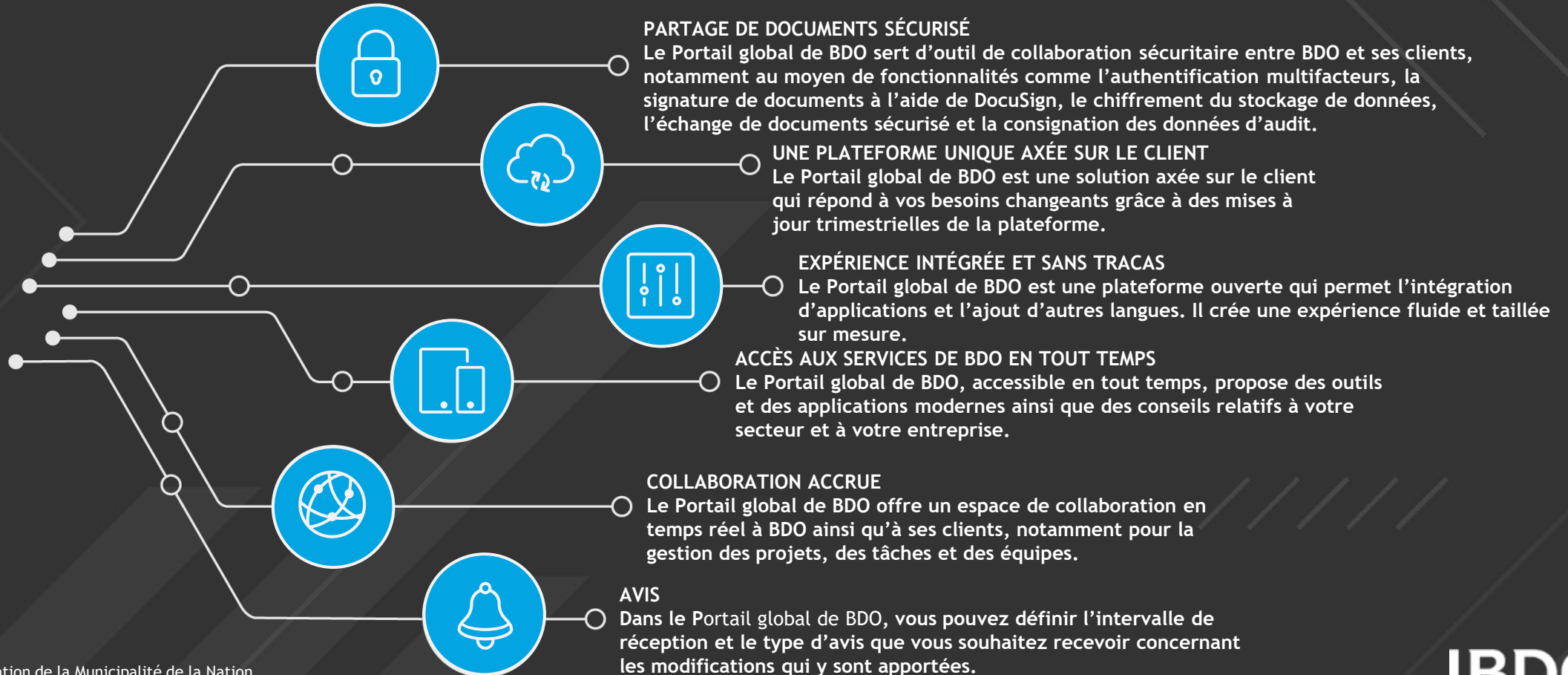
Grâce à une alliance stratégique avec Microsoft et à l'introduction d'une nouvelle technologie, cet outil mondial en infonuagique est désormais en mesure de simplifier et de cibler le processus d'audit de façon encore plus poussée pour les professionnels de BDO et leurs clients.





Portail global de BDO

Le Portail global de BDO améliore votre expérience numérique avec vos conseillers du cabinet. Disponible en tout temps, le Portail vous permet d'accéder à l'entièreté des services, des outils, des applications et des informations pour collaborer aisément avec vos conseillers dans un environnement informatique flexible



Pleins feux sur le développement durable

En raison des événements mondiaux en constante évolution, les organisations canadiennes ont dû mettre le développement durable au cœur de leurs priorités. Les dirigeants, les investisseurs et les clients doivent maintenant prendre des mesures relatives aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »).

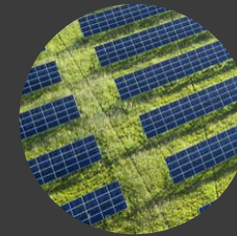
Les organismes de réglementation et d'élaboration de normes apportent leur contribution en soutenant la présentation de l'information financière en matière de développement durable. De plus en plus, les organisations devront aller au-delà de l'information financière et démontrer leur engagement envers le développement durable à l'aide de mesures autres que financières.

5 raisons pour lesquelles les entreprises devraient se soucier des ESG



[VOIR 5 RAISONS](#)

Les changements climatiques : un incontournable en matière d'information financière



[LIRE L'ARTICLE](#)

10 questions sur les rapports sur la durabilité



[EXPLOREZ LES QUESTIONS](#)

Virage vert et comptabilité



[EN SAVOIR PLUS](#)

Intégration par les directeurs financiers du développement durable dans la présentation de l'information financière



[RECONSTRUIRE DE MANIÈRE DURABLE](#)

Repenser la durabilité : la feuille de route des ESG



[VOIR LA FEUILLE DE ROUTE](#)

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of January

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$170,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$225,000.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$350,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$5,000.00
Residential - Accessory	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$75,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$84,000.00
Residential - Dwelling Units	\$0.00	\$440,000.00	\$440,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00
Total Construction Value	\$395,000.00	\$580,000.00	\$440,000.00	\$3,004,000.00	\$1,969,000.00
Total Number of Permits Issued	4	3	1	9	7
Total Dwelling Units Created	0	2	2	10	12
Total Permit Fees Collected	\$3,641.10	\$7,074.00	\$4,778.28	\$22,438.31	\$20,698.55

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for January

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$170,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$225,000.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$350,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$5,000.00
Residential - Accessory	\$150,000.00	\$5,000.00	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$75,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$84,000.00
Residential - Dwelling Units	\$0.00	\$425,000.00	\$440,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00
Total Construction Value	\$395,000.00	\$580,000.00	\$440,000.00	\$3,004,000.00	\$1,969,000.00
Total Number of Permits Issued	4	3	1	9	1
Total Dwelling Units Created	0	2	2	10	1
Total Permit Fees Collected	\$3,641.10	\$7,074.00	\$4,778.28	\$22,438.31	\$20,698.50

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of February

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$0.00	\$300,000.00	\$300,000.00	\$200,000.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$1,000,000.00	\$2,000.00	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$200,000.00	\$200,000.00	\$1,800,000.00	\$0.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$2,000.00	\$2,000.00	\$0.00	\$10,000.00
Residential - Accessory	\$35,000.00	\$20,000.00	\$20,000.00	\$0.00	\$46,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$105,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$18,000.00
Residential - Dwelling Units	\$5,150,000.00	\$80,000.00	\$80,000.00	\$0.00	\$0.00
Total Construction Value	\$6,290,000.00	\$190,000.00	\$604,000.00	\$2,000,000.00	\$74,000.00
Total Number of Permits Issued	12	6	6	5	6
Total Dwelling Units Created	18	1	5	0	0
Total Permit Fees Collected	\$40,284.18	\$35,150.60	\$13,041.00	\$20,002.80	\$760.00

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for February

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$170,000.00	\$0.00	\$300,000.00	\$200,000.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$1,000,000.00	\$0.00	\$2,000.00	\$225,000.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$0.00	\$200,000.00	\$1,800,000.00	\$350,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$0.00	\$2,000.00	\$0.00	\$15,000.00
Residential - Accessory	\$185,000.00	\$10,000.00	\$20,000.00	\$0.00	\$76,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$180,000.00	\$145,000.00	\$0.00	\$0.00	\$102,000.00
Residential - Dwelling Units	\$5,150,000.00	\$465,000.00	\$520,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00
Total Construction Value	\$6,685,000.00	\$770,000.00	\$1,044,000.00	\$5,004,000.00	\$2,043,000.00
Total Number of Permits Issued	16	9	7	14	1
Total Dwelling Units Created	18	3	7	10	1
Total Permit Fees Collected	\$43,925.28	\$42,224.60	\$17,819.28	\$42,441.11	\$21,458.50

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of March

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$80,000.00	\$1,400,300.00	\$1,400,300.00	\$490,000.00	\$0.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$100,000.00	\$0.00	\$0.00	\$500,000.00	\$0.00
Agricultural - New	\$135,000.00	\$0.00	\$0.00	\$1,600,000.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$73,000.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$500,000.00	\$500,000.00	\$625,000.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$14,031,250.00	\$14,031,250.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$45,000.00	\$102,000.00	\$102,000.00	\$3,000.00	\$0.00
Residential - Accessory	\$95,000.00	\$214,500.00	\$214,500.00	\$970,000.00	\$0.00
Residential - Addition / Alterations	\$0.00	\$357,000.00	\$357,000.00	\$411,000.00	\$7,500.00
Residential - Dwelling Units	\$5,430,000.00	\$5,648,000.00	\$5,648,000.00	\$2,030,000.00	\$500,000.00
Total Construction Value	\$5,885,000.00	\$4,148,000.00	\$22,253,050.00	\$6,702,000.00	\$507,500.00
Total Number of Permits Issued	25	16	33	37	3
Total Dwelling Units Created	29	4	25	5	2
Total Permit Fees Collected	\$60,708.66	\$15,387.97	\$128,662.38	\$39,309.29	\$3,734.38

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for April

	2024	2023	2022	2021	2020
Agricultural - Accessory	\$80,000.00	\$4,019,000.00	\$4,413,300.00	\$1,467,000.00	\$1,082,000.00
Agricultural - Addition / Alterations	\$100,000.00	\$587,000.00	\$2,410,000.00	\$915,000.00	\$55,000.00
Agricultural - New	\$135,000.00	\$5,005,000.00	\$750,000.00	\$7,800,000.00	\$5,950,000.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$105,000.00	\$390,000.00	\$173,000.00	\$510,000.00
Commerical - New	\$0.00	\$490,000.00	\$3,825,000.00	\$2,452,000.00	\$1,462,600.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$3,500,000.00	\$100,000.00	\$100,000.00	\$1,548,000.00
Industrial - New	\$0.00	\$8,467,000.00	\$18,216,250.00	\$7,442,500.00	\$12,500.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$4,647,000.00	\$8,730,000.00	\$910,000.00	\$103,000.00
Institutional - New	\$0.00	\$145,000.00	\$60,000.00	\$10,060,000.00	\$30,000.00
Miscellaneous	\$53,000.00	\$66,208.00	\$296,000.00	\$607,000.00	\$60,700.00
Residential - Accessory	\$352,000.00	\$3,326,500.00	\$2,370,500.00	\$3,572,899.00	\$2,068,513.00
Residential - Addition / Alterations	\$18,500.00	\$2,681,000.00	\$1,280,000.00	\$1,359,500.00	\$1,175,800.00
Residential - Dwelling Units	\$6,330,000.00	\$24,667,000.00	\$32,078,000.00	\$22,985,000.00	\$16,742,000.00
Total Construction Value	\$7,068,500.00	\$57,705,708.00	\$74,919,050.00	\$59,843,899.00	\$30,800,113.00
Total Number of Permits Issued	39	225	252	278	24
Total Dwelling Units Created	31	81	126	85	5
Total Permit Fees Collected	\$66,519.94	\$289,495.43	\$430,720.52	\$425,951.42	\$242,733.94



Contrat de service

Clinique mobile de counseling



Entente intervenue entre :

Le Centre régional de santé mentale et toxicomanie

Et :

La Municipalité de la Nation

958, route 500 Ouest
Casselman Ontario
K0A 1M0

2024-04-04



Présentation de la Clinique Mobile de Counseling :

Le centre régional de santé mentale et toxicomanie de l'Hôpital général de Hawkesbury et district (HGH) met sur pieds une clinique mobile de counseling en santé mentale et toxicomanie.

Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, les groupes vulnérables, notamment les personnes à faible revenu, les personnes appartenant à des groupes raciaux et ethniques minoritaires, les communautés rurales et la communauté agricole continuent d'être confrontés à des problématiques d'accès à des services de santé mentale et toxicomanie.

Pour remédier à ces difficultés, nos services de santé mentale et de lutte contre les dépendances tentent d'accroître l'accès à ces services par de nouveaux moyens moins traditionnels. Notre service de fourgonnette mobile peut délivrer les services de santé mentale et toxicomanie nécessaires directement aux populations mal desservies.

Description des services :

Notre service consiste en l'installation de la fourgonnette dans un lieu accessible nous permettant de faire connaître nos services, d'offrir de l'éducation et de la promotion sur des sujets clés de la santé mentale et toxicomanie, tout en offrant une clinique de counseling sans rendez-vous sur place aux personnes qui demandent de l'aide.

Horaire des services :

La fourgonnette sera sur place à tous les premiers jeudis du mois à Limoges à compter du 2 mai 2024 jusqu'au 3 octobre 2024. Elle sera également présente les deuxièmes jeudis du mois à St-Isidore pour les mois de mai et juin 2024, à compter du 9 mai 2024 jusqu'au 13 juin 2024, tant que la température le permettra.

Les heures sont de 10h00 à 15h00.

Endroit

La fourgonnette sera installée au Complexe de la Nation, 243 Limoges Road à Limoges ainsi que sur le terrain de l'Aréna au 20, rue de L'Aréna, St Isidore, Ontario K0C 2B0.

Obligations des parties :

1. Le **Centre régional de santé mentale et toxicomanie** s'engage à :

- Installer la fourgonnette de façon à ne pas causer de bris ou de bloquer l'accès aux installations du terrain convoité.
- Assurer la présence sur le terrain de la municipalité selon le calendrier et heures prévues dans le présent contrat.
- La fourgonnette doit être sur place un minimum de 30 minutes avant le début de l'ouverture de la clinique au public.
- Laisser le terrain sans déchet ou bris causé par le matériel installé sur place.
- Fournir une preuve d'assurance additionnelle sur demande.

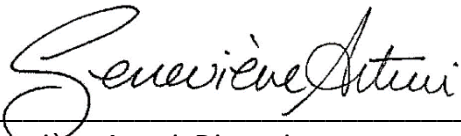
2. **La municipalité** s'engage pour sa part à :

- Mettre à la disposition des employés de l'HGH l'accès à des installations sanitaires de la municipalité durant la journée.
- Coordonner les détails logistiques si nécessaire.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉS à Hawkesbury, le quatrième jour du mois d'avril 2024.

Nom en caractère d'imprimerie :
Titre :

Date



Geneviève Arturi, Directrice
Programme de santé mentale et toxicomanie

2024-04-04

Date



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: PLA-05-2024

Sujet : Adoption du règlement de zonage 72-2024, filière ZBL-19-2023

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur de l'urbanisme

Révisé par : Josée Brizard Directrice Générale

Date de la réunion : 29 avril 2024

Contexte

Le 28 novembre 2022, le Service de l'aménagement du territoire (SAT) présentait en réunion publique une demande de modification de zonage, filière ZBL-19-2022, afin de permettre l'épandage de boue septique sur le 2450 chemin de concession 14.

Le SAT recommandait la modification mais devait attendre l'approbation finale du plan officiel avant de procéder avec l'adoption du règlement.

En juillet 2023, le plan officiel a reçu l'approbation finale, donc aujourd'hui nous pouvons procéder avec l'adoption du règlement.

Rapport

N/A

Liens aux priorités

N/A

Considérations financières

N/A

Politique d'achat

N/A

Recommandation

Le SAT recommande l'adoption du règlement 72-2024 pour la filière ZBL-19-2022.

Pièces jointes



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: CL-08-2024

Sujet : Politique sur les parades

Préparé par: Aimée Roy, Greffière

Révisé par: Josée Brizard, DG

Date de la réunion: April 29, 2024

Contexte

Politique des CUPR

Si une organisation organise un défilé ou un événement sur l'emprise d'un comté, en partie ou en totalité, les règlements des Comtés unis de Prescott et Russell #2023-21 (annexe B) et #2023-27 (annexe C) déclarent que :

- Les organisateurs de l'événement doivent obtenir un permis des CUPR (article 4, Règlement 2023-21).
 - Pour demander un permis, les organisateurs de l'événement doivent soumettre : une lettre ou résolution d'appui de la municipalité, un plan de contrôle de la circulation et un certificat d'assurance (Section 5.5 & 5.6, Règlement 2023-21).
 - Si un chemin doit être complètement fermé pour l'événement, l'article 6.3 du Règlement 2023-27 s'appliquera.

Politique de la PPO

À compter de 2023, une organisation devra soumettre une demande au commandant de détachement de la Police provinciale de l'Ontario si elle souhaite que la police participe au contrôle de la circulation.

Politique de La Nation

La Municipalité de La Nation n'a aucune procédure ou politique formelle concernant les défilés sur une emprise dans le réseau routier municipal. Cela dit, en vertu du Règlement sur la délégation de pouvoirs de la Nation, le Directeur des Travaux publics est autorisé à approuver les demandes de défilés et les fermetures de routes.

Service des incendies

Le Code de la route ne permet pas au service d'incendie ou à ses pompiers de contrôler, diriger ou bloquer la circulation automobile, sauf en cas d'urgence et/ou selon les directives de la Police provinciale de l'Ontario. Ainsi, lors d'un défilé ou de toute autre activité, les pompiers ne peuvent participer qu'à titre de participants ou dans le cadre d'une fonction d'éducation du public. Les fermetures de routes relèvent de la responsabilité des travaux publics (ou d'un tiers), et la gestion automobile relève de la responsabilité de la Police provinciale de l'Ontario.

Rapport

Le Bureau de la Greffe recommande d'établir une procédure pour les demandes de défilé afin de simplifier le processus et de garantir que toutes les parties soient informées.

Politique proposée

A. Politique de Demande de défilé tenu sur une route municipale uniquement

1. L'organisateur du défilé doit remplir le formulaire de demande en ligne et le soumettre quatre semaines avant la date de l'événement (voir l'annexe A, formulaire de demande).
2. La demande sera transmise au directeur des travaux publics pour considération.
3. Si le directeur l'approuve, le département des Travaux publics avisera l'organisateur, le Bureau de la Greffe et le service d'incendie de la décision du directeur dans un délai de quatre jours ouvrables.
4. Les pompiers peuvent participer aux défilés à titre de participants ou à des fins d'éducation du public. Conformément au Code de la route, les pompiers ne peuvent pas contribuer au contrôle de la circulation ou à la fermeture de routes. Si l'organisateur demande la participation du service d'incendie, la demande sera envoyée au Chef pompier ou à sa personne désignée pour considération. En cas d'approbation, le Service des incendies en informeront toutes les parties (organisateur, département des Travaux publics et le Bureau de la greffe).

Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 613-764-5444.

B. Politique Demande de défilé tenu en tout ou en partie sur une route de comté

Tout défilé ayant lieu, en partie ou en totalité, sur un chemin de comté (c'est-à-dire sous la juridiction des Comtés unis de Prescott et Russell), doit suivre les règles telles qu'établies dans leur règlement numéro 2023-21 et 2023-27, relatif à demandes d'utilisation de l'emprise.

Veillez suivre les étapes suivantes pour soumettre une demande de défilé tenu en partie ou en totalité sur le réseau routier des Comtés unis de Prescott et Russell.

1. L'organisateur du défilé doit remplir le formulaire de demande en ligne de La Nation et le soumettre quatre semaines avant la date de l'événement (voir l'annexe A, formulaire de demande).
2. La demande sera présentée au Directeur des Travaux publics de La Nation pour considération.
3. S'il est approuvé, le Département des Travaux publics informera l'organisateur, le Bureau de la Greffe, et le Service des incendies de La Nation de la décision du directeur dans les quatre jours suivants. Le Département des Travaux publics enverra une lettre d'appui à l'organisateur du défilé.

4. L'organisateur doit transmettre les informations requises, la lettre d'appui et l'attestation d'assurance au Service des travaux publics des CUPR au minimum 2 semaines avant la date du défilé. Veuillez visiter le site web des CUPR pour plus amples informations.

Annex A

Annexe A

Formulaire de demande de défilé à retourner à : admin@nationmun.ca

1. Nom de l'organisation/du comité organisateur :
2. Nom de la personne à contacter :
3. Numéro de téléphone de contact :
4. Adresse courriel de la personne de contact :
5. Date du défilé :
6. Heure de début du défilé :
7. Itinéraire prévu du défilé :
8. Plan de gestion de la circulation / sécurité publique :
9. Ressources requises :
10. Demandez-vous la participation des pompiers (en tant que participants ou à des fins d'éducation du public uniquement) :
11. Avez-vous besoin de fermetures de routes :
12. Confirmation que les autorités/tiers ont été informés du défilé, comme requis :

Police provinciale de l'Ontario :

Détachement de Hawkesbury : 613-632-2729 x 6106,

opp.hawkesbury@opp.ca

Détachement d'Embrun : 613-443-4499, opp.russellcounty@opp.ca

13. Une attestation d'assurance est requise, veuillez joindre un justificatif :
 - a. Pour fermeture temporaire de route : responsabilité civile commerciale de 5 000 000,00 \$.
 - b. Prévoir une attestation d'assurance avec la municipalité de La Nation et le propriétaire (organisateur) comme assuré supplémentaire.
 - c. Fournir une attestation d'assurance auprès des CUPR comme assuré supplémentaire, si requis.
 - d. Automobile : fournir une attestation d'assurance de 5 000 000,00 \$.

Pertinence par rapport aux priorités

Non applicable

Plan de communication

Une section dédiée aux défilés sera ajoutée au site Internet municipal.

Une lettre sera envoyée aux organisateurs des défilés 2023 pour les informer de la nouvelle procédure.

Des messages seront publiés périodiquement sur nos réseaux sociaux pour informer le public de la nouvelle procédure.

Considérations financières

N/A

Politique d'achat

N/A

Recommandation

Que le conseil approuve la politique telle que présentée.

Attachements

Annex A, Règlement CUPR 2023-21

Annex B, Règlement CUPR 2023-27



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: AD-02-2024

Sujet: Rapport d'étape mensuel pour tous les départements – mars 2024

Préparé par: Aimée Roy, Greffière

Révisé par: Josée Brizard, Directrice générale

Date de la réunion: 29 avril 2024

Contexte

Ce rapport est présenté à titre d'information seulement. Le but est d'informer les membres du Conseil des développements récents par département et du statut des projets d'infrastructure. A rapport trimestriel sera présenté par la Trésorière pour informer le Conseil des dépenses budgétaires à date.

Rapport d'étape mensuel – Tous les départements

Administration (Direction générale)

Réalisations et en cours :

- Conseiller et réviser tous les dossiers de ressources humaines
- Réviser et approuver tous les contrats d'emploi selon la délégation d'autorité
- Tenue les réunions hebdomadaires du comité de gestion
- Participer aux négociations pour les dossiers intermunicipaux (incendie, eau, eaux usées)
- Réviser tous les contrats légaux avant signature
- Tenue les réunions hebdomadaires pour le département des loisirs
- Participer aux activités de collecte de fonds
- Réviser et conseiller les employés sur les rapports au conseil
- Participer à une variété de réunions internes
- Conseiller sur les dossiers de santé et sécurité ainsi que les dossiers de gestion d'urgence
- Diriger la correspondance et les plaintes aux départements appropriés
- Conseiller et guider sur les dossiers contentieux
- Conseiller et soutenir les demandes d'accès à l'information
- Approbation des factures pertinentes
- Conseiller et soutenir tous les départements

Finance / Trésorerie

En cours de réalisation :

- Documents de fin d'années sont presque terminés
- Implémentation du programme Questica avance bien

Projets et activités à venir :

- Analyse des résultats de premier trimestre
- Audits de fin d'année le 8 avril 2024
- Plan de gestion des actifs, commencement à la mi-avril
- Création, mise à jour et révision des politiques pour les mois d'été

Bureau de la Greffe

Réalisations:

- Appui au souper spaghetti du 23 mars 2024 pour la campagne de financement La Nation sur glace
- Appui à l'établissement des nouvelles commissions de services policiers pour les détachements de Russell et Hawkesbury
- Soutien au transfert des services des TI aux CUPR
- Mise à jour du règlement sur la politique sur les avis publics et du règlement sur la délégation d'autorité, adopté par le Conseil
- Mise en place des gabarits d'ordre du jour pour eScribe
- Finalisation du renouvellement de contrat avec le commissaire à l'intégrité
- Coordonné avec la Conservation de la Nation sud pour la distribution d'arbres gratuits

En cours de réalisation:

- Trois demandes d'accès à l'information en progrès (4 reçues au total cette année)
- Préparation pour la réunion pour examiner le rapport de l'ingénieur pour le Drain municipal Ranger, 2 avril 2024 (envoi d'avis, ordre du jour, mise à jour du site web)
- Recherche sur la possibilité d'offrir un service d'officialisation de mariage
- Formation en cours pour eScribe (employés de la Greffe)
- Préparation pour la Court de révision pour le Drain municipal Ranger

Activités et projets à venir :

- Révision de notre code de déontologie avec le Commissaire à l'intégrité
- Révision du règlement sur les clôtures (Loi sur les clôtures de bornage)
- Rédaction de politiques : Commissaire à l'assermentation, parades sur les routes municipales, signatures électroniques (incluant un seuil électronique)
- Prochaines étapes pour eScribe : formation pour les membres du Conseil, directeurs et assistants administratifs, tests et déploiement

T.I.

Réalisations:

- Le service des TI transféré aux Comtés Unis de Prescott-Russell

En cours de réalisations :

- Revue générale de l'environnement TI et du réseau

- Analyse de l'infrastructure, cartographie du réseau et évaluations du système à venir

Fire Department – Protection

Statistiques du 1er janvier au 31 mars 2024 :

- Plaintes de feu à ciel ouvert : 2
- Alarmes de monoxyde de carbone : 3
- Alarmes commerciales : 5
- Médical : 9
- Aide mutuelle : 2
- Collision de véhicules, pas d'extraction : 19
- Autre : 1
- Danger public : 2
- Alarme résidentielle : 1
- Incendie de structure : 3
- Incendie de véhicule : 2
- Feu de forêt: 1

Réalisations:

- Plan de travail complété (document vivant)
- Nomination d'un Officier de prévention incendie
- Nous avons répondu à des urgences
- Appel de soumissions pour l'achat d'un nouveau camion pompe
- Inspection des établissements à occupation vulnérable, école, édifices municipaux et édifices commerciaux pour la conformité avec le code d'incendie
- Révision de l'entente de gestion avec Clarence-Rockland

En cours de réalisations :

- Rapport au conseil pour la fermeture potentielle de la caserne de Fournier
- Entraînement hebdomadaire pour les pompiers
- Entraînement avec le service d'incendie de Clarence-Rockland
- Révision du plan directeur et recommandations
- Inspections relatives au Code de prévention des incendies

Activités et projets à venir :

- Rapport au conseil sur le Plan de directeur du service des incendies
- Rénovation de la station de St-Isidore
- Ententes d'aide automatique avec Ottawa, Clarence-Rockland et Casselman

- Campagne de détecteurs de fumée
- Banquet de récompenses et de reconnaissance pour les pompiers

Règlementation :

Statistiques :

- Plaintes liées aux chiens: 5
- Inspections de permis de feu: 1
- Plaintes liées au feu: 0
- Incidents liés à la propreté des cours: 3
- Plainte pour violation de propriété: 0
- Plainte concernant les normes de propriétés: 0
- Contraventions de stationnement émises: 1
- Plaintes relatives au bruit : 1
- Plainte de destruction de bétail : 1

Eau & égouts

Réalisations:

- Le rapport d'inspection pour le système d'eau potable de Limoges a été reçu du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs le 6 mars 2024, avec une évaluation finale d'inspection de 100%. Le rapport sera présenté au Conseil le 29 avril 2024 pour adoption.
- La phase finale de la modernisation du système SCADA a été achevée à Limoges. (SCADA signifie « Supervisory control & data acquisition » et est un logiciel qui aide le personnel des usines de traitement de l'eau et des eaux usées à surveiller et à résoudre les problèmes du système de manière efficace).
- Annexes :
 - **Annexe A** : Rapport trimestriel de l'eau pour janvier, février et mars
 - **Annexe B** : Rapport trimestriel d'eau usée pour janvier, février et mars

En cours de réalisation :

- Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs, a complété l'inspection du système d'eau potable pour St-Isidore, le rapport va suivre.
- Étude de la capacité d'assimilation à être complétée en avril – Station d'épuration de Limoges. La station d'épuration de Limoges est actuellement conforme pour les résultats relatifs à l'ammoniac total, car les températures ont été douces cet hiver.

- Les projets de la Phase 2 avec la Cité de Clarence-Rockland sont maintenant à l'étape de conception. Quatre projets sont proposés pour les 6 prochaines années.

Travaux publics et voirie

Réalisations

- Les chasse-neiges ont déblayé les routes 2 fois
- Réparation de routes (patch chaud ou froid)
- Coupe de branches
- Paillage
- Réparation d'enseignes endommagées
- Entretien de véhicules et d'équipement
- Travail d'excavation aux dépotoirs municipaux
- Gravillonnage des routes de gravier

En cours de réalisations:

- Paillage pour nos projets d'infrastructure pour 2024
- Rapiécage
- Entretien de véhicules et d'équipement, sécurité des camions tandem
- Gravillonnage des routes de gravier
- Remise en état des villages endommagés par les chasse-neiges en hiver

Activités et projets à venir :

- Paillage pour nos projets d'infrastructure pour 2024

Environnement

Réalisations:

- Rapports annuels complétés, vérification par le ministère de l'Environnement, de la Conservation et des Parcs.

En cours:

- Préparer les équipements pour l'ouverture du dépôt de déchets dangereux.
- Préparatifs en cours pour la semaine de collecte des gros déchets.

Activités et projets à venir :

- Les sites d'enfouissement sont ouverts au public.
- Le dépôt de déchets dangereux ouvrira le 4 mai 2024.
- La collecte des gros déchets est prévue du 22 au 26 avril 2024.

Gestion d'urgence

En cours:

- Campagne de sensibilisation : publication d'éducation publique sur l'éclipse, les inondations et plus encore.
- Nous travaillons actuellement à la réalisation du nouveau format du plan d'intervention d'urgence.

Activités et projets à venir :

- La prochaine réunion du Comité du programme de gestion des urgences (CPGE) est prévue le 17 avril 2024.
- Semaine de la préparation aux situations d'urgence du 5 au 11 mai.

Loisirs**Réalisations:**

Parcs:

- Rencontre avec le sous-comité du parc pour St-Albert pour discuter du projet des bandes de la patinoire extérieure et consultation avec le contracteur qui s'occupe de l'entretien de la patinoire.

Complexe :

- Le camp de la semaine de relâche organisé par Kawabunga du 11 au 15 mars a bien été et a eu une bonne participation. Nous travaillons sur une application pour un permis de boisson permanent pour la salle GFL. Nous attendons l'inspection et l'endossement du bureau de santé.

Salles :

- Le centre communautaire de Limoges, l'annexe et le Centre communautaire de St-Albert sont très occupés la fin de semaine.
- Une programmation variée est offerte dans les centres : Pickleball, darts, Yoga, Dance Nia ainsi que le patin libre et le Shiny Hockey.

Aréna :

- L'application pour la subvention auprès de la Fondation Trillium de l'Ontario pour les bandes et les vitres pour la patinoire a été soumise le 5 mars par le Comité de rédaction de subvention.
- Conférence de presse et lancement de la campagne La Nation sur Glace le 7 mars
- Le tournoi paroissial du 19 au 24 mars a été un succès et le bar sportif a été très occupé. L'internet ne fonctionne pas à l'Arena depuis le 19 mars, mais des mesures temporaires ont été mises en plus pour la machine Interac et le système de caisse du bar.

- Un souper spaghetti qui a eu lieu le 23 mars pour le lancement de la campagne La Nation sur glace a été un succès avec 125 participants.
- Réparation de la surfaceuse sur glace, remplacement du « bearing » et de la batterie
- Installation de nouvelles portes avant

Autres :

- Réunion tenue le 7 mars avec les groupes communautaires pour présenter la nouvelle équipe de récréation et expliquer les nouvelles politiques et demandes de budget I

En cours de réalisation :

- Organisation du Gala des bénévoles, 13 avril
- Inspection des parcs
- Visite de l'officier de prévention incendie dans nos centres communautaires pour s'assurer que les clés sont en place pour l'accès
- Coordonner les inspections d'alarmes d'incendie
- Réparation de la surfaceuse sur glace, commandé un commutateur d'allumage
- Problèmes avec le programme informatique qui contrôle les processeurs, mise à jour du module
- Problèmes à résoudre avec le complexe sportif : réparation du régulateur, panneau de lumière, registre de cuisine, bouche d'incendie, arbres morts, câble chauffant pour gouttières, bassin d'eau pluviale

Activités et projets à venir :

- Gala des bénévoles, 13 avril
- Dernière journée de location de glace, 12 mai
- Festival du Canard et de la Plume, 5 au 9 juin

Communication

Réalisations:

- Alertable: début du processus d'intégration
- Services des Incendies: annonce d'interdiction de feu, conception d'une carte « avant-après »
- Loisirs: ajout de la programmation au site web, invitations pour le gala des bénévoles

- La Nation sur glace: Conférence de presse, communiqué de presse, promotion pour le souper spaghetti, achat de prix, liste de contact, page du site web, embauche du vidéaste
- Environnement : révision des feuillets, conception d'enseigne, collecte de gros objets et annonce Facebook.
- Infolettre : Rédaction et envoi de l'infolettre pour le premier trimestre, soulignant le budget 2024
- Programmation du congé de mars : ajout au site web, promotion des médias sociaux, feuillets pour les écoles
- Tourisme Prescott-Russell 2024, conception et soumission de la publicité
- Communiqué de presse pour le nouveau DG
- Sensibilisation au sujet de l'Éclipse
- Conseil : soutien aux membres du conseil avec des présentations

En cours de réalisation :

- La Nation sur glace: recherche de subventions, promotion, contactée des compagnies
- Cours de rédaction de subvention
- Loisirs: Programmation de mai
- Alertable : plan de communication, début du transfert

Activités et projets à venir :

- Réunion avec les agents de communication des Comtés Unis de Prescott-Russell
- Alertable: promotion
- Rapport bisannuel des communications (juin)
- La Nation sur glace : planifier le prochain événement

Bibliothèque

Bricolage : Les sessions de bricolage pour la fête des mères seront : le 27 avril à St-Albert, le 3 mai à St-Isidore et le 4 mai à Limoges. Un tirage aura lieu, un enfant par succursale partira avec un cadeau enveloppé pour maman.

Programme d'été : Le poste pour l'emploi étudiant d'été a été affiché. La date de fermeture est le 19 avril 2024.

Formation pour les employés : Dans les mois à venir, il y aura des sessions de formation qui seront organisées par Santé Sécurité avec une certification de premier soin qui sera valide pour 1 an. Les sessions de formation seront d'une durée d'une journée de travail.

Pertinence par rapport aux priorités

Les rapports de situation mensuels visent à promouvoir un gouvernement ouvert et la transparence.

Plan de communication

Le bureau de la Greffe collaborera avec la Coordinatrice de la communication et du marketing pour communiquer les points forts des projets clés aux membres du public sur nos médias sociaux. Les points forts peuvent également être inclus dans l'infolettre trimestrielle.

Politique d'achat

N/A

Considérations financières

N/A

Recommandation

Que le Conseil reçoive ce rapport.

Attachements

- Annexe A – Rapport trimestriel sur l'eau potable (janvier, février et mars)
- Annexe B – Rapport trimestriel sur les eaux usées (janvier, février et mars)
- Annexe C – Étapes des projet capitaux par département

The Nation Municipality



Limoges & St-Isidore Drinking Water System Operation and Maintenance Quarterly Report

January, February, and March 2024

Table of Contents

1. Introduction	1
2. Management Review.....	2-4
3. Limoges Process	
3.1 3 Years Historical Data.....	5
3.2 January - Daily Flow	6
3.3 February – Daily Flow.....	7
3.4 March – Daily Flow	8
3.5 Water Quality Trends	9, 10
4. St-Isidore Process	
4.1 3 Years Historical Data (Booster)	11
4.2 January - Daily Flow	12
4.3 February – Daily Flow.....	13
4.4 March – Daily Flow	14
4.5 Water Quality Trends	15
5. Maintenance Process.....	16, 17
6. General (meters, repairs, locates).....	18

Introduction

This Quarterly report, as presented graphically and by tables, demonstrates the various operating parameters. These parameters include the volume and the quality of the treated water as well as the adjustments to the process.

The second section of the report outlines all maintenance interventions for the months of January, February and March.

For further details regarding this report, do not hesitate to contact;

Prepared by;



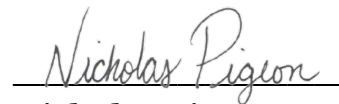
Sebastien Mainville

Water & Wastewater manager (acting)

smainville@nationmun.ca

Tel: (613) 325-4502

Reviewed and approved by;



Nicholas Pigeon C.E.T.

Director of Water & Wastewater (acting)

npigeon@nationmun.ca

Tel: (613) 899-8955

2.0 Management Review

Refer to DWQMS Element 20. A to P.

A. Incidents of regulatory non-compliance

(Including non-compliance from previous year MECP inspection, Limoges and St-Isidore)

Incident Date	Location	Event	Corrective Action	Corrective action Date

B. Incidents of adverse drinking water tests

Incident Date	Location	Event	Corrective Action	Corrective action Date

C. Deviations from Critical Control Point Limits and response action, *see Element #8.*

Incident Date	Location	Event	Corrective Action	Corrective action Date
December 3rd, 2023	St-Isidore water tower	Frozen antenna, lost communication	Took readings and bench test until communication came back.	December 6 th , 2023
December 3rd, 2023	Forest Park booster station	Frozen antenna, lost communication	Took readings and bench test until communication came back	December 6 th , 2023

D. **The effectiveness of the risk assessment process**
 It achieves and prevents adverse water quality in the drinking system. The risk assessment is reviewed once per year. It was last reviewed on August 1st, 2023.

E. **Internal and third-party Audit results**
 Acclains Environmental performed the Internal Audit on October 19th, 2023. SAI Global performed the External audit on December 11th, 2023.

F. **Results of emergency response testing**
 An emergency response testing was performed on August 31st, 2023.

G. **Operational performance**
 An overview of maintenance is attached at page 16 and 17 of this report.

H. Raw water supply and drinking water quality trends

See attached Quality Trends of Limoges at page 9, 10 and of St-Isidore at page 15, of this report.

I. Follow-up on action items from previous management Reviews

No follow up on action items were made throughout this period.

J. The status of management action items identified between reviews

No status to report throughout this reporting period.

K. Changes that could affect the Quality Management System

Nothing to report during this quarterly period.

L. Consumer feedback

No consumer feedback throughout this reporting period.

M. The resources needed to maintain the Quality Management System

Items budgeted and staff. 2024 financial budget is still providing necessary resources to maintain the QMS.

N. The results of the infrastructure review

The last infrastructure review was made on August 17th, 2023.

O. Operational Plan currency, content and updates

All revisions and updates including Standard operating procedures are completed in the QMS.

P. Staff suggestions

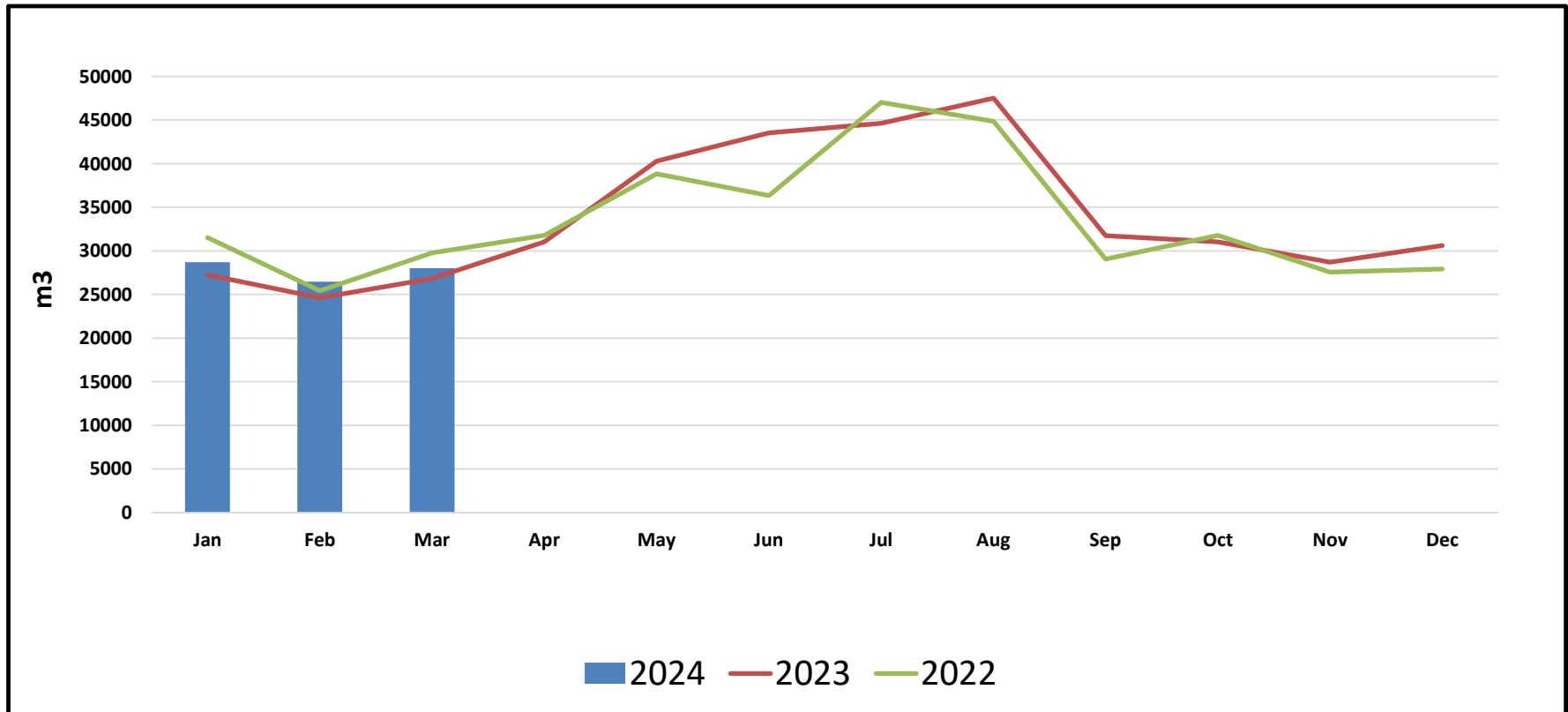
Staff suggestions are noted in the staff meeting minutes for continual improvement.

Limoges

2 Process

2.1 Flow

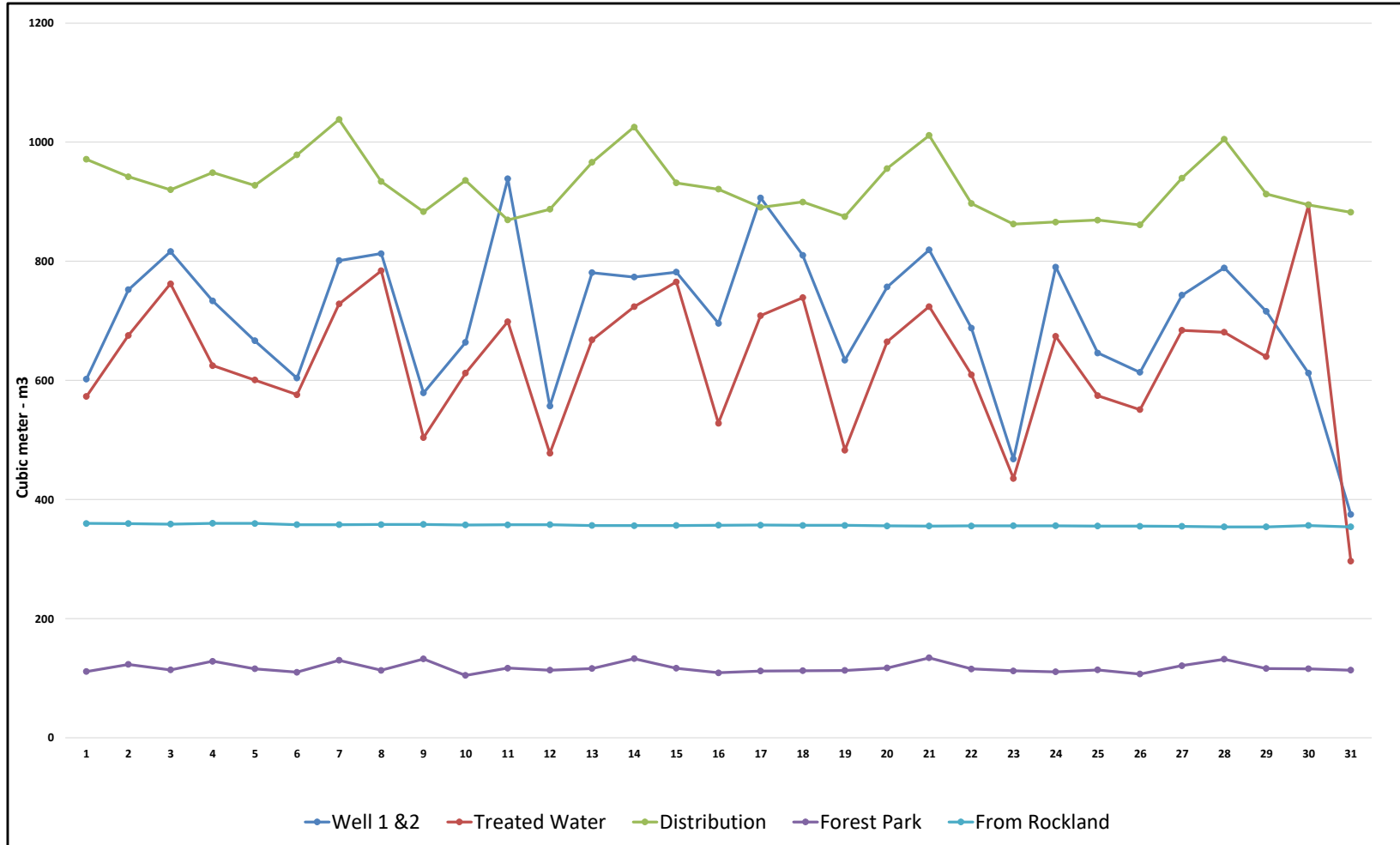
Table 1 - Distribution, 3 year historical data



	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec
2024	28701	26470	28001	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2023	27254	24626	26804	31026	40279	43517	44625	47497	31753	31040	28708	30621
2022	31500	25415	29756	31757	38822	36348	47007	44842	29067	31763	27569	27929

Limoges

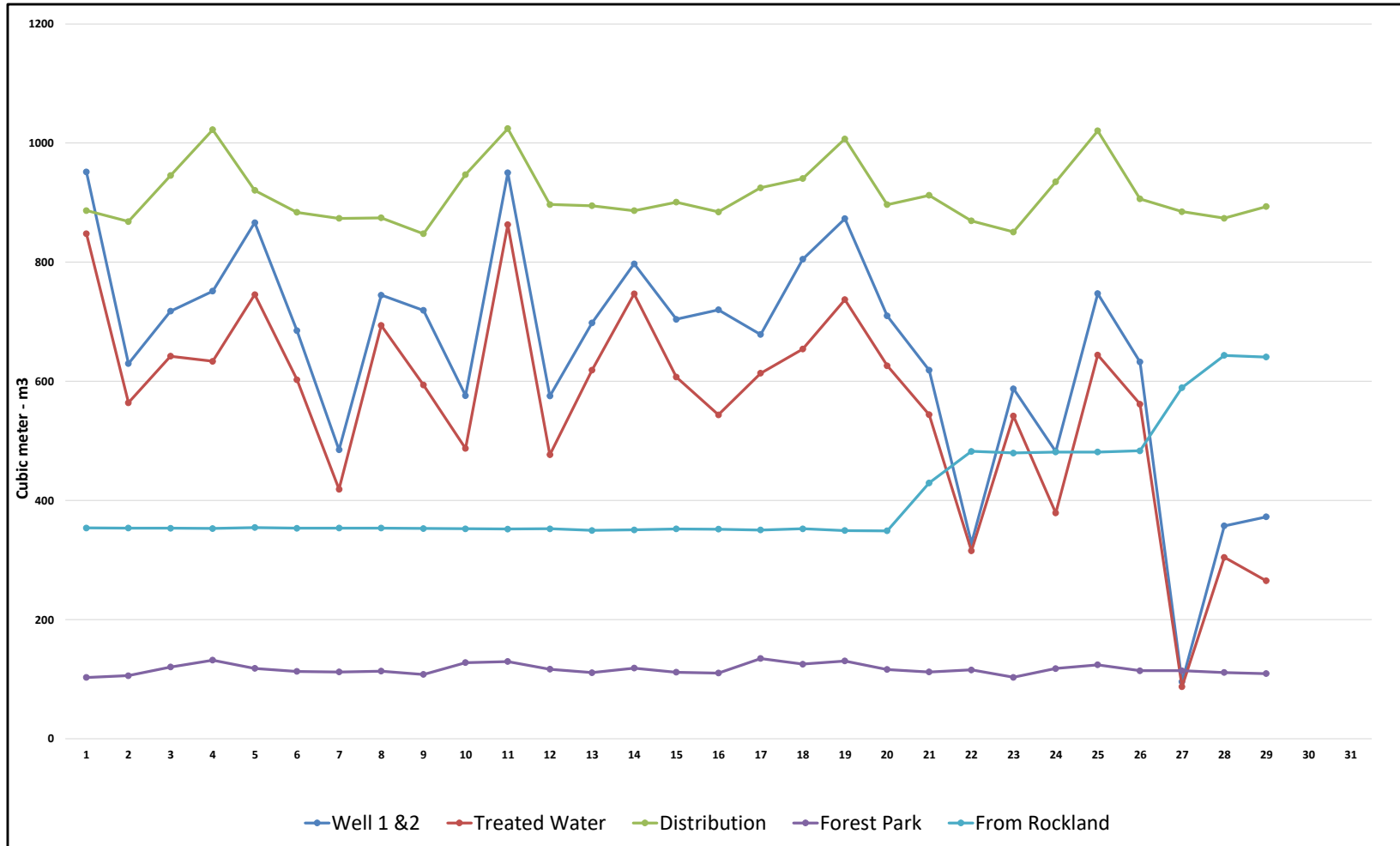
Table 2 - Daily Flow - m³



Jan	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Well 1 & 2	602	752	816	733	667	604	801	813	579	664	939	557	781	774	782	696	906	810	634	757	819	688	468	790	646	613	743	789	716	612	375
Treated Water	573	676	762	625	601	576	728	784	504	612	699	478	668	724	765	528	709	739	483	665	724	609	435	674	574	551	684	681	640	895	296
Distribution	971	942	920	949	927	979	1038	934	883	936	869	887	966	1025	932	921	890	900	875	956	1011	897	862	866	869	861	940	1005	913	895	882
Forest Park	111	123	114	128	116	110	130	113	132	105	117	113	116	133	117	109	112	112	113	117	134	115	112	110	114	107	121	132	116	116	113
From Rockland	360	360	358	360	360	358	358	358	358	357	357	358	356	356	356	357	357	357	357	355	355	356	356	356	355	355	355	354	354	356	354

Limoges

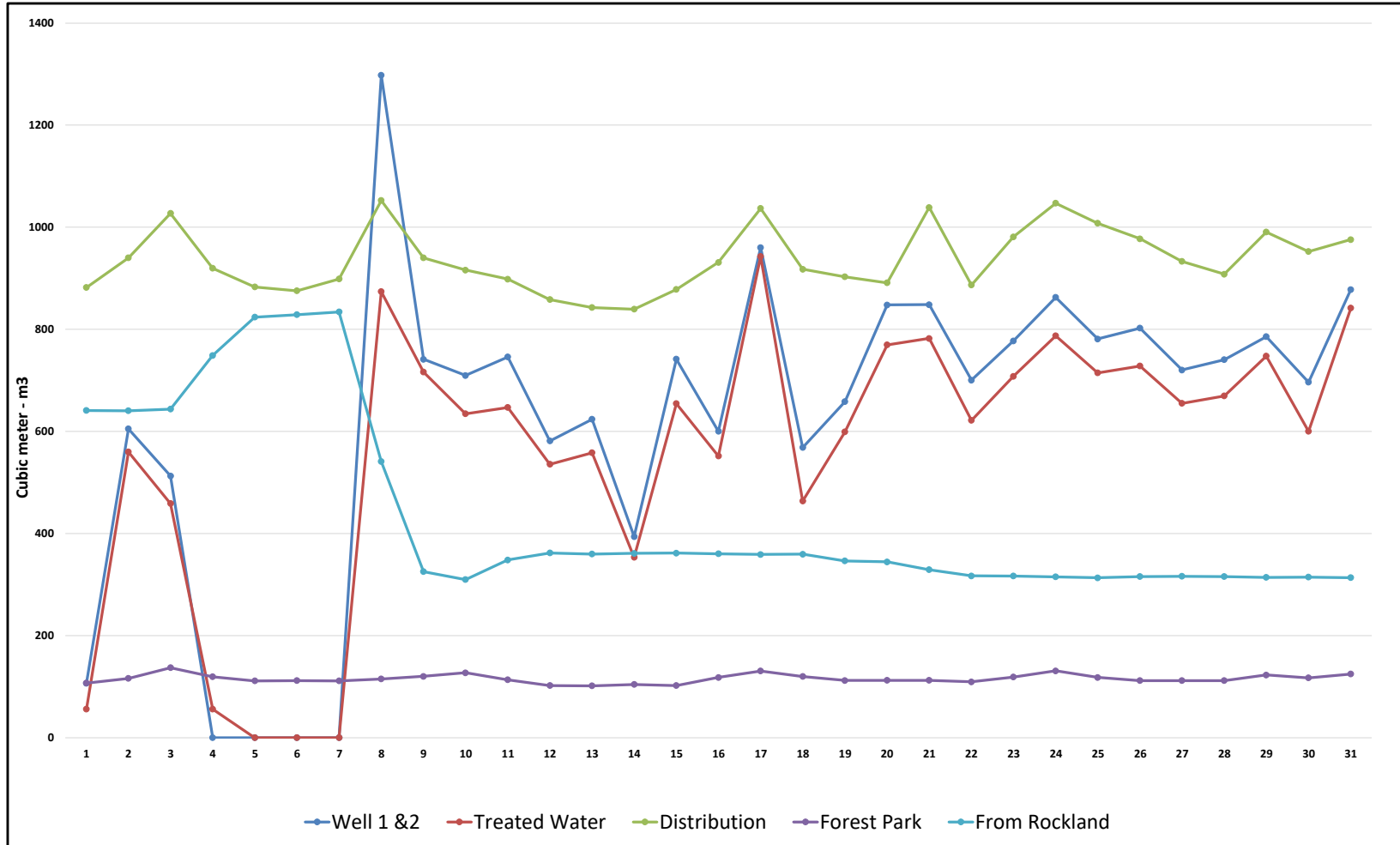
Table 2 - Daily Flow - m³



Feb	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Well 1 & 2	952	630	718	751	866	685	485	745	719	576	950	575	698	797	704	720	679	805	873	710	619	328	587	482	747	632	95	357	372		
Treated Water	848	564	642	633	746	603	419	694	594	487	863	476	619	747	607	544	613	654	737	626	544	315	542	379	644	562	87	304	265		
Distribution	887	868	945	1022	921	884	874	875	848	947	1024	897	895	886	901	884	925	940	1007	896	912	869	851	935	1021	906	885	874	893		
Forest Park	103	106	120	132	118	113	112	113	108	128	130	117	111	118	111	110	134	125	130	116	112	115	103	118	124	114	114	111	109		
From Rockland	354	354	353	353	354	353	353	353	353	352	352	352	350	350	352	352	350	352	349	349	429	482	480	481	481	483	589	643	641		

Limoges

Table 2 - Daily Flow - m³



Mar	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Well 1 & 2	107	605	513					1298	741	710	746	581	624	394	742	600	960	568	658	848	848	700	777	863	781	802	720	740	785	696	878
Treated Water	56	560	459	56	0	0	0	874	716	635	647	536	558	353	655	552	943	463	599	770	782	622	708	787	715	728	655	669	748	600	842
Distribution	882	940	1027	919	883	875	899	1053	940	916	898	858	843	840	878	931	1037	918	903	891	1039	887	981	1047	1008	977	933	908	991	952	976
Forest Park	107	116	137	119	111	112	111	115	120	127	113	102	102	104	102	118	131	120	112	112	112	109	119	131	118	112	112	112	123	117	125
From Rockland	641	641	644	749	824	829	834	541	325	310	348	362	360	361	362	360	359	359	346	344	329	317	317	315	313	316	316	316	314	315	313

Limoges

2.2 Water Quality

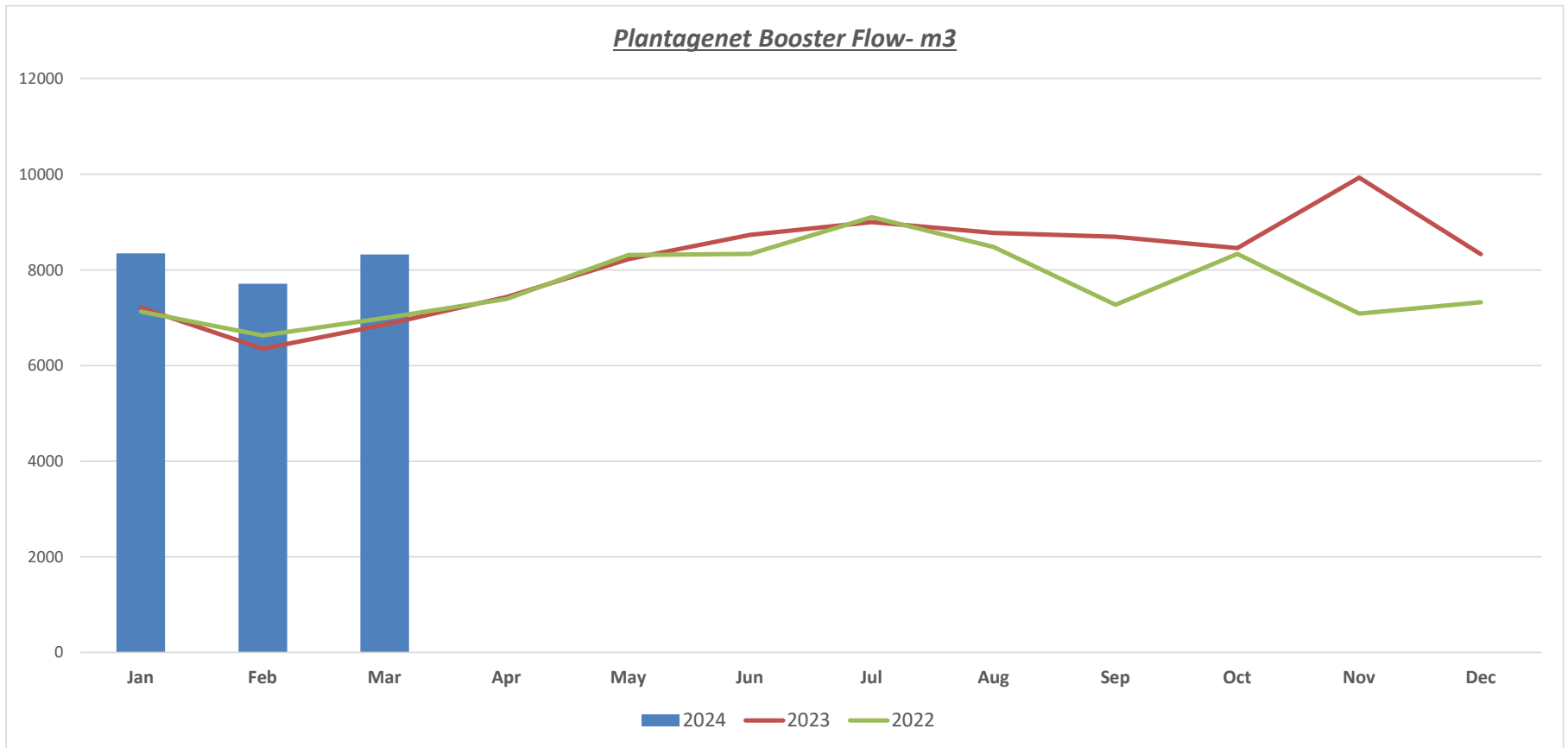
January	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	8.03	7.70	8.76	7.74	7.70	7.83			
Temperature	8.1	6.9	8.9	8.9	8.1	9.8			
Turbidity	6.92	0.80	15.34	0.08	0.04	0.12			
Colour	76	36	128	1	0	1			
Mn	0.205	0.169	0.238	0.065	0.039	0.089			
Fe	0.95	0.85	1.04	0.02	0.01	0.03			
Free Chlorine				0.08	0.06	0.11	0.07	0.04	0.10
Combined Chlorine				2.52	2.03	2.80	2.26	1.95	2.42
February	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	7.38	6.98	7.73	7.41	7.17	7.64			
Temperature	8.5	8.4	8.6	8.5	8.2	8.8			
Turbidity	7.58	0.20	16.88	0.10	0.06	1.63			
Colour	71	16	121	3	2	4			
Mn	0.202	0.175	0.245	0.029	0.012	0.045			
Fe	1.03	0.88	1.09	0.07	0.03	0.10			
Free Chlorine				0.08	0.07	0.09	0.31	0.04	0.11
Combined Chlorine				2.59	2.41	2.77	2.29	1.87	2.50
March	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	7.75	7.73	7.77	7.92	7.92	7.92			
Temperature	8.5	8.4	8.6	8.1	8.1	8.1			
Turbidity	9.44	2.00	16.88	0.13	0.06	0.43			
Colour	80	44	116	-	-	-			
Mn	0.217	0.201	0.232	0.004	0.004	0.004			
Fe	0.96	0.87	1.05	0.01	0.01	0.01			
Free Chlorine				0.08	0.06	0.12	0.07	0.05	0.11
Combined Chlorine				2.61	2.27	2.85	2.42	2.09	2.84
April	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	-	-	-	-	-	-			
Temperature	-	-	-	-	-	-			
Turbidity	-	-	-	-	-	-			
Colour	-	-	-	-	-	-			
Mn	-	-	-	-	-	-			
Fe	-	-	-	-	-	-			
Free Chlorine				-	-	-			
Combined Chlorine				-	-	-			
May	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	-	-	-	-	-	-			
Temperature	-	-	-	-	-	-			
Turbidity	-	-	-	-	-	-			
Colour	-	-	-	-	-	-			
Mn	-	-	-	-	-	-			
Fe	-	-	-	-	-	-			
Free Chlorine				-	-	-			
Combined Chlorine				-	-	-			
June	Raw Water			Water to reservoir			Distribution		
	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.	Average	Min.	Max.
pH	-	-	-	-	-	-			
Temperature	-	-	-	-	-	-			
Turbidity	-	-	-	-	-	-			
Colour	-	-	-	-	-	-			
Mn	-	-	-	-	-	-			
Fe	-	-	-	-	-	-			
Free Chlorine				-	-	-			
Combined Chlorine				-	-	-			

St-Isidore

3. Process

3.1 Flow

Table 3 - 3 Year Historical Data - Plantagenet Booster



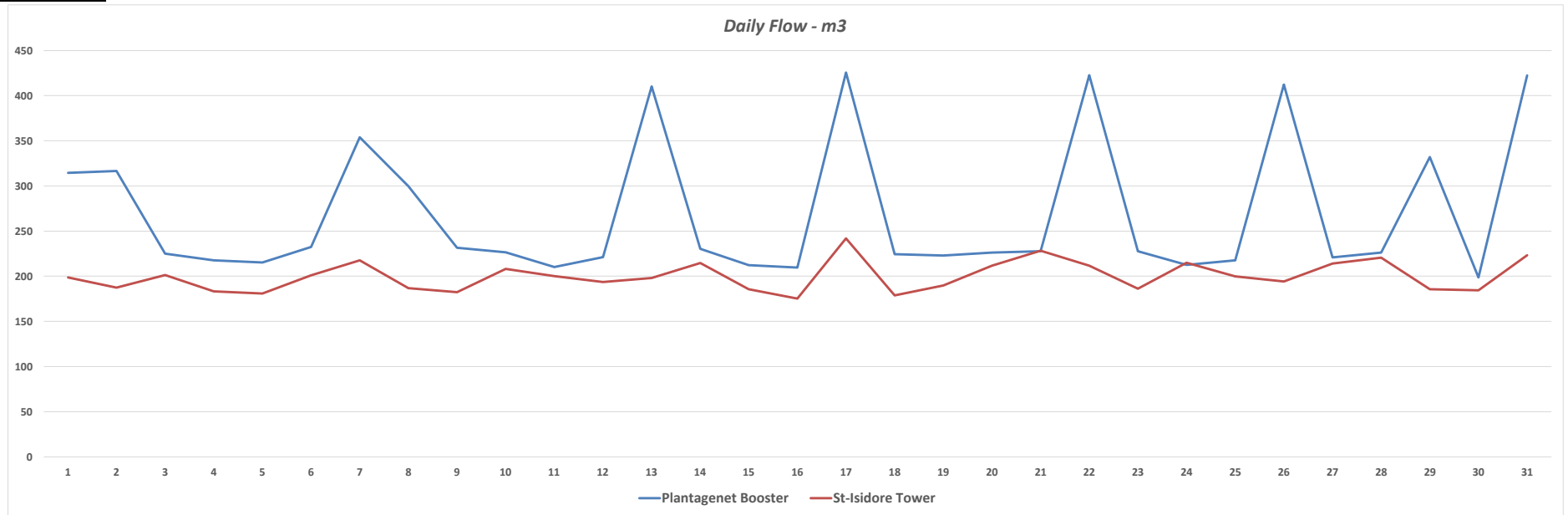
	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec
2024	8346	7712	8321	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2023	7205	6352	6858	7431	8224	8735	8999	8772	8695	8456	9925	8327
2022	7125	6630	6996	7391	8309	8336	9103	8477	7272	8333	7085	7324

St-Isidore

3. Process

3.1 Flow

Table 4 - Flow - m3



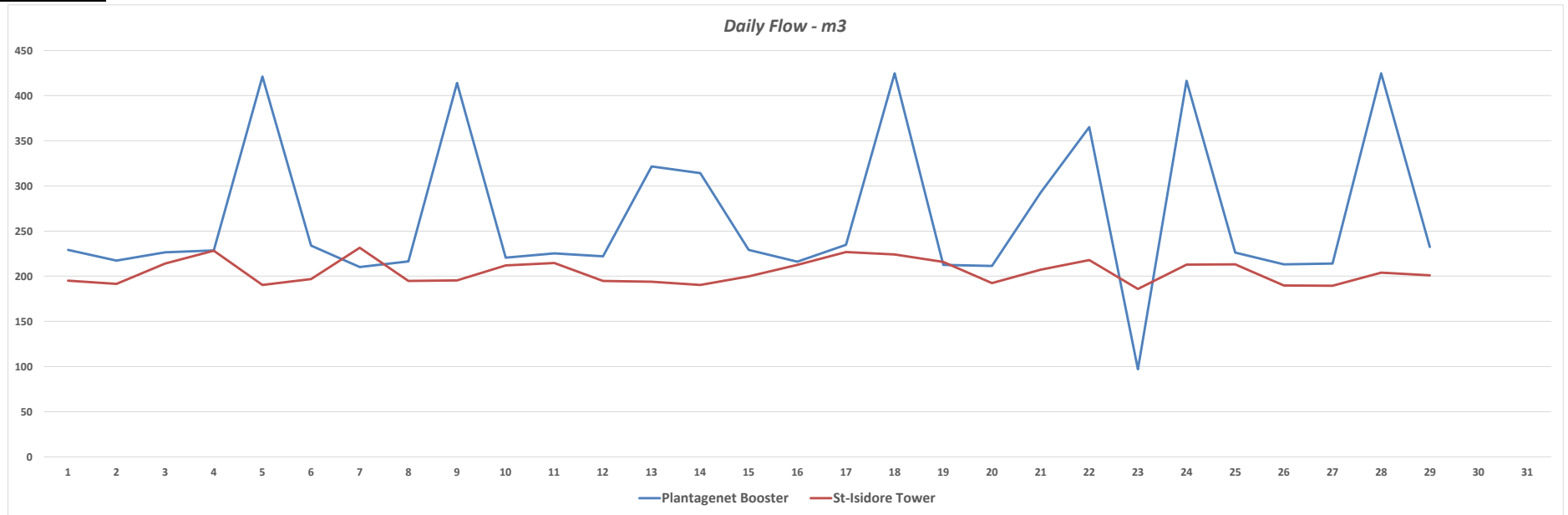
Jan	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Plantagenet Booster	314	317	225	218	215	232	354	300	232	227	210	221	410	230	212	210	426	225	223	226	228	423	228	212	218	412	221	226	332	199	422
St-Isidore Tower	199	188	201	183	181	201	218	187	182	208	200	194	198	215	186	175	242	179	190	212	228	212	186	215	200	194	214	221	186	184	223

St-Isidore

3. Process

3.1 Flow

Table 4 - Flow - m3



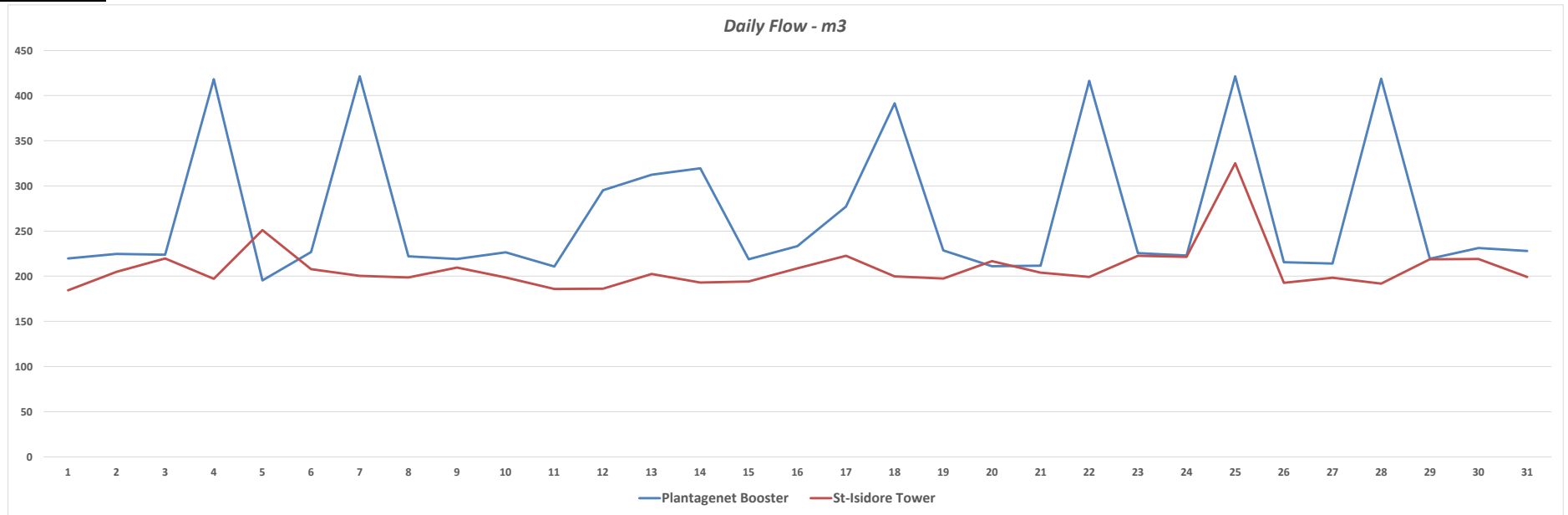
Feb	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Plantagenet Booster	229	217	227	229	421	234	210	217	414	221	225	222	321	314	229	216	235	425	213	211	293	365	97	416	226	213	214	425	232		
St-Isidore Tower	195	191	214	228	190	197	232	195	195	212	215	195	194	190	200	213	227	224	216	192	207	218	186	213	213	190	189	204	201		

St-Isidore

3. Process

3.1 Flow

Table 4 - Flow - m3



Mar	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Plantagenet Booster	220	225	224	418	195	227	421	222	219	226	211	295	312	320	219	233	277	391	229	211	212	416	226	223	422	216	214	419	219	231	228
St-Isidore Tower	185	205	220	197	251	208	201	199	210	199	186	186	203	193	194	209	223	200	198	217	204	199	223	222	325	193	198	192	219	219	199

St-Isidore

3.3 Water quality

January	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine	0.09	0.04	0.16	0.09	0.03	0.14
Combined Chlorine	2.42	1.75	2.98	1.79	1.47	2.20
February	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine	0.06	0.03	0.07	0.08	0.06	0.13
Combined Chlorine	2.42	1.47	2.88	1.95	1.43	2.34
March	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine	0.07	0.02	0.12	0.06	0.05	0.08
Combined Chlorine	2.38	1.66	2.95	1.97	1.55	2.24
April	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
May	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
June	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
July	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
August	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
September	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
October	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
November	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						
December	Plantagenet Booster Station			St-Isidore Water Tower		
	Average	Min	Max	Average	Min	Max
Free Chlorine						
Combined Chlorine						

Preventive & Corrective maintenance

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Comments</i>
03-Jan	LWTP	Calibrated "clearwell" FCL2 analyser.
03-Jan	Forest Park booster station	Calibrated FCL2 analyser.
04-Jan	LWTP	SDS review of binder at LWTP.
05-Jan	LWTP	To space out backwash intervals, started a manual backwash on filter 1B.
08-Jan	LWTP	Put clarifier #2 offline for maintenance. Adjusted low lift pump flow rate to 11 L/s.
08-Jan	LWTP	Calibrated "transmission main" FCL2 analyser.
09-Jan	LWTP	Ritchies welding onsite to repair leaking spots on clarifier package #2. Around 40 patches we're repaired with new stainless steel patches.
10-Jan	Plantagenet booster station	Cleaned screen of inlet singer valve.
11-Jan	LWTP	Ritchies completed repair work. Put clarifier #2 back online.
12-Jan	All facilities	Monthly maintenance at all water facilities.
15-Jan	LWTP	Put clarifier #1 offline for maintenance. Adjusted low lift pump flow rate to 11 L/s.
15-Jan	Forest Park booster station	Adjusted upot voltage of FCL2 analyser with Evoqua technical support. Did a zero calibration and a span calibration.
15-Jan	LWTP	Repaired suction line on chlorine pump #2.
16-Jan	LWTP	Ritchies welding onsite to repair leaking spots on clarifier package #1. Around 30 patches we're repaired with new stainless steel patches.
16-Jan	LWTP	To space out backwash intervals, started a manual backwash on filter 2A.
17-Jan	LWTP	Ritchies completed repair work. Put clarifier #1 back online.
22-Jan	LWTP	Received a chlorine delivery from Brenntag Canada.
22-Jan	Re-chlorination building	Replaced pumphead on chlorine pump #1.
23-Jan	All facilities	Rcomm onsite at all facilities to transfer radio frequency to new radio units as part of the SCADA upgrade.
23-Jan	Forest Park booster station	Operator onsite to perform bench test while Rcomm transfers radio frequency.
23-Jan	Limoges	MECP onsite for a unannounced detailed inspection for the Limoges drinking water system.
24-Jan	Plantagenet booster station	Calibrated "outgoing" TCL2 analyser.
25-Jan	LWTP	Received a low clearwell FCL2 alarm. Increased process chlorine setpoint from 50 to 52%.
26-Jan	LWTP	Increased process chlorine setpoint on SCADA from 52 to 54%.
26-Jan	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.
30-Jan	LWTP	Repaired ammonia leak on injection line.
30-Jan	LWTP	Maintenance on pre KMN04 pump #2. Replaced check valve on discharge line.
01-Feb	All facilities	Annual and semi annual maintenance completed at all water facilities.
03-Feb	LWTP	Internet is not working at LWTP. Tested alarm, all good.
05-Feb	All facilities	Fire alarm/heat sensor inspection at all facilities.
05-Feb	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.
06-Feb	Limoges / St-Isidore	Submitted 2023 Annual Reports for Limoges and St-Isidore to MECP
06-Feb	LWTP	Received a PAX XL6 delivery from Kemira.
06-Feb	LWTP	Adjusted PRV on pre KMN04 injection panel to 50 psi.
07-Feb	LWTP	Calibrated "clearwell" FCL2 analyser.
08-Feb	St-Isidore	MECP onsite for a unannounced focused inspection for the St-Isidore drinking water system.
08-Feb	LWTP	Clartech onsite for annual calibration of instruments and handheld devices.
09-Feb	LWTP	Changed oil in blowers.
09-Feb	LWTP	Clean all level sensors on all 4 filters.
12-Feb	LWTP	Replaced all piping on pre kmn04 injection panel.

Date	Location	Comment
12-Feb	Limoges	Received new Permit to Take Water from MECP for both wells in Limoges.
15-Feb	LWTP	Replaced butterfly valves on filters. Effluent valve of filter 1A and backwash inlet valve of filter 2B we're replaced.
15-Feb	LWTP	Flush booster building drains.
21-Feb	LWTP	To space out backwash intervals, started a manual backwash on filter 1B.
21-Feb	LWTP	Increased flow on transmission main from Cheney from 4 L/s to 5.5 L/s.
21-Feb	LWTP	Repaired drain line on both air compressors.
22-Feb	St-Isidore	Final Phasing of SCADA upgrades from Capital Control has been completed in St-Isidore
23-Feb	LWTP	Calibrated "clearwell" FCL2 analyser.
26-Feb	Re-chlorination building	Calibrated "outgoing" and "incoming" TCL2 analyser.
27-Feb	LWTP	Increased flow on transmission main from Cheney from 5.5 L/s to 7.5 L/s.
27-Feb	LWTP	Modified high lift pump starting setpoint to allow extra storage in reservoirs for test with Clarence-Rockland.
28-Feb	Forest Park booster station	Calibrated TCL2 analyser.
28-Feb	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.
04-Mar	LWTP	Increased flow on transmission main from Cheney from 7.5 L/s to 9.5 L/s.
07-Mar	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.
07-Mar	LWTP	Electrotek onsite to repair head gasket on air compressor #1 and to replace battery charger on genset.
08-Mar	LWTP	Calibrated "POE" TCL2 analyser.
08-Mar	LWTP	Decreased flow on transmission main from Cheney from 9.5 L/s to 3.7 L/s.
11-Mar	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.
11-Mar	LWTP	Received a chlorine delivery from Brenntag Canada.
12-Mar	Forest Park booster station	Tightened packing gland on pump #3.
13-Mar	LWTP	Monthly maintenance at all facilities.
14-Mar	LWTP	Calibrated "water to tower" TCL2 analyser.
15-Mar	LWTP	Maintenance on polymer pump #1. Piping was blocked.
18-Mar	Plantagenet booster station	Maintenance on checkvalve at chlorine injection. Cleaned unit to avoid chlorine spikes in distribution system.
19-Mar	LWTP	Decreased process chlorine setpoint on SCADA from 54 to 50%.
20-Mar	Plantagenet booster station	Received a loss of communication alarm which was caused by a faulty UPS. Resetted UPS. All ok.
21-Mar	LWTP	Maintenance on "water to tower" TCL2 analyser. Replaced harness, stir bar and cleaned colorimeter.
26-Mar	LWTP	Maintenance on "transmission main" FCL2 analyser. Changed all electrolyte gel, grit cleaning sand and performed a zero calibration.
28-Mar	LWTP	Calibrated "transmission main" TCL2 analyser.

6.0 General (meters, repairs, locates)

Water Meter			
	St-Isidore	Limoges	Forest Park
Final Reading	3	6	1
New Meter Install	0	15	0
Meter Change Out	2	25	4
Meter Reading	March 28 th	March 28 th	March 28 th

Emergency Watermain Repairs

- No emergency watermain repair was performed during this period.

Locates Water/Sewer

- 104 locates we're performed for outside contractors digging within the municipality which includes watermain, storm sewer, sanitary sewer and forcemain sewer.

The Nation Municipality



Wastewater

Operation and Maintenance

Quarterly report January, February and March

24

The Nation Municipality

Wastewater Facilities Operation and Maintenance

Table of Contents

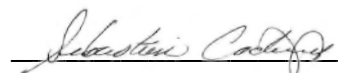
1. Introduction	1
2. Process	
2.1 Flow and Wastewater Quality	
2.1.1 Fournier	2
2.1.2 St-Bernardin	3
2.1.3 St-Isidore	4
2.1.4 St-Albert	5
2.1.4.1 Cheese Factory	6
2.1.5 Limoges	7
2.1.5.1 Station #5 – Calypso	8
2.2 Chemicals Used	9
2.3 Non-Compliance	10
2.4 Reports	11
2.5 Maintenance / Interventions	12

Introduction

The wastewater facilities in the Municipality include 14 pumping stations, 3 lagoons and 2 sewage fields. In this quarterly report, we will enumerate the Operation and Maintenance our Department performed throughout January, February and March.

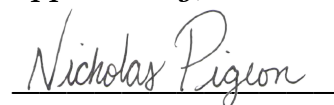
For further details regarding this report, do not hesitate to contact.

Prepared by;



Sebastien Cadieux
Senior Water, Wastewater
Operator/ Compliance Officer
scadieux@nationmun.ca
Tel: (343) 597-2792

Approved by;



Nicholas Pigeon
Director of Water and Wastewater
Public Works (acting)
npigeon@nationmun.ca
Tel: (613) 899-8955

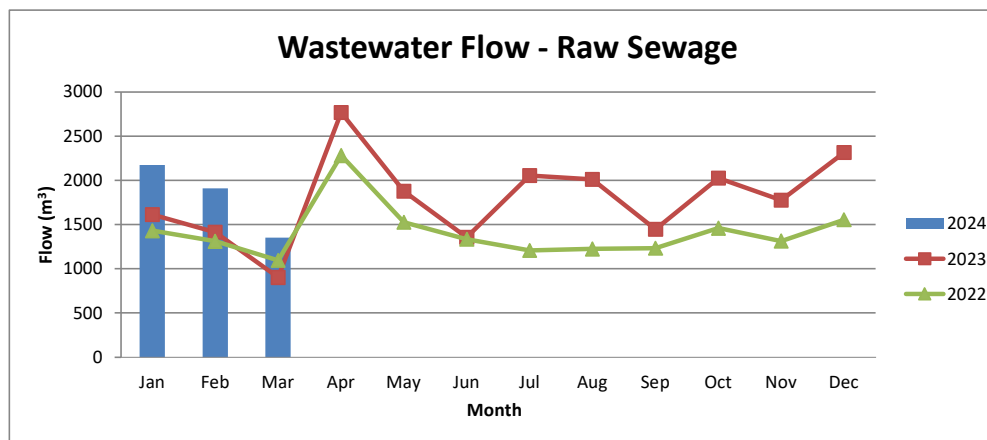
2.1.1

Waste Water - Analytical survey



Fournier

2024		Limit Objectives	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	total
RAW SEWAGE															
Total Flow	m ³		2172	1907	1354										5433.1
Daily Ave. Flow	m ³ /d	97.6	70.1	65.8	43.7										59.8
Max Flow	m ³ /d		89.4	79.8	104.5										104.5
Min. Flow	m ³ /d		66.5	59.8	67.1										59.8
CBOD ₅	mg/l			140											140
TSS	mg/l			108											108
TKN	mg/l			90.9											91
Ptot	mg/l			8.99											9.0
EFFLUENT															
Total Flow	m ³		777.0	3493.0	4426.2										8696.2
Daily Ave. Flow	m ³ /d		25.1	124.8	142.8										97.5
CBOD ₅	mg/L	10.0	5	0	5										3.33
TSS	mg/L	10.0	7	4	18										9.67
Alkalinity	mg/L		236	304	309										283.00
Nitrite	mg/L		0.07	0.1	0.84										0.34
Nitrate	mg/L		17.2	3.24	3.85										8.10
Total Ammonia	mg/L		7.34	10.2	16										11.18
TKN	mg/L		8.9	12.3	20.5										13.90
Total Phosphorus	mg/L		3.33	3.68	4.05										3.69
E Coli.	cfu/100mL		80000	62000	88000										76667



2.1.2

Waste water - Analytical survey

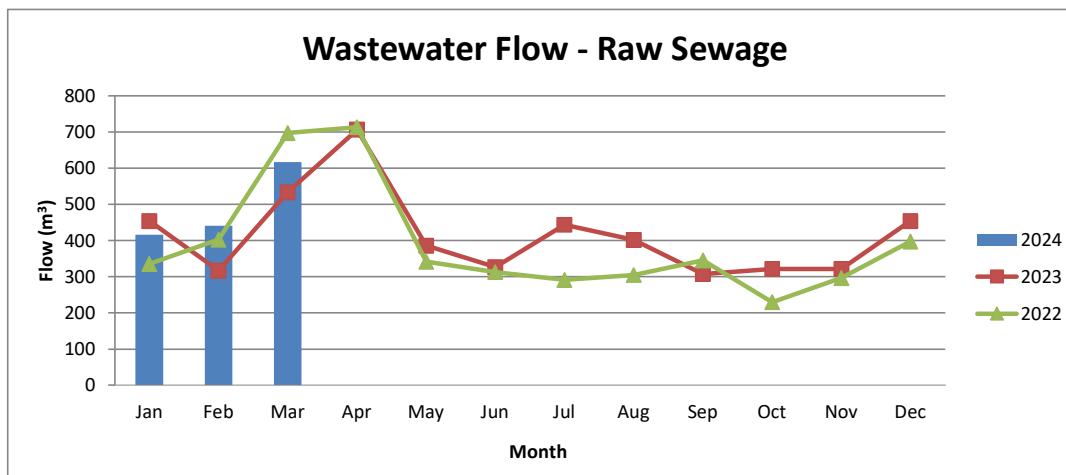


St-Bernardin

2024		Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE															
Total Flow	m^3		416.6	441.1	617.0										1474.69
Daily Ave. Flow	m^3/d		13.44	15.75	19.90										16.37

Effluent

Total Flow	m^3		482.1	534.6	907.5										1924.2
Daily Ave. Flow	m^3/d		15.55	19.09	29.27										21.31



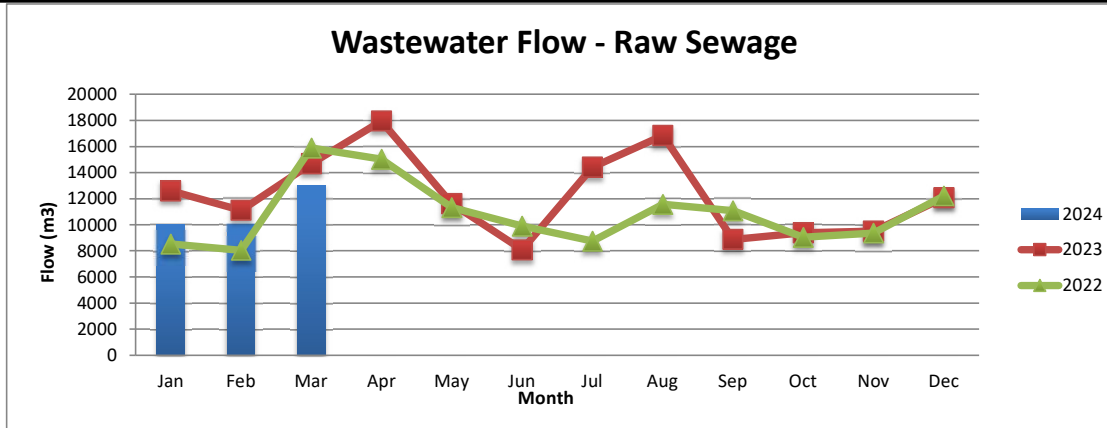
2.1.3

Waste Water - Analytical survey



St-Isidore

2024		Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE		C of A	Federal													
Total Flow	m ³			10039	10106	13081										33227
Daily Ave. Flow	m ³ /d			324	348	422										365
Max. Flow	m ³ /d			413	396	550										550
Min. Flow	m ³ /d			289	312	318										289
BOD ₅	mg/l			749	110	228										362
TSS	mg/l			114	520	760										465
pH	pH units			7.76	7.60	7.37										7.58
TKN	mg/l			38.1	40.0	25.8										34.63
Ptot	mg/l			4.18	4.64	2.54										3.79
EFFLUENT																
Total Flow	m ³															0
Daily Ave. Flow	m ³ /d															#DIV/0!
BOD ₅	mg/l	25.0	25.0													#DIV/0!
TSS	mg/l	25.0	25.0													#DIV/0!
Ptot	mg/l	1.0														#DIV/0!
Unionized ammonia	mg/l		1.25													#DIV/0!
Ammonia	mg/l															#DIV/0!
E. Coli	cfu/100mL															#DIV/0!



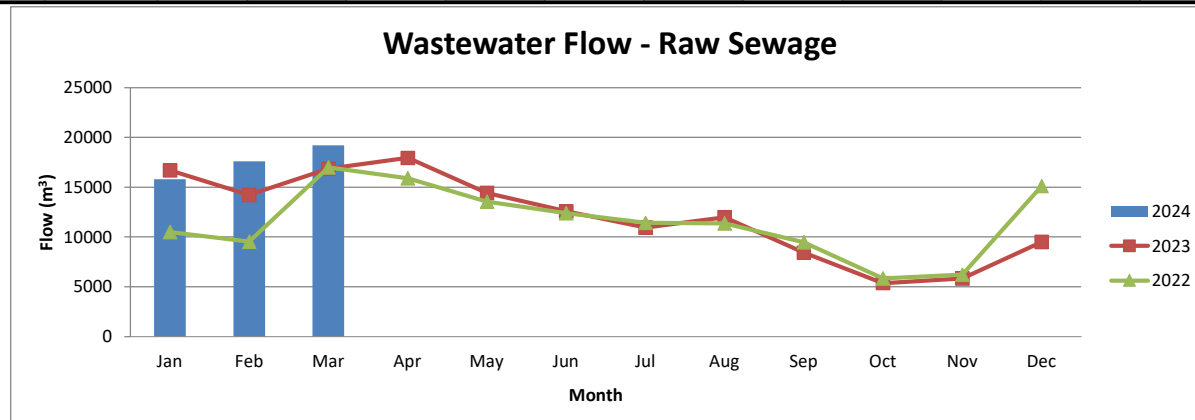
2.1.4

Waste Water - Analytical survey



St-Albert

2024		Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE		C of A	Federal													
Total Flow	m^3			15783	17606	19202										52591
Daily Ave. Flow	m^3/d	720		509	607	619										579
Max Flow	m^3/d			606	688	667										688
Min Flow	m^3/d			271	556	562										271
CBOD ₅	mg/l			75	182	119										125.3
TSS	mg/l			98	175	100										124.3
pH	pH units			7.71	7.71	7.73										7.7
TKN	mg/l			13.3	40.7	29.8										27.9
Ptot	mg/l			1.24	6.12	3.25										3.5
EFFLUENT																
Total Flow	m^3					72912										72912
Daily Ave. Flow	m^3/d					7264										7264.0
CBOD ₅	mg/l	30.0				3										3.00
TSS	mg/l	30.0				4										4.00
Ptot	mg/l	1.0				0.06										0.06
H2S	mg/l	March (0.32) April (0.89)				0.01										0.01
Unionized Ammonia	mg/l					0.072										0.07
Ammonia	mg/l	20.0				0.19										0.19



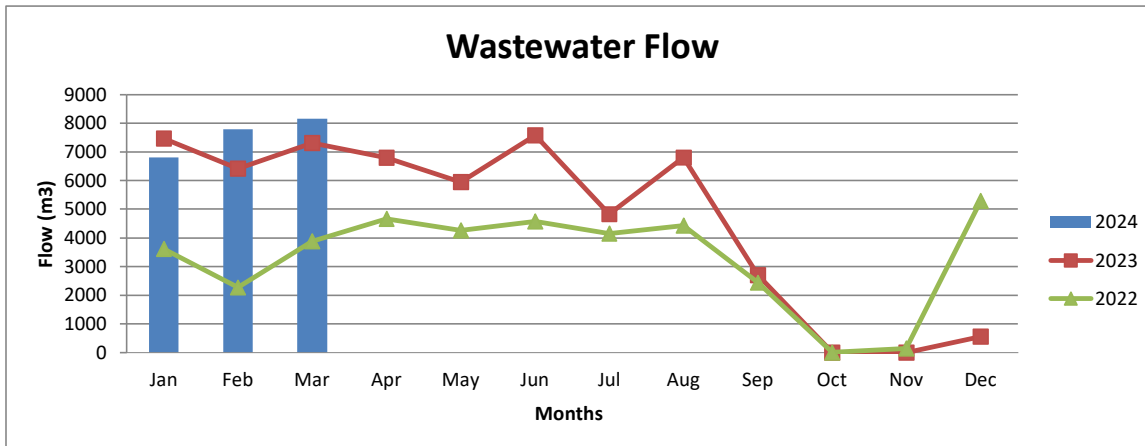
2.1.4.1

Waste Water - Analytical survey



St-Albert - CHEESE
2024

		<u>Limit</u> <i>By-Law</i>	<u>Jan</u>	<u>Feb</u>	<u>Mar</u>	<u>Apr</u>	<u>May</u>	<u>Jun</u>	<u>Jul</u>	<u>Aug</u>	<u>Sep</u>	<u>Oct</u>	<u>Nov</u>	<u>Dec</u>	<u>Total</u>
RAW SEWAGE															
Total Flow	m^3		6811	7789	8150										22749.6
Daily Ave. Flow	m^3/d		220	278	263										253.6
CDBO ₅	mg/l	300	140.0	122.5	199.0										153.8
TSS	mg/l	350	285.0	187.5	120.0										197.5
pH	pH units		7.8	7.6	7.6										7.7
Nitrate	mg/l		0.6	0.0	0.0										0.2
Nitrite	mg/l		0.0	0.0	0.0										0.0
T. Ammonia	mg/l		11.8	21.4	23.9										19.0
TKN	mg/l	100	25.3	33.6	32.4										30.4
P. tot	mg/l	10	6.2	5.6	4.3										5.4



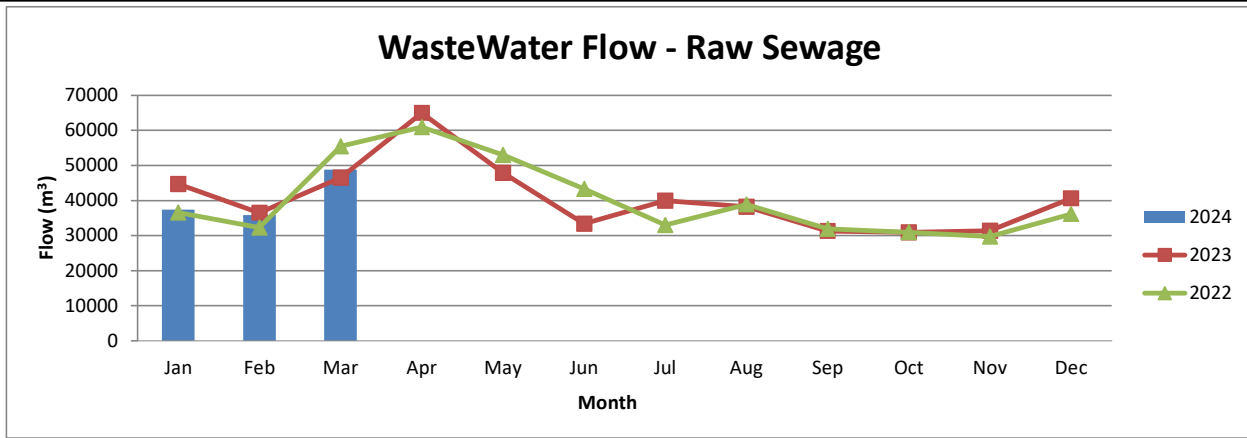
2.1.5

Limoges

Waste Water - Analytical survey



	2024	Limit	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE																
		<i>C of A</i>	<i>Federal</i>													
Total Flow	m^3			37358	35855	48766										121979.4
Daily Ave. Flow	m^3/d	3500		1205	1236	1626										1356
Max Flow	m^3/d			1581	1503	1975										1975
Min Flow	m^3/d			867	996	1285										867
BOD ₅	mg/l			127.8	105.8	102.0										111.9
TSS	mg/l			177.0	145.0	121.5										147.8
TKN	mg/l			44.9	43.5	29.8										39.4
Ph at 25°C	Ph unit			7.7	7.8	7.7										7.74
Ptot	mg/l			7.7	4.6	3.2										5.17
EFFLUENT																
Total Flow	m^3			41849	31440	48825										122114
Daily Ave. Flow	m^3/d			1350	1209	2292										1617
Max Flow	m^3/d			1699	1499	2292										2292
CBOD ₅	mg/l	5.0	25.0	0.60	3.25	5.00										3
TSS	mg/l	5.0	25.0	6.40	8.75	11.25										9
Ptot	mg/l	0.3		0.23	0.19	0.16										0.19
Unionized Ammonia	mg/l		1.25	0.05	0.03	0.04										0.04
T. Ammonia	mg/l	Summer 1 Winter 5		1.23	0.64	0.44										0.77



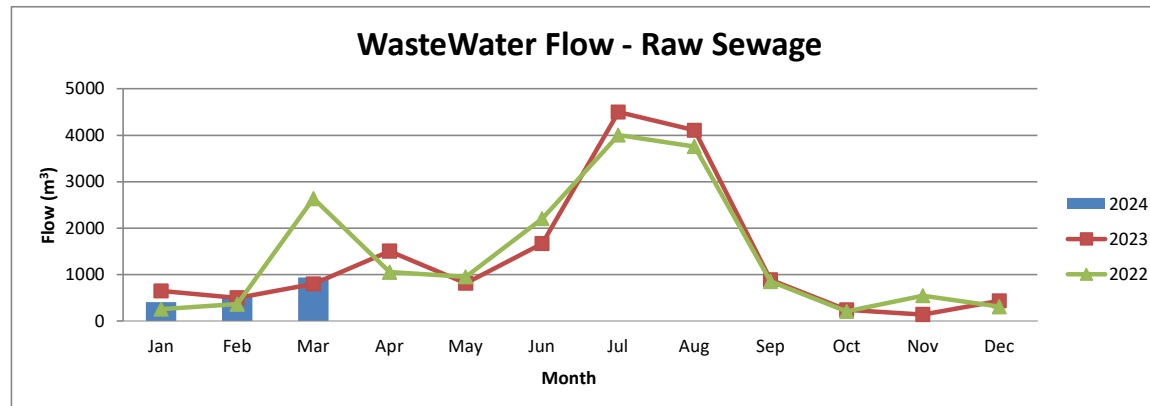
2.1.5.1

Waste Water - Analytical survey



Limoges - #5 - Calypso Rd.
2024

	Limit	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
RAW SEWAGE														
Total Flow	m ³	409	530	940										1878
Daily Ave. Flow	m ³ /d	13	19	30										21
Max Flow	m ³ /d	24	36	43										43
Min Flow	m ³ /d	9	11	18										9
Lab results														
CBOD5	mg/L													<i>Average</i>
TSS	mg/L													
Alkalinity	mg/L													
pH	pH													
Chloride	mg/L													
Total Ammonia	mg/L													
Total Phosphorus	mg/L													
Sodium	mg/L													



Chemicals Used - Alum

		<u>Jan</u>	<u>Feb</u>	<u>Mar</u>	<u>Apr</u>	<u>May</u>	<u>Jun</u>	<u>Jul</u>	<u>Aug</u>	<u>Sep</u>	<u>Oct</u>	<u>Nov</u>	<u>Dec</u>	<u>Total</u>
Limoges														
Avg. Dosage	mg/L	269	269	242										260
St-Isidore														
Coagulant	Kg													0
St-Albert														
Coagulant	Kg	4630	6242	6610										17482
Avg. Dosage	mg/L	293	355	344										331
Total Flow	m3	15782	17606	19201										

The chemical we use is Aluminium Sulphate which comes has a liquid form, stored in tanks at our St-Albert and Limoges Lagoon Facilities. The Alum is then pumped in the wastewater pipe for mixing going into the Lagoon.

2.3 Non-Compliance

Incident Date	Location	Event	Corrective Action	Corrective action Date
January	Limoges Lagoon Effluent	Discharge – Total Suspended Solids	Letter to the MECP.	N/A
February	Limoges Lagoon Effluent	Discharge – Total Suspended Solids	Letter to the MECP.	N/A
March	Limoges Lagoon Effluent	Discharge – Total Suspended Solids	Letter to the MECP.	N/A

2.4 Reports

	JAN	FEB	MAR	APR	MAY	JUN	JUL	AUG	SEPT	OCT	NOV	DEC
LIMOGES												
<i>MUMPS</i>	X	X	X									
<i>ANNUAL</i>	X											
<i>Federal Regs.</i>												
ST-ISIDORE												
<i>MUMPS</i>	X	X	X									
<i>ANNUAL</i>	X											
<i>Federal Regs.</i>												
ST-ALBERT												
<i>MUMPS</i>	X	X	X									
<i>ANNUAL</i>	X											
<i>Federal Regs.</i>												
FOURNIER												
<i>ANNUAL</i>	X											
ST-BERNARDIN												
<i>ANNUAL</i>	X											
CLI-ECA												
<i>ANNUAL</i>			X									

The X, represent all reports sent to the Ministry of the Environment and Climate Change as required by our wastewater facilities Certificate of Approval.

Wastewater

<u>Date</u>	<u>Facility</u>	<u>Maintenance / Repair</u>
Jan	All facilities	Maintenance of all facilities, includes cleaning, painting etc.
12-Jan	St-Isidore SPS	Capital Control replaced contactor on both submersible pumps.
12-Jan	Limoges Lagoon	Unblocked and repair drain pipe of grit management system in the headworks building.
18-Jan	Limoges Lagoon	Install insulated mattress covers on both BioCord cell (East & West)
23-Jan	Limoges SPS #2, 3, 6	SCADA antenna radio at SPS#2, 3 and 6 were upgraded with newer system, including new PLC at the Water Treatment plant.
23-Jan	Limoges SPS #2	Electrical transfer switch was installed for the new generator. Generator was tested and commissioned.
16-Feb	St-Isidore	Sewermain blockage on Place Madeleine street, caused by broken pipe. Issue was resolved without any residents affected.
29-Feb	All facilities	Cut and clean all branches and trees near buildings and around properties.
21-Mar	St-Albert Lagoon	Open Lagoon seasonal discharge
25 mars	Limoges SPS #7	Alternating switch for pumps was replaced with a new one.

Demande pour une exemption au règlement sur le bruit : Entrée # 2449

Nom du demandeur

Micheline Lajoie

Adresse du demandeur

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Courriel

[REDACTED]

Lieu de travail ou de l'événement (No. de permis de construction si applicable)

[REDACTED] Limoges

Date à laquelle l'exemption est requise (max 6 mois) - De :

08/16/2024

Veillez spécifier l'heure - De :

01:00 pm

Date - À :

08/18/2024

Veillez spécifier l'heure - À :

10:00 pm

Décrivez le genre de bruit

rencontre familiale - invités risquent de faire du bruit. Possiblement de la musique, rire et voix

Donnez les raisons pour lesquelles la demande devrait être approuvée

rencontre de famille- ca fait longtemps qu'on a eu l'occasion de se voir. Nous avons perdu 6 membres de la famille durant la covid et voulons une rencontre pour enfin pouvoir s'amuser

Quelles mesures seront prises pour diminuer le bruit?

demander aux invités de baisser le ton, s'il le faut les faire entrer dans la maison

Commentaires

Nous faisons rarement des rencontres - cette demande est simplement par précaution - je ne vois pas vraiment une problématique mais mieux vaut demander quand même

**Demande pour une exemption au règlement sur le
bruit : Entrée # 2450**

Nom du demandeur

Micheline Lajoie

Adresse du demandeur

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Courriel

[REDACTED]

Lieu de travail ou de l'événement (No. de permis de construction si applicable)

[REDACTED] Lane

Date à laquelle l'exemption est requise (max 6 mois) - De :

09/07/2024

Veillez spécifier l'heure - De :

01:00 pm

Date - À :

09/08/2024

Veillez spécifier l'heure - À :

01:00 pm

Décrivez le genre de bruit

musique - DJ - invités

Donnez les raisons pour lesquelles la demande devrait être approuvée

mariage

Quelles mesures seront prises pour diminuer le bruit?

demander aux invités de faire attention

Nom du demandeur

Stephanie Quesnel (Club Optimiste St Isidore)

Adresse du demandeur

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Courriel

cluboptimistestisidore@gmail.com

Lieu de travail ou de l'événement (No. de permis de construction si applicable)

20 De l'Arena St, Saint Isidore, ON K0C 2B0

Date à laquelle l'exemption est requise (max 6 mois) - De :

06/08/2024

Veillez spécifier l'heure - De :

11:00 am

Date - À :

06/08/2024

Veillez spécifier l'heure - À :

01:00 am

Décrivez le genre de bruit

Concert Musique a l'exterieur avec un bar

Donnez les raisons pour lesquelles la demande devrait être approuvée

La soirée permet au club de faire une levée de fond. Le concert terminera a 1am

Quelles mesures seront prises pour diminuer le bruit?

Afin de garder l'ordre - nous avons des gents de securité incluant les membres du club

Commentaires

Veillez noter que le samedi, le 8 juin, 2024, de 23h00 jusqu'à 1:00 am heure du matin, lors du Festival du Canard et de la plume, le Club Optimiste de St-Isidore ("Club Optimiste") organise une soirée impliquant un groupe de musique et un bar qui sera situé à l'extérieur sur le terrain de baseball du Centre recreatif de St-Isidore située au 20 rue de L'Aréna St-Isidore Ontario. A ce titre, le Club Optimiste soumet une demande pour une exemption au règlement sur le bruit. Veuillez noter que notre organisme souhaite déposer une demande auprès de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour obtenir un « permis d'occasion spéciale - public » afin de pouvoir servir de la boisson dans une zone désignée. La titulaire, madame Josianne Dupuis signera le permis d'alcool. La titulaire, y compris le Club Optimiste, supervisera le bar. Afin de respecter les normes provisoires ainsi que les lois et règlements applicables, seulement les bénévoles avec des certificats de « Smart Serve » s'occuperont du bar.

The Nation Municipality/Municipalité de la Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 04/10/2024 To 04/30/2024

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
14344	C	04/17/2024	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$318.76	O
14345	C	04/17/2024	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$42,464.60	O
14346	C	04/17/2024	268	BURELLE RENTOOLS	\$415.16	O
14347	C	04/17/2024	294	MINISTRY OF TRANSPORTATION	\$24.75	O
14348	C	04/17/2024	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$12,793.22	O
14349	C	04/17/2024	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$1,557.14	O
14350	C	04/17/2024	898	QUESNEL ROCH B.	\$3,360.00	O
14351	C	04/17/2024	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$124.38	O
14352	C	04/17/2024	1162	CLUB SOCIAL DE LA RESIDENCE LAJOIE	\$200.00	O
14353	C	04/17/2024	1200	LE COIN DU LIVRE	\$2,354.22	O
14354	C	04/17/2024	1428	NICOLAS BRABANT	\$367.25	O
14355	C	04/17/2024	1878	GROUPE COMMUNAUTAIRE DE ST-ALBERT	\$2,500.00	O
14356	C	04/17/2024	1925	MAIN INDUSTRIAL SALES LTD	\$498.02	O
14357	C	04/17/2024	2040	CLUB OPTIMISTE ST-ISIDORE	\$2,500.00	O
14358	C	04/17/2024	2136	MARC-ANDRÉ DECOEUR	\$50.00	O
14359	C	04/17/2024	2473	LES PRODUCTIONS AVICOLE D.L. LTEE	\$2,000.00	O
14360	C	04/17/2024	3076	INTACT PUBLIC ENTITIES	\$1,288.00	O
14361	C	04/17/2024	3111	SHADE GROUP INC	\$918.69	O
14362	C	04/17/2024	3542	FIRST GENERAL SERVICES	\$49,134.87	O
14363	C	04/17/2024	3552	CMAx L'ORIGINAL	\$791.00	O
14364	C	04/17/2024	3554	DURANT, JAMES	\$100.00	O
14365	C	04/17/2024	3555	LAFRANCE, JUSTIN	\$208.32	O
14366	C	04/17/2024	3556	TOSHIBA TEC CANADA BUSINESS SOLUTIONS INC.	\$26,166.28	O
14367	C	04/30/2024	7	A.L. BLAIR CONSTRUCTION LTD	\$1,922.46	O
14368	C	04/30/2024	227	LAFLECHE SALES AND SERVICE	\$847.39	O
14369	C	04/30/2024	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$224.84	O
14370	C	04/30/2024	290	MINISTER OF FINANCE	\$139,156.00	O
14371	C	04/30/2024	433	THE NATION MUNICIPALITY	\$786.44	O
14372	C	04/30/2024	1015	STEWART STEVEN	\$27.67	O
14373	C	04/30/2024	1133	1649313 ONTARIO INC	\$61.02	O
14374	C	04/30/2024	1200	LE COIN DU LIVRE	\$292.66	O
14375	C	04/30/2024	1267	ONTOWER INC.	\$2,330.63	O
14376	C	04/30/2024	1785	MARTIN SPUEHLER FARM	\$500.00	O
14377	C	04/30/2024	2092	FERME DROUIN FARM	\$4,053.54	O
14378	C	04/30/2024	2274	JULIE PRUD'HOMME	\$400.00	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 04/10/2024 To 04/30/2024

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
14379	C	04/30/2024	2888	PROFESSIONAL FIRE PROTECTION	\$579.13	O
14380	C	04/30/2024	3113	HAWKESBURY SERVICE TELECOM LTD.	\$340.99	O
14381	C	04/30/2024	3420	CANADIAN TIRE CASSELMAN #625	\$112.38	O
14382	C	04/30/2024	3557	SHERRY-LYNNE VAN ALLEN	\$44.95	O
14383	C	04/30/2024	3558	GROUPE SIMONCIC	\$1,000.00	O
14384	C	04/30/2024	3559	CLEROUX, ALAIN	\$250.00	O
14385	C	04/30/2024	3560	MANN, KELSEA	\$75.00	O
14386	C	04/30/2024	3561	M.D. CHARLTON CO. LTD.	\$536.75	O
66479	E	04/17/2024	11	ABC DISPOSAL	\$645.26	O
66480	E	04/17/2024	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$190.82	O
66481	E	04/17/2024	30	BENSON AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$12.48	O
66482	E	04/17/2024	36	BDO DUNWOODY SRL/LLP	\$31,436.60	O
66483	E	04/17/2024	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$2,293.68	O
66484	E	04/17/2024	91	CASSELMAN GAS BAR	\$794.95	O
66485	E	04/17/2024	116	UNIAG COOPERATIVE	\$272.21	O
66486	E	04/17/2024	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$150.00	O
66487	E	04/17/2024	147	ENTREPRISE BOURDEAU	\$550.08	O
66488	E	04/17/2024	151	AEBI SCHMIDT CANADA INC.	\$2,596.16	O
66489	E	04/17/2024	158	FERNAND DENIS INC	\$322.50	O
66490	E	04/17/2024	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$816.77	O
66491	E	04/17/2024	178	GAL POWER SYSTEMS OTTAWA LTD	\$2,559.45	O
66492	E	04/17/2024	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$4,051.08	O
66493	E	04/17/2024	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$57,684.22	O
66494	E	04/17/2024	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$7,744.18	O
66495	E	04/17/2024	264	LEVAC PROPANE INC	\$1,149.31	O
66496	E	04/17/2024	281	EGIS CANADA LTD	\$32,311.73	O
66497	E	04/17/2024	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$42,072.59	O
66498	E	04/17/2024	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$2,254.24	O
66499	E	04/17/2024	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$96.24	O
66500	E	04/17/2024	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$412.33	O
66501	E	04/17/2024	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
66502	E	04/17/2024	471	WATHIER WELDING PRODUCTS	\$177.75	O
66503	E	04/17/2024	533	SPUEHLER SHOP	\$548.84	O
66504	E	04/17/2024	537	AUTO SELECT CASSELMAN	\$86.22	O
66505	E	04/17/2024	821	S & L WASTETECH INC	\$282.50	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 04/10/2024 To 04/30/2024

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
66506	E	04/17/2024	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$4,658.43	O
66507	E	04/17/2024	933	DROUIN CREATIONS	\$1,491.20	O
66508	E	04/17/2024	954	CDW CANADA INC.	\$19,917.66	O
66509	E	04/17/2024	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$5,264.05	O
66510	E	04/17/2024	1336	ON CALL CENTRE	\$313.96	O
66511	E	04/17/2024	1343	ONTARIO ONE CALL	\$96.94	O
66512	E	04/17/2024	1405	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC	\$1,751.42	O
66513	E	04/17/2024	1710	BRIZARD, JOSEE	\$251.72	O
66514	E	04/17/2024	1868	ULINE CANADA CORPORATION	\$1,071.30	O
66515	E	04/17/2024	2083	LEROUX CONSULTANT	\$8,359.40	O
66516	E	04/17/2024	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$11,680.73	O
66517	E	04/17/2024	2622	HALPENNY INSURANCE BROKERS LTD	\$556,178.40	O
66518	E	04/17/2024	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$43.62	O
66519	E	04/17/2024	3205	KNEBEL, NADIA	\$99.20	O
66520	E	04/17/2024	3214	DESCHAMPS, AMELIE	\$150.00	O
66521	E	04/17/2024	3218	AMAZON BUSINESS	\$12.83	O
66522	E	04/17/2024	3451	BOBBY & JOY LALONDE	\$1,143.15	O
66523	E	04/30/2024	30	BENSON AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,068.28	O
66524	E	04/30/2024	35	BATTLESHIELD INDUSTRIES LTD	\$795.89	O
66525	E	04/30/2024	60	BOURGON SEEDS LTD	\$129.95	O
66526	E	04/30/2024	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$3,207.72	O
66528	E	04/30/2024	77	CANSEL SURVEY EQUIPMENT INC.	\$64.88	O
66529	E	04/30/2024	80	MAXIBURO LTEE	\$616.23	O
66530	E	04/30/2024	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$1,137.58	O
66531	E	04/30/2024	101	LBEL INC	\$364.32	O
66532	E	04/30/2024	116	UNIAG COOPERATIVE	\$212.93	O
66533	E	04/30/2024	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$2,922.71	O
66534	E	04/30/2024	145	ELECTROTEK INC	\$431.33	O
66535	E	04/30/2024	151	AEBI SCHMIDT CANADA INC.	\$3,297.85	O
66536	E	04/30/2024	169	LA FROMAGERIE COOPERATIVE ST-ALBERT INC.	\$100.00	O
66537	E	04/30/2024	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$993.44	O
66538	E	04/30/2024	189	GROUPE SPORTS-INTER PLUS INC	\$700.94	O
66539	E	04/30/2024	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$14,885.28	O
66540	E	04/30/2024	216	KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC	\$10,629.62	O
66541	E	04/30/2024	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$17,047.33	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 04/10/2024 To 04/30/2024

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
66542	E	04/30/2024	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$59,474.09	O
66543	E	04/30/2024	255	LEROUX JEANNE	\$206.46	O
66544	E	04/30/2024	256	LEROUX JOSEE	\$35.96	O
66545	E	04/30/2024	264	LEVAC PROPANE INC	\$680.16	O
66546	E	04/30/2024	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$91.42	O
66547	E	04/30/2024	295	MOOSE CREEK PRECAST	\$1,466.51	O
66548	E	04/30/2024	313	OMERS	\$90,284.66	O
66549	E	04/30/2024	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$1,116.33	O
66550	E	04/30/2024	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$3,291.63	O
66551	E	04/30/2024	438	THE REVIEW	\$676.87	O
66552	E	04/30/2024	442	TOWNSHIP OF CHAMPLAIN	\$1,029.14	O
66553	E	04/30/2024	449	PRO-TECH AUTO SOLUTION	\$1,627.30	O
66554	E	04/30/2024	455	USTI CANADA INC	\$23,460.33	O
66555	E	04/30/2024	459	VICE & HUNTER LLP	\$1,475.65	O
66556	E	04/30/2024	577	EMCO WATERWORKS	\$3,898.00	O
66557	E	04/30/2024	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$593.25	O
66558	E	04/30/2024	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$2,546.41	O
66559	E	04/30/2024	1276	CAPITAL CONTROLS	\$607.38	O
66560	E	04/30/2024	1375	ALIMPLUS INC	\$2,130.18	O
66561	E	04/30/2024	1386	REGULVAR CANADA INC	\$1,389.90	O
66562	E	04/30/2024	1393	BEACON LITE (OTTAWA) LTD.	\$495.17	O
66563	E	04/30/2024	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$1,762.47	O
66564	E	04/30/2024	2088	CASSELMAN TIRECRAFT	\$20.16	O
66565	E	04/30/2024	2108	TELMATIK	\$437.88	O
66566	E	04/30/2024	2389	INNOVATIVE SURFACE SOLUTIONS CANADA	\$3,791.17	O
66567	E	04/30/2024	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$12,994.10	O
66568	E	04/30/2024	2691	THE INFORMATION PROFESSIONALS	\$423.75	O
66569	E	04/30/2024	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$415.81	O
66570	E	04/30/2024	3218	AMAZON BUSINESS	\$411.66	O
66571	E	04/30/2024	3225	PITNEY WORKS	\$3,390.00	O
66572	E	04/30/2024	3359	REALTAX INC.	\$2,090.50	O
66573	E	04/30/2024	3444	CARRUTHERS JANICE	\$1,130.00	O
BELL CANADA	E	04/17/2024	43	BELL CANADA	\$742.51	O
BELL CANADA	E	04/17/2024	46	BELL CANADA	\$1,717.60	O
BELL CANADA	E	04/30/2024	43	BELL CANADA	\$828.71	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 04/10/2024 To 04/30/2024

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
BELL CANADA	E	04/30/2024	46	BELL CANADA	\$1,714.50	O
BELL MOBILITY INC.	E	04/17/2024	47	BELL MOBILITY INC.	\$3,287.06	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	04/17/2024	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$44,442.70	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	04/17/2024	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$133.39	O
ESSO BUSINESS CARD - ROAD-188890	E	04/17/2024	479	ESSO BUSINESS CARD - ROAD-188890	\$192.01	O
ESSO BUSINESS CARD - ROAD-188890	E	04/30/2024	479	ESSO BUSINESS CARD - ROAD-188890	\$385.92	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	04/17/2024	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$89,731.05	O
PETRO-CANADA SUPERPASS	E	04/17/2024	3449	PETRO-CANADA SUPERPASS	\$812.42	O
QUADIENT CANADA LTD.	E	04/17/2024	303	QUADIENT CANADA LTD.	\$552.40	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	04/17/2024	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$77,477.06	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	04/30/2024	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$74,467.42	O
THE BEER STORE	E	04/30/2024	42	THE BEER STORE	\$1,883.01	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	04/17/2024	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$123.91	O
VISA DESJARDINS	E	04/30/2024	465	VISA DESJARDINS	\$22,629.59	O
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	E	04/30/2024	474	WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	\$13,705.86	O
14343 ajout à ce payable	C	04/09/2024	1226	MATHIEU QUESNEL IN TRUST	\$61,002.86	
TOTAL					\$1,787,188.27	

Julie Langlois-Caisse

From: AMO Communications <communicate@amo.on.ca>
Sent: 4 avril 2024 10:01
To: Julie Langlois-Caisse
Subject: Externe-External: AMO Watchfile - April 4, 2024

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.



April, 04 2024

In This Issue

- 2024 is an AMO Board election year!
- Information to assist Municipalities in flood preparedness.
- Consultation on *Ontario Energy Board Act* changes.
- Consultation on Rural Economic Development Strategy.
- Nominations open for Lieutenant Governor's Award.
- Housing-Enabling Water Systems Fund.
- Survey: Asset Management Quality Assurance Review.
- Consultation: 2025 National Construction Codes.
- Strategies for Navigating Conflict Relationships for Strong Council Outcomes.
- Land Use Planning - Foundations and Deeper Dive workshops.
- AntiSemitism and Anti-Islamophobia: Spring workshops.
- Councillor Training - Refresh and refine your leadership, May workshop.
- Advanced Councillor Training Series to revitalize your leadership.
- Municipal Codes of Conduct Workshop: Essential to Good Governance.
- Understanding Competing Human Rights - Upcoming workshop.
- OSUM 2024 - Join the OSUM Executive and colleagues in beautiful Orillia.
- Canoe Spring Webinar Series is a week away.
- Upcoming webinar: Measurement and Verification for Energy.
- Blog: Now is the Perfect Time to Review Your Employee Group Benefits Plan.
- Service and Water Line Warranty Overview Webinar.
- Why the future of natural gas matters for Ontarians.
- Leading local change through Canada's net-zero building codes.
- Call for delegates to SIESLR Conference.
- Invasive Species Action Fund.
- Join thought leaders and changemakers at the Future of Aging Summit next May.
- Matrix Cares Affordable Housing Summit.
- Careers.

AMO Matters

Elections for positions to the AMO Board of Directors will occur at the AMO Annual Conference, hosted by the City of Ottawa in August 2024. [Click here](#) for answers to some frequently asked questions if you are considering running.

Provincial Matters

As Ontario flood season arrives, MNRF has circulated a [fact sheet](#) with [roles and responsibilities](#) to assist municipalities in flood preparedness (French versions [1](#) & [2](#)). Information is also available [online](#).

The Ministry of Energy is considering [changes to the Ontario Energy Board Act](#) that would require broader consultation by the OEB (including with municipalities) and increase the leave to consult threshold. Submissions due by April 7.

The province is conducting a [survey](#) to inform the creation of a Rural Economic Development Strategy. Share your ideas on how the province can support rural communities plan for economic success.

Nominations are open for the Lieutenant Governor's Medal of Distinction in Public Administration, Ontario's highest honour for public service. [Nominate someone](#) from your municipality by April 30.

Applications to the Ministry of Infrastructure's Housing-Enabling Water Systems Fund [are open](#) until April 19, 2024. Review the program and application guidelines online.

On behalf of the Ministry of Infrastructure, Optimus SBR sent a survey to municipalities on March 26. It closes April 23, 2024. Complete it to provide the province feedback on its asset management requirements and supports.

Federal Matters

The Canadian Board for Harmonized Construction Codes is [consulting on proposed changes](#) for the 2025 national codes. Feedback collected will also serve as [consultation for Ontario's 2026/27 Building Code](#). Submissions due April 14.

Education Opportunities

AMO's Navigating Conflict for Elected Officials is an invaluable resource for AMO members and your councils. Learn how to move from conflict to collaboration in the [June 26 - 27 Navigating Conflict workshop](#). If you have completed this training already, take your skills to the next level at the [April 9 - 10 Advanced Strategies to Navigating Conflict workshop](#).

AMO's is offering two education opportunities focused on planning issues and strategies: [April 17 Foundations in Planning workshop](#) builds foundational knowledge and insight into planning legislation and municipal roles and responsibilities. Our [April 18 Advanced Land Use Planning workshop](#) includes analysis of case studies and lessons learned to build your strategic management and decision making on local planning matters.

Don't miss this time limited opportunity: register for the [April 24 antisemitism workshop](#) and the [May 15 anti-islamophobia workshop](#). These important workshops provide you invaluable insight on the historical and contemporary roots of antisemitism and anti-islamophobia, how to address these and how to build relationships and allyships.

The Councillor Training interactive workshop delves into the key areas of your responsibility as an elected official in a forum where you can ask questions that you can't always raise locally. Register for the [May 14 Councillor Training workshop](#) today.

As an elected municipal official we know the pressure you deal with is real and we are here to support you. AMO has developed [Advanced Councillor Training](#) in 3 sessions focused on core elements of leadership. Register for the [May 8 Session 1 workshop](#), [May 29 Session 2 workshop](#), and the [October 2 Session 3 workshop](#).

As AMO and municipalities await provincial direction, your Association has developed a course that

helps and guides municipal leaders in the development, communication, adherence, and issues management of codes of conducts. [Register for the April 25 Code of Conduct workshop](#) today.

AMO and Hicks Morley have developed training to support municipal elected officials and council in understanding their obligations related to human rights and understanding how to manage seemingly competing human rights. Register for this important [Competing Rights May 23 workshop](#).

Join your small urban colleagues May 1 - 3 for discussion, examination and advocacy on matters unique to your communities and to hear provincial leaders. [View the full program](#) and [register today](#).

LAS

The Canoe Procurement Group [Spring Webinar Series](#) starts in one week. Join our colleagues at Canoe on April 11 at 11am as they discuss their experience helping governments prepare for natural disasters like floods and fires. [Register here to attend](#).

'You can't manage what you can't measure'. Measurement & Verification is the missing link that plays a crucial role in energy projects. Join SaveONenergy with us on April 18 at 2:30pm to explore how to monitor and assess your project outcomes. [Register here today](#).

Employee group benefits plans are an important part of any employee's compensation package, but when is the best time to review and renew your current plan? [Read more in our latest blog](#) by our Group Benefits Program partner.

Who is responsible for damaged sewer and water lines running from residential properties, and what options are available? Our Sewer and Waterline Warranty Program webinar will cover this and more. [Register to attend](#) or to receive a recording.

Municipal Wire*

The OEB's decision has a direct impact on our ability to provide affordable and reliable energy to Ontario homes and businesses. Learn more here. [Natural Gas Matters | Enbridge Gas](#).

Efficiency Canada's [Municipal Guides](#) contain everything you need to leverage the 2020 model codes to enhance building performance, drive decarbonization, and amplify local benefits in climate action initiatives.

Explore economic trends impacting Canada and the world at the [Summer Institute on Economic Security and Local Resilience](#) (SIESLR) conference on July 18-19, 2024 in Orillia. Register by June 1.

The Invasive Species Centre with support from Ontario's Ministry of Natural Resources and Forestry opens the [Invasive Species Action Fund](#) intake. The fund assists municipalities in combating priority species. Apply by April 11.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, 2024 will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Join the [Affordable Housing Summit & Skilled Trades Fair](#) from May 23-26 with over 10,000 policymakers, prospective housing project owners and the off-site modular industry to accelerate actionable, affordable housing projects.

Careers

[Director of Finance & Operations - Walkerton Clean Water Agency](#). Closing date: Apr 19, 2024

[Senior Accounting Clerk - County of Simcoe](#). Closing Date: April 18, 2024

[Manager of Public Works - Town of Moosonee](#). Closing Date: May 3, 2024

[Associate Solicitor, Municipal Law - City of Guelph](#). Closing Date: April 15, 2024.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

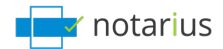
[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlanglois-caisse@nationmun.ca.

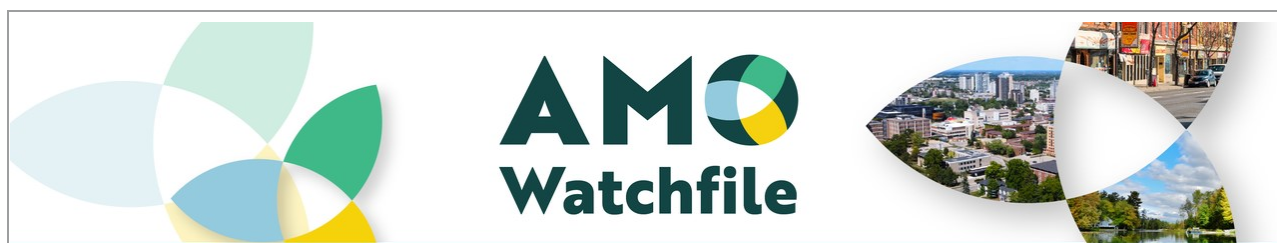
To continue receiving our emails, add us to your address book.

Julie Langlois-Caisse

From: AMO Communications <communicate@amo.on.ca>
Sent: 11 avril 2024 10:01
To: Julie Langlois-Caisse
Subject: Externe-External: AMO Watchfile - April 11, 2024

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.



April, 11 2024

In This Issue

- 2024 is an AMO Board election year!
- Application for the PJ Marshall Awards is open.
- Consultation on Rural Economic Development Strategy.
- Nominations open for Lieutenant Governor's Award.
- Housing-Enabling Water Systems Fund.
- Survey: Asset Management Quality Assurance Review.
- Consultation: 2025 National Construction Codes.
- Disability Inclusion Virtual Workshop.
- Land Use Planning - Foundations and Deeper Dive workshops.
- Anti-Semitism and Anti-Islamophobia: Spring workshops.
- Councillor Training - Refresh and refine your leadership, May workshop.
- Advanced Councillor Training Series to revitalize your leadership.
- Municipal Codes of Conduct Workshop: Essential to Good Governance.
- Understanding Competing Human Rights - Upcoming workshop.
- OSUM 2024: Join provincial leaders at OSUM.
- Demystifying Digital Access: Small Changes that Make a Big Impact.
- Canoe Spring webinar series on now.
- Upcoming webinar: Measurement and Verification for Energy.
- Municipal Energy Reporting Consulting Service: Limited time only.
- Elliot Lake awarded Kraft Hockeyville 2024!
- Survey: National Climate Project.
- Registration open for Basic Income Forum.
- Call for delegates to SIESLR Conference.
- Invasive Species Action Fund.
- Future of Aging Summit - May 15-17.
- Matrix Cares Affordable Housing Summit.
- Careers: Brampton, Peterborough and Simcoe County.

AMO Matters

Elections for positions to the AMO Board of Directors will occur at the AMO Annual Conference, hosted by the City of Ottawa in August 2024. [Click here](#) for answers to some frequently asked questions if you are considering running.

The Peter J. Marshall Municipal Innovation Award celebrates municipal governments in Ontario that implement new and innovative ways to make public services, facilities, and infrastructure better for Ontarians. View [full details here](#).

Provincial Matters

The province is conducting a [survey](#) to inform the creation of a Rural Economic Development Strategy. Share your ideas on how the province can support rural communities plan for economic success.

Nominations are open for the Lieutenant Governor's Medal of Distinction in Public Administration, Ontario's highest honour for public service. [Nominate someone](#) from your municipality by April 30.

Applications to the Ministry of Infrastructure's Housing-Enabling Water Systems Fund [are open](#) until April 19, 2024. Review the program and application guidelines online.

On behalf of the Ministry of Infrastructure, Optimus SBR sent a survey to municipalities on March 26. It closes April 23, 2024. Complete it to provide the province feedback on its asset management requirements and supports.

Federal Matters

The Canadian Board for Harmonized Construction Codes is [consulting on proposed changes](#) for the 2025 national codes. Feedback collected will also serve as [consultation for Ontario's 2026/27 Building Code](#). Submissions due April 14.

Education Opportunities

AMO Education has partnered with the Abilities Centre to deliver a workshop designed to enhance elected official understanding and approach to inclusion. Register for this important [Disability Inclusion June 5 workshop](#).

AMO's is offering two education opportunities focused on planning issues and strategies: [April 17 Foundations in Planning workshop](#) builds foundational knowledge and insight into planning legislation and municipal roles and responsibilities. Our [April 18 Advanced Land Use Planning workshop](#) includes analysis of case studies and lessons learned to build your strategic management and decision making on local planning matters.

Don't miss this time limited opportunity: register for the [May 7 antisemitism workshop](#) and the [May 15 anti-islamophobia workshop](#). These important workshops provide you invaluable insight on the historical and contemporary roots of antisemitism and anti-islamophobia, how to address these and how to build relationships and allyships.

The Councillor Training interactive workshop delves into the key areas of your responsibility as an elected official in a forum where you can ask questions that you can't always raise locally. Register for the [May 14 Councillor Training workshop](#) today.

As an elected municipal official we know the pressure you deal with is real and we are here to support you. AMO has developed [Advanced Councillor Training](#) in 3 sessions focused on core elements of leadership. Register for the [May 8 Session 1 workshop](#), [May 29 Session 2 workshop](#), and the [October 2 Session 3 workshop](#).

As AMO and municipalities await provincial direction, your Association has developed a course that helps and guides municipal leaders in the development, communication, adherence, and issues management of codes of conducts. [Register for the April 25 Code of Conduct workshop](#) today.

AMO and Hicks Morley have developed training to support municipal elected officials and council in

understanding their obligations related to human rights and understanding how to manage seemingly competing human rights. Register for this important [Competing Rights May 23 workshop](#).

This year's OSUM Conference will include remarks from provincial leaders; Marit Stiles, Bonnie Crombie, and Mike Schreiner. [View the full program](#) and [register today](#).

LAS

Join our Barrier-free Website Builder Program partner on April 15 for an [accessibility webinar](#) with a panel of experts.

Canoe's [spring webinar series](#) continues this spring. Do your local suppliers contact you wondering how they can get on Canoe's vendor list? On May 2 at 11am, Tony DeSciscio explains on how suppliers are selected and the benefits of Canoe Procurement to the private sector. [Register here to attend](#).

'You can't manage what you can't measure'. Measurement & Verification is the missing link that plays a crucial role in energy projects. Join SaveONenergy with us on April 18 at 2:30pm to explore how to monitor and assess your project outcomes. [Register here today](#).

With the July 1, 2024 Energy Reporting deadline less than 3 months away, the focus is on 5-year Conservation Plans. LAS is here to help with a limited time energy consulting service. Don't wait til the last minute - [contact us](#) to get started before it's too late.

Municipal Wire*

Congratulations to Elliot Lake! Crowned [2024 Kraft Hockeyville](#), Elliot Lake will receive the opportunity to host an NHL® Pre-Season game and \$250,000 for upgrades to Centennial Arena.

Are you from a small or medium-sized municipality with perspectives on local climate initiatives? If yes, share your thoughts here [EN](#) | [FR](#) by April 15. Insights inform supports for carbon resilience.

Registrations for Canada's inaugural Basic Income Guarantee Forum are open. [BIG 2024](#) takes place from May 23-26 at the University of Ottawa. Elected officials and staff are encouraged to attend.

Explore economic trends impacting Canada and the world at the [Summer Institute on Economic Security and Local Resilience](#) (SIESLR) conference on July 18-19, 2024 in Orillia. Register by June 1.

The Invasive Species Centre with support from Ontario's Ministry of Natural Resources and Forestry opens the [Invasive Species Action Fund](#) intake. The fund assists municipalities in combating priority species. Apply by April 18.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Join the [Affordable Housing Summit & Skilled Trades Fair](#) from May 23-26 with over 10,000 policymakers, prospective housing project owners and the off-site modular industry to accelerate actionable, affordable housing projects.

Careers

[Coordinator, Financial - Zero Emission Mobility - City of Brampton](#). Closing date: April 21, 2024.

[Manager, Public Works Operations \(Forestry and Sanitation\) - City of Peterborough](#). Closing date: April 26, 2024 at 12:00 pm.

[Manager, People & Inclusivity - County of Simcoe](#). Closing date: April 20, 2024.

[Engineering Technician II - County of Simcoe](#). Closing date: April 14, 2024.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

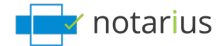
[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlangois-caisse@nationmun.ca.

To continue receiving our emails, add us to your address book.

Julie Langlois-Caisse

From: AMO Communications <communicate@amo.on.ca>
Sent: 18 avril 2024 10:01
To: Julie Langlois-Caisse
Subject: Externe-External: AMO Watchfile - April 18, 2024

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.



April, 18 2024

In This Issue

- 2024 is an AMO Board election year!
- Media responses to M3RC waste advocacy.
- Circular Materials' response to blue box advocacy.
- Nominate your Local Senior of the Year.
- Inclusive Community Grants Program applications due.
- IPC Transparency Challenge.
- Consultation on Rural Economic Development Strategy.
- Nominations open for Lieutenant Governor's Award.
- Housing-Enabling Water Systems Fund.
- Survey: Asset Management Quality Assurance Review.
- ERO posting: Development Charges.
- ERO posting: Land Use Planning matters under Bill 185.
- ERO posting: Newspaper Notice Requirements.
- ERO posting: Removing Barriers for Additional Residential Units.
- ERO posting: Municipal Planning Data Reporting Regulation.
- ERO posting: Streamlining Pipeline Relocation to support Transit.
- Technical session - CMHC Housing Design Catalogue.
- Disability Inclusion Virtual Workshop.
- Land Use Planning - Foundations and Deeper Dive workshops.
- Anti-Semitism and Anti-Islamophobia: Spring workshops.
- Councillor Training - Refresh and refine your leadership, May workshop.
- Advanced Councillor Training Series to revitalize your leadership.
- Municipal Codes of Conduct Workshop: Essential to Good Governance.
- Understanding Competing Human Rights - Upcoming workshop.
- OSUM Conference study tours.
- Blog: eScribe's 2024 "State of the Clerk's Office" survey report.
- Canoe Spring webinar series continue.
- Road & Sidewalk Assessments booking now.

- Registration open for Basic Income Forum.
- Call for delegates to SIESLR Conference.
- Future of Aging Summit - May 15-17.
- Careers.

AMO Matters

Elections for positions to the AMO Board of Directors will occur at the AMO Annual Conference, hosted by the City of Ottawa in August 2024. [Click here](#) for answers to some frequently asked questions if you are considering running.

AMO's advocacy via the Municipal Resource, Recovery and Research Collaboration (M3RC) gained media attention. [A CBC article](#) quoted AMO on extended producer responsibility, while The Narwhal wrote a piece on Ontario landfills [citing AMO's research](#).

Provincial Matters

Circular Materials (CM) replied to a [letter from municipal governments](#) on CM blue box advocacy. [CM's response](#) remains vague on the details of the changes they are seeking and on the details on how the changes will reduce costs.

Municipalities are invited to submit a nomination for the [2024 Ontario Senior of the Year Award](#) by April 30.

[Inclusive Community Grants](#) funds projects that help local governments, not-for-profits, and Indigenous communities develop and implement local age-friendly community plans. Applications are due by May 22.

Show and tell us how your transparency project or program is modern and innovative, improves government transparency creatively, and has a solid positive impact for Ontarians. [Submissions](#) due May 31.

The province is conducting a [survey](#) to inform the creation of a Rural Economic Development Strategy. Share your ideas on how the province can support rural communities plan for economic success.

Nominations are open for the Lieutenant Governor's Medal of Distinction in Public Administration, Ontario's highest honour for public service. [Nominate someone](#) from your municipality by April 30.

Applications to the Ministry of Infrastructure's Housing-Enabling Water Systems Fund [are open](#) until April 19, 2024. Review the program and application guidelines online.

On behalf of the Ministry of Infrastructure, Optimus SBR sent a survey to municipalities on March 26. It closes April 23, 2024. Complete it to provide the province feedback on its asset management requirements and supports.

The Ministry of Municipal Affairs and Housing is seeking feedback on proposed changes to repeal the five-year DC phase in and reinstate certain costs as eligible for DCs. [Comments are open](#) until May 10, 2024.

The province has posted land use planning changes to be made under Bill 185, *Cutting Red Tape to Build More Homes Act* for [comment](#) until May 10, 2024.

The Ministry of Municipal Affairs and Housing is proposing to allow digital publication of public notices for certain land use and development charge by-laws where local newspapers are not available. [Comments are open](#) until May 10, 2024.

The Ministry of Municipal Affairs and Housing is seeking input on barriers to the development of additional residential units. [Comments are open](#) until May 10, 2024.

The Ministry of Municipal Affairs and Housing is proposing expanding the list of municipalities required to

report municipal planning data, and to enhance the quality of the data provided. [Comments are open](#) until May 10, 2024.

The Ministry of Energy is proposing exempt energy infrastructure relocation from seeking leave to construct if the relocation supports priority transit. [Comments are open](#) until May 11, 2024.

Federal Matters

AMO and CMHC are hosting a technical session on April 30 to provide information and gather feedback from municipalities on a standard housing design catalogue. [Register over Zoom](#).

Education Opportunities

AMO Education has partnered with the Abilities Centre to deliver a workshop designed to enhance elected official understanding and approach to inclusion. Register for this important [Disability Inclusion June 5 workshop](#).

AMO's is offering two education opportunities focused on planning issues and strategies: [April 17 Foundations in Planning workshop](#) builds foundational knowledge and insight into planning legislation and municipal roles and responsibilities. Our [April 18 Advanced Land Use Planning workshop](#) includes analysis of case studies and lessons learned to build your strategic management and decision making on local planning matters.

Don't miss this time limited opportunity: register for the [May 7 antisemitism workshop](#) and the [May 15 anti-islamophobia workshop](#). These important workshops provide you invaluable insight on the historical and contemporary roots of antisemitism and anti-islamophobia, how to address these and how to build relationships and allyships.

The Councillor Training interactive workshop delves into the key areas of your responsibility as an elected official in a forum where you can ask questions that you can't always raise locally. Register for the [May 14 Councillor Training workshop](#) today.

As an elected municipal official we know the pressure you deal with is real and we are here to support you. AMO has developed [Advanced Councillor Training](#) in 3 sessions focused on core elements of leadership. Register for the [May 8 Session 1 workshop](#), [May 29 Session 2 workshop](#), and the [October 2 Session 3 workshop](#).

As AMO and municipalities await provincial direction, your Association has developed a course that helps and guides municipal leaders in the development, communication, adherence, and issues management of codes of conducts. [Register for the April 25 Code of Conduct workshop](#) today.

AMO and Hicks Morley have developed training to support municipal elected officials and council in understanding their obligations related to human rights and understanding how to manage seemingly competing human rights. Register for this important [Competing Rights May 23 workshop](#).

[Register today](#) for OSUM 2024 Conference study tours hosted by the City of Orillia. Gain firsthand insight into the City of Orillia's local initiatives.

LAS

Our Electronic Meeting Management and Livestreaming Service partner conducted a survey that garnered over 500 responses from city/municipal clerks. [Read the results](#) in our latest blog.

Canoe's [spring webinar series](#) continues this spring. Do your local suppliers contact you wondering how they can get on Canoe's vendor list? On May 2 at 11am, Tony DeSciscio explains on how suppliers are selected and the benefits of Canoe Procurement to the private sector. [Register here to attend](#).

Is a road or sidewalk survey part of your Summer 2024 plans? [Contact Tanner](#) for a no-obligation quote through the [LAS Road & Sidewalk Assessment Service](#). Better data helps you make better decisions for your infrastructure.

Municipal Wire*

Registrations for Canada's inaugural Basic Income Guarantee Forum are open. [BIG 2024](#) takes place from May 23-26 at the University of Ottawa. Elected officials and staff are encouraged to attend.

Explore economic trends impacting Canada and the world at the [Summer Institute on Economic Security and Local Resilience](#) (SIESLR) conference on July 18-19, 2024 in Orillia. Register by June 1.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Careers

[Supervisor-Facilities Management - Peel Regional Police](#). Closing Date: April 25, 2024.

[Administrator - County of Simcoe](#). Closing Date: April 27, 2024.

[Director of Planning and Development - Town of Petawawa](#). Closing Date: April 26, 2024.

[Corporate Project Manager - County of Hastings](#). Closing Date: May 12, 2024.

[Director of Infrastructure Services & Town Engineer - Town of Erin](#). Closing Date: April 23, 2024.

[Manager, Works Operations - Town of Oakville](#). Closing Date: May 3, 2024.

[Director, Communications and Customer Experience - Town of Oakville](#). Closing Date: May 15, 2024.

[Chief Administrative Officer - Municipality of West Grey](#). Closing Date: May 14, 2024.

[Director of Operations and Human Resources - Municipality of Casselman](#). Closing Date: May 1, 2024.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlanglois-caisse@nationmun.ca.

To continue receiving our emails, add us to your address book.



BOARD OF DIRECTORS ANNUAL GENERAL MEETING

Meeting No. 03/24
Thursday, March 21st, 2024 – 9:00 a.m.

Watershed Room, SNC



Directors Present:

Steve Densham, Stormont Dundas Glengarry, Chair
George Darouze, City of Ottawa
Catherine Kitts, City of Ottawa
Genevieve Lajoie, Prescott Russell
Mathew Luloff, City of Ottawa
Linda Payant, City of Ottawa
Bill Smirle, Stormont Dundas Glengarry
Tom Smyth, Stormont Dundas Glengarry
François St. Amour, Prescott Russell
Deb Wilson, Leeds Grenville
Adrian Wynands, Leeds Grenville, Vice Chair

Regrets:

Pierre Leroux, Prescott Russell, Past Chair

Staff Present:

Carl Bickerdike, Chief Administrative Officer
Johanna Barkley, Director of Finance
Ronda Boutz, Secretary-Treasurer
Michelle Cavanagh, Team Lead, Special Projects
Brent Harbers, Watershed Biologist
James Holland, Senior Planner
Hannah Jackson, Accounting and Human Resources Specialist
Kyle Macrae, Conservation Lands Assistant
Alison McDonald, Managing Director, Approvals
Eric McGill, Corporate Counsel
John Mesman, Managing Director, Property, Conservation
Lands and Community Outreach
Pat Piitz, Team Lead Property

Guests:

Craig Calder, CAO/Clerk, Township of North Stormont
Amanda Kristalovich, Councillor's Assistant, City of Ottawa
(*electronic participation*)
Ben Mann, Baker Tilly REO LLP
Jeannette Mongeon, Raisin-South Nation Source Protection
Committee
Owen Murdoch, Councillor's Assistant, City of Ottawa
Kristin Strackerjan, Chair, Rideau Valley Conservation Authority



TRADITIONAL LAND ACKNOWLEDGEMENT

John Mesman, Managing Director, Property, Conservation Lands and Community Outreach, read an Indigenous land acknowledgement.

CHAIRS REMARKS

Steve Densham, Vice Chair, called the SNC Board of Directors Annual General meeting of March 21st, 2024 to order at 9:54 a.m.

APPROVAL OF SNC BOARD OF DIRECTORS ANNUAL GENERAL MEETING AGENDAS

RESOLUTION NO. BD-038/24

Moved by: George Darouze
 Seconded by: Adrian Wynands

RESOLVED THAT:

The Members approve the March 21st, 2024 Board of Directors Annual General Meeting main and supplemental agendas with the following amendment:

- a. Supplemental Item #1a: Request for Approval: Land Acquisition be moved to main Agenda
- Item #12: Closed Session

CARRIED

DECLARATION OF CONFLICT OF INTEREST

There were no Declarations of Conflict of Interest.

REQUEST FOR APPROVAL:

A. SECTION 28 HEARING MINUTES OF FEBRUARY 15TH, 2024

RESOLUTION NO. BD-039/24

Moved by: Deb Wilson
 Seconded by: François St. Amour

RESOLVED THAT:

The Members approve the Board of Directors Section 28 Hearing Meeting Minutes of February 15th, 2024 as submitted.

CARRIED



B. BOARD OF DIRECTORS MEETING MINUTES OF FEBRUARY 15TH, 2024

RESOLUTION NO. BD-040/24

Moved by: Adrain Wynands
Seconded by: Genevieve Lajoie

RESOLVED THAT:

The Members approve the Board of Directors Meeting Minutes of February 15th, 2024 as submitted.

CARRIED

CONSENT ITEMS

- a. Request for Approval: Monies Received and Disbursement Register for February 2024
- b. Update: Permits Issued
- c. Update: Enforcement of Ontario Regulation 170/06
- d. Update: Planning Activity
- e. Update: On-site Sewage Permits Received

RESOLUTION NO. BD-041/24

Moved by: Tom Smyth
Seconded by: Bill Smirle

RESOLVED THAT:

The Board of Directors receive and file the money received report for February 2024; and

FURTHER THAT:

The Board approve the Disbursement Register of \$700,082.50 for February 2024; and

FURHTER THAT:

The Board of Directors receive and file the following updates for February 2024:

- i. Permits issued under Ontario Regulation 170/06;
- ii. Enforcement of Ontario Regulation 170/06;
- iii. Planning activity; and
- iv. On-stie sewage permits received.

CARRIED



NEW BUSINESS

REQUEST FOR APPROVAL: 2024 BOARD OF DIRECTORS ELECTIONS (AND PROCEDURES)

RESOLUTION NO. BD-042/24

Moved by: Bill Smirle
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors appoint Carl Bickerdike, Chief Administrative Officer as the Acting Chair; and

FURTHER THAT:

Section 16.3 of South Nation Conservation's Administrative By-laws state: "All elections shall be in accordance with the Procedures for Election of Officers (Appendix B)" and relevant *Conservation Authorities Act* requirements be adhered to.

CARRIED

Carl Bickerdike, Acting Chair, declared all positions vacant, according to SNC's Administrative By-laws.

First call for nominations for Chair:

Moved by: Bill Smirle

Steve Densham be nominated for the position of Chair, South Nation Conservation.

Steve Densham accepted the nomination for Chair, South Nation Conservation.

Second call for nominations: None

Third call for nominations: None

RESOLUTION NO. BD-043/23

Moved by: George Darouze
Seconded by: François St. Amour

RESOLVED THAT:

Nominations be closed for the position of Chair.

CARRIED



First Call for nominations for Vice Chair:

Moved by: Deb Wilson

Adrian Wynands be nominated for position of
Vice Chair, South Nation Conservation.

Adrian Wynands accepted the nomination for Vice Chair, South Nation Conservation.

Second Call for Nominations: None

Third Call for Nominations: None

RESOLUTION NO. BD-044/23

Moved by: Genevieve Lajoie
Seconded by: Linda Payant

RESOLVED THAT:

Nominations be closed for the position of Vice
Chair.

CARRIED

RESOLUTION NO. BD-045/22

Moved by: Bill Smirle
Seconded by: Deb Wilson

RESOLVED THAT:

For the year 2024, and until the Annual
General Meeting of 2025:

- i. Steve Densham be elected as Chair of
SNC,
- ii. Adrian Wynands be elected as Vice-
Chair of SNC,
- iii. Pierre Leroux be appointed as Past
Chair of SNC, and
- iv. The Chair, Vice-Chair, and Past Chair
be appointed the Executive Committee
of SNC.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: CONSERVATION ONTARIO VOTING DELEGATES

RESOLUTION NO. BD-046/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: François St. Amour

RESOLVED THAT:

The Board of Directors appoint the Past Chair as
the Conservation Ontario Council voting delegate;
and



FURTHER THAT:

The Board of Directors appoint the Vice-Chair as first alternate and Chief Administrative Office as second alternate.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: 2023 YEAR END, AUDITED FINANCIAL STATEMENTS AND AUDIT LETTERS

RESOLUTION NO. BD-047/24

Moved by: François St. Amour
Seconded by: Catherine Kitts

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve and file the 2023 Draft Financial Statements, Audit Reporting Letter, Letter of Representation and signatures by Management and Chair; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors approve the 2023 reserve transfer to the Operating Reserve of \$300,485.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: 2023 SNC ANNUAL REPORT

RESOLUTION NO. BD-048/24

Moved by: Adrian Wynands
Seconded by: Deb Wilson

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve the 2023 Annual Report; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors direct staff to circulate copies to member municipalities, local MPs and MPPs, Conservation Authorities, and various stakeholders.

CARRIED



REQUEST FOR APPROVAL: WATERSHED ADVISORY COMMITTEE MEMBERSHIP

RESOLUTION NO. BD-049/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Adrian Wynands

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve adding one additional seat for the Board of Directors; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors appoint Genevieve Lajoie, Bill Smirle, and François St. Amour to the Watershed Advisory Committee.

CARRIED

RESOLUTION NO. BD-050/24

Moved by: Genevieve Lajoie
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve the South Nation Conservation Watershed Advisory Committee Membership as presented, including adding one additional seat for First Nations/Métis; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors appoint Bill Smirle as Committee Chair.

CARRIED

Matt Luloff joined the meeting at 10:02 a.m.

The Board of Directors recessed for a break at 10:04 a.m.

The Board of Directors reconvened from a break at 10:29 a.m.

REQUEST FOR APPROVAL: ACCOUNTING SOFTWARE

RESOLUTION NO. BD-051/24

Moved by: Bill Smirle
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve entering into an agreement with Vendor B to complete the implementation of Microsoft Dynamics software at an approximate cost of \$116,745 plus HST.

CARRIED



REQUEST FOR APPROVAL: DEPOSIT INTEREST AND BANK SERVICE FEES AGREEMENT

RESOLUTION NO. BD-052/24

Moved by: Matt Luloff
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approves entering into agreements with Royal Bank of Canada for deposit interest and bank service fees.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: FUNDING SUBMISSION

RESOLUTION NO. BD-053/24

Moved by: Matt Luloff
Seconded by: Adrian Wynands

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approves the funding submission to the Invasive Species Action Fund requesting \$25,000 to complete invasive terrestrial plant monitoring and control work on South Nation Conservation properties.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: FORESTRY STEWARDSHIP COUNCIL ECOLOGICAL GOODS AND SERVICES CERTIFICATION

RESOLUTION NO. BD-054/24

Moved by: Catherine Kitts
Seconded by: Genevieve Lajoie

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve applying for Forest Stewardship Council Ecological Goods and Services Certification for South Nation Conservation properties.

CARRIED



UPDATE: 2023 CONSERVATION AREAS VISITOR REPORT

RESOLUTION NO. BD-055/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Deb Wilson

RESOLVED THAT:

The Board of Directors receive and file the 2023 Conservation Areas Monitoring Report; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors recommend that staff continue to monitor Conservation Areas to inform the management of these public spaces.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: FINDLAY CREEK BOARDWALK REVITALIZATION PROJECT

RESOLUTION NO. BD-056/24

Moved by: Adrian Wynands
Seconded by: Genevieve Lajoie

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve entering into agreement with the Federal Economic Development Agency of Southern Ontario to accept \$200,000 towards the Findlay Creek Boardwalk Revitalization Project, for work over 2024-2025; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors approve reallocating the Ottawa Tree Replacement Program surplus of \$221,500 towards the Findlay Creek Boardwalk Revitalization Project; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors approve hiring Jp2g Consultants Inc. to complete the designs and construction contract management for the project at a cost of approximately \$92,365 plus HST.

CARRIED



REQUEST FOR APPROVAL: SEWAGE SYSTEM INSPECTOR APPOINTMENT

RESOLUTION NO. BD-057/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Bill Smirle

RESOLVED THAT:

The Board of Directors appoint Ricky Latulippe as Sewage System Inspector pursuant to section 6.2 of the *Building Code Act* to enforce the provisions of the *Building Code Act* and the building code related to sewage systems in municipalities where enforcement has been delegated to South Nation Conservation via agreement.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: LOCALLY SIGNIFICANT WETLAND MAPPING PROJECT

RESOLUTION NO. BD-058/24

Moved by: Genevieve Lajoie
Seconded by: Linda Payant

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve entering into an agreement with Wildlife Habitat Canada to receive \$45,000 to map Locally Significant Wetlands in the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry; and

FURTHER THAT:

The Board of Directors approve entering into a memorandum of understanding with the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry and the Raisin Region Conservation Authority to undertake the project.

CARRIED

UPDATE: ONTARIO REGULATION 41/24 AND THE PROCLAMATION OF AMENDMENTS TO THE CONSERVATION AUTHORITIES ACT

RESOLUTION NO. BD-059/24

Moved by: François St. Amour
Seconded by: Adrian Wynands

RESOLVED THAT:

The Board of Directors receive and file the update on Ontario Regulation 41/24: Prohibited



Activities, Exemptions and Permits and related proclamation of amendments to the *Conservation Authorities Act*.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: TRANSITION POLICIES AND PROCEDURES FOR ONTARIO REGULATION 41/24

RESOLUTION NO. BD-060/24

Moved by: Deb Wilson
Seconded by: Linda Payant

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve the Transition Procedures and Interim Policy for the Administration and Implementation of Ontario Regulation 41/24: Prohibited Activities, Exemptions and Permits and related proclaimed amendments to the *Conservation Authorities Act*.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: DELEGATION OF POWERS RELATING TO THE ISSUANCE AND CANCELLATION OF PERMITS

RESOLUTION NO. BD-061/24

Moved by: Genevieve Lajoie
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors delegate the issuance, extension, and cancellation of permits under Part VI of the *Conservation Authorities Act* and Ontario Regulation 41/24 to the Chief Administrative Officer; Managing Director Natural Hazards and Infrastructure; and Managing Director Approvals pursuant to section 28.4 of the *Conservation Authorities Act*, to be proclaimed April 1, 2024.

CARRIED



REQUEST FOR APPROVAL: APPOINTMENT OF PROVINCIAL OFFENCES OFFICERS

RESOLUTION NO. BD-062/24

Moved by: Bill Smirle
Seconded by: Genevieve Lajoie

RESOLVED THAT:

The Board of Directors appoint the following staff as provincial offences officers in accordance with section 30.1 of the *Conservation Authorities Act*, to be proclaimed April 1, 2024, for the purpose of administering and enforcing Parts VI and VII of the Act, as amended, and Ontario Regulation 41/24; Prohibited Activities, Exemptions, and Permits:

- Sandra Mancini, Managing Director, Natural Hazards and Infrastructure;
- Monique Sauve, Chief Building Official Part 8 – Septic Systems;
- James Holland, Senior Planner;
- Eric McGill, Corporate Counsel;
- Laura Crites, Environmental Planner ; and
- Stephan Desouches, Environmental Permitting Officer.

CARRIED

DATES OF UCOMING MEETINGS, THIRD THURSDAY, AT 9:00 A.M. UNLESS INDICATED OTHERWISE:

- April 18th, 2024
- May 16th, 2024
- June 20th, 2024
- July – no scheduled meeting

FUTURE MOTIONS OF THE BOARD AND/OR DISCUSSION OF SNC ISSUES

None.

CLOSED SESSION

RESOLUTION NO. BD-063/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Bill Smirle



RESOLVED THAT:

The Board of Directors meeting move into Closed Session for the following report below:

- a. Request for Approval: Land Acquisition

CARRIED

The Board of Directors convened closed session at 11:17 a.m.

OPEN SESSION

RESOLUTION NO. BD-064/24

Moved by: Adrian Wynands
Seconded by: George Darouze

RESOLVED THAT:

The Board of Directors move into open Session.

CARRIED

The Board of Directors reconvened open session at 11:44 a.m.

REQUEST FOR APPROVAL: LAND ACQUISITION

RESOLUTION NO. BD-065/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Tom Smyth

RESOLVED THAT:

The Board of Directors approve the purchase of Property 1 (Edwardsburgh Cardinal) as discussed in the report.

CARRIED

REQUEST FOR APPROVAL: LAND ACQUISITION

RESOLUTION NO. BD-066/24

Moved by: Deb Wilson
Seconded by: Tom Smyth

RESOLVED THAT:

The Board of Directors direct staff to obtain an appraisal on Property 2 (North Grenville) and bring back a report to a future meeting.

CARRIED



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

ADJOURNMENT

RESOLUTION NO. BD-067/24

Moved by: George Darouze
Seconded by: Bill Smirle

RESOLVED THAT:

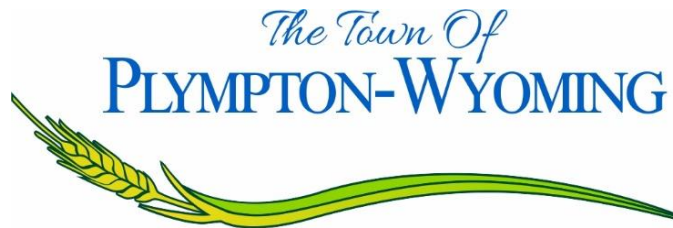
The Board of Directors Annual General Meeting of
March 21st, 2024 be adjourned at 11:50 a.m.

CARRIED

Steve Densham,
Chair.

Carl Bickerdike,
Chief Administrative Officer.

/rb



The Honourable Lisa Thompson
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs
11th Floor
77 Grenville St
Toronto, ON
M5S 1B3

(sent via e-mail)

April 12th, 2024

Re: Request to Increase Tile Drain Loan Limit

Please be advised that the Council of the Town of Plympton-Wyoming, at its meeting on April 10th, 2024, passed the following motion supporting the resolution from the Township of Adelaide Metcalfe regarding a Request to Increase Tile Drain Loan Limit.

Motion #14

Moved by Councillor Kristen Rodrigues

Seconded by Councillor John van Klaveren

That Council support correspondence item 'I' from the Township of Adelaide Metcalfe regarding a Request to Increase Tile Drain Loan Limit.

Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at eflynn@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,

Ella Flynn
Executive Assistant – Deputy Clerk
Town of Plympton-Wyoming

Cc: Association of Municipalities Ontario resolutions@amo.on.ca
Rural Ontario Municipal Association roma@roma.on.ca
All regional Municipalities



March 22nd, 2024

The Honourable Lisa Thompson
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs
11th Floor
77 Grenville St.
Toronto, ON M5S 1B3

RE: Township of Adelaide Metcalfe – Request to Increase Tile Drain Loan Limit

Dear Minister Thompson,

On March 18, 2024, the Township of Adelaide Metcalfe Council approved the following resolution:

WHEREAS farm drainage is of paramount importance in Ontario due to its significant impact on agricultural productivity and sustainability. Effective drainage systems help mitigate waterlogging, control soil moisture levels, and enhance soil structure, thereby optimizing growing conditions for crops;

WHEREAS improved drainage also facilitates timely field operations, reduces erosion, and minimizes nutrient runoff, contributing to environmental conservation efforts;

WHEREAS Ontario's diverse agricultural landscape, where weather variability is common, well-maintained drainage systems play a crucial role in ensuring stable yields, economic viability, and long-term resilience for farmers across the Province;

WHEREAS the Tile Loan Drainage Act, R.S.O 1990, c. T.8 allows for the borrowing of money for the purpose of constructing drainage works;

WHEREAS the maximum annual limit for these loans, unchanged since 2004, is currently set at \$50,000.

WHEREAS costs for Tile Drainage has increased markedly since 2004;

NOW THEREFORE the Council of the Township of Adelaide Metcalfe requests that the Province through the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (OMAFRA) consider increasing the maximum annual Tile Loan limit to a minimum of \$100,000.

AND THAT this resolution be circulated the Honourable Lisa Thompson – Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs (OMAFRA), the Association of Municipalities of Ontario (AMO), the Rural Ontario Municipal Association (ROMA), and all Ontario municipalities.

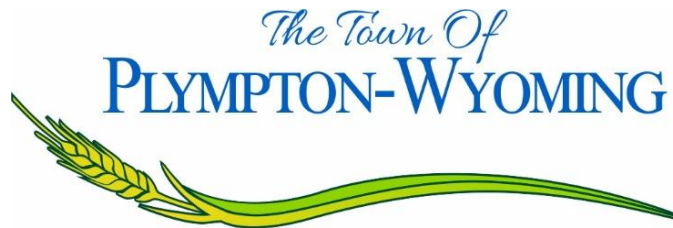
Your consideration of Council's request is appreciated.

Kind regards,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MB', with a long horizontal line extending to the right.

Michael Barnier
Clerk & Manager of Legislative Services
Township of Adelaide Metcalfe
mbarnier@adelaidemetcalfe.on.ca

Cc: Association of Municipalities of Ontario (AMO)
Rural Ontario Municipal Association (ROMA)
All Ontario Municipalities



Ministry of Municipal Affairs minister.mah@ontario.ca
Ministry of Finance Minister.fin@ontario.ca
Ontario Tax & Revenue Association webmaster@omtra.ca
Association of Municipalities Ontario resolutions@amo.on.ca
MPP Bob Bailey bob.baileyco@pc.ola.org
(sent via e-mail)

April 12th, 2024

Re: Municipalities Retaining Surplus from Tax Sales

Please be advised that the Council of the Town of Plympton-Wyoming, at its meeting on April 10th, 2024, passed the following motion supporting the resolution from the Municipality of St. Charles regarding municipalities retaining surplus from tax sales.

Motion #13

Moved by Councillor Mike Vasey

Seconded by Councillor Bob Woolvett

That Council support correspondence item 'h' from the municipality of St. Charles regarding Support for Municipalities to Retain Surplus from Tax Sales.

Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at eflynn@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,

Ella Flynn
Executive Assistant – Deputy Clerk
Town of Plympton-Wyoming

Cc: All regional Municipalities

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 10.3.
Resolution Number 2023-151
Title: Resolution Stemming from May 17, 2023 Regular Meeting of Council (Item 9.1 - Correspondence #9 and 15) and from the June 21, 2023 Regular Meeting Council (Item 9.1 - Correspondence #19)
Date: July 19, 2023

Moved by: Councillor Loftus
Seconded by: Councillor Lachance

WHEREAS prior to being repealed by the Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2017, Section 380(6) of the Municipal Act, 2001, allowed for a municipality to retain surplus proceeds from tax sales within their jurisdiction;

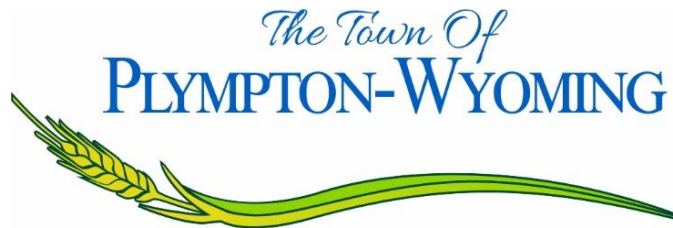
AND WHEREAS the current Public Tax Sale process is a burdensome process to a municipality that invests a considerable amount of time and money recovering these proceeds for the potential sole benefit of the Crown in Right of Ontario;

BE IT RESOLVED THAT Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles supports the Corporation of the Town of Essex in the reinstatement of previous legislation that permitted municipalities to apply for and retain surplus proceeds from tax sales in their jurisdictions;

AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT this Resolution be circulated to the Ministry of Municipal Affairs and Housing (MMAH); the Ministry of Finance (MOF); the Ontario Municipal Tax & Revenue Association (OMTRA); the Association of Municipalities of Ontario (AMO), the local Member of Provincial Parliament (MPP); and, all Ontario Municipalities.

CARRIED


MAYOR



Association of Municipalities Ontario resolutions@amo.on.ca

Hon. Doug Ford premier@ontario.ca

Hon. Todd Smith Todd.Smithco@pc.ola.org

MPP Bob Bailey bob.baileyco@pc.ola.org

municipalaffairs@enbridge.com

(sent via e-mail)

April 12th, 2024

Re: Energy Transition

Please be advised that the Council of the Town of Plympton-Wyoming, at its meeting on April 10th, 2024, passed the following motion supporting the resolution from Terrace Bay regarding Energy Transition.

Motion #12

Moved by Councillor Mike Vasey

Seconded by Councillor Alex Boughen

That Council support correspondence item 'j' from Terrace Bay regarding Energy Transition.

Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at eflynn@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,

Ella Flynn

Executive Assistant – Deputy Clerk

Town of Plympton-Wyoming

Cc: All regional Municipalities

Terrace Bay
Regular Council - 04 Mar 2024

Item b)

Date: March 4, 2024

CR60-2024

Moved by *Gary Adduono*
Seconded by *[Signature]*

WHEREAS access to natural gas is important to residents and businesses in our community for affordability and reliability

AND WHEREAS the Ontario Energy Board's (OEB) decision on Phase 1 of the Enbridge Gas 2024 rebasing application, issued on 21 December 2023, has concerning implications including putting into question the future access to natural gas that support of economic development, affordable housing growth, and energy reliability in communities such as the Township of Terrace Bay;

AND WHEREAS Ontario is growing and access to affordable energy to support this growth for homes and businesses is crucial, as is a measured approach to energy transition as not having access to natural gas will stifle economic growth and put housing and energy affordability at risk;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED: THAT the Township of Terrace Bay supports a measured approach to Ontario's energy transition;

AND FURTHER, that the Municipality of ~~Tweed~~ ^{Terrace Bay} recognizes that there may not be enough electricity available to replace the energy provided by natural gas and meet the increased demand from electrification;

AND FURTHER, that natural gas must continue to play an integral role in meeting the energy needs of Ontario;

AND FURTHER, that the Municipality of ~~Tweed~~ ^{Terrace Bay} supports the work the Government of Ontario has done to date, including the Natural Gas Expansion Program and Electrification and Energy Transition Panel's call for a clear policy on the role of natural gas to secure access to affordable energy;

AND FURTHER, that this resolution be circulated to the President of AMO, Colin Best, Hon. Doug Ford, Premier of Ontario, Hon. Todd Smith, the Minister of Energy, Lise Vaugeois, Member of Provincial Parliament for Thunder Bay - Superior North, all regional municipalities as significant actors to ensuring the need for natural gas in Ontario as part of a measured approach towards energy transition, and submitted to municipalaffairs@enbridge.com

Carried Defeated Recorded Vote

Recorded Vote:

	Yes	No
Mayor Paul Malashewski		
Councillor Gary Adduono		
Councillor Chris Dube		

Councillor Bert Johnson		
Councillor Rick St. Louis		



Mayor



**The Corporation of the Town of Grimsby
Administration**

Office of the Town Clerk

160 Livingston Avenue, Grimsby, ON L3M 0J5

Phone: 905-945-9634 Ext. 2171 | **Fax:** 905-945-5010

Email: vsteele@grimsby.ca

April 16, 2024

SENT VIA E-MAIL

Honourable Arif Virani
Minister of Justice & Attorney General
House of Commons
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Dear Minister Virani,

RE: Township of Clearview Endorsement of Bill C-63 in the House of Commons

Please be advised that the Council of the Corporation of the Town of Grimsby at its meeting held on April 2, 2024, passed the following resolution:

Moved: Councillor Charrois

Seconded: Councillor Korstanje

Resolved that Council support the Township of Clearview's resolution regarding the endorsement of Bill C-63 in the House of Commons.

If you require any additional information, please let me know.

Regards,

Victoria Steele
Town Clerk

CC: Township of Clearview
Right Honourable Prime Minister Justin Trudeau
Dean Allison, MP Niagara West
Association of Municipalities of Ontario
Ontario Municipalities



CLEARVIEW
TOWNSHIP

Clerk's Department
Township of Clearview
Box 200, 217 Gideon Street
Stayner, Ontario L0M 1S0
clerks@clearview.ca | www.clearview.ca
Phone: 705-428-6230

March 27, 2024

Honourable Arif Virani
Minister of Justice & Attorney General
House of Commons
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Sent by Email

RE: Township of Clearview Endorsement of Bill C-63 in the House of Commons

Please be advised that Council of the Township of Clearview at its meeting held on March 25, 2024, passed the following resolution in support of the endorsement of Bill C-63 in the House of Commons:

Moved by Councillor Dineen, Seconded by Councillor Broderick, Whereas The Canadian Federal Government has drafted Bill C-63, The Online Harms Act, currently in front of Parliament and has had its first reading; and,

Whereas Bill C-63 requires that online tech companies and social media platforms remove child pornography and other dangerous content within 24 hours once the operator identifies the content, while also mandating the following duties:

- Duty to protect children;
- Duty to act responsibly;
- Duty to remove egregious content; and,

Whereas The Canadian Federal Government proposes to establish a "Digital Safety Commission" and nominate an "independent" Ombudsperson to proactively circumvent potential harms on behalf of Canadians; and,

Whereas online tech companies and social media platforms need to adhere to existing Criminal Laws; and,

Whereas online tech companies and social media platforms need to be held accountable to keep platforms safe from predators targeting children and other vulnerable Canadians and to protect them from bullying, hate, extremism, violence, discrimination, self harm, exploitation and sexual extortion that can lead to the most dire of consequences; and,

Whereas Clearview Township, as all Canadians, endeavours to foster safe homes, communities, schools and public spaces;

Be It Resolved That the Mayor and Council of Clearview Township endorse the passing of Bill C-63 in the House of Commons and the establishment of a "digital safety commission" and nomination of an "independent" Ombudsperson; and,

That a copy of this resolution be circulated to all municipalities in Ontario; the Association of Municipalities of Ontario; Terry Dowdall, MP; The Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada and The Honourable Arif Virani, Minister of Justice & Attorney General of Canada. Motion Carried.

Sincerely,



Sasha Helmkey-Playter, B.A., Dipl. M.A., AOMC

Clerk/Director of Legislative Services

cc: Right Honourable Prime Minister Justin Trudeau
Simcoe Grey MP Terry Dowdall
Association of Municipalities of Ontario
Ontario Municipalities



4800 SOUTH SERVICE RD
BEAMSVILLE, ON L0R 1B1

905-563-8205

April 3, 2024

SENT VIA EMAIL: Premier@ontario.ca

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Dear Honourable Doug Ford:

RE: Town of Lincoln Council Resolution – Extension of Bill 23 Timelines regarding Heritage Registry Lists

Please be advised that the Council of the Corporation of the Town of Lincoln at its Council Meeting held on March 25, 2024, passed the following motion regarding the Extension of Bill 23 Timelines regarding Heritage Registry Lists:

Resolution No: RC-2024-33

Moved by Mayor Easton; Seconded by Councillor Lynn Timmers

WHEREAS subsection 27(16) of the *Ontario Heritage Act* stipulates that any non-designated heritage property listed on the municipal register of properties as of December 31, 2022 shall be removed from the municipal register on or before January 1, 2025, if the council of the municipality does not give a notice of intention to designate the property under subsection 29(1) of the *Ontario Heritage Act* on or before January 1, 2025; and

WHEREAS since January 1, 2023, municipal staff and members of the Heritage Advisory Committee have been diligently working to: review the municipal heritage register; research the heritage value and interest of listed (non-designated) properties; review and research the heritage value and interest of non-designated properties; determine which properties should potentially be designated in accordance with the provisions of Section 29 of the *Ontario Heritage Act*; and take all required steps to designate such properties; and

WHEREAS the above-noted work involving 247 listed properties in the Town of Lincoln is extremely time-consuming and cannot be completed by December 31, 2024, with the limited municipal resources available.

WHEREAS the Heritage Advisory Committee on March 14, 2024 provided support to extend the January 1, 2025 deadline for five years to January 1, 2030 to continue efforts required to designate properties.

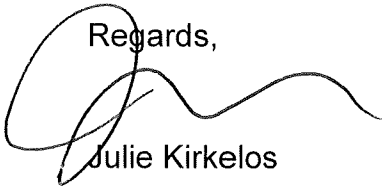
NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Town of Lincoln authorize the Mayor to promptly send a letter to Doug Ford, Premier of Ontario, and Michael Ford, Minister of Citizenship and Multiculturalism, requesting that Subsection 27(16) of the *Ontario Heritage Act* be amended to extend the above-noted deadline for five years from January 1, 2025 to January 1, 2030; and

FURTHER THAT Council direct staff to forward this resolution to all municipalities in Ontario seeking support of the ACO correspondence.

CARRIED

If you require any additional information, please do not hesitate to contact the undersigned.

Regards,



Julie Kirkelos
Town Clerk
jkirkelos@lincoln.ca

JK/dp

Cc: Premier of Ontario
Minister of Citizenship and Multiculturalism
All Ontario Municipalities

15. Committee and Staff Reports

15.1 Minutes - Committee of the Whole Meeting CW#05-24 held April 3, 2024

15.1.10 Member Motion - Councillor Cilevitz - Extension of the Deadline for Listed Non-Designated Heritage Properties - (CW Item 12.1)

Moved by: Councillor Shiu
Seconded by: Councillor Cilevitz

Whereas, subsection 27(16) of the *Ontario Heritage Act* stipulates that any non-designated heritage property listed on the municipal register of properties as of December 31, 2022 shall be removed from the municipal register on or before January 1, 2025, if the council of the municipality does not give a notice of intention to designate the property under subsection 29(1) of the *Ontario Heritage Act* on or before January 1, 2025; and

Whereas, since January 1, 2023, municipal staff and members of the municipal heritage committee in the City of Richmond Hill have been working to review the municipal heritage register, research the heritage value and interest of listed (non-designated) properties, review and research the heritage value and interest of non-designated properties, determine which properties should potentially be designated in accordance with the provisions of Section 29 of the *Ontario Heritage Act*, and take all required steps to designate such properties; and

Whereas, the above-noted work involving 235 listed properties in the City of Richmond Hill is extremely time-consuming and cannot be completed by December 31, 2024.

Now therefore be it resolved,

That Council for the City of Richmond Hill requests the Government of Ontario to amend Subsection 27(16) of the *Ontario Heritage Act* to extend the above-noted deadline for five years from January 1, 2025 to January 1, 2030; and

For Your Information and Any Action Deemed Necessary



Extracts from Council Meeting
C#08-24 held April 10, 2024
Confirmatory By-law 45-24

That the Clerk be directed to send a copy of this Resolution to the Honourable Doug Ford, Premier of the Province of Ontario; the Honourable Michael Ford, Minister of Citizenship and Multiculturalism; Richmond Hill MPP Daisy Wai; Aurora - Oak Ridges - Richmond Hill MPP Michael Parsa; AMO; and all Ontario municipalities.

Carried Unanimously

For Your Information and Any Action Deemed Necessary

Mise à jour de l'avis de projet

Le Plan directeur de l'eau d'Alfred & Plantagenet Lefavre

Le Canton d'Alfred et Plantagenet a entamé un processus de planification générale afin d'élaborer un plan directeur de l'eau pour le réseau d'eau potable de Lefavre en 2023. Le projet est en cours de mise à jour pour tenir compte de la croissance future de la population de Saint-Isidore.

Comment cela va-t-il m'affecter?

La mise à jour de l'étude du plan directeur évalue diverses options pour améliorer le rendement et la fiabilité du réseau d'eau potable de Lefavre et élabore un plan pour répondre aux besoins actuels et futurs en eau de Lefavre, d'Alfred, de Plantagenet et de Saint-Isidore.

La consultation du public et des organismes est un élément clé du processus de planification générale. Sur la base de vos commentaires, l'étude du plan directeur déterminera la ou les solutions privilégiées qui profiteront à la collectivité au cours des 20 prochaines années.

Comment puis-je obtenir plus d'information?

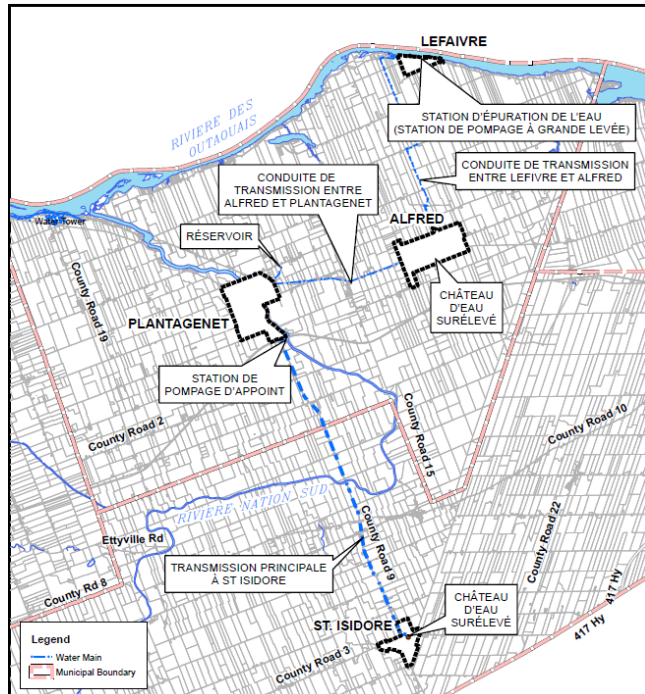
L'équipe chargée de l'étude examinera les renseignements généraux et déterminera des solutions de rechange. Vous pouvez communiquer avec un membre de l'équipe de l'étude dont la liste figure ci-dessous si vous avez des questions ou si vous souhaitez donner votre avis sur l'étude du plan directeur. Des mises à jour seront également fournies tout au long de l'étude du plan directeur sur le site Web du Canton.

Jordan Morrissette, M.Eng., P.Eng.
Associée, Ingénieure principale en environnement
J.L. Richards & Associés Limitée
343, rue Preston
Tour II, bureau 1000
Ottawa (Ontario) K1S 1N4
jmorrissette@jlrichards.ca

Nicholas Pigeon, C.E.T.
Directeur de l'eau et des eaux usées
La Municipalité de la Nation
1752, chemin de l'Innovation
Limoges (Ontario) K0A 2M0
NPigeon@nationmun.ca

Cette étude est menée conformément aux exigences de l'approche 1 d'un plan directeur dans le cadre du processus d'évaluation environnementale municipale de portée générale de l'Ontario (octobre 2000, tel que modifié en 2015 et 2023). Les renseignements sont recueillis en vertu de la Loi sur les évaluations environnementales ou sont recueillis et conservés dans le but de créer un dossier accessible au grand public, conformément à l'article 37 de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée. Les renseignements personnels que vous soumettez feront partie d'un dossier public accessible au grand public, à moins que vous ne demandiez que vos renseignements personnels demeurent confidentiels. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la coordonnatrice de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du ministère au 416 327-1434.

Le présent avis a été publié le 11 avril 2024.



April 3, 2024

Julie Kirkelos
Town Clerk
Town of Lincoln
4800 South Service Rd.
Beamsville, ON L0R 1B1

Sent via email: jkirkelos@lincoln.ca

**Re: Urgent Need for Increased Funding for Museums and Libraries
Our File 35.11.2**

Dear Ms. Kirkelos,

At its meeting held on March 18, 2024, St. Catharines City Council approved the following motion:

That Council endorse Sub-Item 2, Resolution from the Town of Lincoln regarding Urgent Need for Increased Funding for Libraries and Museums

If you have any questions, please contact the Office of the City Clerk at extension 1524.



Kristen Sullivan, City Clerk
Legal and Clerks Services, Office of the City Clerk
:sm

Encl. Resolution from the Town of Lincoln regarding Urgent Need for Increased Funding for Libraries and Museums



4800 SOUTH SERVICE RD
BEAMSVILLE, ON L0R 1B1

905-563-8205

February 28, 2024

SENT VIA EMAIL: Premier@ontario.ca

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Dear Honourable Doug Ford:

RE: Town of Lincoln Council Resolution – Urgent Need for Increased Funding to Libraries and Museums in Ontario

Please be advised that the Council of the Corporation of the Town of Lincoln at its Council Meeting held on February 26, 2024, passed the following motion regarding an Urgent Need for Increased Funding to Libraries and Museums in Ontario:

Resolution No: RC-2024-23

Moved by Mayor Easton; Seconded by Councillor Mike Mikolic

WHEREAS the provincial funding for public libraries is currently based on population levels from 25 years ago, which fails to reflect the substantial growth and changing needs of our communities. The Town of Lincoln Council wishes to draw your attention to the "Overdue" report of 2023 from the Canadian Urban Council, which emphasizes the pivotal role libraries play in various aspects of community life, including knowledge distribution, culture, health, reconciliation, belonging, and our democracy; and

WHEREAS libraries, situated at the heart of our communities, serve as multifaceted institutions catering to diverse needs. They provide essential services such as access to culture and information, refuge for those experiencing domestic violence, election information centers, job search facilities, health clinics, language learning centers for newcomers, and spaces for educational and community events. Despite their vital role, public libraries in Ontario have not seen an increase in provincial funding for over 25 years, leading to a decrease in the value of the province's investment by over 60%; and

WHEREAS the Town of Lincoln Council urges the Provincial Government to

consider increasing provincial funding for Ontario's public libraries to address critical shared priorities and community needs. While over 90% of library funding comes from local municipal governments, provincial operating funding is crucial for providing stability to library budgets, especially in times of inflation, technological changes, and increasing demands on libraries as community hubs; and

WHEREAS the Town of Lincoln Council would like to bring to the Provincial Government's attention the pressing need to increase the funding envelope for the Community Museum Operating Grant (CMOG). The Town of Lincoln currently receives \$25,000 annually, the maximum amount through this grant, but the funding envelope has remained stagnant for over 15 years. This limitation hampers the ability of community museums to offset increasing operational expenses, impacting their role in preserving and promoting local stories, attracting cultural tourists, supplementing school curriculum, and contributing to vibrant and vital communities; and

WHEREAS the Lincoln Museum and Cultural Centre is a community hub critical to the health and vibrancy of our community. An increase in CMOG funding will enable our museum to continue its valuable service to the community, creating a sense of place, attracting cultural tourists, and preserving local stories that define our unique identity; and

WHEREAS Cultural institutions, particularly museums, play a vital role in shaping and preserving our community's identity. They contribute to tourism, social participation, senior well-being, skill-building, and learning. As the largest government funder for most of Ontario's smaller museums, municipalities create value in their communities through the work of these institutions.

THEREFORE, BE IT RESOLVED THAT the Town of Lincoln Council urges the Provincial Government to support increasing funding to both public libraries and community museums. Recognizing these institutions as national assets and strategically investing in their potential will contribute significantly to renewing post-pandemic social cohesion, economic well-being, and community resilience; and

BE IT FURTHER RESOLVED THAT this resolution be circulated to the Province, the Minister of Tourism, Culture and Sport, Association of Municipalities of Ontario (AMO), the Niagara Region, the 12 Local Area Municipalities in Niagara and all municipalities of Ontario for endorsement.

CARRIED

If you require any additional information, please do not hesitate to contact the undersigned.

Regards,



Julie Kirkelos

Town Clerk

jkirkelos@lincoln.ca

JK/dp

Cc: Premier of Ontario
Minister of Tourism, Culture and Sport
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
Ann-Marie Norio, Clerk, Niagara Region
Local Area Municipalities
All Ontario Municipalities



Council Resolution Form

Date: 21 Mar 2024 No: Resolution No.63-24
 Moved By: Councillor Tripp Disposition: CARRIED.
Seconded by Councillor Popkie
 Item No: 12.3

Description: Funding for the 2024 Municipal Equipment Operator Course

RESOLUTION:

WHEREAS, municipal public works departments from across the Province of Ontario provide invaluable services to our communities ensuring the health and safety of all residents;

AND WHEREAS, if it was not for our municipal public works employees from across the Province of Ontario maintaining our public roads systems, our communities would not be able to function as emergency personnel could not respond to calls, school buses could not get our children to school, residents would not be able to get to work, school or appointments and many more basic functions would not be able to happen;

AND WHEREAS, municipal public works departments are already feeling the impacts of a labour shortage, which will only be exasperated over the next three to five years, which will cause levels of service municipalities are able to provide to ensure the health and safety of our residents to decrease;

AND WHEREAS, there is currently no provincial-wide course that properly trains potential municipal public works employees, specifically relating to municipal heavy equipment.

THEREFORE IT BE RESOLVED, that the Township of Greater Madawaska supports the work of the Association of Ontario Road Supervisors to develop a Municipal Equipment Operator Course to address this issue;

Recorded Vote Requested by:		
.....n/a.....		
	Yea	Nay
J. Levesque	_____	_____
T. Popkie	_____	_____
L. Thomson	_____	_____
R. Tripp	_____	_____
R. Weir	_____	_____

_____ Page 1 of 2 _____
MAYOR

Declaration of Pecuniary Interest:n/a..... Disclosed his/her/their interest(s), vacated he/her/their seat(s), abstained from discussion and did not vote

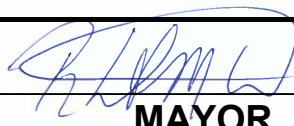
AND THAT, the Township of Greater Madawaska calls on the Province of Ontario's Ministry of Labour, Training, Immigration and Skilled Trades to fully fund the Municipal Equipment Operator Course in 2024 through the Skills Development Fund;

AND THAT, a copy of this resolution be sent to the Minister of Labour, Training, Immigration and Skilled Trades David Piccini, MPP John Yakabuski, the Association of Ontario Road Supervisors, and all Ontario Municipalities.

Recorded Vote Requested by:

.....n/a.....

	Yea	Nay
J. Levesque	_____	_____
T. Popkie	_____	_____
L. Thomson	_____	_____
R. Tripp	_____	_____
R. Weir	_____	_____



MAYOR

Declaration of Pecuniary Interest:

.....n/a.....

Disclosed his/her/their interest(s), vacated he/her/their seat(s), abstained from discussion and did not vote

Ministry of Agriculture,
Food and Rural Affairs

Office of the Minister

77 Grenville Street, 11th Floor
Toronto, Ontario M7A 1B3
Tel: 416-326-3074
www.ontario.ca/OMAFRA

Ministère de l'Agriculture, de
l'Alimentation et des Affaires rurales

Bureau du ministre

77, rue Grenville, 11^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1B3
Tél. : 416 326-3074
www.ontario.ca/MAAARO



April 16, 2024

His Worship Francis Brière
The Nation Municipality
francis.briere@nationmun.ca

Dear Mayor Brière:

It has been brought to my attention that some municipalities in the province have implemented new stormwater fee structures, and others are exploring doing so.

As Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs, I am writing to ask that your municipality considers the needs and potential impacts on agriculture in your community when evaluating proposed changes to stormwater or other fees and to offer any support that my ministry can provide as you fully consider the impacts.

As you know, Ontario farms contribute significantly to local economies while supporting access to high-quality food both domestically and globally. The agri-food sector employs over 836,000 people and contributed \$48.8 billion to our provincial economy. Our government is committed to supporting the growth of the agriculture and food industry, which is why we released [Grow Ontario: a provincial agri-food strategy](#) to strengthen the agri-food sector, support economic growth, and ensure an efficient, reliable and responsive food supply for Ontarians.

To ensure that our food supply system continues to be responsible, trusted, and competitive on the world stage as well as a driver for economic growth in Ontario, it is important that all levels of government work closely with the agricultural community when evaluating new policies.

There is a need for special consideration for agricultural properties to ensure there are no unintended consequences that disproportionately impact farmers or greenhouse operators, as demonstrated in several of the new stormwater utility programs, including Brant County's proposed Stormwater Utility Program, which will exempt agricultural properties from the new proposed fee.

.../2

It is also worth noting that many farmers have already invested in water management measures and may not utilize municipal waterways in the same manner as other businesses.

Staff at my ministry are available to provide guidance on supporting the growth of the agricultural community while balancing broader municipal needs. Please feel free to contact Scott Duff with any questions you may have at (519) 820-3331 or by email at scott.duff@ontario.ca.

I hope that your municipality will consider engaging more directly with farmers and greenhouse operators to mitigate any unintended impacts new charges may have. It is imperative that municipalities and the agricultural industry work together to ensure the economic prosperity of our rural communities now and well into the future.

Sincerely,

A handwritten signature in blue ink that reads "Lisa M. Thompson". The signature is fluid and cursive, with the first name "Lisa" being particularly prominent.

Lisa M. Thompson
Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

c: Scott Duff, Director, Policy Division

Did you know about the Farmers' Wellness Initiative?

- Your mental health is important! If you're a farmer or a member of a farm family and in need of mental health support, please call 1-866-267-6255 and arrange to speak with a professional today.
- For additional resources visit: <https://farmerwellnessinitiative.ca/>.



TOWNSHIP OF BRUDENELL, LYNDOCH AND RAGLAN

42 Burnt Bridge Road, PO Box 40
Palmer Rapids, Ontario K0J 2E0
TEL: (613) 758-2061 · FAX: (613) 758-2235

April 11, 2024

RE: 9-8-8 National Suicide and Crisis Hotline

Please be advised that at the Regular Council Meeting on April 10th 2024, Council for the Corporation of the Township of Brudenell, Lyndoch and Raglan passed the following resolution, supporting the resolution from the City of Clarence Rockland regarding adopting the 9-8-8 as National three-digit suicide and crisis hotline.

Resolution No: 2024-04-10-04

Moved by: Councillor Quade

Seconded by: Councillor Kauffeldt

“WHEREAS Canada has adopted 9-8-8, as National three-digit suicide and crisis hotline; and

WHEREAS the Township of Brudenell, Lyndoch and Raglan recognizes that it is a significant and important initiative to ensure critical barriers are removed to those in a crisis and seeking help;

BE IT RESOLVED THAT the Township of Brudenell, Lyndoch and Raglan continues to endorse the 9-8-8 Crisis Line initiative and will display the 9-8-8 information poster in all its municipal buildings; and

BE IT FURTHER RESOLVED THAT a copy of this resolution be sent to John Yakabuski, MPP Renfrew-Nipissing-Pembroke and all Ontario Municipalities.”

Sincerely,

Tammy Thompson
Deputy Clerk
Township of Brudenell, Lyndoch and Raglan

Cc: John Yakabuski, MPP Renfrew-Nipissing-Pembroke
All Ontario Municipalities

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 8.3.

Resolution Number 2024-071

Title: Resolution stemming from February 21, 2024 Regular Meeting of Council - Item 10.1 - Correspondence #8

Date: March 20, 2024

Moved by: Councillor Pothier

Seconded by: Councillor Laframboise

BE IT RESOLVED THAT Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles hereby supports the Resolution passed by Public Health Sudbury & Districts on January 18, 2024, regarding household food insecurity;

AND BE IF FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be sent to Premier Doug Ford; Minister of Children, Community and Social Services, Michael Parsaco; Minister of Finance, Peter Bethlenfalvy; Minister of Municipal Affairs and Housing, Paul Calandra; Deputy Premier and Minister of Health, Sylvia Jones; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); our local Member of Provincial Parliament (MPP); and all Ontario Municipalities.

CARRIED


MAYOR



Public Health
Santé publique
SUDBURY & DISTRICTS

January 24, 2024

VIA ELECTRONIC MAIL

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Dear Recipient:

Re: Household Food Insecurity

At its meeting on January 18, 2024, the Board of Health carried the following resolution #06-24:

WHEREAS food security is a chronic and worsening health issue as documented by annual local data on food affordability and as recognized by multiple Association of Local Public Health Agencies (ALPHA) resolutions: [A05-18](#) (Adequate Nutrition for Ontario Works and Ontario Disability Support Program), [A18-02](#) (Minimum Wage that is a Living Wage), [A15-04](#) (Basic Income Guarantee), and [A23-05](#) (Monitoring Food Affordability in Ontario and the Inadequacy of Social Assistance Rates)

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Board of Health for Public Health Sudbury & Districts call on the provincial government to incorporate local food affordability findings in determining adequacy of social assistance rates to reflect the current costs of living and to index Ontario Works rates to inflation going forward; and

THAT in the context of the Public Health Strengthening roles and responsibilities deliberations, the Board of Health urge all health system partners to remain committed to population health assessment and surveillance as it relates to monitoring food environments and, specifically, to monitoring food affordability; and share this motion broadly with local and provincial stakeholders.

Sudbury

1300 rue Paris Street
Sudbury ON P3E 3A3
t: 705.522.9200
f: 705.522.5182

Elm Place

10 rue Elm Street
Unit / Unité 130
Sudbury ON P3C 5N3
t: 705.522.9200
f: 705.677.9611

Sudbury East / Sudbury-Est

1 rue King Street
Box / Boîte 58
St.-Charles ON POM 2W0
t: 705.222.9201
f: 705.867.0474

Espanola

800 rue Centre Street
Unit / Unité 100 C
Espanola ON P5E 1J3
t: 705.222.9202
f: 705.869.5583

Île Manitoulin Island

6163 Highway / Route 542
Box / Boîte 87
Mindemoya ON POP 1S0
t: 705.370.9200
f: 705.377.5580

Chapleau

34 rue Birch Street
Box / Boîte 485
Chapleau ON POM 1K0
t: 705.860.9200
f: 705.864.0820

toll-free / sans frais

1.866.522.9200

phsd.ca



Letter
Re: Household Food Insecurity
January 24, 2024
Page 2

Household food insecurity is one of the strongest predictors of poor health, making it a serious public health issue (PROOF, 2023). Individuals who are food insecure are at higher risk of diet-related diseases like diabetes and are at higher risk for a wide range of chronic conditions such as depression and anxiety disorders, arthritis, and chronic pain. Household food insecurity leaves an indelible mark on children's health and well-being (PROOF, 2023). The experience of food insecurity in childhood is associated with mental health concerns throughout childhood and into early adulthood (PROOF, 2023). In Ontario, the healthcare costs of individuals who are the most food insecure can be more than double that of individuals who are food secure (PROOF, 2023, Tarasuk et al., 2015).

Thank you for your attention to this important issue – the solutions for which will not only help many Ontarians in need but also protect the sustainability of our critical health and social services resources.

Sincerely,



Penny Sutcliffe, MD, MHSc, FRCPC
Medical Officer of Health and Chief Executive Officer

cc: Honourable Michael Parsa, Minister of Children, Community and Social Services
Honourable Peter Bthlenfalvy, Ministry of Finance
Honourable Paul Calandra, Minister of Municipal Affairs and Housing
Honourable Sylvia Jones, Deputy Premier and Minister of Health
France G linas, Member of Provincial Parliament, Nickel Belt
Jamie West, Member of Provincial Parliament, Sudbury
Michael Mantha, Member of Provincial Parliament, Algoma-Manitoulin
Dr. Kieran Moore, Chief Medical Officer of Health
Jacqueline Edwards and Jennifer Babin-Fenske, Co-chairs, Greater Sudbury Food Policy Council
Richard Lathwell, Local Food Manitoulin
Colleen Hill, Executive Director, Manitoulin Family Resources
All Ontario Boards of Health
Association of Local Public Health Agencies

Letter
Re: Household Food Insecurity
January 24, 2024
Page 2

PROOF (2023). What are the implications of food insecurity for health and health care? Identifying Policy Options to Reduce Household Food Insecurity in Canada. Retrieved from:
<https://proof.utoronto.ca/food-insecurity/what-are-the-implications-of-food-insecurity-for-health-andhealth-care/>

Tarasuk, V., Cheng, J., de Oliveira, C., Dachner, N., Gundersen, C., Kurdyak, P. (2015). Association between household food insecurity and annual healthcare costs. *Canadian Medical Association Journal*. 1 87 (14) E429-E436. DOI: <https://doi.org/10.1503/cmaj.150234>

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 8.4.
Resolution Number 2024-072
Title: Resolution stemming from February 21, 2024 Regular Meeting of Council - Item 10.1 - Correspondence #10 and 20
Date: March 20, 2024

Moved by: Councillor Loftus
Seconded by: Councillor Pothier

WHEREAS current provincial - municipal fiscal arrangements are undermining Ontario's economic prosperity and quality of life;
AND WHEREAS nearly a third of municipal spending in Ontario is for services in areas of provincial responsibility and expenditures are outpacing provincial contributions by nearly \$4 Billion a year;
AND WHEREAS municipal revenues, such as property taxes, do not grow with the economy or inflation;
AND WHEREAS unprecedented population and housing growth will require significant investments in municipal infrastructure;
AND WHEREAS municipalities are being asked to take on complex health and social challenges – like homelessness, supporting asylum seekers and addressing the mental health and addictions crises;
AND WHEREAS inflation, rising interest rates, and provincial policy decisions are sharply constraining municipal fiscal capacity;
AND WHEREAS property taxpayers – including people on fixed incomes and small businesses – can not afford to subsidize income re-distribution programs for those most in need;
AND WHEREAS the province can, and should, invest more in the prosperity of communities;
AND WHEREAS municipalities and the provincial government have a strong history of collaboration; BE IT THEREFORE RESOLVED THAT the Corporation of the Municipality of St.-Charles requests that the Province of Ontario commit to undertaking with the Association of Municipalities of Ontario a comprehensive social and economic prosperity review to promote the stability and sustainability of municipal finances across Ontario;
AND BE IF FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be sent to Premier Doug Ford; Minister of Finance, Peter Bethlenfalvy; Minister of Municipal Affairs and Housing, Paul Calandra; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); the Federation of Northern Ontario Municipalities (FONOM); our local Member of Provincial Parliament (MPP); and all Ontario Municipalities.

CARRIED

Paul Brancaccio
MAYOR

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 8.5.

Resolution Number 2024-073

Title: Resolution stemming from February 21, 2024 Regular Meeting of Council - Item 10.1 - Correspondence #16

Date: March 20, 2024

Moved by: Councillor Lachance

Seconded by: Councillor Loftus

BE IT RESOLVED THAT Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles hereby supports the Resolution passed by the Corporation of the Municipality of Calvin on January 30, 2024, regarding provincial and national fire fighting strategy;

AND BE IF FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be sent to Prime Minister, Justin Trudeau; Minister of National Defence, Bill Blair; Premier Doug Ford; Minister of Natural Resources and Forestry, Graydon Smith; Minister of Economic Development, Vic Fideli; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); our local Member of Parliament (MP); our local Member of Provincial Parliament (MPP); and all Ontario Municipalities.

CARRIED


MAYOR



Corporation of the Municipality of Calvin

Council Resolution

Date: January 30, 2024

Resolution Number: 2024-31

Moved By: Councillor Moreton

Seconded By: Councillor Manson

Background: Before Calvin township became a township, it was burned by numerous forest fires. This was before the time of fire towers, water bombers, and municipal fire departments. A 1881 report from Lawrence Tallan, Provincial Land surveyor, states: *"The township of Calvin has been traversed by repeated and severe fires – so well have the flames done their work that with the exception of an insignificant portion, scarcely a vestige of the original timber remains."*

History has a way of repeating itself, and now rural municipalities and remote areas need more than ever to be prepared to respond to forest fires. Invasive pests like the emerald ash borer and the spruce bud worm are killing large numbers of trees, leaving copious amounts of dry kindling in our forests just waiting for a careless human or a lightning strike. Our forests are choked with deadfall and forest fires are becoming increasingly difficult to control. Add to this the effects of rising temperatures and drier seasons, or climate change, and we could be facing increasingly disastrous forest fires. This is not the time to be caught short with limited forest fire-fighting resources.

Jordan Omstead of the Canadian Press recently wrote: "But as Canada's water bombers age – and wildfire seasons are expected to intensify – some wildland

firefighters and emergency preparedness experts say the country needs to prop up its fleet of firefighting aircraft, even though several provinces are playing down concerns about capacity.” He quotes Eric Davidson, president of the Ontario Professional Association of Wildland Firefighters, “We’re really starting to see the effect of the aging fleet.”

The article further states the John Gradek, lecturer at McGill University estimates that almost half of the larger water bombers used to fight Canadian forest fires are nearing the end of their service life.

However, a Canadian company making a large skimmer-style water bomber is backed up with orders from European countries until the end of the decade.

Ontario has its own fleet of aircraft. They have 20 fixed-wing aircraft which includes 9 CL215 and CL415 water bombers that are 24 years old on average. The remaining 11 aircraft are an average of 54 years old. Melissa Candelaria, a spokesperson for Minister Graydon Smith says the MNR can handle Ontario fires with these aircraft, but Jennifer Kamau, communications manager for the Canada Interagency Forest Fire Centre, CIFFC, noted that other provinces contract out firebombers and last year there was a strain in Canada to get the resources to areas in need because there were so many fires across the country at the same time and very few aircraft available.

Peter Zimonjic of the CBC quoted the Canadian Association of Fire Chiefs (CAFC) President Ken McMullen, “It's not often that the fire chiefs sound the alarm. We are very concerned about this impending crisis that the summer of 2024 and beyond is going to bring our sector.”

In 2023 we all smelled the smoke and saw the sky turn brown. Buildings can be replaced, but lives cannot. And once an area is burned it takes more than a lifetime for it to return to its original state.

WHEREAS Forest fires are a very real threat to rural municipalities.

AND WHEREAS smoke from forest fires put people's health at risk. This is especially true of children and the elderly. The David Suzuki Foundation reports that wildfires kill many thousands of people per year and most of the deaths are from smoke inhalation.

AND WHEREAS forest fires are a very real danger to the climate and according to The Guardian, in 2023 they emitted three times as much carbon as the entire carbon footprint of Canada.

AND WHEREAS according to the John Crace interview in The Guardian with William Kurz, a retired scientist with Natural Resources Canada, around two billion tonnes of carbon have been released into the atmosphere from forest fires in 2023.

AND WHEREAS carbon emissions from forest fires are not counted against Canada's Paris agreement commitments, according to Kurz, but they far exceeded all of the emissions tied to Canada's economy (670 mega tonnes, or 0.67 billion tonnes, according to Environment and Climate Change Canada).

AND WHEREAS that standing healthy forest serves as a carbon sink, drawing in carbon, but once destroyed by fire, even though second growth takes its place, it is much less effective for many decades.

AND WHEREAS the federal government owns no water bombers and assists the provinces through the CIFFC, Canadian Interagency Forest Fire Centre, a spokesperson with CIFFC says that last year there were too many requests and not enough inventory to meet the needs of the country.

AND WHEREAS as reported by De Havilland Canada who manufacture the Canadian made water bomber, they have contracts with European countries for the next 22 of its new DHC-515 planes, which will take until 2029 or 2030 to complete and there will be very little production available to replace the aging water bombers in Ontario and the rest of Canada.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the council of the Corporation of Calvin Township urges and encourages the Federal Government to commit additional funds for cost sharing of provincial firefighting and to consider the development of a national strategy of firefighting. Furthermore, we urge the federal government to consider the measures necessary for acquiring a national fleet of Canadian-made waterbombers, with home bases strategically located to best serve and respond to the needs of rural communities, and a national fire administration to better coordinate and manage efforts across the country. We also encourage the introduction of a program similar to the Joint Emergency Preparedness Program (JEPP) which was ended in 2013.

And we encourage Minister Graydon Smith to step up the on-the-ground firefighting capability and water bomber acquisitions in Ontario.

AND THAT this resolution be forwarded to The Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada, The Honourable Bill Blair, Minister of National Defence, The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, The Honourable Graydon Smith, Minister of Natural Resources and Forestry of Ontario, The Honourable Vic Fideli, Minister of Economic Development Ontario, the Federation of Canadian Municipalities (FMC) and the Association of Municipalities Ontario (AMO).

AND THAT this resolution be shared with all 444 municipalities in Ontario for their consideration and adoption.

Results: Carried

Recorded Vote:

<u>Member of Council</u>	<u>In Favour</u>	<u>Opposed</u>
Mayor Gould	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Councillor Moreton	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Councillor Latimer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Councillor Grant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Councillor Manson	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 8.6.
Resolution Number 2024-074
Title: Resolution stemming from February 21, 2024 Regular Meeting of Council - Item 10.1 - Correspondence #23
Date: March 20, 2024

Moved by: Councillor Laframboise
Seconded by: Councillor Pothier

BE IT RESOLVED THAT Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles hereby supports the Resolution passed by the Corporation of the City of Cambridge on February 13, 2024, regarding catch and release justice;

AND BE IF FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be sent to Prime Minister, Justin Trudeau; Minister of Justice and Attorney General of Canada, Arif Virani; Attorney General of Ontario, Doug Downey; Ontario Solicitor General, Michael Kerner; Premier Doug Ford; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); our local Member of Parliament (MP); our local Member of Provincial Parliament (MPP); and all Ontario Municipalities.

CARRIED


MAYOR

The Corporation of the City of Cambridge
Corporate Services Department
Clerk's Division
Tel: (519) 740-4680 ext. 4585
mantond@cambridge.ca

February 14, 2024

Re: Catch and Release

At its Council Meeting of February 13, 2024, the Council of the Corporation of the City of Cambridge passed the following Motion:

WHEREAS this council believes that the safety of our community and its protection from crime in all its forms is of utmost importance.

WHEREAS our taxpayer-funded judicial system exists to protect the public, who in return for their tax dollars are entitled to a system that works.

WHEREAS the number of charges laid for failure to comply with court orders – primarily failure to comply with the terms of a promise to appear, undertaking, recognizance, probation order, or peace bond – are steadily on the rise in the province of Ontario.

WHEREAS there has been a notable increase in the number of violent offences committed in the province of Ontario by individuals who are concurrently subject to release orders.

WHEREAS the Ontario justice system is backlogged, court systems under strain, and police and prosecutors overwhelmed by their caseloads.

WHEREAS we have seen a dramatic lowering of the threshold for release, resulting in violent, serious, or repeat offenders who should by rights have been reasonably detained in custody, released on supervision plans that are increasingly deficient.

WHEREAS the general sense among the criminal population is that breaching bail conditions will not result in much by way of consequence for the offender, as evidenced by a clear pattern province-wide of unjustifiable release, a pattern which is bound to continue given insufficient resources to conduct Crown bail reviews, surety bond estreatment hearings, and ensure the subsequent collection of surety bond funds after judgment.

WHEREAS a 'catch and release' system constitutes a failure of government to perform a core function of its existence, that being the protection of public safety and that this failure constitutes a clear and present danger to the public.

WHEREAS the current hard drug crisis has contributed to a desperate criminal element that is exacting a significant financial and emotional toll on communities across Canada including Cambridge.

WHEREAS our police services are being demoralized by expending precious time and resources having to manage the repeated arrests of these habitual criminal offenders within a system that limits their ability to effectively protect the public.

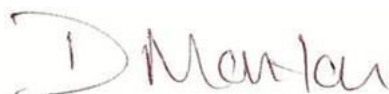
AND WHEREAS this ineffective follow-through by our judicial system unfairly erodes the public's trust in our police services, who consequently become the target of frustrated and angry residents who feel they are no longer being protected from crime.

AND WHEREAS the increasing erosion of public faith and trust in our judicial system ultimately brings the administration of justice in the province of Ontario into disrepute and leads to a growing feeling amongst residents that they are no longer protected by a system perceived to prioritize the rights and freedoms of the criminal over the rights and safety of themselves and their families.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED, that the City Clerk for the City of Cambridge send a letter to the Right Honourable Justin Trudeau, Prime Minister of Canada, the Honourable Arif Virani, Minister of Justice and Attorney General of Canada, Attorney General of Ontario Doug Downey, Ontario Solicitor General Michael Kerzner, the Honourable Doug Ford Premier of Ontario, MP Bryan May, MP Valerie Bradford, MPP Jess Dixon, MPP Bryan Riddell, Police Chief Mark Crowell, Waterloo Regional Police Service, all Ontario Police Associations and Police Departments, Ontario Provincial Police, all Ontario MPPs and MPs, and all municipalities throughout Ontario for their endorsement consideration, requesting additional funding in Ontario's legal system to support a meaningful resistance to the current "catch and release" practice, including hiring sufficient court staff, with a specific focus on additional assistant Crown Attorneys.

Should you have any questions related to the approved resolution, please contact me.

Yours Truly,



Danielle Manton
City Clerk

Cc: (via email)

Hon. Prime Minister Trudeau

Hon. Minister of Justice and Attorney General of Canada

Attorney General of Ontario

Ontario Solicitor General

Hon. Premier Ford

Ontario Police Associations

Ontario Police Departments

Ontario MPPs and MPs

All Ontario Municipalities

The Corporation of the Municipality of St. Charles
RESOLUTION PAGE



Regular Meeting of Council

Agenda Number: 8.8.

Resolution Number 2024-076

Title: Resolution stemming from February 21, 2024 Regular Meeting of Council - Item 10.1 - Correspondence #27

Date: March 20, 2024

Moved by: Councillor Pothier

Seconded by: Councillor Loftus

BE IT RESOLVED THAT Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles hereby supports the Resolution passed by the Corporation of the City of Sarnia on January 15, 2024; and the support resolution passed by the Corporation of the Town of Plympton-Wyoming on February 14, 2024, regarding Carbon Tax;

AND BE IF FURTHER RESOLVED THAT a copy of this Resolution be sent to Prime Minister, Justin Trudeau; Premier Doug Ford; the Association of Municipalities of Ontario (AMO); our local Member of Parliament (MP); our local Member of Provincial Parliament (MPP); and all Ontario Municipalities.

CARRIED


MAYOR



The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2
Justin.trudeau@parl.gc.ca
(sent via e-mail)

February 15th, 2024

Re: Carbon Tax

Please be advised that the Council of the Town of Plympton-Wyoming, at its meeting on February 14th, 2024, passed the following motion supporting the resolution from the City of Sarnia regarding Carbon Tax.

Motion #12

Moved by Councillor John van Klaveren

Seconded by Councillor Mike Vasey

That Council support correspondence item 'o' from the City of Sarnia regarding Carbon Tax.

Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at eflynn@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,

Ella Flynn
Executive Assistant – Deputy Clerk
Town of Plympton-Wyoming

Cc: All Ontario municipalities



**THE CORPORATION OF THE CITY OF SARNIA
City Clerk's Department**

255 Christina Street N. PO Box 3018

Sarnia ON Canada N7T 7N2

519-332-0330 (phone) 519-332-3995 (fax)

519-332-2664 (TTY)

www.sarnia.ca clerks@sarnia.ca

January 19, 2024

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister of Canada
80 Wellington Street
Ottawa, ON K1A 0A2
Justin.trudeau@parl.gc.ca

Dear Prime Minister:

Re: Carbon Tax

At its meeting held on January 15, 2024, Sarnia City Council adopted the following resolution:

Whereas the federal government recently increased the carbon tax in April 2023 and will almost triple it by 2030; and

Whereas the Parliamentary Budget officer has admitted that when fiscal and economic impacts of the federal fuel charge are considered that the vast majority of households will see a staggering loss; and

Whereas this tax flows through from producers to transporters to the grocery store floor for our citizens; and

Whereas this tax does very little to reduce pollution and emissions; and

Whereas two thirds of Canadians are approximately \$200 away or less from not being able to pay all their bills at the end of the month; and

Therefore, be it resolved that Sarnia City Council write a Letter to the Federal government (and copied to other Municipalities for their consideration) strongly urging them to cancel the carbon tax which is financially hurting our citizens at a time

when affordability concerns are at an all-time high to ease the financial and inflationary pressure on our Citizens.

Your consideration of this request is respectfully requested.

Yours Sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Amy Burkhart', written in black ink.

Amy Burkhart
City Clerk

cc: All Ontario Municipalities

April 16, 2024

Conservation Authorities and
Natural Hazards Section
Ministry of Natural Resources and
Forestry – RPDPB
By E-mail: ca.office@ontario.ca

Matthew Rae
MPP for Perth-Wellington
By E-mail: matthew.rae@pc.ola.org

RE: Conservation Authorities Act

Please note that in response to the attached Ministry of Natural Resources and Forestry’s proposal “Regulation detailing new Minister’s Permit and Review powers under the Conservation Authorities Act” on April 5, 2024, Council of the Municipality of West Perth at its Regular Council Meeting held on April 15, 2024, passed the following resolution:

RESOLUTION: 122/24

Moved By: Councillor Trentowsky

Seconded by: Councillor Duck

CARRIED

“That the Council for the Municipality of West Perth recommends to the province that any proposed changes contemplated by the province be put on hold until such time that the planning statement is finalized by the province and communicated to the municipalities and that this motion be circulated to the Association of Municipalities of Ontario (AMO) All Ontario Municipalities for support.”

If you require further information, please do not hesitate to contact the Clerk’s Department.



Daniel Hobson
Manager of Legislative Services/Clerk
Municipality of West Perth

cc: Matthew Rae, MPP for Perth-Wellington
Association of Municipalities of Ontario (AMO)
All Ontario Municipalities

Regulation detailing new Minister's Permit and Review powers under the Conservation Authorities Act.

ERO (Environmental Registry of Ontario) number	019-8320
Notice type	Regulation
Act	Conservation Authorities Act, R.S.O. 1990
Posted by	Ministry of Natural Resources and Forestry
Notice stage	Proposal
Proposal posted	April 5, 2024
Comment period	April 5, 2024 - May 6, 2024 (31 days) Open
Last updated	April 5, 2024

This consultation closes at 11:59 p.m.

on:

May 6, 2024

Proposal summary

We are proposing a regulation specifying the circumstances under which the Minister may issue an order to prevent a conservation authority from making a permitting decision and make the permitting decision in the place of a conservation authority or may undertake a review of a conservation authority permitting decision.

Proposal details

Conservation authorities regulate development and other activities through a permitting process under the *Conservation Authorities Act* for the purposes of natural hazard management and to protect people and property from natural hazards, such as flooding and erosion. Each conservation authority implements the permitting framework based on provincial legislation, regulatory

requirements, and technical standards, as well as conservation authority board-approved policies that outline how the conservation authority administers regulations locally.

Recently proclaimed provisions in the *Conservation Authorities Act* and associated regulations came into effect on April 1, 2024, including new powers for the Minister to 1) issue an order to prevent a conservation authority from issuing a permit and to take over the permitting process in the place of a conservation authority, and 2) review a conservation authority permit decision at the request of the applicant.

The Ministry is proposing a regulation which would set out the circumstances under which these powers could be used. If the regulation is approved, public guidance would be made available on the criteria and processes outlined in the regulation.

1. Permits issued by the Minister

Existing requirements under the *Conservation Authorities Act* regarding permits issued by the Minister under section 28.1.1 include:

- The Minister may issue an order directing a conservation authority not to issue a permit to a specific individual to engage in a specified activity, or to persons who may wish to engage in a certain type or class of activity, that would be prohibited under section 28 without a permit.
- The Minister's decision to issue an order is discretionary, and it may be issued either before or after an application for a permit has been submitted to the relevant conservation authority.
- Notice of any order must be provided to affected conservation authorities, any person who applied for the permit in question prior to the order and be posted on the Environmental Registry of Ontario (ERO (Environmental Registry of Ontario)) within 30-days.
- If an order made, the Minister has the power to issue a permit in place of the conservation authority. When making a permitting decision, the Minister is required to satisfy the same criteria concerning natural hazards and public safety that are considered by conservation authorities. This includes whether the activity is likely to affect the control of flooding, erosion, dynamic beaches or unstable soil or

bedrock. It also must consider whether the activity is likely to create conditions or circumstances that, in the event of a natural hazard, might jeopardize the health or safety of persons or result in the damage or destruction of property.

- The Minister may refuse the permit or issue a permit subject to such conditions as the Minister determines are appropriate.

Proposed additional requirements that would be set out in regulation include:

- The Minister may make an order to prevent a conservation authority from making a permitting decision and take over the permitting process only if the development activity or type or class of permits pertains to or supports a specified provincial interest, including:
 - Housing (community, affordable and market-based)
 - Community services (health, long-term care, education, recreation socio-cultural, security and safety, environment)
 - Transportation infrastructure
 - Buildings that facilitate economic development or employment
 - Mixed use developments
- If a proponent wishes to petition the Minister to issue an order, the proponent must submit a request to the Minister that would include information on:
 - Overview of proposed development.
 - Why the Minister's involvement is requested (e.g., development of provincial interest, timing/urgency; permitting process to date if applicable; other barriers) and preferable to the standard process in the *Conservation Authorities Act*.
 - Indication of whether the local municipality has endorsed the project and the request for Minister's involvement (e.g., by municipal letter or resolution).
 - Status of other required project approvals including the extent of any engagement with the conservation authority in the permitting process that the applicant has had to date.

2. Permits reviewed by the Minister

Existing requirements under the *Conservation Authorities Act* relating to requests for review under section 28.1.2 regarding permits where there is an order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 34.1 or 47 of the *Planning Act* and section 28.1 regarding all other conservation authority permits include:

- An applicant who has been refused a permit or had conditions attached to a permit by a conservation authority to which the applicant objects can, within 15-days of receiving reasons for the authority's decision, submit a request to the Minister for the Minister to review the authority's decision. Alternatively, an applicant also has the option to appeal the authority's decision to the Ontario Land Tribunal.
- After receiving a request, the Minister has 30-days in which to decide whether or not they intend to conduct a review. If the Minister decides to conduct the review, a notice shall be posted on the ERO (Environmental Registry of Ontario) within 30-days of a reply indicating the Minister intends to review the decision by the authority. If the Minister does not reply within 30-days of the request, this is deemed to indicate that the Minister does not intend to conduct a review.
- After conducting a review, the Minister may confirm or vary the authority's decision or make any decision that the Minister considers appropriate, including issuing the permit subject to conditions.
- The Minister is required to base the decision on same criteria concerning natural hazards and public safety that are considered by conservation authorities. This includes whether the activity is likely to affect the control of flooding, erosion, dynamic beaches or unstable soil or bedrock. It also must consider whether the activity is likely to create conditions or circumstances that, in the event of a natural hazard, might jeopardize the health or safety of persons or result in the damage or destruction of property.

Proposed additional requirements that would be set out in regulation include:

- The Minister may conduct a review of a conservation authority permit decision only if the development activity pertains to or supports a development of specified provincial interest, including:
 - Housing (community, affordable and market-based)

- Community services (health, long-term care, education, recreation socio-cultural, security and safety, environment)
- Transportation infrastructure
- Buildings that facilitate economic development or employment
- Mixed use developments

Note: This criteria would not apply to permit reviews under section 28.1.2 regarding permits where there is an order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 34.1 or 47 of the *Planning Act*.

- The request submitted to the Minister for a review would include information on:
 - Overview of proposed development.
 - If the request relates to conditions imposed by the conservation authority to which the applicant objects, identification of the specific conditions that are subject to the request for review, the changes requested to the conditions and the rationale in support of the requested changes.
 - If the request relates to an authority's decision to refuse a permit, the rationale in support of requesting that the Minister varies the decision and issues the permit.
 - Why the Minister's involvement is requested (e.g., development of provincial interest, timing/urgency; permitting process to date; other barriers) and preferable to alternative mechanisms in the *Conservation Authorities Act*.
 - Indication of whether the local municipality has endorsed the project and/or the request for Minister's involvement (e.g., by municipal letter or resolution).
 - Status of other required project approvals.

Regulatory impact analysis

By clearly communicating the circumstances under which the Minister would consider whether to issue an order to prevent a conservation authority from making a permitting decision and to make permitting decisions in place of a conservation authority or to review a conservation authority permitting decision, this proposal would ensure that development proponents pursue the appropriate permitting channel. Efficiently navigating the permitting process is

expected to help save proponents time and resources. We expect that there will be some minor administrative costs for development proponents based on the time needed to learn about and understand the proposed changes.

Supporting materials

Related links

Conservation Authorities Act

(<https://www.ontario.ca/laws/statute/90c27#BK43>)

O. Reg. 41/24: Prohibited Activities, Exemptions and Permits

(<https://www.ontario.ca/laws/regulation/240041>)

View materials in person

Some supporting materials may not be available online. If this is the case, you can request to view the materials in person.

Get in touch with the office listed below to find out if materials are available.

MNRF - RPDPB - Resources Development Section

300 Water Steet

2nd Floor South

Peterborough, ON

K9J 3C7

Canada

Comment

Let us know what you think of our proposal.

Have questions? Get in touch with the contact person below. Please include the ERO (Environmental Registry of Ontario) number for this notice in your email or letter to the contact.

[Read our commenting and privacy policies. \(/page/commenting-privacy\)](/page/commenting-privacy)

Submit by mail

Conservation Authorities and
Natural Hazards Section

Ministry of Natural Resources and
Forestry - RPDPB

300 Water Street

2nd Floor South Tower

Peterborough, ON

K9J 3C7

Canada

Connect with
US

Contact

Conservation Authorities and
Natural Hazards Section

 ca.office@ontario.ca

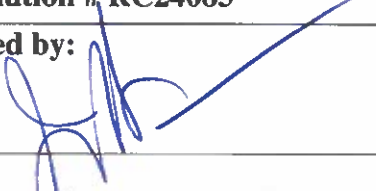
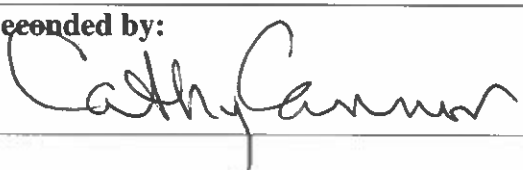


The Corporation of the Municipality of Wawa

REGULAR COUNCIL MEETING

RESOLUTION

Tuesday, April 16, 2024

Resolution # RC24085	Meeting Order: 8
Moved by: 	Seconded by: 

WHEREAS, municipal public works departments from across the Province of Ontario provide invaluable services to our communities ensuring the health and safety of all residents;

AND WHEREAS, if it was not for our municipal public works employees from across the Province of Ontario maintaining our public roads systems, our communities would not be able to function as emergency personnel could not respond to calls, school buses could not get our children to school, residents would not be able to get to work, school or appointments and many more basic functions would not be able to happen;

AND WHEREAS, municipal public works departments are already feeling the impacts of a labour shortage, which will only be exasperated over the next three to five years, which will cause levels of service municipalities are able to provide to ensure the health and safety of our residents to decrease;

AND WHEREAS, there is currently no provincial-wide course that properly trains potential municipal public works employees, specifically relating to municipal heavy equipment.

THEREFORE, IT BE RESOLVED, that the Municipality of Wawa supports the work of the Association of Ontario Road Supervisors to develop a Municipal Equipment Operator Course to address this issue;

AND FURHTERMORE THAT, the Municipality of Wawa calls on the Province of Ontario's Ministry of Labour, Training, Immigration and Skilled Trades to fully fund the Municipal Equipment Operator Course in 2024 through the Skills Development Fund;

p.2...



The Corporation of the Municipality of Wawa

REGULAR COUNCIL MEETING

RESOLUTION

AND FINALLY RESOLVED THAT, a copy of this resolution be sent to the Minister of Labour, Training, Immigration and Skilled Trades David Piccini, MPP John Yakabuski, the Association of Ontario Road Supervisors, and all Ontario Municipalities."

RESOLUTION RESULT		RECORDED VOTE	
<input type="checkbox"/>	CARRIED	MAYOR AND COUNCIL	
<input type="checkbox"/>	DEFEATED	YES	NO
<input type="checkbox"/>	TABLED	Mitch Hatfield	
<input type="checkbox"/>	RECORDED VOTE (SEE RIGHT)	Cathy Cannon	
<input type="checkbox"/>	PECUNIARY INTEREST DECLARED	Melanie Pilon	
<input type="checkbox"/>	WITHDRAWN	Jim Hoffmann	
		Joseph Opato	

Disclosure of Pecuniary Interest and the general nature thereof.

Disclosed the pecuniary interest and general name thereof and abstained from the discussion, vote and influence.

Clerk: _____

MAYOR - MELANIE PILON	CLERK - MAURY O'NEILL



The Corporation of The Township of The Archipelago
Council Meeting

Agenda Number: 15.8.
Resolution Number 24-082
Title: Public Health Ontario proposes phasing out free water testing for private wells
Date: Friday, April 19, 2024

Moved by: Councillor Manners
Seconded by: Councillor MacLeod

WHEREAS the Ontario Auditor General's annual report on public health from December 2023 indicates that Public Health Ontario is proposing the phasing-out of free provincial water testing services for private drinking water; and

WHEREAS free private drinking water testing services has played a pivotal role in safeguarding public health, particularly in rural communities, including the entire Township of The Archipelago, that rely predominantly on private drinking water; and

WHEREAS the removal of free private drinking water testing could lead to a reduction in testing, potentially increasing the risk of waterborne diseases in these vulnerable populations; and

WHEREAS the tragic events in Walkerton, Ontario underscored the critical importance of safe drinking water.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED that The Township of The Archipelago hereby requests that the Province reconsider and ultimately decide against the proposed phasing-out of free private drinking water testing services.

FURTHER BE IT RESOLVED that this resolution be sent to all Ontario municipalities, Minister of Environment Conservation and Parks, Minister of Health, North Bay Parry Sound District Health Unit, Graydon Smith, MPP Parry Sound-Muskoka.

Carried



Office of the Auditor General of Ontario

Value-for-Money Audit:
Public Health
Ontario



December 2023

Public Health Ontario

1.0 Summary

Public Health Ontario is an independent, board-governed agency with a broad mandate to provide scientific and technical advice and support to those working across health-related sectors to protect and improve the health of Ontarians. This includes carrying out and supporting activities such as population health assessment, public health research, surveillance, epidemiology, and planning and evaluation. Established in 2007 following the SARS outbreak in 2003, Public Health Ontario is one of the three pillars of Ontario's public health system, consisting of 34 local public health units and the Ministry of Health (Ministry), which exercises its authority in the area of public health primarily through the Office of the Chief Medical Officer of Health.

Public Health Ontario supports areas such as preventing and controlling infections and the spread of communicable diseases, improving environmental health and preventing chronic diseases, and operates Ontario's public health laboratory. Public Health Ontario provided public health and testing expertise during the COVID-19 pandemic, for example, in the area of vaccine safety, through its surveillance of adverse events following immunization.

The Ministry is the primary funder of Public Health Ontario. The agency spends the majority of its annual funding, which was about \$222 million in 2022/23, on operating the province's 11 public health laboratory sites. Ontarians relied on the agency's public health laboratory to perform 6.8 million tests in 2022/23 for diseases that include HIV, syphilis, tuberculosis, influenza, COVID-19 and West Nile virus. The laboratory

also carries out all required testing relating to outbreaks and investigations in Ontario, and has the capability of diagnosing pathogens requiring a high level of biosecurity and safety measures.

In early 2019, the Province announced its intention to modernize Ontario's public health system. A 2019 discussion paper to support the provincial plan outlined the key challenges facing public health. The paper noted the importance of working toward clearer and better aligned roles and responsibilities between the Province, Public Health Ontario and local public health units. In particular, it stated Public Health Ontario's potential to strengthen public health functions if these are co-ordinated or provided at the provincial level. The government revised its approach to modernizing the public health system in August 2023 to include a review of standards that govern the work of public health units, the roles and responsibilities that all three pillars of the public health system play, as well as their relationships and alignment across and beyond the broader health-care system.

Our audit found that Public Health Ontario has been unable to meet a number of its legislated responsibilities under the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007*. This is partially due to a lack of direction from the Ministry to perform at its full potential. This includes a continued lack of clarity on roles and responsibilities in an evolving health-care system that saw the introduction of a new health agency, Ontario Health, that became operational in 2019. Though Public Health Ontario is responsible for providing scientific and technical advice and support to clients in the government, it was not consulted on some critical decisions concerning public health, such as the health impacts of increased access to gambling

and alcohol in recent years, and it did not address these topics independently.

We also found that lack of information sharing between the Ministry, public health units and Public Health Ontario has limited the agency's ability to centralize and co-ordinate work effectively in the area of research and evidence synthesis (a research methodology involving collecting the best available evidence on a given topic and summarizing it to inform best practice). This has resulted in duplication of efforts between provincial and local public health entities. From our work, we noted examples where multiple public health units have independently developed local resources in areas including key public health issues such as mental health and alcohol, when it would have been more cost-effective for Public Health Ontario to develop resources centrally.

Further, we found that Public Health Ontario's laboratory sites, where about 70% of its financial resources are allocated, were not operating efficiently. We found that three sites were able to perform tests on only 9% to 20% of the samples and specimens they receive, transferring the remainder of samples to other laboratory sites. Each of these three sites had base operating costs ranging from \$5 million to \$10 million over the last five years. The agency explained that transferring out laboratory tests to other sites was necessary for reasons that included lack of expertise or lack of sufficient volume to maintain competency of laboratory personnel in a specific test, lack of equipment to conduct certain tests, and efficiencies to achieve economy of scale. The agency developed a plan collaboratively with the Ministry in 2017 to modernize its laboratory operations by consolidating resources into fewer laboratory sites and discontinuing or restricting eligibility for certain tests; however, the government still had not approved the plan at the time of our audit. The Ministry stated this was due to reasons that include the COVID-19 pandemic and more recent recommendations relating to provincial laboratory optimization from an external consulting firm. We also found that the agency was not taking the lead in performing or co-ordinating testing for the surveillance of some diseases of public health significance.

These include a laboratory test to detect latent tuberculosis—a disease of public health significance that can disproportionately affect Indigenous people and newcomers to Ontario—as well as wastewater testing for the detection of COVID-19, which is currently led by another Ministry.

Other observations of this audit include:

- **Public Health Ontario is challenged by a lack of sustainable funding from the Ministry of Health.** We found that since 2019/20, Public Health Ontario has seen limited increases in base funding, and has had some of its base funding replaced by one-time annual funding. While the Ministry has increased base funding since 2020/21, it has still not restored it to pre-pandemic levels. This lack of consistent funding threatens Public Health Ontario's ability to fully deliver on its mandate, and hinders the agency's ability to continue to provide services. For example, the agency has begun to explore options to scale back or dismantle the operations of a committee designed to enhance provincial capacity to respond to public health emergencies.
- **Public Health Ontario did not adequately monitor compliance with procurement policies.** We found that Public Health Ontario has not always followed the Ontario Public Service Procurement Directive, as well as the agency's own corporate procurement policy. From 2018/19 to 2022/23, Public Health Ontario staff at various laboratory sites were using their purchasing cards to make recurring purchases of laboratory and health-care supplies from the same vendor, instead of engaging in competitive procurement as required by internal policies. The agency provided explanations for why it used purchasing cards for recurring transactions with two of the top vendors. For the remaining 28 vendors, we found that annual transaction values over this same period ranged from \$25,133 to \$222,283. We further found that Public Health Ontario does not have a formal process to track vendor performance

and non-compliance, even though the Directive requires vendor performance to be managed and documented.

- **Public Health Ontario mostly measures outputs but little in the way of client satisfaction or service quality.** The agency establishes performance indicators as well as targets in its annual business plans; however, these indicators mostly focus on quantifying the output of the agency's operational activities rather than client satisfaction and actual performance of its core activities, making it difficult for the agency to demonstrate that it has been effective in meeting the needs of its clients. We also found that the agency's performance indicators do not cover all of its key functions, for example, the performance of its research ethics committee, which provides ethics reviews to 26 of Ontario's 34 public health units, to measure the turnaround time of its reviews.
- **Public Health Ontario's information technology (IT) processes need improvement.** We examined Public Health Ontario's IT controls and processes related to user account management, cybersecurity and software management. Due to the nature of these findings and so as to minimize the risk of exposure for Public Health Ontario, we provided relevant details of our findings and recommendations directly to Public Health Ontario. Public Health Ontario agreed with the recommendations and committed to implementing them.

This report contains 10 recommendations, with 24 action items, to address our audit findings and to position Public Health Ontario for success to continue to contribute to the overall health of Ontarians as a public health agency, independent from the government.

Overall Conclusion

Our audit concluded that Public Health Ontario has delivered on some areas of its mandate as set out in the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007* (Act), but does not yet sufficiently collaborate

with the Ministry of Health and local public health units to clearly define and ascertain the agency's role in areas such as undertaking public health research, disseminating knowledge, and delivering public health laboratory services to more effectively protect and promote the health of the people in Ontario and reduce health inequities.

We also concluded that Public Health Ontario mostly measures outputs but little in the way of client satisfaction or service quality, and that the agency's suite of performance indicators does not cover all of its key functions.

OVERALL PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario thanks the Auditor General for this comprehensive value-for-money audit report.

Public Health Ontario is committed to fulfilling our mission to enhance the protection and promotion of the health of the people in Ontario and to contribute efforts toward reducing health inequities. By providing scientific and technical advice and leadership to support our clients across the public health and health systems, we enable evidence-informed public health action and decision-making.

In consideration of our role in the province, we recognize the importance of continuing to strive to improve our operations and enhance the quality of our services and products. As such, we appreciate the independent review of our organization by the Auditor General and the recommendations brought forward, all of which we have accepted and have plans to address.

When interpreting the findings of the report, it is important to note that the time frame covered by the audit includes more than three years during which Public Health Ontario was actively engaged in the COVID-19 pandemic response. Public Health Ontario, like other public health organizations, was greatly affected by the extraordinary demands of the pandemic. Due to the need to dedicate considerable resources to the pandemic, some areas of

our work did not progress as planned during this period, such as efforts to reduce purchasing card usage in the laboratory and expand our outcome-based performance measures.

As we are now in the process of returning to a “new normal” for the public health system in Ontario, Public Health Ontario is leveraging the lessons learned during the pandemic to inform the development of our next strategic plan covering the years 2024–29. The insights shared through this audit are helpful inputs that will support us in our commitment to continuous quality improvement and further enhance our leadership role within the public health system.

2.0 Background

2.1 Overview of Public Health Ontario

The Ontario Agency for Health Protection and Promotion (also known as Public Health Ontario) was established in 2007 as an independent, board-governed agency, primarily funded by the Ministry of Health (Ministry) in response to Ontario’s challenges faced during SARS, a global respiratory outbreak that affected Ontario and other parts of Canada in 2003. Public health is the organized effort of society to promote and protect the health of populations and reduce health inequities through the use of supportive programs, services and policies. Thus, Public Health Ontario’s role is chiefly in disease surveillance, disease prevention and outbreak preparedness, as opposed to clinical treatment.

In accordance with the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007*, the legislation that created Public Health Ontario, the agency’s mandate is to:

- enhance the protection and promotion of the health of Ontarians;
- contribute to efforts to reduce health inequities by providing scientific and technical advice and support to those working across health-related

sectors to protect and improve the health of Ontarians; and

- carry out and support activities such as population health assessment, public health research, surveillance, epidemiology, planning and evaluation.

The agency’s primary clients are the Office of the Chief Medical Officer of Health as well as various divisions within the Ministry, Ontario’s 34 public health units, health system providers and health system partners. The Chief Medical Officer of Health of Ontario is responsible for determining provincial public health needs, developing public health initiatives and strategies, and monitoring public health programs delivered by Ontario’s local public health units. Ontario’s 34 public health units are primarily funded by the Ministry but also receive funding from local municipalities; each is led by its own Medical Officer of Health and governed by a Board of Health—and therefore they operate independently from each other. The public health units provide programs and services to all members of their respective communities as per the Ontario Public Health Standards—the minimum requirements that public health units must adhere to in delivering programs and services—and as determined by their own Boards of Health. They are not accountable to Public Health Ontario.

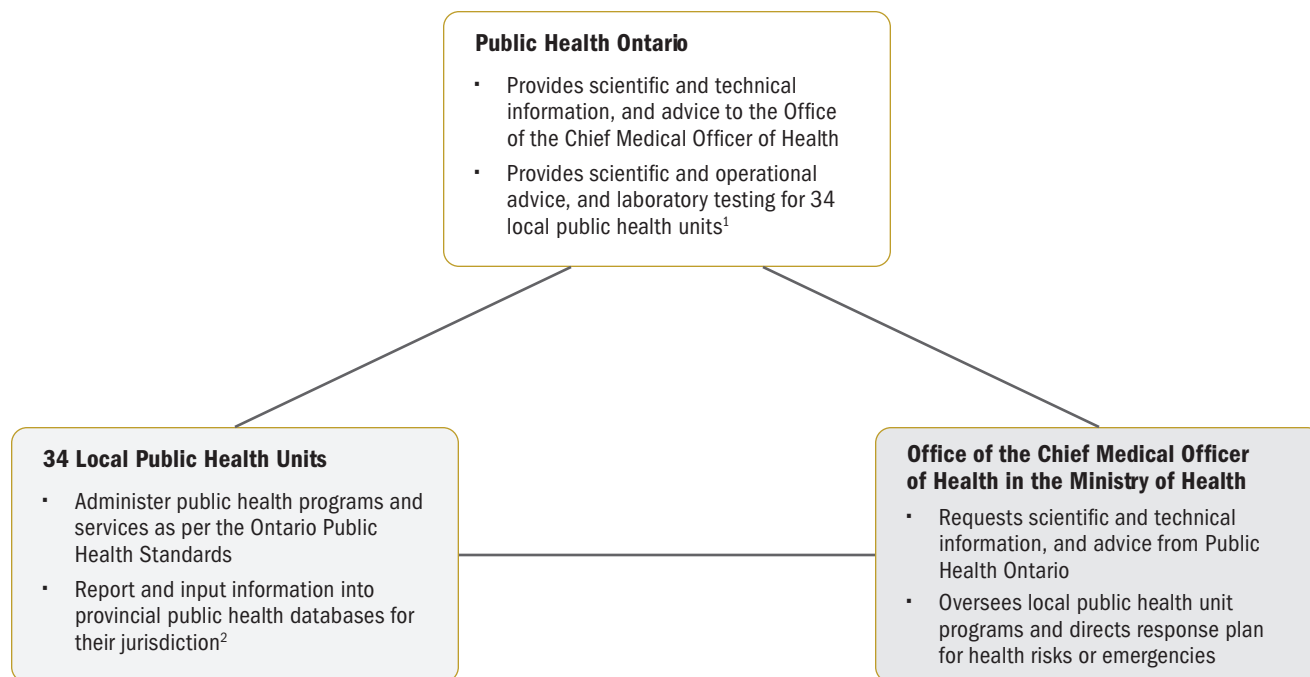
Figure 1 illustrates the relationship between Public Health Ontario and the various organizations involved in Ontario’s public health system, which, according to the Chief Medical Officer of Health, consists of about 9,000 people. Public Health Ontario has a complement of just under 870 full-time-equivalent staff as of June 2023.

2.1.1 Public Health Modernization

As part of the 2019 Ontario Budget, the Province announced in April 2019 (pre-COVID-19 pandemic) that public health would be undergoing a modernization process. This decision had the most impact on public health units, aiming to reduce their number from 35 (since reduced to 34 through amalgamation)

Figure 1: Public Health Model in Ontario

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario



1. In addition to public health units, Public Health Ontario's laboratory provides testing services to other health-care providers, for example, clinicians and community laboratories.

2. Local public health units are not accountable to Public Health Ontario.

to 10 by April 1, 2020; however, this modernization process was paused when the COVID-19 pandemic was declared in March 2020.

As part of the modernization process, the Ministry of Health launched a public consultation in November 2019, appointing a special advisor to lead the process of gathering feedback, and releasing a discussion paper in November 2019 outlining the key challenges facing public health. In this paper, Public Health Ontario is acknowledged as a key partner in the public health system, with the following themes being discussed:

- working toward improved clarity and alignment of roles and responsibilities between the Province, Public Health Ontario and local public health units;
- reducing duplication of efforts, co-ordinating and providing certain public health functions, programs or services at the provincial level, possibly by Public Health Ontario; and

- clarifying the role of Public Health Ontario in better informing and co-ordinating provincial priorities to increase consistency.

The government revised its approach to modernizing the public health system in August 2023 to include a review of the Ontario Public Health Standards, the roles and responsibilities that all three pillars of the system—the Ministry, Public Health Ontario and the local public health units—play, as well as their relationships and alignment across and beyond the broader health-care system.

2.2 Key Program Areas

Public Health Ontario's operations consist of five principal public health program areas: Laboratory Science and Operations; Health Protection; Environmental and Occupational Health; Health Promotion, Chronic Disease and Injury Prevention; and Knowledge Exchange and Informatics.

2.2.1 Laboratory Science and Operations

About 70% of the agency's resources are allocated to the operation of its laboratory. Public Health Ontario has 11 fully accredited laboratory sites across Ontario, located in Toronto, Hamilton, Kingston, London, Orillia, Ottawa, Peterborough, Sault Ste. Marie, Sudbury, Thunder Bay and Timmins. The agency's laboratory conducts a wide range of functions described by the Canadian Public Health Laboratory Network, including laboratory tests such as diagnostic tests and confirmatory tests, as well as complex tests that other providers, such as hospital and community laboratories, refer to it. This testing informs public health surveillance, detects threats and outbreaks, and enables preventive and therapeutic interventions for public health action and patient management in Ontario.

Public Health Ontario's laboratory serves public health units, hospital and community laboratories, long-term-care homes and other congregate settings, clinicians in private practice, and private citizens in the context of private well water testing. It performs the majority of its laboratory tests Monday to Friday for the detection and diagnosis of infectious diseases (such as tuberculosis) or antimicrobial resistance (that is, when a bacterium or fungus develops the ability to defeat the drug designed to kill it), and for specialized testing for molecular profiling of pathogens by examining the entire genetic makeup of a specimen (for example, identifying which variant of COVID-19 someone has), including genomics. Public Health Ontario's laboratory also offers after-hours support, and it has been performing COVID-19 testing daily since the summer of 2020. It was still performing this daily testing at the time of our audit.

Public Health Ontario's laboratory performed about 6.8 million tests in 2022/23; these tests include 100% of diagnostic HIV testing and over 95% of syphilis testing in the province. According to the agency, it operates one of the largest tuberculosis laboratories and one of the largest diagnostic mycology laboratories in North America. As well, the agency indicates that it is known as the provincial resource and expert for laboratory testing and outbreak support for emerging

pathogens, as well as for the 10 most common infectious agents causing the greatest burden of disease in Ontario. These agents include *C. difficile*, *E. coli*, hepatitis B, hepatitis C, HIV, human papillomavirus, influenza, rhinovirus, *Staphylococcus aureus* and *Streptococcus pneumoniae*. The laboratory also carries out all testing relating to pathogens found in food, water or the environment to assist in their investigations, and is able to diagnose pathogens requiring a high level of biosecurity and safety measures, such as tuberculosis and anthrax.

Public Health Ontario's laboratory undergoes accreditation by Accreditation Canada and the Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. to ensure that processes in accordance with the International Organization for Standards and requirements under environmental laws such as the *Safe Drinking Water Act, 2002* are in place. As of June 2023, all 11 public health laboratory sites have met these standards and requirements, including those designed to help mitigate future occurrences similar to the Walkerton *E. coli* outbreak in 2000.

Figure 2 shows that test volumes at public health laboratory sites increased from about 6.3 million in 2018/19 to 7.7 million in 2021/22, primarily due to conducting COVID-19-related laboratory tests, and then decreased to 6.8 million in 2022/23. The cost of each laboratory test generally increased between 2018/19 and 2022/23 by 36%, from about \$16.33 to \$22.15.

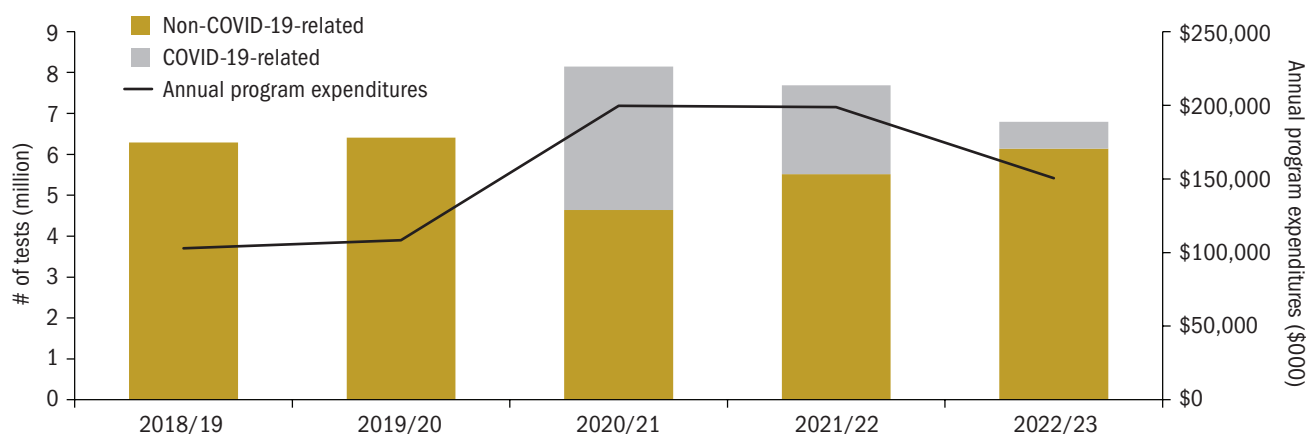
2.2.2 Health Protection

Public Health Ontario's Health Protection program provides data analysis, surveillance, evidence generation and synthesis, and consultation services to its clients. These activities are intended to better prevent communicable diseases, reduce transmission of infectious agents, and support system capacity building and professional development in public health and infection control best practices in Ontario. Expertise in this program spans:

- all diseases of public health significance (such as hepatitis A and B) as defined under the

Figure 2: Expenditures on Laboratory Services and Number of Tests Performed by Public Health Ontario, 2018/19–2022/23

Source of data: Public Health Ontario



Health Protection and Promotion Act (see **Appendix 1** for a full list of diseases of public health significance);

- surveillance and epidemiology of communicable diseases;
- infection prevention and control (IPAC) best practices and lapse investigations (that is, deviations from IPAC standard of care);
- programs and research to support epidemiology, immunization and antimicrobial stewardship (that is, promoting appropriate use of antibiotics to limit the development of antibiotic resistance); and
- emergency preparedness.

Public Health Ontario has an interactive online tool to track infectious disease trends, which provides 10 years of analyzed data on diseases of public health significance in Ontario. This helps the agency's clients and partners with surveillance, as well as informing program planning and policy. For example, as shown in **Figure 3**, the cases and rate of syphilis in Ontario from 2012 to 2021 have been steadily increasing according to Public Health Ontario's surveillance efforts; this information could be helpful to clinicians, policy-makers, and the public to raise awareness. In 2021/22—the latest year for which information is available—over 2.1 million total visits were made to Public Health Ontario's online centralized data and

analytic tools, down from about 2.9 million in 2020/21, the first year that the agency measured this metric.

2.2.3 Environmental and Occupational Health

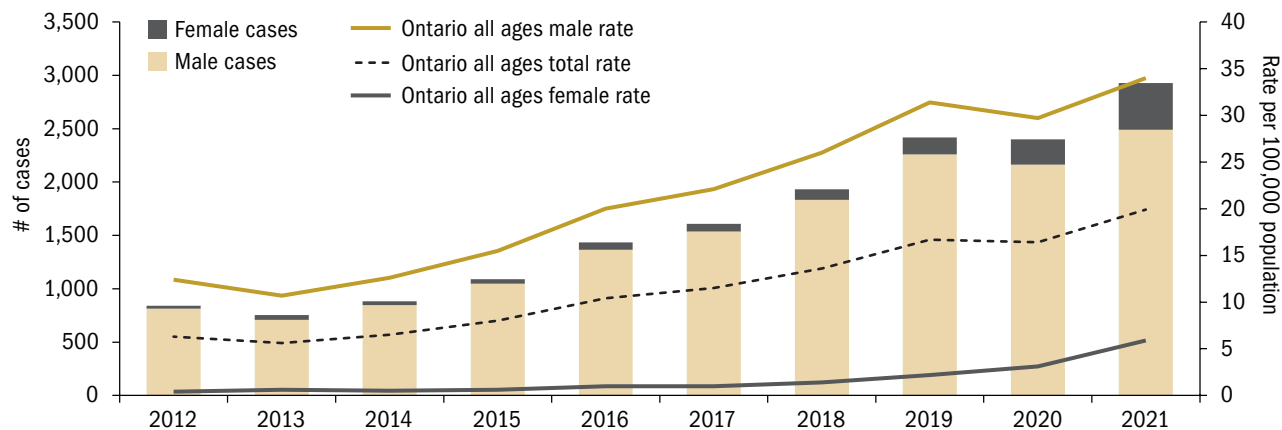
Public Health Ontario's Environmental and Occupational Health program area provides field support and helps the agency's clients and partners better understand and address evolving public health issues relating to exposures in the environment, such as indoor air quality, outdoor air pollution, water quality and food safety. This program works with and supports public health units and policy-makers to better respond to environmental threats and issues. This is done through situation-specific consultation and advice, interpretation of data, research, evidence-based reviews, case studies, access to environmental monitoring equipment, and training workshops.

2.2.4 Health Promotion, Chronic Disease and Injury Prevention

According to the World Health Organization, health promotion entails building healthy public policy; creating supportive environments; strengthening community action; developing personal skills; and reorienting health-care services toward prevention of illness and promotion of health. Public Health

Figure 3: Infectious Syphilis Cases and Rates for All Ages and by Sex in Ontario, 2012–2021

Source of data: Public Health Ontario



Ontario’s Health Promotion, Chronic Disease and Injury Prevention program focuses on non-communicable diseases (such as heart disease, cancer, diabetes) and injuries, oral health conditions, and the modifiable risk factors that contribute to them. The program covers comprehensive tobacco control; healthy eating and physical activity; oral health; reproductive, child and youth health; healthy schools; mental health promotion; substance use (for example, opioids, alcohol, cannabis, tobacco); injury prevention; health equity; and health promotion. One of the program’s activities is tracking data on substance abuse, such as opioid-related morbidity and mortality, as shown in **Figure 4**.

2.2.5 Knowledge Exchange and Informatics

Public Health Ontario’s Knowledge Exchange program supports the development and dissemination of the agency’s products and services, including its external website. The program delivers professional development, including special events and learning exchanges, and the annual Ontario Public Health Convention; supports medical resident and student placements at Public Health Ontario and in public health units; provides training and education programs; and delivers library services, knowledge mobilization and

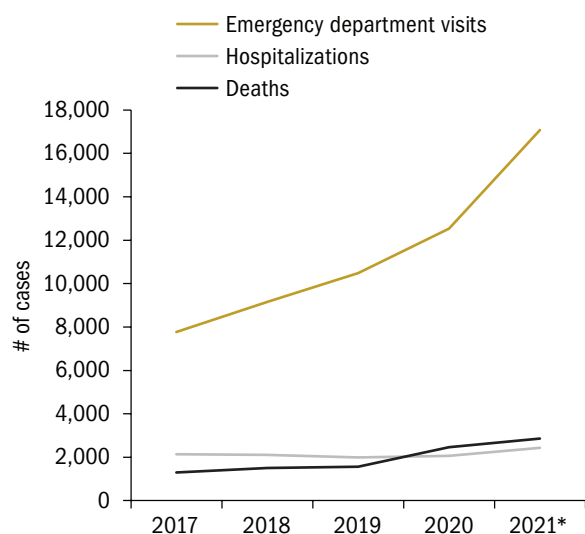
evaluation supports to its own staff, as well as to the overall public health sector. In 2021/22—the latest year for which information is available—this program area facilitated 70 professional development sessions to external clients and stakeholders.

This program also includes the Locally Driven Collaborative Projects (LDCP) program, which brings together public health units, along with academic and community partners, to collaboratively design and implement applied research and program evaluation projects on important public health issues of shared interest, and build new partnerships among participants. Examples of LDCP in prior years include a project to help public health units plan programs around substance abuse and harm reduction, and another project to identify lessons learned from the collection of sociodemographic data during the COVID-19 pandemic, as this data informs targeted improvement to address health inequities.

Informatics applies information and data science to public health practice, research and learning, enabling and bridging the use of technology and data to present critical information needed for effective public health decision-making. This team provides specialized and centralized supports for the governance, acquisition, synthesis, analysis, interpretation and presentation of data and information.

Figure 4: Emergency Department Visits, Hospitalizations and Deaths Related to Opioid Use in Ontario, 2017–2021

Source of data: Public Health Ontario



* According to Public Health Ontario, death data for 2021 should be considered as preliminary and is subject to change. Possible contributing factors to rising rates of opioid-related harm during the COVID-19 pandemic include increased stress, social isolation and mental illness, resulting in changes in drug use, and reduced accessibility of addiction, mental health and harm reduction services.

2.3 Organizational Structure and Accountability

2.3.1 Organizational Structure

Figure 5 shows Public Health Ontario’s program areas and senior management. Public Health Ontario’s office and main laboratory site is located in Toronto, with laboratory sites in 10 other cities across Ontario. As of August 2023, Public Health Ontario had 1,176 employees (just under 870 full-time equivalents), with 67% (792) of its employees working in laboratory sites across the province.

2.3.2 Governance and Accountability

The Agencies and Appointments Directive issued by the Management Board of Cabinet, an accountability framework for all board-governed provincial agencies, outlines the requirements of the reporting relationships between parties (see **Appendix 2** for more information). Public Health Ontario must adhere to this

accountability framework. The Chief Medical Officer of Health, a senior employee of the Ministry, also has the power to issue directives to the agency, as shown in **Figure 6**.

A memorandum of understanding (MOU) between the agency and the Ministry outlines accountability relationships, roles and responsibilities, and expectations for the operational, administrative, financial, staffing, auditing and reporting relationships. Public Health Ontario’s day-to-day operations are administered by the President and CEO, who reports to the agency Board of Directors. Public Health Ontario’s Board of Directors consists of a maximum of 13 voting members; each is appointed for a three-year term by the Lieutenant Governor in Council. According to the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007*, appointment of people to Public Health Ontario’s Board should consider persons with skills and expertise in areas covered by Public Health Ontario or in corporate governance, and include a person with expertise in public accounting or with related financial experience, and a lay person with demonstrated interest or experience in health issues. **Figure 7** shows that the agency’s Board of Directors consisted of 12 people, with one vacancy, as of June 2023.

2.3.3 Joint Liaison Committee

The Joint Liaison Committee was created by the Ministry in 2008, shortly after the agency was established, to address issues of mutual interest between the Ministry and Public Health Ontario, resolve issues, provide direction, and delegate and co-ordinate work. The Committee is co-chaired by either the Assistant Deputy Minister or the Chief Medical Officer of Health from the Ministry, as well as the Chief Executive Officer of Public Health Ontario. The Committee held its last meeting prior to 2017/18, and since then the Office of the Chief Medical Officer of Health and the Chief Executive Officer of Public Health Ontario have mutually agreed to liaise informally as needed.

In April 2020, the Office of the Chief Medical Officer of Health created the COVID-19 Public Health Measures Table, consisting of public health unit

Figure 5: Program Areas and Senior Management of Public Health Ontario, August 2023

Source of data: Public Health Ontario

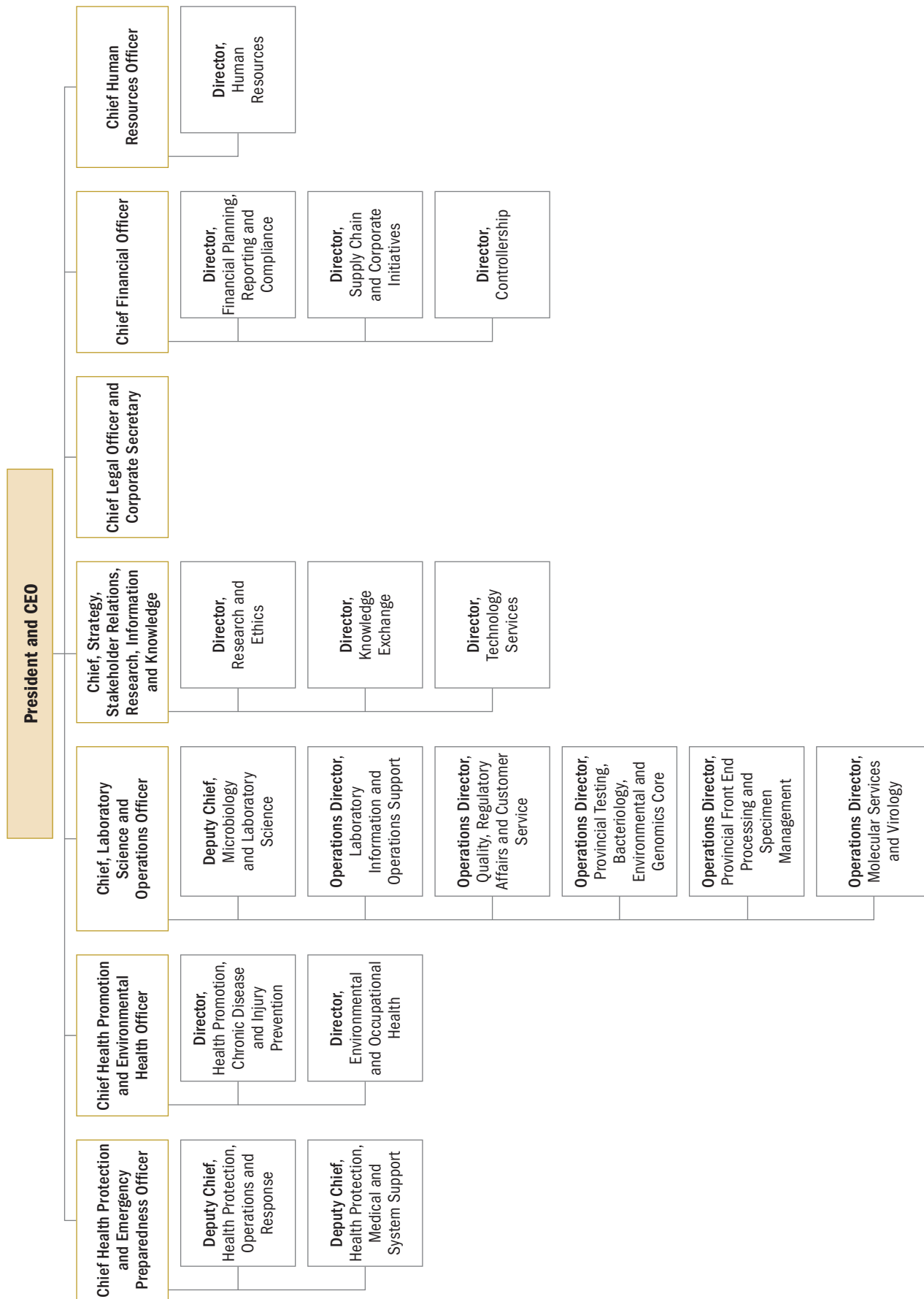
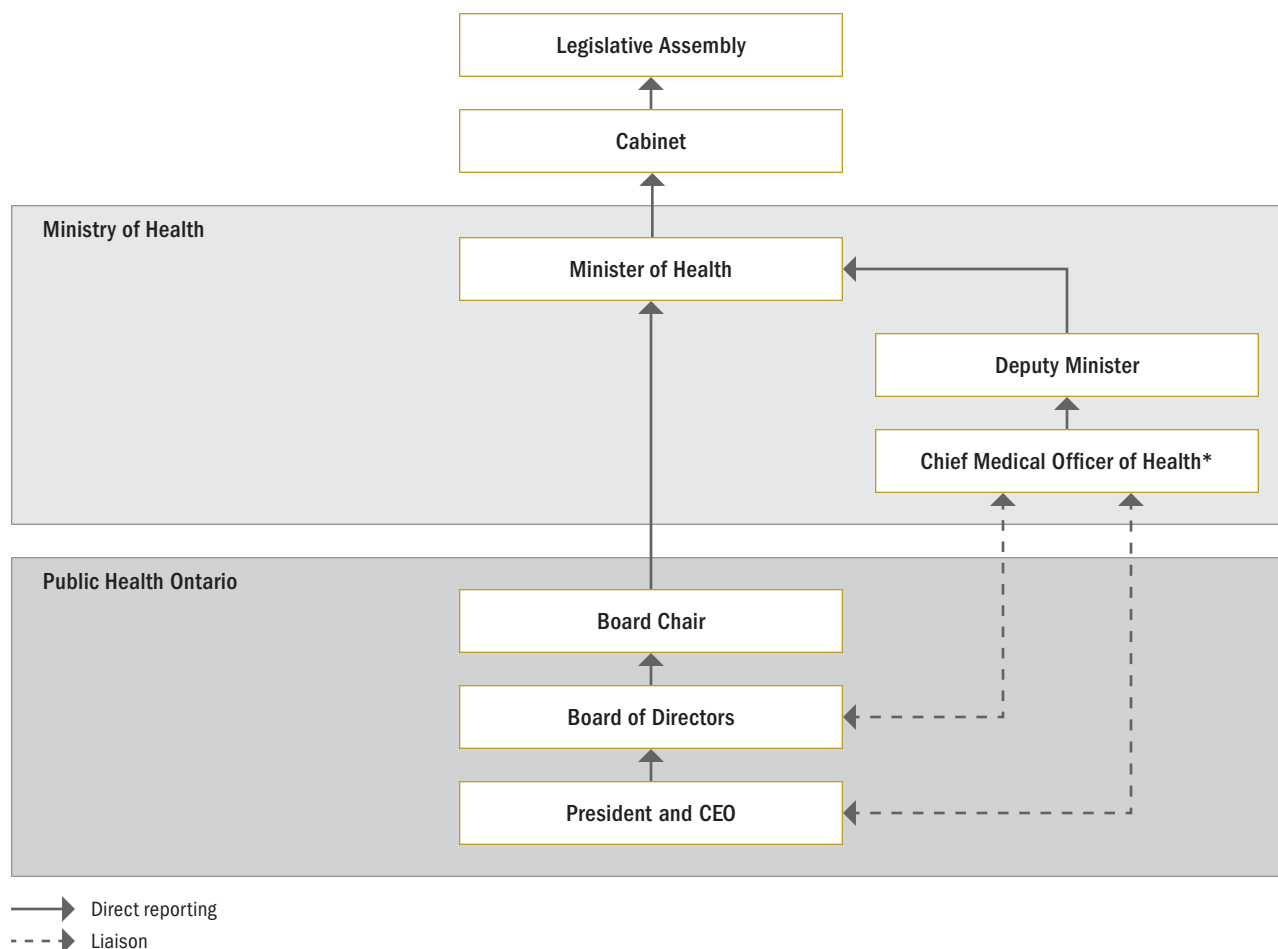


Figure 6: Accountability Framework for Public Health Ontario

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario



* The Chief Medical Officer of Health plays a liaison role between Public Health Ontario and the Ministry of Health, sitting as a non-voting member of the Board of Directors at Public Health Ontario, as well as a voting member on the Strategic Planning Standing Committee of the Board of Directors at Public Health Ontario to convey Ministry strategies and provincial priorities to Public Health Ontario. The Chief Medical Officer of Health also has the power to issue directives to Public Health Ontario.

representatives and Public Health Ontario, with the purpose of providing advice to the Chief Medical Officer of Health on public health measures that may be implemented to prevent or slow the transmission of COVID-19.

2.4 Financial Information

As shown in **Figure 8**, Public Health Ontario's expenditures were about \$222 million in 2022/23, an approximately 37% increase over the last five fiscal years. The increase was mainly attributable to

a temporary increase in testing volumes during the COVID-19 pandemic. In the last five years, 71% of the agency's actual expenditures related to its laboratory program, 18% related to science and public health programs, and the remaining 11% were for general administrative and amortization expenses.

Figure 9 shows funding provided to Public Health Ontario for the last five years. The Ministry is the primary funder of Public Health Ontario, providing about 94% of the agency's revenue. The agency also receives grants, mainly from the Canadian Institutes of Health Research, which averaged about \$1.8 million

Figure 7: Public Health Ontario Board of Directors as of June 30, 2023

Source of data: Public Health Ontario

Name	Board Position	Current/Most Recent Role
Helen Angus	Chair	Chief Executive Officer of AMS Healthcare, former Deputy Minister of Health
Dr. Isra Levy	Vice-Chair Chair, Governance and Human Resources Standing Committee ¹	Vice-President of Medical Affairs and Innovation, Canadian Blood Services
Ian McKillop	Member Chair, Strategic Planning Standing Committee ²	Associate Professor at University of Waterloo, School of Public Health Sciences
S. Ford Ralph	Member Chair, Audit Finance and Risk Standing Committee ³	Former Vice-President of Petro-Canada
Roxanne Anderson	Member	Senior Vice-President of Business Optimization and the Chief Financial Officer of the Victorian Order of Nurses
Harpreet Bassi	Member	Executive Vice-President, Strategy and Communications, Niagara Health
Cat (Mark) Criger	Member	Indigenous Elder, Traditional Teacher and Knowledge Keeper
William MacKinnon	Member	Former Chief Executive Officer of KPMG
Theresa McKinnon	Member	Former Partner at PwC Canada, Assurance
Rob Notman	Member	Trustee and former Board Chair of the Royal Ottawa Mental Health Centre
Dr. Andy Smith	Member	President and Chief Executive Officer of Sunnybrook Health Sciences Centre, Professor of Surgery at the University of Toronto
David Wexler	Member	Former Chief Human Resources Officer for the Vector Institute for Artificial Intelligence, FreshBooks, Syncapse, Alias Systems and the Canada Pension Plan Investment Board

1. The Governance and Human Resources Standing Committee supports the Board's commitment to and responsibility for the sound and effective governance of Public Health Ontario. This includes nominations for recommendation by the Board for appointment to the Board; appointment of Board members to committees; help with orientation and education of new directors to assist them in fulfilling their duties effectively; and support for the Board in its oversight of human resources policies and strategies.
2. The Strategic Planning Standing Committee provides reviews and advice on Public Health Ontario's strategic planning, performance measurement, quality assurance and stakeholder engagement processes, and monitors and advises it on progress against goals. The Chief Medical Officer of Health is part of this standing committee.
3. The Audit Finance and Risk Standing Committee ensures that Public Health Ontario conducts itself according to the principles of ethical financial and management behaviour and that it is efficient and effective in its use of public funds by overseeing Public Health Ontario's accounting, financial reporting, audit practices and enterprise risk management.

annually in the last five years. Ministry-provided base funding for Public Health Ontario has generally flatlined over the last 10 years, and decreased in 2019/20 just prior to the onset of the COVID-19 pandemic. While the Ministry has increased base funding subsequent to 2020/21, it still has not restored it to pre-pandemic levels.

2.5 Other Jurisdictions

In Canada, British Columbia's BC Centre for Disease Control and Quebec's Institut national de santé publique are close comparators to Public Health Ontario. The federal government's Public Health Agency of

Figure 8: Public Health Ontario Expenditures, 2018/19–2022/23 (\$000)

Source of data: Public Health Ontario

	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	% of Total Expenditures (2018/19–2022/23)
Public health labs	102,889	108,399	199,562	198,741	150,495	71
Science and public health programs	38,802	37,757	36,597	38,537	39,843	18
General and administrative	14,007	13,148	17,024	19,098	19,102	8
Amortization of capital assets	6,547	5,464	7,428	11,655	12,539*	3
Total	162,245	164,768	260,611	268,031	221,979	100

* Increased 92% over five years due to increase in capital acquisitions starting in 2020/21 due to COVID-19.

Figure 9: Public Health Ontario Funding, 2018/19–2022/23 (\$000)

Source of data: Public Health Ontario

	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	% of Total Funding (2018/19–2022/23)
Base operations¹	152,703	156,151	250,480	252,612	205,324	94
Base funding	152,703	153,114	148,563	151,282	150,683	60 ²
COVID-19 one-time funding ³	n/a	3,037	101,917	101,331	54,641	34 ²
Amortization of deferred capital asset contributions	6,547	5,464	7,428	11,655	12,539	4
Other grants	1,781	2,207	1,377	1,867	2,003	1
Miscellaneous recoveries	1,214	946	1,326	1,897	2,113	1
Total	162,245	164,768	260,611	268,031⁴	221,979	100

1. Increased revenue from 2019/20 to 2021/22 corresponds to increased operating expenditures due to Public Health Ontario's increased services to respond to COVID-19.
2. Covers fiscal years 2020/21 to 2022/23 only, as this represents the most significant time period for COVID-19 expenses, and represents three-year base funding and COVID-19 one-time funding as a percentage of base operations expenditures.
3. Public Health Ontario recognized COVID-19 revenue in its accounting records as related expenses were incurred.
4. Numbers do not add up due to rounding.

Canada, while similar to Public Health Ontario, is not governed by a board but rather overseen by the federal Minister of Health. **Appendix 3** shows a comparison of mandates and reporting relationships among these agencies.

3.0 Audit Objective and Scope

Our audit objective was to assess whether Public Health Ontario has effective systems and procedures in place to:

- deliver its mandate as set out in the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007*, which includes providing scientific and technical advice and support to identified clients, including the Ministry of Health and other relevant ministries and agencies, public health units, and health-care providers; delivering public health laboratory services; undertaking public health research; and advancing and disseminating knowledge, best practices and research, with the goal of protecting and promoting the health of the people in Ontario and reducing health inequities; and

- measure and publicly report on the quality and effectiveness of these activities.

In planning for our work, we identified the audit criteria (see **Appendix 4**) we would use to address our audit objective. These criteria were established based on a review of applicable legislation, policies and procedures, internal and external studies, previous reports from our Office, and best practices. Senior management at Public Health Ontario reviewed and agreed with the suitability of our objectives and associated criteria.

We conducted our audit between January 2023 and August 2023. We obtained written representation from Public Health Ontario management that, effective November 10, 2023, it had provided us with all the information it was aware of that could significantly affect the findings or the conclusion of this report.

At Public Health Ontario, we:

- reviewed applicable legislation and regulations as well as documents consisting mainly of financial information, contracts and agreements, policy and procedure manuals, annual business plans, annual reports, strategic plans and meeting minutes;
- interviewed senior management and program staff responsible for all program areas, selected former agency management staff, as well as the Board Chair;
- obtained and analyzed financial and operational data from Public Health Ontario systems; and
- observed laboratory operations and met with staff at four of the 11 public health laboratory sites, located in London, Orillia, Sudbury and Toronto.

At the Ministry of Health, we conducted the majority of our work at the Office of the Chief Medical Officer of Health, where we interviewed staff and senior management, and reviewed documents consisting mainly of briefing notes, agreements, funding letters and external review reports of Public Health Ontario conducted since 2016.

We interviewed medical officers of health or their delegates from eight of the province's 34 public health units, consisting of Eastern Ontario; Grey Bruce;

Kingston, Frontenac and Lennox & Addington; Niagara; Peel; Sudbury; Timiskaming; and Toronto, to better understand local interactions with and perspectives on Public Health Ontario. We selected these public health units based on their size, geographic location and issues identified through our research. We reached out to 18 public health units to obtain more information on their courier routes for laboratory samples and specimens that would be delivered to Public Health Ontario, of which 16 responded. We selected these public health units based on factors including their geographic location and whether they used the agency's or their own couriers. We also reviewed public-facing websites for all 34 public health units to identify locally developed knowledge products.

To assess the cybersecurity risks to Public Health Ontario, we met with and obtained data from the Cyber Security Division of the Ministry of Public and Business Service Delivery, which provides certain services to the agency.

To gain familiarity with emerging public health issues, we attended The Ontario Public Health Convention in March 2023. This conference was organized by Public Health Ontario for public health professionals.

In addition, we researched similar organizations in British Columbia and Quebec to identify best practices for public health agencies.

We conducted our work and reported on the results of our examination in accordance with the applicable Canadian Standards on Assurance Engagements—Direct Engagements issued by the Auditing and Assurance Standards Board of the Chartered Professional Accountants of Canada. This included obtaining a reasonable level of assurance.

The Office of the Auditor General of Ontario applies Canadian Standards on Quality Management and, as a result, maintains a comprehensive system of quality management that includes documented policies and procedures with respect to compliance with rules of professional conduct, professional standards and applicable legal and regulatory requirements.

We have complied with the independence and other ethical requirements of the Code of Professional Conduct of the Chartered Professional Accountants of

Ontario, which are founded on fundamental principles of integrity, objectivity, professional competence and due care, confidentiality and professional behaviour.

4.0 Detailed Audit Observations

4.1 Ministry of Health Has Not Leveraged Public Health Ontario Effectively to Achieve Its Full Intended Capacity and Potential to Improve the Health of Ontarians

4.1.1 Public Health Ontario Has Been Left Out of the Province's Decision-Making with Major Public Health Implications

Despite the mandate of Public Health Ontario to provide scientific and technical advice and support to clients working in government, public health, health care and related sectors, the agency was not consulted when the government made some of its decisions affecting public health, such as those relating to increased access to alcohol and gambling. As well, upon observing recent government decisions on increased access to alcohol and gambling, Public Health Ontario has not conducted independent research in these areas.

Increased Access to Alcohol and Gambling

The government's decision to increase access to alcohol in various settings, such as grocery stores and convenience stores, was first announced in 2015 and saw expansion in 2019 and 2023. In addition, the new legal Internet gaming market in Ontario has grown by an average of more than 50% in total wagers and gaming revenue each quarter since its launch in April 2022. According to iGaming Ontario, a total of 1.65 million player accounts were active over the course of the 2022/23 fiscal year; these players on average spent about \$70 per month.

Public Health Ontario representatives confirmed with us that government decision-makers have not consulted them on the health impacts of either of these decisions, which have implications on addictions and

mental health on a population level. We asked the Ministry of Health (Ministry) why it did not consult Public Health Ontario, and Ministry representatives explained that the Ministry of Finance made both of these decisions. It did not seek an assessment of the impacts on public health from the Office of the Chief Medical Officer of Health, which also did not conduct a health impact assessment on increased access to alcohol and gambling. The Ministry informed us that, instead, the Ministry of Finance, working with other partner ministries, engaged and consulted stakeholders, for example, the Centre for Addiction and Mental Health, to understand the potential impacts.

In these cases, the government did not fully leverage Public Health Ontario to provide expert advice on the potential population health impacts of policy decisions made. One of the legislated responsibilities of Public Health Ontario according to the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007* (Act) that created it, is “to inform and contribute to policy development processes across sectors of the health care system and within the Government of Ontario through advice and impact analysis of public health issues.” Our 2017 audit on Public Health: Chronic Disease Prevention highlighted the Health in All Policies approach, defined by the World Health Organization as an approach that considers how government decisions affect population health so that more accountability is placed on policy-makers. Our 2017 report recommended that the Ministry develop a process to integrate this approach into policy settings where appropriate, but this had not yet been fully implemented as of the time of this audit.

While these provincial policy changes affecting public health were occurring, Public Health Ontario did not prioritize publishing the state of the evidence in these areas. To illustrate, in relation to alcohol, a public health unit in October 2018 requested Public Health Ontario to answer a research question on the impact of increasing alcohol availability. However, instead of publishing an independently researched knowledge product that could establish Public Health Ontario's position on the state of the evidence, the agency compiled a list of existing journal articles and sent the

completed list directly to the public health unit in May 2019.

Similarly, we found that Public Health Ontario has not published any research on the health impact of problem gambling. In 2012, the agency published a knowledge product on the burden of mental illness and addictions in Ontario, but that product did not discuss problem gambling. We researched whether public health units had to independently develop knowledge products on problem gambling and found that six public health units—North Bay and Parry Sound, Ottawa, Peterborough, Sudbury, Toronto, and Windsor—had developed such research independently. Toronto Public Health explained in its report that studies have suggested an increase in problem or pathological gambling rates after gambling expansion, such as in Niagara where the rate increased from 2.2% to 4.4% one year after a casino opening. It also went on to note a consistent social impact from problem gambling, such as suicide and personal bankruptcy rates, with direct or indirect impacts on individuals and families.

We found that, unlike Public Health Ontario, other provinces have centrally developed knowledge products on problem gambling. For example, Quebec has made available centrally developed resources and knowledge products on the population health impact of problem gambling. Specifically, the Institut national de santé publique du Québec has on its website an interactive map that allows the public to quantify and visualize exposure and vulnerability to gambling in Quebec, and to support development of preventive initiatives and interventions to address these issues. Similarly, we found that British Columbia's Centre for Disease Control had included problem gambling on its website on substance use, indicating that a report was forthcoming.

Decisions Made During the COVID-19 Pandemic

Public Health Ontario was also not consistently consulted by the Province to provide scientific and technical advice in certain key decisions related to the COVID-19 pandemic.

According to the Act, one of the roles of Public Health Ontario is to provide scientific and technical advice, and operational support, to any person or entity in an emergency or outbreak situation that has health implications, as directed by the Chief Medical Officer of Health.

Our 2020 audit on COVID-19 preparedness and management, *Outbreak Planning and Decision-Making*, noted that Public Health Ontario played a diminished role in the COVID-19 pandemic, despite the agency being created in response to the SARS outbreak in 2003. Even when Public Health Ontario provided advice, such as on the recommended indicators and threshold triggers for lockdown, the Ministry of Health either did not fully follow this advice, or implemented the agency's advice much later than suggested.

Similarly, our 2022 audit on the COVID-19 Vaccination Program noted that Public Health Ontario was not represented on the COVID-19 Vaccine Distribution Task Force, where it felt that it could have contributed more scientific or technical expertise and support on vaccine distribution decisions.

4.1.2 Public Health Ontario's Role Has Continued to Diminish in the Public Health System, with Increased Reliance on One-Time Annual Funding

Public Health Ontario Could Not Fully Deliver Its Mandate, Citing Capacity and Funding Constraints

As noted in **Section 2.4**, in 2019/20, the Ministry reduced Public Health Ontario's base funding, replacing it with one-time annual funding. This was done because the Ministry at that time had assumed that its laboratory modernization plan would be implemented and that Public Health Ontario would be consolidated as part of Ontario Health. One-time funding makes it challenging for Public Health Ontario to plan for activities, as such funding is susceptible to being withdrawn. While the Ministry has increased base funding since 2020/21, it has still not restored it to pre-pandemic levels.

We found that, while the Ministry reduced Public Health Ontario's base funding assuming implementation of the laboratory modernization plan, the Ministry has not yet implemented this plan. We discuss this plan in greater detail in **Section 4.2.1**.

The Ministry also eventually did not consolidate Public Health Ontario into Ontario Health, as it had assumed it would. The government announced in 2019 that it would consolidate multiple health-care agencies and organizations, including Cancer Care Ontario, Trillium Gift of Life Network and all 14 Local Health Integrated Networks, within a single agency, known as Ontario Health. Ontario Health is responsible for planning and funding the health-care system, primarily in clinical settings, and ensuring health service providers have the tools and information to deliver quality care.

Despite both of these assumptions resulting in reduced base funding for Public Health Ontario, the Ministry has still not restored the agency's base funding to pre-pandemic levels, even though neither assumption was realized.

Our 2020 audit on COVID-19 preparedness and management, Outbreak Planning and Decision-Making, noted that, due to resource constraints, Ontario Health performed some tasks that were outlined in the Ontario Health Plan for an Influenza Pandemic as the responsibility of Public Health Ontario. These included co-ordinating laboratory testing for COVID-19 and analyzing provincial surveillance data.

Public Health Ontario explained to us that its budget has been flatlined for over 10 years, and has repeatedly raised this concern in its annual business plan, which it has submitted to the Ministry. While the Ministry provided Public Health Ontario with one-time COVID-19 funding between 2019/20 and 2022/23, this was strictly for use in the laboratory for COVID-19 testing, and little was added to fund the rest of the agency's mandate to support its growth, such as in environmental health, health promotion, and chronic disease and injury prevention.

As explained in **Section 2.3.2**, the relationship between Public Health Ontario and the Ministry is governed by provincial legislation and directives, but also

by a memorandum of understanding (MOU) that has not been updated since 2015. The Ministry and Public Health Ontario have continued to affirm the existing MOU since 2015 when new Board chairs and ministers have taken office. They informed us at the time of our audit that they were working on refreshing the MOU, with expected completion by the end of 2023.

Lack of Consistent Funding Puts the Continuation of Advisory Committee for Public Health Emergencies at Risk

In July 2020, the Province created the COVID-19 Science Advisory Table to provide emerging evidence and advice to the Ministry of Health to inform Ontario's response to the COVID-19 pandemic. Part of the impetus for this Table was that Public Health Ontario could not fully support the Province in providing synthesized evidence relating to the COVID-19 pandemic due to capacity constraints. The Table was external to Public Health Ontario, though one of the then vice-presidents of the agency was a co-chair. In July 2022, following direction from the Ministry of Health, Public Health Ontario became the permanent home of this Table. In September 2022, Public Health Ontario, building on the work of the Table, announced the establishment of the Ontario Public Health Emergencies Science Advisory Committee, an external advisory committee whose mandate is to enhance provincial capacity to respond to public health emergencies with the best available evidence.

The Ministry provided one-time funding of \$1.2 million in 2022/23 to the agency to establish and oversee this committee, but did not continue this funding in 2023/24. Public Health Ontario informed us that, as a result of the Ministry no longer providing funding, it was exploring options to scale back or dismantle the operations of this committee.

RECOMMENDATION 1

To enhance the clarity, relevance and value of Public Health Ontario's role in Ontario's public health system, we recommend that Public Health Ontario work with the Ministry of Health (Ministry) to:

- develop and implement a process to include Public Health Ontario’s review of evidence when developing provincial policy decisions that impact public health; and
- clarify the agency’s roles and responsibilities in the memorandum of understanding between the agency and the Ministry, especially with respect to Public Health Ontario’s role in relation to Ontario Health’s role.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation, and will work with the Ministry of Health to enhance and clarify our role within the public health system. While there are existing mechanisms in place for the Ministry to request support and advice from Public Health Ontario as needed, we recognize that there may be opportunity for improvement by formalizing a process specific to supporting provincial policy decisions. We also recognize the importance of clarifying the agency’s roles and responsibilities in the memorandum of understanding between Public Health Ontario and the Ministry, which, as noted in the report, is currently in the process of being refreshed.

RECOMMENDATION 2

To ensure that Public Health Ontario has sustainable resources required to deliver on the agency’s mandate effectively, we recommend that Public Health Ontario work with the Ministry of Health to develop a business case that addresses reallocation of one-time annual funding to base funding.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation to work with the Ministry of Health to reallocate its one-time annual funding to base funding for the agency.

4.1.3 Lack of Information Sharing on Priority Areas of Public Health Units Limits Public Health Ontario’s Ability to Centralize and Co-ordinate Work

Public Health Ontario obtains input from the Ministry and public health units, often through regular meetings, to inform its work. However, it does not have established information-sharing processes on what Ontario’s 34 public health units plan to do in terms of their program priorities and what research they would require that is best done centrally. Public health units report planned activities to the Ministry on an annual basis, but the Ministry does not share this information with Public Health Ontario. As a result, we found instances of fragmented responses to key public health issues and duplication of effort.

According to the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007*, the agency is tasked with the responsibility to “undertake, promote and coordinate public health research in cooperation with academic and research experts as well as the community.” About half of the requests made to Public Health Ontario between 2018/19 and 2022/23 to conduct consultations, answer scientific questions and deliver presentations came from public health units, and the number of these requests ranged from 413 to 1,023 requests per year. Despite this, Public Health Ontario does not receive important summarized information on public health units’ planned program activities for the upcoming year so as to proactively prepare and direct its own efforts.

In contrast, every year, the Ministry of Health requires all 34 public health units to submit an annual service plan that outlines how each public health unit plans on satisfying the Ontario Public Health Standards, which we explain in **Section 2.1**. This includes planned activities, such as seasonal flu clinics, and the vaccine clinics in schools that public health units deliver as part of their programs. However, as the Ministry does not share the priorities in these annual service plans with Public Health Ontario, the agency

cannot synthesize information from these annual service plans to effectively identify areas where it can provide the most value across all public health units, such as co-ordinating research efforts and developing knowledge products, including evidence briefs and literature reviews. One of the purposes of these is to give users synthesized and easy-to-understand evidence to help them design programs and support advancing public health policy, knowledge and best practices in Ontario.

We found that public health units had duplicated efforts in producing resources on public health topics. For example, as noted in **Section 4.1.1**, six public health units individually developed resource materials on problem gambling, with Public Health Ontario not having published any such materials centrally. Similarly, between 2016 and 2020, eight public health units individually developed local resources on mental health and made these resources public. While five of these public health units referenced Public Health Ontario materials for either data or publications, the remaining three did not reference the agency at all. Public Health Ontario last conducted a full literature review on the burden of mental health problems and addictions in 2012, over 10 years ago.

With respect to the agency-developed resource on mental health from 2012, we further found that Public Health Ontario's research did not cover some important areas that public health units needed and therefore had to produce on their own. This led to public health units duplicating efforts amongst themselves, a missed opportunity to have Public Health Ontario prepare one central report covering all these common topics. Specifically, public health units individually compiled data on the use of mental health services, suicide rates, emergency department visits, and community belongingness in the context of their own regions, while comparing these to the provincial scale. Public Health Ontario's knowledge products on mental health did not discuss any of these topics for public health units to reference and adapt to their communities.

A successful example of this type of centralization has been seen in the topic of alcohol consumption. Seven public health units created knowledge products

on low-risk alcohol consumption guidelines, and six out of the seven referenced the agency for either data or publications. In this instance, the majority of data references were taken from Public Health Ontario's snapshot of self-reported rates of exceeding the low-risk consumption guidelines, where individual public health units pulled the centralized data and informational pieces for use in their local context.

Nevertheless, Public Health Ontario has demonstrated the ability to partner with public health units and other stakeholders to produce knowledge products:

- In 2013, one year after its literature review on mental health, Public Health Ontario released a report in partnership with Toronto Public Health and the Centre for Addiction and Mental Health, which discussed how Ontario public health units were addressing child and youth mental health.
- Since 2012, Public Health Ontario has partnered with four public health units to become hub libraries, which provide library services to 22, or 65%, of the province's 34 public health units. Public health units may use the services of a hub library to promote knowledge exchange, which may be used for a variety of purposes, including to search for peer-reviewed journal articles and research done on a topic that a public health unit would want to build local resources on.

Agency representatives informed us that, as part of their strategic planning consultations in 2023, they heard feedback from some public health units that there is an interest in Public Health Ontario developing more centralized and shared services to avoid overlap and duplication of effort. Such services may include a repository of resources on topics of mutual interest. They added that the agency would be considering its role in this. In the meantime, librarians performing the search through this partnership are encouraged to check to see if any other librarians have done a similar search already. Neither Public Health Ontario nor the partnered libraries receive copies of completed health unit knowledge products, limiting the potential for information sharing and reduction of duplication of efforts.

RECOMMENDATION 3

To improve the cost-effectiveness and efficiency of generating public health research in Ontario, we recommend that Public Health Ontario work with the Ministry of Health and public health units to:

- evaluate the feasibility of a formal process to centralize public health research across all three pillars of the public health system in Ontario; and
- if the current process is kept, create a searchable research repository consisting of all public health journal articles and research products prepared by Public Health Ontario as well as individual public health units and share access to this repository with all public health units.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation, and recognizes that there are opportunities to gain efficiencies through centralized public health research activities. While Public Health Ontario already routinely produces knowledge products, including scientific reports and research publications, on a variety of public health topics, we will engage with the Ministry of Health and public health units to evaluate the feasibility of further centralization. With respect to the potential creation of a central research repository, Public Health Ontario will also explore this idea with the Ministry and our public health unit clients to determine if this would be a valuable resource to support their work.

4.1.4 Multiple Recommendations of the Agency's 2016 Mandate Review Still Not Implemented

In 2016, the Ministry commissioned a review of Public Health Ontario's mandate, as is required for board-governed agencies every six years under the Agencies and Appointments Directive (Directive), described in

Section 2.3.2. However, we found that the Ministry never shared the final report of this mandate review with Public Health Ontario, despite some of the recommendations being directed to the agency; many of the recommendations are still outstanding seven years later. When we asked the Ministry why it has withheld the final report, it informed us that it is common practice to not share final mandate review reports with provincial agencies. The Ministry noted that the recommendations in the final report directed toward Public Health Ontario were shared through other mechanisms and processes, including through the issuing of mandate letters. However, this did not give Public Health Ontario an opportunity to provide input into the mandate review process or address specific recommendations from this review.

The mandate review noted areas for improvement that spanned different areas including revising Public Health Ontario's mandate and refining the agency's activities and operations. Notably, the review recommended the following, which remain outstanding more than seven years later:

- the Ministry to update the MOU to incorporate the respective roles, responsibilities and accountabilities of Public Health Ontario with Ministry communications with the public;
- the Ministry to decide whether or not to amend the *Ontario Agency for Health Protection and Promotion Act, 2007* or develop a new regulation to clarify how the agency's services will be directed; and
- Public Health Ontario and the Ministry to confirm alignment of the agency's functions for supporting Ministry priorities and programs for health promotion and reducing health inequities.

Furthermore, as per the Directive, Public Health Ontario should have undergone another mandate review in 2022. However, the Ministry indicated to us that this was put on hold due to the COVID-19 pandemic, with no expected date for completion.

Mandate Letters Either Provided Late or Not Provided at All to Public Health Ontario, Contrary to Government Directive Requirement

Every year for the last six years (2018/19–2023/24), the Ministry has not complied with the Agencies and Appointments Directive requirement to provide Public Health Ontario with a mandate letter 180 days before the start of its fiscal year. The mandate letter is issued by the Minister of Health, and lays out the focus, priorities, objectives, opportunities and challenges that the Minister has set for the agency for the coming year. The Ministry transmitted Public Health Ontario's mandate letters as late as six days before the start of the next fiscal year in 2021/22, making it difficult for the agency to set priorities for its annual business and strategic plans, and not providing sufficient time to plan activities prior to the start of the fiscal year. When we asked the Ministry why it had not complied with this requirement, the Ministry acknowledged that the timing to issue mandate letters to Public Health Ontario had not always met the 180-day requirement due to competing public health demands and priorities. The Ministry also indicated that the Chief Medical Officer of Health routinely shares Ministry priorities with Public Health Ontario through Board and committee meetings to help inform the agency's development of its annual business plan.

As well, the Ministry did not provide a mandate letter to Public Health Ontario in 2019/20 or 2020/21. The Ministry's explanation was that it was planning for public health modernization (explained in **Section 2.1.1**), and the public health system could have potentially changed.

RECOMMENDATION 4

To allow Public Health Ontario to more effectively plan its activities, we recommend that the Ministry of Health:

- share any review reports with Public Health Ontario and follow up on the implementation of any outstanding recommendation at least on an annual basis; and

- provide annual mandate letters to the agency on a timely basis in accordance with the Agencies and Appointments Directive.

MINISTRY RESPONSE

The Ministry of Health agrees with this recommendation and will continue to work closely with Public Health Ontario to ensure that agency goals, objectives and strategic directions align with government's priorities and direction. This includes, but is not limited to, providing annual mandate letters to the agency in accordance with the Agencies and Appointments Directive and sharing any relevant review recommendations with Public Health Ontario and following up on the implementation on any outstanding recommendations on a timely basis.

4.2 Public Health Ontario Laboratory Not Operating Efficiently

4.2.1 Streamlining of 11 Public Health Ontario Laboratory Sites Not Yet Implemented

In addition to its main Toronto laboratory, Public Health Ontario has 10 regional laboratory sites across Ontario to provide regional coverage for public health units and hospitals. However, we found that some regional laboratory sites are unable to perform a large proportion of the tests on the samples and specimens they receive. The agency provided the Ministry with the recommendation to consolidate some of these laboratory sites, in 2017 and again in early 2023, based on factors that included test volume and productivity, stating that the consolidation can save \$6 million in its budget. Although a 2020 consultant report had reached similar conclusions, the Ministry had not approved the consolidation of these sites at the completion of our audit.

According to an internal agency document, from September 2021 to September 2022, three public health laboratory sites transferred out more than 90% of the non-COVID-19 tests they received. We expanded this analysis to include all laboratory tests, including

COVID-19, that Public Health Ontario laboratory sites received and performed from 2018/19 to 2022/23. As shown in **Figure 10**, we found that:

- regional laboratory sites were completing wide ranges of between 9% and 80% of the tests they received and transferring the remainder to other laboratory sites;
- three laboratory sites—Peterborough, Sault Ste. Marie and Sudbury—transferred between 80% and 91% of all tests to other sites; and
- Toronto was the largest receiver of these transfers, receiving about 19 million tests from regional laboratory sites, with the London site receiving the next most tests, at over four million tests.

The three laboratory sites that transferred between 80% and 91% of the tests they received each had operating costs ranging from \$5 million to \$10 million over the last five years.

Public Health Ontario explained to us that the reasons for these transfers could include capacity issues, lack of expertise or sufficient volume to maintain competency of laboratory personnel in a specific test, lack of equipment to conduct certain tests, or

efficiencies to achieve economy of scale. For example, only one of the 11 public health laboratory sites has the equipment necessary to test for *H. pylori*, a bacterium that affects the stomach.

In 2017, Public Health Ontario proposed a joint modernization plan to update its public health laboratory, collaboratively with Ministry staff at the request of the Deputy Minister, that would have resulted in:

- gradually closing six of its 11 public health laboratory sites (Hamilton, Kingston, Orillia, Peterborough, Sault Ste. Marie and Timmins), while maintaining coverage across the province through five geographic areas; and
- changing the types of tests offered at the Public Health Ontario laboratory that would remove 20 tests and restrict eligibility for 12 additional tests, as well as the gradual discontinuation of private drinking water testing.

According to the agency, this plan was needed to mitigate rising costs of repairs and upgrades in existing laboratory sites, and would result in a more efficient operating model to address issues such as sites needing to reroute the majority of samples and specimens they receive to other sites.

Figure 10: Number of Tests Received, Completed and Transferred Out by Public Health Ontario Laboratory Sites, 2018/19–2022/23

Source of data: Public Health Ontario

Laboratory Site	# Received ¹	# Completed	# Transferred Out	% Transferred Out
Sudbury	670,052	57,935	612,994	91
Sault Ste. Marie	251,953	87,116	223,915	89
Peterborough	839,389	192,579	668,436	80
Ottawa	3,163,981	1,578,148	2,034,978	64
Timmins	415,938	276,814	203,773	49
Hamilton	2,769,143	1,484,913	1,301,497	47
Thunder Bay	1,027,948	603,753	433,203	42
London	4,211,543	3,224,316	1,199,701	28
Kingston	1,695,958	3,240,155 ²	366,121	22
Orillia	1,044,555	1,599,189 ²	213,330	20
Toronto	19,040,243	22,785,785 ²	233,173	1

1. Refers to the laboratory location that originally logged the sample or specimen in the laboratory information system; includes those tests that hospital and community laboratories and public health units send to this location.
2. Number of laboratory tests completed is greater than number of laboratory tests received mainly due to additional tests that other regional laboratory sites transferred to these laboratory sites.

The most recent iteration of this modernization plan, presented by Public Health Ontario to the Ministry in January 2023, included the same plan to consolidate sites, but instead focused on discontinuing its testing for *H. pylori*, which is not a disease of public health significance, and again recommended the gradual discontinuation of private drinking water testing. This updated plan also showed that current test volumes per full-time-equivalent staff ranged widely between all 11 existing sites, from 775 in Timmins to 13,523 in Hamilton.

A 2020 laboratory facilities report by a private-sector consultant commissioned by the Ministry of Government and Consumer Services (now the Ministry of Public and Business Service Delivery) and Infrastructure Ontario had findings consistent with Public Health Ontario's proposed plan, and made identical recommendations with respect to Public Health Ontario laboratory sites. Our 2020 audit on COVID-19 preparedness and management, Laboratory Testing, Case Management and Contact Tracing, recommended that the Ministry of Health immediately review Public Health Ontario's laboratory modernization plan, and consult with the agency to determine and provide the level of base funding that would allow the agency to fulfill its mandate.

Despite this, at the time of our audit, the Ministry of Health was still in the process of obtaining necessary internal approvals for the plan. We asked the Ministry why the plan was not yet implemented; it informed us that in the 2019 Ontario Budget, the government committed to modernize Ontario's public health laboratory system by developing a regional strategy. However, implementation of this plan was put on hold due to the construction of the new London public health laboratory, as well as increased capacity required from all Public Health Ontario laboratory sites for COVID-19.

RECOMMENDATION 5

To more efficiently deliver public health laboratory services, we recommend that Public Health Ontario, in conjunction with the Ministry of Health, update and implement a plan within 12 months to streamline public health laboratory operations.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation, and will continue to work in conjunction with the Ministry of Health to update the plan to streamline and modernize the agency's laboratory operations. Upon receipt of Ministry approval to proceed, Public Health Ontario will commence the phased implementation of the plan. We will work closely with our stakeholders throughout the implementation process to communicate changes in service delivery and minimize service disruptions.

4.2.2 Courier Services That Deliver Samples and Specimens Do Not Cover All Regions of the Province

Primary-care clinicians, hospitals and public health units are just some examples of places that send specimens (such as blood, phlegm and stool) to Public Health Ontario laboratory sites across the province for testing. Private citizens also send samples (such as well water) to these sites. Public Health Ontario co-ordinates courier services that pick up and deliver samples and specimens, most of which are sensitive to time and temperature during transit, to and from these locations as well as among its own network of 11 public health laboratory sites. For example, in the five-year period between 2018/19 and 2022/23, 21% of the tests received by public health laboratory sites were transported to other public health laboratory locations for testing.

Over the last five years, Public Health Ontario has relied on a roster of up to 18 courier companies to transport samples and specimens, and has established formal contracts with four of them. Currently, there are two contracted couriers providing the majority of these services to the agency. One company covers the Greater Toronto Area, southwestern Ontario and eastern Ontario; the other company focuses on Northern Ontario. Public Health Ontario engaged the other courier companies on its roster only when needed, such as to supplement any shortfalls of the two contracted courier companies.

Public Health Ontario's spending on courier services has increased by \$1.6 million, or 99%, in the last five years. The majority of this increase is attributable to the change in market pricing for this specialized service, and the remainder is attributable to an 8% increase in overall test volumes over the same period. In 2022/23, Public Health Ontario spent about \$3.8 million on courier services for samples and specimens, up from \$1.9 million in 2018/19, as shown in **Figure 11**.

We could not determine whether Public Health Ontario's courier services fully cover all primary-care clinician offices and hospitals that send samples and specimens to the public health laboratory, because the total number of these collection sites is not readily available. We found, however, that Public Health Ontario does not provide courier services to nine, or 26%, of the 34 public health units. We surveyed these nine public health units, and another random sample of nine geographically dispersed public health units that use Public Health Ontario's contracted courier, of which seven responded. We noted the following:

- Five of the nine public health units that do not use Public Health Ontario's courier were not even aware that this service exists; these public health units therefore had to co-ordinate their

own couriers to send samples and specimens to the public health laboratory.

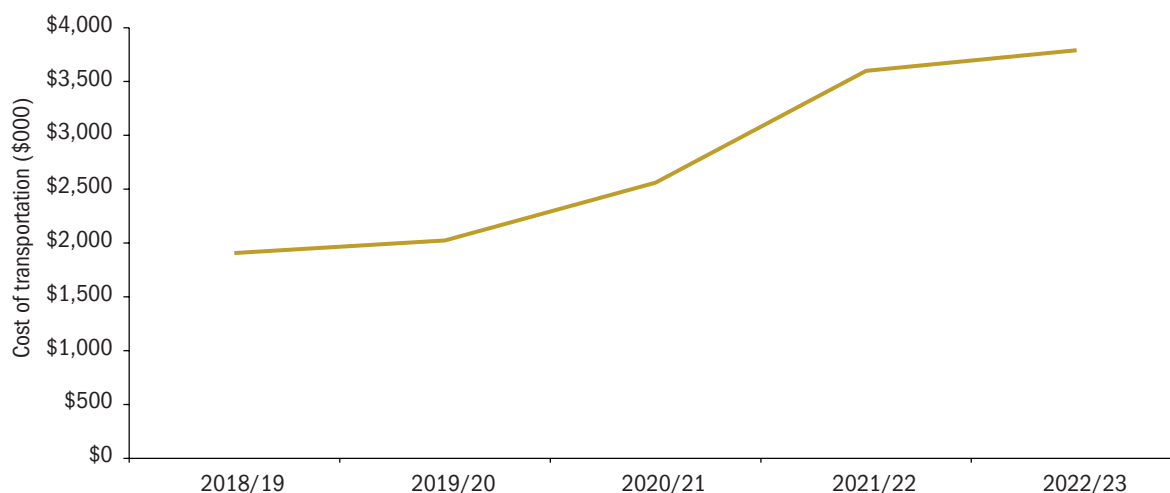
- Of the public health units that use the agency's courier, some cited challenges with the courier services including delayed, missed and/or infrequent pickups; this can sometimes result in samples and specimens being rejected by the public health laboratory as they did not arrive within the time frame required for testing. Public Health Ontario and some public health units also have had to use external couriers to cover the shortfalls of the current courier routes so that samples and specimens can be delivered on time to be suitable for testing.

RECOMMENDATION 6

To achieve better value for money for the province's use of couriers for the public health laboratory, we recommend that Public Health Ontario, in conjunction with the Ministry of Health, consult with all public health units to determine whether centrally procured courier services for laboratory samples and specimens would be beneficial, and make centrally co-ordinated courier services available to all public health units.

Figure 11: Public Health Ontario Courier Expenses for Transportation of Laboratory Samples and Specimens, 2018/19–2022/23

Source of data: Public Health Ontario



PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation, and recognizes the importance of better value for money with respect to laboratory courier services across the public health sector. We will work with the Ministry of Health, public health units and other partners, including the Ontario Laboratory Medicine Program, to determine the feasibility of making centrally co-ordinated courier services available to all public health units, including a collaborative procurement approach.

4.2.3 Some Laboratory Tests for Diseases of Public Health Significance Not Offered at the Public Health Laboratory

Public Health Ontario provides surveillance of communicable diseases based on data it collects through its laboratory or obtains from other sources. It provides over 270 tests, and is often the only laboratory in Ontario to test for certain diseases, for example, HIV. Providing comprehensive laboratory tests to detect and identify diseases of public health significance in its role as the provincial public health laboratory is therefore critical to effectively protect the health of Ontarians. We compared testing menus from Public Health Ontario to those of other provincial health agencies, and found some examples of tests not done through public health laboratories for diseases of public health significance, such as certain types of testing for latent tuberculosis, and wastewater testing that can identify COVID-19 transmission in geographic areas.

Interferon Gamma Radiation Assay for Latent Tuberculosis

One of Public Health Ontario's legislated responsibilities is "to provide scientific and technical advice and support to the health care system and the Government of Ontario in order to protect and promote the health of Ontarians and reduce health inequities." Despite this, we found that the Public Health Ontario laboratory does not offer a test that is specifically beneficial for the

detection of latent tuberculosis in at-risk populations such as Indigenous communities and foreign-born populations.

Latent tuberculosis is a dormant form of tuberculosis, meaning the person does not feel sick or have symptoms, but has the potential to progress to active tuberculosis later in life due to weakened or compromised immune systems. Approximately 15% of people with latent tuberculosis progress to the active disease, which is preventable, as latent tuberculosis can be treated with antibiotics, through shared decision-making between the health-care providers and patients. Statistics from the Government of Canada showed that in 2020, there were 1,772 cases of active tuberculosis in Canada, with more than 80% of these cases found in foreign-born individuals and Indigenous people.

In Ontario, the only publicly funded test to detect latent tuberculosis is a skin test, which public health units and other health-care clinics conduct. Another testing method—interferon gamma release assay (IGRA)—involves blood testing done by laboratories. The last Ministry guidelines on tuberculosis, from 2018, stated that Ontario was assessing the use of IGRA in select communities. However, at the time of our audit, this test was still not publicly funded across Ontario. IGRA is currently available in Ontario at one children's hospital under specific eligibility, as well as selected private laboratories at a cost of around \$90 per test to the patient. Public Health Ontario's laboratory currently does not perform any laboratory tests to detect latent tuberculosis.

Public Health Ontario published a report in 2019 that looked at testing for tuberculosis infection using IGRA as compared to the conventional skin testing method. The report did not look into the estimated costs of delivering IGRA versus the skin test method, but noted the pros and cons of each method as follows:

- The conventional skin test method requires a second clinic visit 48 to 72 hours after the first, which may result in patients, especially those living in rural and northern communities, not making that follow-up visit.

- IGRA is more specific to obtain the right diagnosis but also costlier due to the need for new equipment, training and processing time.
- IGRA requires specimens to be processed within a specific window of time after collection; Public Health Ontario's laboratory does not have co-located facilities to support timely blood specimen collection and submission for assay testing, though one commercially available test can be processed up to 53 hours after specimen collection.

The agency has not more recently analyzed the full costs and benefits of IGRA versus the skin test to detect latent tuberculosis, and does not have plans to do so in the near future. Such an analysis could include the potential impact of not diagnosing and treating someone with latent tuberculosis. For instance, a recent study, using data obtained at a treatment centre in Ontario as well as two other centres in Canada, found that the median cost to treat patients with tuberculosis infection was \$804 for the most easily treatable varieties and ranged as high as \$119,014 for highly drug-resistant tuberculosis infections.

In contrast, the British Columbia Centre for Disease Control has co-ordinated with hospitals to offer IGRA for the diagnosis of latent tuberculosis. It controlled for some of the limitations of this test, such as time from sample collection to processing, by co-ordinating sample collection times with lab availability, to ensure that samples will be tested before spoiling.

Wastewater Testing

Public Health Ontario does not perform wastewater testing in Ontario, which can identify COVID-19 transmission in geographic areas and supplement other clinical data sources. Currently, wastewater testing is led by the Ministry of the Environment, Conservation and Parks, through its Wastewater Surveillance Initiative. Through this initiative, laboratory tests are conducted through 13 different Ontario universities, as well as the Public Health Agency of Canada's National Microbiology Laboratory.

In contrast, the British Columbia Centre for Disease Control collects samples two to three times a week for testing from wastewater treatment plants in urban

regions across British Columbia, to identify respiratory pathogens such as influenza and COVID-19. At the time of our audit, the Ministry of Health informed us that it was working collaboratively with Public Health Ontario to develop a proposal for a public health model for wastewater surveillance in Ontario.

RECOMMENDATION 7

To help ensure the public health laboratory in Ontario applies current and best practices to conduct surveillance on diseases of public health significance, we recommend that Public Health Ontario, together with the Ministry of Health:

- perform a jurisdictional scan to compare public health laboratory test menus;
- conduct a cost/benefit analysis on the tests not conducted by the public health laboratory in Ontario to determine whether the alternative tests would yield more accurate and timely results; and
- develop a plan to incorporate new tests into the Ontario public health laboratory test menu.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation, and will work with the Ministry of Health to ensure that our test menu supports the evolving public health needs and ensures fiscal responsibility. We will continue our work to finalize the public health laboratory test menu for Ontario, which will be informed by a jurisdictional scan of other public health laboratory test menus in Canada and the findings of test cost/benefit analyses.

4.3 Weaknesses in Corporate Procurement Policy and Lack of Enforcement, Resulting in Poor Procurement Governance

The Ontario Public Service Procurement Directive (Directive), developed by the Management Board of Cabinet in March 2019, sets out the responsibilities of organizations throughout the procurement process. The purpose of the Directive is to ensure that goods

and services are acquired through an open, fair and transparent process, to reduce purchasing costs, and to ensure consistency in the management of procurement. Public Health Ontario's internal corporate procurement policy, originally drafted in July 2010 and last updated in November 2022, is based on this Directive.

During our audit, we reviewed details of procurement projects that were active as of May 31, 2023, and examined a sample of them. We found that Public Health Ontario did not always follow its own corporate procurement policy, which contributed to weaknesses in procurement governance and could have prevented the agency from achieving value for money. From 2018/19 to 2022/23, Public Health Ontario spent, on average, \$207 million per year in goods and services to operate its laboratory and deliver its science and public health programs.

4.3.1 Agency Staff Purchased Goods and Services from Vendors Using Purchasing Cards Rather than Procuring Them Competitively

We found that Public Health Ontario's laboratory staff were using purchasing cards (P Cards) in ways that are contrary to their intended purposes. As a result, we found instances where the agency did not acquire goods or services through an open, fair and transparent process.

According to the agency's procurement policy, P Cards are "primarily used for low value purchases" and may only be used for individual purchases valued under \$5,000 (or \$10,000 for senior staff) that are "not recurring transactions with a single vendor." The policy further clarifies that "a series of reasonably related transactions shall be considered as a single transaction for purposes of determining the required approval and authority levels." At the time of our audit, the agency had issued P Cards to 126 of its staff, 68 of whom were responsible for laboratory operations.

The corporate procurement policy further states that program areas are required to work with the procurement team "to assist in the planning and coordination of all procurement activities." However, the agency has not been enforcing this requirement. In fact, laboratory staff at Public Health Ontario can

procure goods and services on their own without having to go through the procurement team.

We found that staff from various laboratory sites at Public Health Ontario were using their P Cards to make recurring purchases of laboratory and health-care supplies from the same vendor between 2018/19 and 2022/23. Although the individual purchases were under \$5,000, the cumulative value of the recurring transactions exceeded \$25,000—the amount above which purchases must be procured competitively according to procurement policies. As shown in **Figure 12**, we found that from 2018/19 to 2022/23, Public Health Ontario staff made almost 17,000 transactions on their P Cards with 30 different vendors, for a combined purchase value of over \$11 million over five years. Over \$4 million of this amount related to purchases from two vendors. According to Public Health Ontario, the use of P Cards is required for purchases below \$5,000 in the User Guide for the Vendor of Record arrangement with the top vendor. The User Guide was prepared by the then Ministry of Government and Consumer Services (now Ministry of Public and Business Service Delivery), Ontario Shared Services and Supply Chain Ontario. As a result, its staff have to follow this User Guide, resulting in recurring transactions using their P Cards. Regarding the second vendor, agency staff told us that, until recently, it accepted only P Cards as payment. Excluding the top two vendors, annual transaction values ranged from \$25,133 to \$222,283. Agency staff purchased laboratory equipment and supplies on a recurring basis from these vendors using their P Cards, when they should have instead procured these supplies and equipment competitively.

Our review of the individual transactions found that this practice, although limited to the agency's laboratory operations, was widespread across several laboratory sites. For example, in 2022/23, 35 staff across various laboratory sites cumulatively made 1,339 recurring purchases of medical laboratory and health-care supplies from a single vendor totalling over \$554,000. This is equivalent to an average of 39 recurring transactions per staff member for that year alone. According to Public Health Ontario, these recurring P Card transactions were done in accordance

Figure 12: Top 10 Vendors by Total Value of Recurring Transactions Charged to Purchasing Cards (P Cards) and Totals for All 30 Vendors, 2018/19–2022/23

Source of data: Public Health Ontario

Vendor #	# of Years with P Card Charges >\$25,000	Value of Charges (\$)		# of Charges	
		Total	Avg. per Year	Total	Avg. per Year
Top 10 Vendors					
1	5	2,789,087	557,817	6,669	1,334
2	3	1,381,694	460,565	1,349	450
3	5	1,037,100	207,420	1,955	391
4	3	666,848	222,283	882	294
5	5	622,895	124,579	1,350	270
6	5	485,805	97,161	294	59
7	5	475,601	95,120	963	193
8	4	408,235	102,059	523	131
9	4	360,486	90,121	387	97
10	5	352,095	70,419	479	96
All 30 Vendors					
1-30	1-5	11,104,934	3,286,409	16,961	4,111

with the User Guide for the agency's arrangement with this vendor. We noted that the agency's P Card guidelines state that they are used to acquire goods and services that are not required frequently. According to Public Health Ontario, it has to follow this User Guide as opposed to its own procurement policy. This practice was also not limited to a single year. As shown in **Figure 12**, recurring P Card purchases exceeded \$25,000 in all the five years we analyzed.

The agency's finance team explained that for low-dollar and low-risk routine purchases, laboratory operations used P Cards instead of going through competitive procurement in these circumstances either because they needed to acquire the goods urgently, or, in cases where a contract existed between the agency and the vendor, because the contract did not cover the goods they needed. Additionally, they used P Cards for low-dollar and low-risk routine purchases when they needed to source from an alternative vendor if there were unforeseen supply shortages with the existing vendor. The dollar value of these recurring purchases, whether taken per year or cumulatively over the five years, should have required staff to

procure the goods and services competitively, either by soliciting quotes from at least three vendors or requesting bids from vendors. In either process, the procurement would have resulted in formal contracts with the chosen vendors, stipulating deliverables, payments and performance monitoring. However, because these transactions were made through P Cards, the agency's procurement team was not involved in these procurements, even though the team is responsible for monitoring the agency's compliance with both internal and public-sector procurement policies. At the time of our audit, the finance team did not periodically review P Card use across the agency to identify recurring transactions for which central procurement might be used without the need to use P Cards.

Our review of individual P Card limits noted that six of the cards have spending limits that range from \$35,000 to \$60,000, and one card has a limit of \$200,000 specifically for urgent COVID-19 pandemic-related purchases. According to Public Health Ontario, these exceptions were granted to meet operational needs resulting from the pandemic.

4.3.2 Vendor Progress and Performance Not Measured or Monitored

We found that Public Health Ontario does not have a formal process to track vendor performance and non-compliance, and does not always evaluate whether vendors have accomplished deliverables before it makes payment. As a result, procurement staff cannot easily verify, as part of their responsibilities to manage contracts, whether the vendor's work has been completed satisfactorily and whether the vendor met agreed upon terms before making payments.

Public Health Ontario's corporate procurement policy does not outline how to periodically monitor vendor performance and how to resolve matters of poor performance or non-compliance, even though the Directive outlines that vendor performance must be managed and documented, and any performance issues must be addressed.

Nonetheless, over half of the contracts we reviewed included requirements for the vendor to submit mandatory quarterly activity reports to Public Health Ontario that reflect all activities pertaining to the provision of goods and services. We requested copies of these reports submitted to Public Health Ontario for all contracts we reviewed, but the agency could not provide these reports for any contracts in our sample.

We also found that over half of the contracts we reviewed required the creation of a Contract Management Committee with representatives from Public Health Ontario and the vendor. The contract terms require the committee to meet regularly and conduct quarterly or semi-annual reviews of the vendors' fulfillment of the deliverables. We requested minutes of committee meetings; the agency informed us that the committees, though mentioned in the contracts, were never struck or acted upon. As a result, these reviews had not been completed at the time of our audit.

The procurement team told us that they regularly met with program staff to review contracts and discuss procurement issues, and that they had not identified performance issues with any of the vendors in our sample. However, they could not provide us with supporting documentation for 35% of our sample. In all

cases where the agency provided us with documentation, the communication between procurement staff and program area staff centred around clarification about contract terms and renewal options, with no discussion of the vendor's performance.

We noted that, as of May 31, 2023, 43 vendors had between two and seven active contracts with Public Health Ontario, with one vendor accounting for \$32 million in contracts. The value of the contracts with just these 43 vendors totalled \$108 million, which comprised 78% of the total value of all active contracts at the time. The multiple contracts with certain vendors highlight the importance of having a system in place to monitor and document vendor performance across different contracts.

The consequences of not monitoring vendor performance were evident in 2022 when Public Health Ontario paid a consulting firm almost \$50,000 to conduct a survey of staff to assess burnout, and recommend policies and practices to address agency staff burnout resulting from the COVID-19 pandemic. At the conclusion of the contract, the vendor recommended that Public Health Ontario develop initiatives to help staff become involved with self-help activities such as exercise and meditation. The vendor also recommended that the agency implement policies that would provide staff with sufficient time off to allow meaningful recovery from work stress. However, the agency already had these initiatives and policies in place at the time; it had provided the consultant with its existing initiatives and policies, but the consultants still made these recommendations. With proper vendor performance monitoring, this lapse would have been identified earlier, thereby preventing the redundant recommendations.

The lack of vendor performance tracking also hinders Public Health Ontario's ability to review its history with vendors to help inform its decision-making process when engaging a vendor for a new project. In our review of a sample of contracts, we noted that in 73% of cases, there was no discussion of the vendors' historical performance with the agency or evidence of reference checks to inquire about other organizations' past experience with the vendors. For example, four

of the contracts we reviewed, with a combined value of over \$32 million, were awarded to one vendor. The contracts had effective dates between March 2020 and April 2022 for terms of three to over six years. None of the documentation for any of the four contracts discussed the vendor's historical performance.

RECOMMENDATION 8

To help ensure that Public Health Ontario is using taxpayer money to procure goods and services in an open and transparent manner and is receiving value for money, we recommend that Public Health Ontario:

- review the use of purchasing cards at least on an annual basis to identify recurring transactions with vendors, and take corrective actions as necessary;
- monitor that payments to vendors are made only when goods and services have been satisfactorily delivered and within the contract ceiling price;
- evaluate vendor progress and performance in accordance with contract terms; and
- develop and implement a process to include evaluation results in the consideration of vendor selection in future projects.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation. Prior to the pandemic, we had initiated a purchasing card (P Card) project to reduce P Card usage in Laboratory Operations. The project, which was paused during the COVID-19 pandemic, was restarted in April 2023 and is now expected to be completed by February 2024. Public Health Ontario also plans to augment our procurement practices to ensure that processes are in place to evaluate vendor progress and performance. We will develop and implement a risk-based vendor performance framework to support these processes.

4.4 Public Health Ontario Has No Succession Plan in Place for Specialized Management Roles

Public Health Ontario does not have a formal succession plan in place to identify when key roles may need to be filled, such as in the case of retirement. This leaves Public Health Ontario at risk of being without senior leadership and/or key specialized roles for long periods before the positions are filled, potentially affecting its ability to appropriately respond to public health risks, especially during times of emergency.

The agency employs a wide variety of specialized roles, such as medical laboratory technologists, public health physicians, epidemiologists, clinical microbiologists, scientists and more. The scientific and technical advice Public Health Ontario provides to its clients is dependent on having a skilled workforce and anticipating any changes in these highly specialized roles, so that the agency can continue to carry out its mandate without any setbacks.

The impact of not having a succession plan was felt during the COVID-19 pandemic, when between April 2020 and September 2021, Public Health Ontario lost its President and CEO, Chief Health Protection Officer, and Chief of Microbiology and Laboratory Science all in the span of 17 months. Except for the President and CEO role, which was filled temporarily by an existing executive, these positions were filled by promoting internal senior leaders at a time when Public Health Ontario was looked to for leadership. The position of President and CEO was filled in July 2022, more than two years after its temporary holder took on the role.

In its 2017/18 annual business plan, Public Health Ontario outlined a strategic direction to continue to improve employee engagement, which included piloting a succession planning process for senior leadership positions. Work on this had begun in 2019 prior to the pandemic, specifically with the laboratory, such as developing guiding documents to support the succession planning process. More recently, in its 2020/23 strategic plan, Public Health Ontario outlined a

goal to build leadership capacity, by developing and implementing a proactive approach to workforce and succession planning that enhances diversity and inclusion and improves continuity and consistency of services. At the time of our audit, Public Health Ontario had not fully realized this goal.

Public Health Ontario also does not track which senior leadership or specialized positions have had a successor identified internally, and has not set a target for when a successor should be identified before an anticipated departure. Further, the agency does not have a formal process to identify which staff, including those in senior leadership or specialized positions, are about to retire and therefore would leave a position vacant or without effective leadership. During our audit, in June 2023 the agency's new Chief of Health Promotion and Environmental Health Officer assumed the full responsibilities of the position only after a transition period that had begun with her predecessor's retirement in January 2023. The predecessor's retirement was known from May 2022, at which point a formal public recruitment began. However, this role required an experienced public health physician executive, and there was a limited pool of qualified candidates. Although the successful candidate accepted the position in March 2023, the responsibilities of the position were still being covered by agency executives for an additional three months, during which the successful candidate was transitioning to her new role.

Other jurisdictions have targeted goals in their strategic plans and annual reports for the proportion of prioritized positions they want to have a successor identified for internally. For example, Quebec's Institut national de santé publique has a stated objective to anticipate the retirement of staff members whose expertise plays a key role in the pursuit of the institute's mission, and to develop succession plans to offset the impact of such departures by focusing on the full potential of its personnel. The Quebec institute targeted 60% of its prioritized positions to have an internal successor identified in 2020/21.

RECOMMENDATION 9

To better prepare Public Health Ontario in continuing to deliver its mandate with the support of skilled staff and management, we recommend that Public Health Ontario:

- conduct an analysis to determine when senior positions and specialized roles are expected to become vacant;
- identify and develop potential talent from within the organization, or identify the need to recruit;
- develop and track key performance indicators that support succession planning; and
- develop and implement a succession plan for senior leadership and specialized roles.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation. We are currently in the process of developing a new human resources strategy, which will include a focus on succession planning for the organization and will incorporate the elements described in the recommendation.

4.5 Continuous Improvement Efforts Needed to Collect Better Data on Performance Indicators

4.5.1 Public Health Ontario's Performance Indicators Mostly Measure Output Volume Instead of Client Satisfaction or Service Quality

Public Health Ontario establishes performance indicators as well as targets in its annual business plans; however, these indicators mostly focus on quantifying the output of the agency's operational activities rather than client satisfaction and actual performance of its core activities, making it difficult for the agency to demonstrate that it has been effective in meeting the needs of its clients.

As early as 2018/19, Public Health Ontario acknowledged in its annual report that the performance of public health organizations is often difficult to assess quantitatively. The agency noted that it continued to explore new approaches to performance measurement to incorporate additional impact, value and outcome considerations. Its 2018 peer review also recommended that the current performance indicators could be reoriented to capture service quality rather than focusing largely on volume of services delivered. However, the agency has made little progress on this. It stated in its 2021/22 annual report that it did not advance this work substantively due to focusing on requirements relating to the COVID-19 pandemic.

At the time of our audit, Public Health Ontario was tracking performance indicators that are mostly volumetric. These include the number of knowledge products published on the agency's website, the number of visits to the agency's online data and analytic tools, and the number of scientific and technical support activities and data requests completed in response to clients and stakeholders.

With respect to measuring client satisfaction, the only performance indicator where satisfaction is directly measured is the percentage of professional development sessions achieving a client/stakeholder rating of at least 3.5 out of 5. The agency noted that it also measures the quality of its core activities and services through indicators of the percentage of laboratory tests completed within the target turnaround time that it has established, and the percentage of multi-jurisdictional outbreaks of diseases of public health significance that it assesses for further investigation within one day of being notified. In our view, these are indirect measures of client satisfaction. Public Health Ontario also noted that it frequently receives client feedback; however, these results are not shared publicly.

The agency informed us that, historically, it has conducted client satisfaction surveys via third-party marketing firms on a two-year cycle, with its last survey completed in 2016. Since then, the agency has

not sought these services due to government-imposed expenditure constraints.

In contrast, the Institut national de santé publique du Québec reported on more client-focused performance indicators such as clients' satisfaction with the usefulness of the institute's scientific productions to support them in their work, and satisfaction with its support for intervention with public health departments in the event of a public health threat (for more examples of these indicators, see **Appendix 5**).

Public Health Ontario informed us that it last fully reviewed its performance indicators during the development of its 2014–19 strategic plan. At that time, the agency reframed the performance scorecard reported in its annual reports to better align with its strategic direction. While it continues to review them on an annual basis, it plans to conduct its next full review of organizational performance measurement when it develops its next strategic plan, covering 2024–29.

4.5.2 Public Health Ontario Does Not Track or Report on Performance of Several Key Functions or Programs

Public Health Ontario's suite of performance indicators do not cover all its key functions, for example, the performance of its research ethics committee, environmental and occupational health program consults, or the agency's Locally Driven Collaborative Projects, explained in **Section 2.2.5**.

Public Health Ontario has contracts with 26 public health units to perform ethics reviews for local research these health units plan and conduct. According to the World Health Organization's Tool for Benchmarking Ethics Oversight of Health-Related Research with Human Participants, among the criteria research ethics committees should select to evaluate is time from a project application's submission to its approval. Public Health Ontario confirmed with us that it had not established clear definitions for the submission date of a project application for the purposes of tracking turnaround time.

We reviewed ethics reviews conducted by Public Health Ontario's research ethics committee for public health units from 2017/18 to 2022/23 using the date of receipt or, in lieu of that, the earliest indicated date, and found that on average it completed the reviews in seven weeks, ranging from one week to 18 weeks. When asked why this was not reported as a performance indicator, the agency informed us that it was still in the process of determining an appropriate performance indicator for ethics reviews, as the time it takes to grant approval may vary due to the quality of the application, including missing information or necessary follow-up with the applicants.

We looked to other public health agencies, and found that the joint ethics review board for Health Canada and the Public Health Agency of Canada reported on its review board turnaround time, citing an average of 42 days (six weeks) in 2021/22 from time of application submission to approval, and this was reported in its ethics review board's annual report. Tracking this metric and publicly reporting on it may allow Public Health Ontario to identify education opportunities for the agency to train public health units on best practices relating to the development of project applications, and a demonstrated record of efficiency will help as the agency works toward bringing the remaining public health units into agreements for its services.

4.5.3 Public Health Ontario Does Not Track or Report Uptake of Its Services by Public Health Issue

Between 2020/21 and 2022/23, Public Health Ontario on average received about 1,630 requests annually from all clients, including public health units, which represent about 50% of those requests. The agency internally tracks the number of requests by the responsible lead program areas that handle them, but not by public health issue. Tracking and reporting on incoming requests by public health issue, such as alcohol, cannabis, dental health, food safety and healthy eating, could help the agency better inform and advise the Ministry on the most topical issues on which public health units require assistance from Public Health Ontario throughout the year, which would in turn provide the Ministry with a more complete picture of public health events that require intervention throughout the year across all three pillars of the public health system.

As shown in **Figure 13**, between 2020/21 and 2022/23, Public Health Ontario's "health protection" was assigned as the lead program area for most of these requests, which includes communicable diseases, emergency preparedness and response. The high volume of requests in this program area likely corresponded with the COVID-19 pandemic and can

Figure 13: Lead Program Areas Where Public Health Ontario Received Requests from All Clients, 2020/21-2022/23

Source of data: Public Health Ontario

Lead Program Area	2020/21	2021/22	2022/23
Health Protection ¹	1,540	1,441	980
Environmental and Occupational Health	216	120	122
Health Promotion, Chronic Disease and Injury Prevention	77	35	57
Laboratory ²	126	115	49
Other ³	11	7	14
Total	1,970	1,718	1,222

1. Includes communicable diseases, emergency preparedness and response, infection prevention and control and antimicrobial stewardship.

2. Reflects the requests made primarily by public health units and the Ministry of Health; separate from support requests to the laboratory customer support centre.

3. Includes knowledge exchange and communications, strategy stakeholder relations, and legal and privacy.

be readily linked to that public health issue. However, program areas such as “environmental and occupational health” and “health promotion, chronic disease and injury prevention” cover a wide range of potential public health issues and yield less specific information to inform the full scope of issues raised by requestors. Public Health Ontario noted that the title and description of the request can be filtered for key words. However, this is not done regularly, and can result in inconsistency.

In addition, the agency reports publicly only on total volume of outputs but does not break down the total into program areas. For example, one of its performance indicators is “responses to client and stakeholder requests,” which includes all program areas.

RECOMMENDATION 10

To increase its value and impact on public health units and other clients, we recommend that Public Health Ontario:

- conduct a jurisdictional scan of key performance indicators used by other public health agencies, focusing on those that measure client satisfaction;
- establish and collect data on key performance indicators that are focused on client satisfaction and outcomes;
- update the request tracking database to categorize requests according to public health issue, and report on this in its annual report; and
- publicly report on key performance indicators, including those that relate to client and stakeholder requests, broken down by program areas.

PUBLIC HEALTH ONTARIO RESPONSE

Public Health Ontario accepts the recommendation. As described in the report, we intend to complete a fundamental review of organization-wide performance measurement as part of the implementation of our new Strategic Plan for 2024–29. We will use that review as an opportunity to introduce additional performance indicators that are focused on client satisfaction and outcomes, informed by a jurisdictional scan of performance indicators used by other public health agencies. We also plan to make updates to our request tracking database at the start of the next fiscal year, which will enable reporting on client request performance indicators broken down by the lead program area and public health issue.

4.6 IT Governance and Operations of Public Health Ontario

We examined Public Health Ontario’s information technology (IT) controls and processes related to user account management, cybersecurity and software management. Due to the nature of these findings and so as to minimize the risk of exposure for Public Health Ontario, we provided relevant details of our findings and recommendations directly to Public Health Ontario. Public Health Ontario agreed with the recommendations and committed to implementing them.

Appendix 1: Diseases of Public Health Significance under the *Health Protection and Promotion Act*

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario

Disease	Communicable ¹	Virulent ²
Acquired immunodeficiency syndrome (AIDS)	✓	
Acute flaccid paralysis		
Amebiasis	✓	
Anaplasmosis		
Anthrax	✓	
Babesiosis		
Blastomycosis	✓	
Botulism	✓	
Brucellosis	✓	
<i>Campylobacter</i> enteritis	✓	
Carbapenemase-producing Enterobacteriaceae infection or colonization	✓	
Chancroid	✓	
Chickenpox (varicella)	✓	
<i>Chlamydia trachomatis</i> infections	✓	
Cholera	✓	✓
<i>Clostridium difficile</i> infection outbreaks in public hospitals	✓	
Creutzfeldt-Jakob disease, all types	✓	
Cryptosporidiosis	✓	
Cyclosporiasis	✓	
Diphtheria	✓	✓
Diseases caused by a novel coronavirus, including severe acute respiratory syndrome (SARS), Middle East respiratory syndrome (MERS) and coronavirus disease (COVID-19)	✓	
<i>Echinococcus multilocularis</i> infection	✓	
Encephalitis, primary, viral	✓	
Encephalitis, post-infectious, vaccine-related, subacute sclerosing panencephalitis, unspecified		
Food poisoning, all causes	✓	
Gastroenteritis, outbreaks in institutions and public hospitals	✓	
Gonorrhea	✓	✓
Group A streptococcal disease, invasive	✓	
Group B streptococcal disease, neonatal		
<i>Haemophilus influenzae</i> disease, all types, invasive	✓	
Hantavirus pulmonary syndrome	✓	
Hemorrhagic fevers, including Ebola virus disease, Marburg virus disease, Lassa fever, and other viral causes	✓	✓
Hepatitis A, viral	✓	
Hepatitis B, viral	✓	
Hepatitis C, viral	✓	

Disease	Communicable ¹	Virulent ²
Influenza	✓	
Legionellosis	✓	
Leprosy	✓	✓
Listeriosis	✓	
Lyme disease		
Measles	✓	
Meningitis, acute, including bacterial, viral and other	✓	
Meningococcal disease, invasive	✓	
Mumps	✓	
Ophthalmia neonatorum		
Paralytic shellfish poisoning	✓	
Paratyphoid fever	✓	
Pertussis (whooping cough)	✓	
Plague	✓	✓
Pneumococcal disease, invasive	✓	
Poliomyelitis, acute	✓	
Powassan virus		
Psittacosis/ornithosis	✓	
Q fever	✓	
Rabies	✓	
Respiratory infection outbreaks in institutions and public hospitals	✓	
Rubella	✓	
Rubella, congenital syndrome	✓	
Salmonellosis	✓	
Shigellosis	✓	
Smallpox and other orthopoxviruses, including monkeypox	✓	✓
Syphilis	✓	✓
Tetanus	✓	
Trichinosis	✓	
Tuberculosis	✓	✓
Tularemia	✓	
Typhoid fever	✓	
Verotoxin-producing <i>E. coli</i> infection, including hemolytic uremic syndrome (HUS)	✓	
West Nile virus illness		
Yersiniosis	✓	

1. An illness caused by pathogenic microorganisms, such as bacteria, viruses, parasites or fungi; can spread from the environment or from one person to another.

2. A pathogen's or microorganism's ability to cause damage to a host, such as a human.

Appendix 2: Mandatory Requirements for Board-Governed Agencies per Agencies and Appointments Directive

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario

Requirement	Details
Directives	<ul style="list-style-type: none"> • Must comply with all Treasury Board/Management Board of Cabinet (TB/MBC) directives whose application and scope cover board-governed agencies, unless exempted
Mandate reviews	<ul style="list-style-type: none"> • Required once every six years
Mandate letter	<ul style="list-style-type: none"> • Provided to the agency in time to influence business plan, no later than 180 calendar days prior to the start of the agency's next fiscal year
Business plan	<ul style="list-style-type: none"> • Must be submitted to Minister no later than one month before the start of the provincial agency's fiscal year • Must be Minister approved • Must be submitted to Chief Administrative Officer or executive lead three months prior to the beginning of the agency's fiscal year
Annual Report	<ul style="list-style-type: none"> • Must be submitted to Minister: <ul style="list-style-type: none"> • no later than 120 calendar days after the provincial agency's fiscal year-end, or • where the Auditor General is the auditor of record, within 90 calendar days of the provincial agency's receipt of the audited financial statement • Minister must approve within 60 calendar days of the Ministry's receipt of the report • The Ministry must table an agency's annual report in the Legislative Assembly within 30 days of Minister's approval of the report
Compliance attestation	<ul style="list-style-type: none"> • Chairs of board-governed agencies must send a letter to the responsible Minister, at a date set by annual instructions, confirming their agency's compliance with legislation, directives and accounting and financial policies • To support the Chair, Chief Executive Officers of provincial agencies should attest to the Chair that the provincial agency is in compliance with mandatory requirements
Public posting	<ul style="list-style-type: none"> • MOU, business plan and annual report must be made available to the public on a government or provincial agency website within 30 calendar days of Minister's approval of each • Agency mandate letter must be made available to the public on a government or provincial agency website at the same time as the agency's business plan • Expense information for appointees and senior executives must be posted on a government or provincial agency website
Memorandum of understanding (MOU)	<ul style="list-style-type: none"> • Must have a current MOU signed by the Chair and Minister • Upon a change in one of the parties, an MOU must be affirmed by all parties within six months
Risk assessment evaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Ministries are required to complete risk assessment evaluations for each provincial agency • Ministries must report high risks to TB/MBC on a quarterly basis
Financial audit	<ul style="list-style-type: none"> • Financial statements must be audited and reported based on meeting audit threshold criteria

Appendix 3: Jurisdictional Scan of Public Health Agencies in Canada

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario

	Canada: Public Health Agency of Canada	British Columbia: BC Centre for Disease Control	Quebec: Institut national de santé publique du Québec
Mandate and function	<ul style="list-style-type: none"> • Contributes to disease and injury prevention and health promotion. • Enhances sharing of surveillance information and knowledge of disease and injury. • Provides federal leadership and accountability in managing public health events. • Strengthens intergovernmental collaboration and facilitates national approaches to public health policy and planning. • Serves as a central point for sharing public health expertise across Canada and with international partners, and for using this knowledge to inform and support Canada's public health priorities. 	Provides surveillance, detection, prevention, treatment, policy development, and health promotion programming to promote and protect the health of British Columbians.	Offers expertise and support to Quebec's Ministre de la Santé and the health sector.
Governing document(s)	<i>Public Health Agency of Canada Act, 2006</i> <i>Department of Health Act, 1996</i> <i>Quarantine Act, 2005</i> <i>Human Pathogens and Toxins Act, 2009</i>	<i>Societies Act, 2015</i> Provincial Health Services Authority (Authority) Constitution and By-Laws	<i>The Act respecting Institut national de santé publique du Québec, 1998</i>
Organization type	Agency	Non-profit/Agency	Agency
Governed by Board	No	Yes—part of the Authority	Yes

	Canada: Public Health Agency of Canada	British Columbia: BC Centre for Disease Control	Quebec: Institut national de santé publique du Québec
Reporting relationship	<p>The President is the deputy head of the agency and reports to the Minister of Health.</p> <p>As part of the agency, the Chief Public Health Officer provides the Minister of Health and the President of the agency with scientific public health advice.</p>	<p>The Vice President, Population and Public Health, is the lead for the agency and reports to the CEO of the Authority.</p> <p>The CEO of the Authority reports to the Authority's Board Chair.</p> <p>The Board Chair of the Authority is the interface between the CEO and the Minister.</p> <p>The Provincial Health Officer reports to the Ministry of Health and is external to the agency but works with it on disease control, health protection and population health.</p>	<p>All Board members, including the Président-directeur général and Chair of the Board, are appointed by the government.</p> <p>The Board reports to the Minister.</p> <p>The province's Directeur national de santé publique reports to the sous-ministre à la Santé et aux Services sociaux and is external to the agency.</p>
Board appointment process	Governor-in-Council appointment	Appointed by the government	Appointed by the government
# of full-time-equivalent employees	4,565	444	666

Appendix 4: Audit Criteria

Prepared by the Office of the Auditor General of Ontario

-
1. Effective governance and accountability structures are in place and operating to ensure Public Health Ontario operates cost-effectively.
-
2. Public Health Ontario's role in Ontario's public health system is clearly defined, and understood by its clients, stakeholders and the public.
-
3. Public Health Ontario has access to and collects relevant data and provides timely and objective data analyses and advice to its clients that meet their needs.
-
4. Public Health Ontario has effective processes in place to support public health units in developing programs and capacity to help deliver public health services locally, and seeks to identify opportunities for minimizing duplication of efforts in the public health system and achieving efficiencies in the laboratory system.
-
5. Public Health Ontario has resources available to fulfill its mandate and allocates and uses them efficiently and effectively.
-
6. Performance measures and targets are established, monitored and compared against actual results to ensure that the intended outcomes are achieved, and are publicly reported.
-
7. Processes are in place to identify areas of improvement and to operate more efficiently and effectively, and changes are made on a timely basis.
-

Appendix 5: Institut national de santé publique du Québec Examples of Strategic Objectives Performance Measures, 2021/22

Source of data: Institut national de santé publique du Québec

	Indicators	Target (%)
Participate in relevant legislative and governmental processes	Rate of participation in parliamentary committees and selected public consultations	80
Support public departments in their regional partnerships	Response rate to requests for support from public health departments in health impact assessment	90
Support public health actors in integrating knowledge into their practices	Client satisfaction rate on the usefulness of scientific productions to support clients in their work	95
Continuously capture the needs of regional partners	Satisfaction rate regarding support for intervention with public health departments in the event of a threat to the health of the population	90
Deliver scientific products in a timely manner for decision-makers	Rate of compliance with the deadlines set out in the charter of prioritized projects	80



Office of the Auditor General of Ontario

20 Dundas Street West, Suite 1530
Toronto, Ontario
M5G 2C2
www.auditor.on.ca

Ministry of the Environment,
Conservation and Parks

Drinking Water and Environmental
Compliance Division, Eastern Region
Cornwall Area Office

113 Amelia Street
Cornwall ON K6H 3P1
Tel.: 613-933-7402
Fax: 613-933-6402

Ministère de l'Environnement, de la Protection de
la nature et des Parcs

Division de la conformité en matière d'eau potable
et d'environnement, Direction régionale de l'Est
Bureau de Cornwall

113, rue Amelia
Cornwall ON K6H 3P1
Tél.: 613-933-7402
Télééc.: 613-933-6402



Ms. Josée Brizard
Chief Administrator Officer/Clerk
The Corporation of the Nation Municipality
958 Route 500 West
Casselman, ON K0A 1M0

Dear: Ms. J. Brizard,

Re: **2023-24 Inspection Report for the Limoges Drinking Water System**

Please find enclosed a copy of the final inspection report for the Limoges Drinking Water System.

Section 19 of the Safe Drinking Water Act (Standard of Care) creates a number of obligations for individuals who exercise decision-making authority over municipal drinking water systems. Please be aware that the Ministry has encouraged such individuals, particularly municipal councillors, to take steps to be better informed about the drinking water systems over which they have decision-making authority. These steps could include asking for a copy of this inspection report and a review of its findings. Further information about Section 19 can be found in "Taking Care of Your Drinking Water: A guide for members of Municipal Council" found under on the Ontario website at <https://www.ontario.ca/page/taking-care-your-drinking-water-guide-members-municipal-councils>

The format of the enclosed report has been updated, and you will note that the non-compliance and/or non-conformance items are now detailed at the beginning of the report and if found, will cite due dates for the submission of information, procedures or plans to my attention. All questions that were assessed are included in the Inspection Details Section.

In order to measure individual inspection results, the Ministry has established an inspection compliance risk framework based on the principles of the Inspection, Investigation & Enforcement (II&E) Secretariat and advice of internal/external risk experts. The Inspection Rating Record (IRR), provides the Ministry, the system owner

and the local Public Health Units with a summarized quantitative measure of the drinking water system's annual inspection and regulated water quality testing performance. IRR ratings are published (for the previous year) in the ministry's Chief Drinking Water Inspector's Annual Report.

If you have any questions or concerns regarding the rating, please contact Shannon Hamilton-Browne, (Acting) Water Compliance Supervisor, at (613) 808-4255.

Thank you for the assistance during the inspection. Please do not hesitate to contact me if you have any questions or concerns about the attached report.

Sincerely,



Jean-François Durocher
Bilingual Water Inspector
Drinking Water and Environmental Compliance Division
Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP)
Cornwall Area Office
Phone: 613-363-5149
E-mail: jean-francois.durocher@ontario.ca

cc: Nicholas Pigeon, Nation Municipality – Director of Water and Wastewater, Overall Responsible Operator
Sébastien Mainville, Nation Municipality – Supervisor of Water and Wastewater, Operator
Sébastien Cadieux, Nation Municipality – Senior Water and Wastewater Operator, Compliance Officer
Rami Basha, Eastern Ontario Health Unit (EOHU) – Program Manager (Prescott Russell Cluster)
Sandra Mancini, South Nation Conservation Authority – Team Lead Engineer
Shannon Hamilton-Browne, Ministry of Environment, Conservation and Parks (MECP) –Water Inspections Programs Supervisor (Acting), Cornwall/Ottawa SDWB

TABLE OF CONTENTS

DRINKING WATER INSPECTION REPORT 01- 42

APPENDICES

APPENDIX A REFERENCE MATERIAL
APPENDIX B INSPECTION RISK RATING (IRR)



LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
Physical Address: 269 LIMOGES RD, , THE
NATION, ON K0A 2M0

INSPECTION REPORT

System Number: 260006841
Entity: CORPORATION DE LA
MUNICIPALITE DE LA NATION
Inspection Start Date: January 22, 2024
Inspection End Date: March 01, 2024
Inspected By: Jean-Francois Durocher
Badge #: 1440



(signature)

INTRODUCTION

Purpose

This unannounced, detailed inspection was conducted to confirm compliance with Ministry of the Environment, Conservation and Parks' (MECP) legislation and conformance with ministry drinking water policies and guidelines.

Scope

The ministry utilizes a comprehensive, multi-barrier approach in the inspection of water systems that focuses on the source, treatment, and distribution components as well as management and the operation of the system.

The inspection of the drinking water system included both the physical inspection of the component parts of the system listed in section 4 "Systems Components" of the report and the review of data and documents associated with the operation of the drinking water system during the review period.

This drinking water system is subject to the legislative requirements of the Safe Drinking Water Act, 2002 (SDWA) and regulations made therein, including Ontario Regulation 170/03, "Drinking Water Systems" (O. Reg. 170/03). This inspection has been conducted pursuant to Section 81 of the SDWA.

This inspection report does not suggest that all applicable legislation and regulations were evaluated. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.

Facility Contacts and Dates

The drinking water system is owned by The Corporation of The Nation Municipality and operated by The Corporation of The Nation Municipality.

The system serves an estimated population of 3,000 and is categorized as a Large Municipal Residential System.

Information reviewed for this inspection covered the time period between January 1, 2023, to December 31, 2023.

The water inspector met with Nicholas Pigeon, Director of Water and Wastewater, Sébastien Mainville, Water and Wastewater Manager (acting) and Sébastien Cadieux, Compliance Coordinator for Water and Wastewater, as part of the inspection process.

Systems/Components

All locations associated with primary disinfection were visited as part of this inspection. The following sites were visited as part of the inspection of the drinking water system:

- Limoges Water Treatment Plant (Limoges Rd.)
- Well No.1 (Russland Rd.)
- Well No. 2 (Russland Rd.)

An outstation is a component of a drinking water system that is not located at either a water treatment plant or a well supply and is generally not associated with primary treatment, for example reservoirs, booster stations, and re-chlorination facilities located within the distribution system. Outstations may be visited on a rotational basis as part of a ministry inspection. This inspection included the inspection of:

- Forest Park Reservoir and Pumphouse (Maple Grove Rd.)
- Rechlorination facility (Indian Creek and Grant Road.)

Permissions/Approvals

This drinking water system was subject to specific conditions contained within the following permissions and/or approvals (please note this list is not exhaustive) at the time of the inspection in addition to the requirements of the SDWA and its regulations:

Municipal Drinking Water Licence No. 179-102 Issue No. 5

Drinking Water Works Permit No. 179-202 Issue No. 3

Schedule C: Authorization to Alter the Drinking Water System No. 179-202 Issue No. 2

Permit To Take Water No. 1106-968LAR

NON-COMPLIANCE

This should not be construed as a confirmation of full compliance with all potential applicable legal requirements. These inspection findings are limited to the components and/or activities that were assessed, and the legislative framework(s) that were applied. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.

If you have any questions related to this inspection, please contact the signed Provincial Officer.

RECOMMENDATIONS

This should not be construed as a confirmation of full conformance with all potential applicable BMPs. These inspection findings are limited to the components and/or activities that were assessed, and the legislative framework(s) that were applied. It remains the responsibility of the owner to ensure compliance with all applicable legislative and regulatory requirements.

If you have any questions related to this inspection, please contact the signed Provincial Officer.

INSPECTION DETAILS

This section includes all questions that were assessed during the inspection.

Ministry Program: DRINKING WATER | **Regulated Activity:** DW Municipal Residential

Question ID	DWMR1000000	Question Type	Information
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Does this drinking water system provide primary disinfection?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): This drinking water system provides for both primary and secondary disinfection and distribution of water.			

Question ID	DWMR1007000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (1);			
Question: Is the owner maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner was maintaining the production well(s) in a manner sufficient to prevent entry into the well of surface water and other foreign materials. Well No.1 is located inside its own well supply building and the well casing extends more than 15 cm above the floor. The No. 2 well is maintained in a manner sufficient to prevent the entry of surface water and other foreign materials (located within a shelter). <ul style="list-style-type: none"> - The well casing is sealed with a proper vermin-proof cap. - The annular space is sealed to prevent entry of surface water or foreign material. - Surface drainage does not collect or pond in the vicinity of the well. - The well casing is 40 cm above surface. - Air vents are screened and extend above the surface at a sufficient distance. - Both wells [No. 1(which is also in a building), and 2] are all located within a fenced compound that is locked. 			

Question ID	DWMR1009000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Are measures in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with any MDWL and DWWP issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Measures were in place to protect the groundwater and/or GUDI source in accordance with the Municipal Drinking Water Licence and Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA. Condition 16.2.7, 16.2.8 and 16.2.9 of Schedule B of the Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 requires the owner to include procedures for well inspection and maintenance as a component of the facility's operations manual. The owners have incorporated an extensive and detailed monthly and six-month (bi-annual) maintenance program for both production wells (Well No.1 and No.2). The owner has also updated their Standard Operating Procedure (SOP) for the wells if the water quality were to deteriorate. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1010000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Are trends in source water quality being monitored?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Trends in source water quality were being monitored. Source water quality parameters such as pH, temperature, color, turbidity and alkalinity are monitored and trended to assist in the treatment process.			

Question ID	DWMR1014000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Is there sufficient monitoring of flow as required by the MDWL or DWWP issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): There was sufficient monitoring of flow as required by the Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA. Condition 2.1 of Schedule C of Municipal Drinking Water Licence (MDWL) No. 179-102 Issue			

No. 5 issued June 18, 2021, requires that continuous flow measurement and recording shall be undertaken for:

2.1.1 The flow rate and daily volume of treated water that flows from the treatment subsystem to the distribution system.

2.1.2 The flow rate and daily volume of water that flows into the treatment subsystem.

The conditions were met through the use of following flow meters:

- Two raw water flow meters (one flow meter at each well) monitoring the water being taken from the production wells.
- A flow meter at the low lift pump for monitoring process water
- A backwash pump flow meter
- A treated water flow meter monitoring the treated water leaving the WTP (high lift discharge).

The Limoges DWS is taking on average ~ 902 m³/day, from Well 1 and Well 2 which is 43.4% of the allowed maximum taking of 2,080 m³/day allowed under the Permit To Take Water Number (PTTW) No. 1106-968LAR issued April 12, 2013. The average taking during the previous inspection was 1,019 m³/day.

The highest taking of water was recorded on May 31, 2023, with raw water taking of 1,962 m³/day (94.3% of limit).

Trends in water quantity/taking are monitored through raw water and treated water flows. The demands for water are consistent year-round. If there is a drastic increase in demand in any given time, the municipality is advised and investigates. No concerns identified.

Question ID	DWMR1015000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);</p>			
<p>Question: Are the flow measuring devices calibrated or verified in accordance with the requirements of the MDWL issued under Part V of the SDWA?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The flow measuring devices were calibrated or verified in accordance with the requirements of the MDWL issued under Part V of the SWDA.</p> <p>It was indicated at the time of the inspection that all flow meters are calibrated, maintained, and operated in accordance with the manufacturer's instructions.</p> <p>Limoges DWS staff utilize a management/maintenance schedule (Preventive Maintenance 2023) to assist and track maintenance/calibration activities. Calibration records and work order summaries were provided by Limoges staff and summarized below:</p>			

- All flow meters were calibrated on monthly basis and a third-party contractor providing a Certificate of Instrument Performance on October 16, 2023.

Question ID	DWMR1016000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Is the owner in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner was in compliance with the conditions associated with maximum flow rate or the rated capacity conditions in the Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA. Condition 1.1 of Schedule C of MDWL No. 179-102 requires the owner to ensure the system is not operated such that the maximum daily volume of water that flows from the treatment subsystem to the distribution system does not exceed the rated capacity of 2,080 m ³ /day. The Limoges WTP is averaging 53.7% of its total maximum production. The maximum treated water flow was recorded on May 30, 2023, with a flow of 2,237 m ³ /day. (The maximum treated water flow recorded for last inspection was on May 14, 2022, with a flow of 1,812 m ³ /day). NOTE: From May 30 to June 4, 2023, a commercial user within the system had improperly functioning flow meters and the commercial user ended up taking more water than the agreed upon volume. The DWS owners have identified this incident and will be installing a flow meter (which will also be connected to SCADA) as well as a flow regulator valve on the water line leading to the commercial user.			

Question ID	DWMR1017000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Were appropriate records of flows and any capacity exceedances made in accordance with the MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Appropriate records of flows and any capacity exceedances were made in accordance with the Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA.			

Question ID	DWMR1013000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): OWRA 34 (3);			
Question: Is the owner in compliance with all conditions of the PTTW?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner was in compliance with all conditions of the PTTW. Raw water flow data was reviewed for the period between January 1, 2023, to December 31, 2023, and found to be in order. The Limoges DWS is taking on average ~ 902 m ³ /day, from Well 1 and Well 2 which is within the allowed maximum taking of 2,080 m ³ /day allowed under the Permit To Take Water Number (PTTW) No. 1106-968LAR issued April 12, 2013. The highest taking of water was recorded on May 31, 2023, with raw water taking of 1,962 m ³ /day (94.3% of limit). NOTE: Permit To Take Water Number (PTTW) No. 1106-968LAR issued April 12, 2013, expires on March 31, 2024, and a new PTTW was issued to the owners on February 19, 2024.			

Question ID	DWMR1018000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Has the owner ensured that all equipment is installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had ensured that all equipment was installed in accordance with Schedule A and Schedule C of the Drinking Water Works Permit. At the time of the inspection, The Corporation of the Nation Municipality was operating the Drinking Water System (DWS) under Drinking Water Works Permit (DWWP) No. 179-202 Issue No. 3 that was issued on June 18, 2021. The equipment as identified on the above noted certificates was reviewed at the time of the inspection and found to be in order, no concerns identified.			

Question ID	DWMR1020000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			

Question:

Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 1 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 1 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.

Form 1 were prepared during this inspection period for the purpose of defining new watermains to service parts of the distribution system (all watermains being installed are PVC DR18):

- extend a new 300 mm diameter watermain along Savage Rd. from Boudreau St. to the new subdivision
- extend a new 200 mm diameter watermain along Mayer St. from (near) Océane St. to the new subdivision
- extend a new 300 mm diameter watermain along a Future Collector Rd. from Des Bénévoles St. to the new subdivision
- the construction of new watermain heading south on Boudreau Blvd. from existing intersection Boudreau Blvd. and Royal Court from existing 200 mm diameter cap to a new 200 mm Tee at new intersection of Boudreau Blvd. and New Private Street (approx. 71 m)
- the construction of new watermain heading west on New Private Street from new intersection Boudreau Blvd. and New Private Street from new 200 mm off a 200 mm Tee to a new 200 mm off a new 200 mm Tee on an existing watermain at a Second New Intersection of Boudreau Blvd. and New Private Street (approx. 295 m)
- On Street 1 from the Cap to Tee on Street 7, 300 mm diameter
- On Street 6 from the Cap at Boudreau Blvd. to reducer at Boudreau Blvd., 200 mm diameter
- On Street 6 from the reducer at Boudreau Blvd. to cap on Street 6, 300 mm
- On Street 7 from the cap to the cap of Street 7, 300 mm
- On Street 8 from Tee on Street 7 to tee of Street 7, 200 mm
- On Street 1 from the cross on at Street 3 to cap on Street 1, 300 mm
- On Street 2 from the Tee on Street 5 to cross on Street 3, 300 mm
- On Street 3 from the Tee on Savage St to the reducer on Street 3, 250 mm
- On Street 3 from the reducer to the cap on Street 3, 300 mm
- On Street 4 from the cross at Street 3 to the Tee at Street 3, 200 mm
- On Street 5 from the Tee to the reducer, 200 mm
- On Steet 5 from the reducer to the reducer, 300 mm
- On Street 5 from reducer to cross at Street 3, 200 mm
- Watermain easement off Street 1 from Tee to cap on watermain easement, 200 mm
- Watermain easement off Street 1 from cap on watermain easement to Tee on Street 1, 200 mm

Question ID	DWMR1021000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			

Question:

Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 2 documents were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 2 documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period.

A Form 2 form was prepared for the following modifications:

Singer Valve:

The singer valve located in Forest Park easement will be replaced with a new singer valve model 106-PR-C. The valve will be adjusted to open at 54 psi to allow Forest Park clearwell to fill overnight when booster pumps shut down. Once booster pumps will start up, the valve will act as a check valve for daytime operation. Two new valves will be added before and after the singer valve chamber to bypass the chamber while work is being performed.

The existing piping reduces from 8" to 3". The new piping will reduce from 8" to 6" as the singer valve is 6". All pipes and valves will be replaced in chamber including the 6" bypass.

Well pump:

The well #2 submersible water pump was replaced by an identical Goulds Submersible Turbine 6" 10 HP 3/PH 575V pump.

Flowmeter:

- The flowmeter at Well No. 2 was replaced with a new ABB WaterMaster HART FEX100 meter. The flowmeter is in a manhole right beside well #2 pumphouse. The new transmitter was installed in the well #2 electrical cabinet.

Compressor Pump:

- Compressor pump was replaced with a new pump AIRTEK Model No. 234

Blower:

- Blower #1 was replaced with a new Hibon Blower. The blower is in the WTP.

NOTE: Repairs and maintenance are exempt from the definition of alterations under the SDWA. If an item like a pump is being replaced 'like for like' due to reliability issues, this is considered repair and maintenance and the Ministry does not require the replacement to be documented in a Form 2. "Like for like" replacement may result in newer, or more modern equipment replacing older units. The new equipment does not need to match the exact specifications of the replaced equipment (e.g., flow rate); as long as the design purpose has not changed, it would still be considered to be captured under the definition of repairs, and not be considered an alteration.

Question ID	DWMR1022000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Is the owner/operating authority able to demonstrate that, when required during the inspection period, Form 3 and associated condition 5.7 requirements were prepared in accordance with their Drinking Water Works Permit?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner/operating authority was in compliance with the requirement to prepare Form 3 and associated documents as required by their Drinking Water Works Permit during the inspection period. A Form 3 was created for a new back-up diesel generator at the new re-chlorination building at 1851 Clarence-Cambridge way. A 50 REOZK Kohler 50 kW diesel generator with exhaust vent discharging to the atmosphere directly located above the unit.			

Question ID	DWMR1019000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Does the owner have evidence that, when required during the inspection period, all Director Notifications under Condition 2.4 of Schedule B of the DWWP were made to the Ministry?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had evidence that all required Director Notifications under Condition 2.4 of Schedule B of the Drinking Water Works Permit were made to the Ministry during the inspection period.			

Question ID	DWMR1028000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Are up-to-date plans for the drinking water system kept in place, or made available in such a manner, that they may be readily viewed by all persons responsible for all or part of the operation of the drinking water system in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Up-to-date plans for the drinking water system were kept in a place, or made available in such a manner, that they could be readily viewed by all persons responsible for all or part of the operation of the drinking water system in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA.			

--

Question ID	DWMR1025000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Were all parts of the drinking water system that came in contact with drinking water (added, modified, replaced or extended) disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All parts of the drinking water system were disinfected in accordance with a procedure listed in Schedule B of the Drinking Water Works Permit. Condition 2.3 of Schedule B of DWWP No. 179-202 Issue No. 3 that was issued on June 18, 2021, states that all parts of the drinking water system in contact with drinking water are: 2.3.1 Added, modified, replaced, extended; or 2.3.2 Taken out of service for inspection, repair or other activities that may lead to contamination, shall be disinfected before being put into service in accordance with a procedure approved by the Director or in accordance with the applicable provisions of the following documents: a) The ministry's Watermain Disinfection Procedure, effective August 2020. b) AWWA C652 – Standard for Disinfection of Water-Storage Facilities. c) AWWA C653 – Standard for Disinfection of Water Treatment Plants; and d) AWWA C654 – Standard for Disinfection of Wells. It was indicated by Limoges WTP staff at the time of the inspection, that a recently updated Standard Operating Procedure (SOP) was created specifically to ensure the Watermain Disinfection Procedure is properly and adequately followed and adhered to by The Nation DWS staff. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1023000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);			
Question: Do records indicate that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under Ontario Regulation 170/03 or a DWWP and/or MDWL issued under Part V of the SDWA at all times that water was being supplied to consumers?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records indicated that the treatment equipment was operated in a manner that achieved the design capabilities required under O. Reg. 170/03 or a Drinking Water Works Permit and/or Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA at all times that water			

was being supplied to consumers.

Subsection 1-2(2) of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner of a drinking water system and the operating authority for the system ensure the following:

1. The water treatment equipment is in operation whenever water is being supplied;
2. The water treatment equipment is operated in accordance with the Ministry's Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario; and that
3. The water treatment equipment required by section 1-3 or 1-4 is operated in a manner that achieves the design capabilities it is required to have under that section.

In accordance with the "Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario", a drinking water system that obtains water from a Ground water supply must have a treatment system in place that is capable of producing water of equal or better quality than a combination of chemically assisted filtration and disinfection process would provide. The treatment must provide a minimum 2-log (99%) removal/inactivation of viruses.

According to the Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario, this treatment technology is classified as true ground water treated by chlorination and filtration (confirmed by Engineer). Therefore, the Limoges WTP receives 2.0-log removal credits for Viruses.

The available information indicates that the Limoges WTP is operating in accordance with these requirements.

In order to ensure effective pathogen inactivation to the required level through disinfection, the CT disinfection concept must be applied. The Procedure defines the CT concept as using the combination of disinfectant residual concentration and the effective disinfection contact time to quantify the capability of a chemical disinfection system in providing pathogen removal. Using this concept involves the determination of CT values required at the actual variable operating conditions (flow, temperature, pH), and ensuring that the disinfection process always achieves these values.

To ensure CT is achieved the plant is operated to try to achieve a minimum combined chlorine residual of >1.5 mg/L but < 2.5 mg/L in the water leaving the clearwell at a maximum flow rate of 2,080 m³/day. During the inspection review period the combined chlorine residual of the water heading to the reservoir ranged from 1.56 mg/L (July 21, 2023) to 2.66 mg/L (March 20, 2023).

To further confirm that the CT was consistently achieved, a CT calculation was completed based on worst case conditions (i.e. min. chlorine residual, max. flow, low temperature, max. pH) reported since the previous inspection. The calculation confirmed that the plant was capable of achieving the required CT in all operating conditions reported since the last inspection. No issues identified.

Question ID	DWMR1027000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Does the owner have evidence indicating that all chemicals and materials which come in contact with water within the drinking water system have met all applicable AWWA and ANSI standards in accordance with the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had evidence indicating that all chemicals and materials that come in contact with water within the drinking water system met the AWWA and ANSI standards in accordance with the Municipal Drinking Water Licence and Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA.			

Question ID	DWMR1024000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);			
Question: Do records confirm that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated as required?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records confirmed that the water treatment equipment which provides chlorination or chloramination for secondary disinfection purposes was operated so that at all times and all locations in the distribution system the chlorine residual was never less than 0.05 mg/l free or 0.25 mg/l combined. Section 1-2(2)4 of Schedule 1 of Ontario Regulation 170/03 states that if the drinking water system's water treatment equipment provides chlorination or chloramination for secondary disinfection, the equipment is operated so that, at all times and at all locations within the distribution system, i. The free chlorine residual is never less than 0.05 mg/L, if the drinking water system provides chlorination and does not provide chloramination, or ii. The combined chlorine residual is never less than 0.25 mg/L if the drinking water system provides chloramination. The maintenance of a disinfectant residual in the distribution system (secondary disinfection) is intended to maintain (or introduce and maintain) a persistent disinfectant residual to protect the water from microbiological re-contamination, reduce bacterial re-growth, control biofilm formation, and serve as an indicator of distribution system integrity (loss of disinfectant residual indicating that the system integrity has been compromised). Only chlorine, chlorine dioxide and monochloramine provide a persistent disinfectant residual and can be used for the maintenance of a residual in the distribution system.			

The recommended optimum target for combined chlorine residual for systems designed to operate with chloramination is 1.0 mg/L at all locations within the distribution system to suppress bacterial activity that converts ammonia to nitrite and nitrate.

Rapid decay of a disinfectant residual may occur because of several other causes such as heavy encrustation or sediment accumulation and biofilm activity and may require investigation and specific corrective action such as engineered flow velocity increases and swabbing or pigging/lining and/or main replacement.

Records provided by Nation Municipality were reviewed for the inspection period and found to be in order. The lowest combined chlorine residual was measured on October 5, 2023, with a result of 0.62 mg/L. No concerns identified.

Question ID	DWMR1033000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (3); SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (4);</p>			
<p>Question: Is the secondary disinfectant residual measured as required for the large municipal residential distribution system?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The secondary disinfectant residual was measured as required for the large municipal residential distribution system.</p> <p>Subsection 7-2 (3) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner of a large municipal residential system that provides secondary disinfection and the operating authority for the system shall ensure that at least seven distribution samples are taken each week and are tested immediately for, free chlorine residual, or combined chlorine residual, if the system provides chloramination.</p> <p>The required sampling had been conducted in accordance with the rules prescribed by Subsection 7-2(4) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03. The rules stipulate the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - At least four of the samples must be taken on one day of the week, at least 48 hours after the last sample was taken in the previous week. - At least three of the samples must be taken on a second day of the week, at least 48 hours after the last sample was taken on the day noted above. - When more than one sample is taken on the same day of the week under paragraph noted above, each sample must be taken from a different location. <p>The secondary disinfectant residual in the distribution system is measured as per Subsection 7-2(4) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03 by means of collecting residuals during</p>			

distribution sampling (typically 24 to 30 samples per month). No concerns were identified.

Question ID	DWMR1049000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Do records confirm that disinfectant residuals are routinely checked at the extremities and dead ends of the distribution system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records confirmed that disinfectant residuals were routinely checked at the extremities and dead ends of the distribution system.			

Question ID	DWMR1036000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-7 (1);			
Question: Where continuous monitoring equipment is not used for chlorine residual analysis, are samples tested using an acceptable portable device?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Samples for chlorine residual analysis were tested using an acceptable portable device.			

Question ID	DWMR1030000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03 7-2 (2);			
Question: Is primary disinfection chlorine monitoring being conducted at a location approved by MDWL and/or DWWP issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Primary disinfection chlorine monitoring was conducted at a location approved by Municipal Drinking Water Licence and/or Drinking Water Works Permit issued under Part V of the SDWA, or at/near a location where the intended CT has just been achieved. Ontario Regulation 170/03 Schedule 7-2(1) requires the owner to sample and test for free chlorine residual using continuous monitoring equipment in treated water at or near the location where the intended contact time has just been completed in order to achieve primary disinfection.			

The location of the primary disinfection sampling point is in the clearwell. This point represents the location where water is taken from the clearwell (where primary disinfection is achieved) and directed to the high lift pumps. Before the disinfected water reaches the high lift pumps it is injected with ammonium sulphate where the free chlorine is converted to chloramination.

The continuous monitoring system ensures the maintenance of an adequate disinfectant residual in the treated water supply. A second chlorine analyzer is also installed at the booster building which acts as the compliance Hach CL17 Free and Total Chlorine analyzer for monitoring combined chlorine residuals. No concerns identified.

Question ID	DWMR1031000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Are operators aware of the operational criteria necessary to achieve primary disinfection within the drinking water system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Operators were aware of the operational criteria necessary to achieve primary disinfection within the drinking water system.			

Question ID	DWMR1035000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;			
Question: Are operators examining continuous monitoring test results and are they examining the results within 72 hours of the test?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Operators were examining continuous monitoring test results and they were examining the results within 72 hours of the test. Facility Logbooks are maintained by Limoges WTP staff for the Limoges WTP and the Limoges Distribution System. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24-48 hours of the test. The Limoges WTP is staffed Monday to Friday and a designated on-call person is available after hours and weekends.			

Question ID	DWMR1038000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4;</p>			
<p>Question: Is continuous monitoring equipment that is being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Continuous monitoring equipment that was being utilized to fulfill O. Reg. 170/03 requirements was performing tests for the parameters with at least the minimum frequency specified in the Table in Schedule 6 of O. Reg. 170/03 and recording data with the prescribed format.</p> <p>The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual required to achieve primary disinfection be recorded at a minimum every five minutes and that a minimum alarm set point be 0.1 milligrams per litre less than the concentration of free chlorine residual that is required to achieve primary disinfection.</p> <ul style="list-style-type: none"> - The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual to achieve primary disinfection. - The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 1.5 mg/L. <p>The Table in Schedule 6 of Ontario Regulation 170/03 states that free chlorine residual and total chlorine residual measured for the purpose of determining combined chlorine residual in a distribution sample can be recorded at a minimum every one (1) hour and that a minimum alarm set point be 0.25 milligrams per litre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - The Table in Schedule 6 does not state a maximum alarm standard for chlorine residual in the distribution - The SCADA system records total and free chlorine residual continuously and the alarm for low combined chlorine residual is set at 1.55 mg/L. 			

Question ID	DWMR1037000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);</p>			
<p>Question: Are all continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or MDWL or DWWP or order, equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6?</p>			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

All continuous monitoring equipment utilized for sampling and testing required by O. Reg. 170/03, or Municipal Drinking Water Licence or Drinking Water Works Permit or order, were equipped with alarms or shut-off mechanisms that satisfy the standards described in Schedule 6.

The continuous monitoring equipment required by Ontario Regulation 170/03 was equipped with the following alarm set points:

-the combined chlorine residual analyzer monitoring water leaving the WTP has a low-level alarm of 1.5 mg/L, and a high-level alarm of 3.2 mg/L.

- The SCADA system records total and free chlorine residual continuously in the distribution with a low alarm set point of 1.55 mg/L at the Forest Park Booster Station and a high alarm set point of 2.90 mg/L.

Question ID	DWMR1040000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10;</p>			
<p>Question: Are all continuous analysers calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All continuous analysers were calibrated, maintained, and operated, in accordance with the manufacturer's instructions or the regulation.</p> <p>It was indicated at the time of the inspection that all continuous analyzers are calibrated, maintained, and operated in accordance with the manufacturer's instructions and according to Schedule 6-5 of Ontario Regulation 170/03. Calibration records and work order summaries were provided.</p> <p>Limoges DWS staff utilize a management/maintenance schedule (Preventive Maintenance 2022) to assist and track maintenance/calibration activities. Calibration records and work order summaries were provided by Limoges staff and summarized below:</p> <p>All flow meters were last calibrated October 16, 2023.</p> <p>Handheld chlorine and turbidity analyzers were calibrated on February 6, 2023 and most recently calibrated on February 8, 2024.</p> <p>The continuous monitoring equipment that monitors chlorine and turbidity is calibrated/verified using the factory calibrated handheld analyzers on a weekly basis throughout the inspection review period. No concerns were identified.</p>			

Question ID	DWMR1108000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)1-4; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1)5-10; SDWA O. Reg. 170/03 6-5 (1.1);			
Question: Where continuous monitoring equipment used for the monitoring of free chlorine residual, total chlorine residual, combined chlorine residual or turbidity, required by O. Reg. 170/03, an Order, MDWL, or DWWP issued under Part V, SDWA, has triggered an alarm or an automatic shut-off, did a qualified person respond in a timely manner and take appropriate actions?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Where required continuous monitoring equipment used for the monitoring of chlorine residual and/or turbidity triggered an alarm or an automatic shut-off, a qualified person responded in a timely manner and took appropriate actions.			

Question ID	DWMR1099000	Question Type	Information
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Do records show that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03)?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records showed that all water sample results taken during the inspection review period did not exceed the values of tables 1, 2 and 3 of the Ontario Drinking Water Quality Standards (O. Reg. 169/03). Sample records provided for the Limoges DWS for the period between January 1, 2023, to December 31, 2023, and found to be in order. All the parameters sampled were in order with the limits set in Ontario Regulation 169/03.			

Question ID	DWMR1079000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (1); SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (2); SDWA O. Reg. 170/03 10-4 (3);			
Question: For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for raw water samples prescribed by legislation being met?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for raw water samples were being met.			

Section 10-4 of Schedule 10, Ontario Regulation 170/03, requires that a raw water sample is taken at least once a week.

A review of raw water quality monitoring data for the period in question, confirmed that a raw water sample was collected from each individual well before any treatment was applied to the water at least once a week. No concerns identified.

Question ID	DWMR1081000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (2); SDWA O. Reg. 170/03 10-2 (3);			
Question: For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for distribution samples being met?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for distribution samples in a large municipal residential system were being met. Section 10-2(1)(a) of Schedule 10 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owners of a drinking water system and the operating authority for the system shall ensure that, if the system serves 100,000 people or less, at least eight distribution samples, plus one additional distribution sample for every 1,000 people served by the system, are taken every month, with at least one of the samples being taken in each week. According to information provided at the time of the inspection, the total permanent residential population served by the Limoges DWS is approximately 2,000. Based on the population of 2,000, the total number of distribution samples required per month is at least ten (10). A review of the water quality data for the period in question, confirmed that the microbiological monitoring requirements for the distribution system were consistently being met. The distribution samples ranged from 24 to 30 samples per month with at least 25% of the sample being tested for Heterotrophic Plate Count (HPC).			

Question ID	DWMR1083000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 10-3;			
Question: For LMR systems, are all microbiological water quality monitoring requirements for treated samples being met?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All microbiological water quality monitoring requirements prescribed by legislation for treated samples were being met.			

Section 10-3 of Schedule 10, Ontario Regulation 170/03, requires that a treated water sample be taken at least once a week and tested for the required microbiological parameters.

A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that all microbiological monitoring requirement for treated water were consistently being met.

Question ID	DWMR1096000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-3 (1);			
Question: Do records confirm that chlorine residual tests are being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples are obtained?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained. A review of the microbiological water quality monitoring data for the period in question, confirmed that chlorine residual tests were being conducted at the same time and at the same location that microbiological samples were obtained. No concerns were identified.			

Question ID	DWMR1084000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-2;			
Question: Are all inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All inorganic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency. Section 13-2 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23. A review of the inorganic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 4, 2023, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of inorganic parameter samples was collected on April 14, 2022. The next sample to be tested for the required inorganic parameters identified under Schedule 23 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 4, 2026 (+/- 60 days).			

Question ID	DWMR1085000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-4 (3);</p>			
<p>Question: Are all organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All organic water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-4 of Schedule 13, Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 36 months and tested for the required organic parameters identified under Schedule 24.</p> <p>A review of the organic water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the required samples were collected on April 4, 2023, and that the monitoring requirements prescribed by the legislation were met. The last set of organic parameter samples was collected on April 14, 2022.</p> <p>The next sample to be tested for the required organic parameters identified under Schedule 24 of Ontario Regulation 170/03 shall be collected no later than April 4, 2026, (+/- 60 days).</p>			

Question ID	DWMR1093000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-5 (2);</p>			
<p>Question: If the owner is required to conduct sampling under Schedule 13 of O. Reg. 170/03, have they increased the frequency of monitoring for any Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner was required to increase frequency of monitoring as a result of having exceeded half the value of an applicable ODWQS of a Schedule 13-2 or 13-4 parameter(s) and the increased monitoring was conducted.</p> <p>In treated water the owner is required to perform additional sampling for Barium (Ba) because that parameter exceeded half its standard of 1 mg/L (1,000 µg/L) which is prescribed by the Ontario Drinking Water Quality Standards (ODWQS). Additional sampling must be performed in accordance with Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the Ba samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation (Schedule 13-5 of Ontario Regulation 170/03).</p>			

Since the previous inspection Ba samples were collected on January 17 (416 µg/L), April 4 (466 µg/L), July 4 (504 µg/L), and October 3 (443 µg/L), all in 2023.

The additional sampling ceases to apply in the case of a drinking water system that obtains water from a raw water supply that is ground water, for two consecutive three-month periods in which the system is in operation, none of the test results obtained under section 13-2 or 13-4 for the parameter exceed half of the standard prescribed for the parameter in Schedule 2 to the Ontario Drinking Water Quality Standards.

Question ID	DWMR1086000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6.1 (6);			
Question: Are all haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency and at the required location?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All haloacetic acid water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location. Section 13-6.1 (1) of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for haloacetic acids (HAA). A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that haloacetic acids samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation. Since the previous inspection HAA samples were collected on January 17, April 4, July 4, and October 3, all in 2023. The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 27.32 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 80 µg/L (running annual average).			

Question ID	DWMR1087000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (3); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (4); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (5); SDWA O. Reg. 170/03 13-6 (6);			
Question: Have all trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation been conducted within the required frequency and at the required location?			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

All trihalomethane water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency and at the required location.

Section 13-6 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for trihalomethanes (THM).

A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that THM samples were collected in accordance with the monitoring requirements prescribed by the legislation.

Since the previous inspection THM samples were collected on January 17, April 4, July 4, and October 3, all in 2023.

The running annual average based on the results of the four most recent quarterly sample results is 37 µg/L which is below the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) limit of 100 µg/L (running annual average).

Question ID	DWMR1088000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-7;</p>			
<p>Question: Are all nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency for the DWS?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All nitrate/nitrite water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-7 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every three months and tested for nitrates/nitrites.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question confirmed that the nitrate/nitrite samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Since the previous inspection nitrate/nitrite samples were collected on January 17, April 4, July 4, and October 3, all in 2023.</p> <p>During the inspection review period the nitrate concentration ranged from 0.29 mg/L to 0.4 mg/L which is below the maximum acceptable concentration of 10 mg/L. The nitrite concentration ranged from 0.05 mg/L to 0.1 mg/L which is below the maximum acceptable concentration of 1 mg/L. No concerns identified.</p>			

Question ID	DWMR1089000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-8;</p>			
<p>Question: Are all sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All sodium water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-8 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for sodium (Na).</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the sodium samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>Sodium was last sampled on April 2, 2019, and the result 35.7 mg/L, which is above the Ontario Drinking Water Quality Standard (ODWQS) guideline of 20 mg/L. Proper notification and corrective actions completed by owners; no concerns identified.</p> <p>Limoges DWS will not be required to collect samples for sodium before April 2, 2024 (+/- 90 days).</p>			

Question ID	DWMR1090000	Question Type	Legislative
<p>Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13-9;</p>			
<p>Question: Where fluoridation is not practiced, are all fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation conducted within the required frequency?</p>			
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All fluoride water quality monitoring requirements prescribed by legislation were conducted within the required frequency.</p> <p>Section 13-9 of Schedule 13 of Ontario Regulation 170/03 requires that at least one sample be taken every 60 months and tested for fluoride.</p> <p>A review of the water quality monitoring data for the period in question, confirmed that the fluoride samples were collected in accordance with monitoring requirements prescribed by the legislation.</p> <p>The last set of fluoride samples were collected on April 2, 2019, with a result of 0.1 mg/L, which is below the ODWQS limit of 1.5 mg/L.</p>			

Limoges DWS will not be required to collect samples for fluoride before April 2, 2024 (+/- 90 days).

Question ID	DWMR1092000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-2;			
Question: Has the owner ensured that water samples are taken at the prescribed location?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner ensured that water samples were taken at the prescribed location.			

Question ID	DWMR1095000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 15.1-10; SDWA O. Reg. 170/03 15.1-4 (1); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (1); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (10); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (11); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (12); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (2); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (3); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (4); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (5); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (6); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (7); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (8); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-5 (9); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (1); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (2); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (3); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-7 (4); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (1); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (2); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (3); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (4); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (5); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (6); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (7); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (8); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (9);			
Question: Have all lead sampling requirements prescribed by Schedule 15.1 of O. Reg. 170/03 been met?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All sampling requirements for lead prescribed by schedule 15.1 of O. Reg. 170/03 were being met. Schedule 15.1-5 of Ontario Regulation 170/03 requires that the owner is to collected pH and alkalinity in each period (winter/spring), (summer/fall), as well as take lead samples within the distribution system every third 12-month period. Limoges DWS collected pH and alkalinity samples from three different points in the distribution on January 17, 2023, and on June 20, 2023. Limoges DWS also collected three lead samples from the distribution on January 17, 2023, and an additional three lead samples from the distribution on June 20, 2023. Lead results from the six samples collected throughout 2023 ranged from 0.02 µg/L to 0.12 µg/L. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1097000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 7-3 (1.1);			
Question: If the drinking water system obtains water from a ground water source, is turbidity being tested at least once every month from each well that is supplying water to the system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Turbidity was being tested at least once every month from each well that is supplying water to the system. Section 7-3 (1.1) of Schedule 7 of Ontario Regulation 170/03 requires that the system which obtains water from raw water supply of ground water, the owner of the system and the operating authority for the system shall ensure that a sample is taken at least once every month, from a location that is before raw water enters the treatment system and is tested for turbidity. A review of the turbidity records revealed that Well #1, Well #2 and the blended raw water is performed, at minimum, twice monthly. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1098000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 13 (1); SDWA O. Reg. 170/03 13 (2); SDWA O. Reg. 170/03 13 (3);			
Question: Has the owner indicated that the required records are kept and will be kept for the required time period?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner indicated that the required records are kept and will be kept for the required time period.			

Question ID	DWMR1107000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (1); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (2); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (3); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (4); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (5); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (6); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (7); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (8); SDWA O. Reg. 170/03 15.1-9 (9);			
Question: Were all reporting requirements for lead sampling complied with as per Schedule 15.1-9 of O. Reg. 170/03?			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

All reporting requirements for lead sampling were complied with as per schedule 15.1-9 of O. Reg. 170/03.

Question ID	DWMR1110000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 11 (6);			
Question: Was an Annual Report containing the required information prepared by February 28 of the following year?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The Annual Report containing the required information was prepared by February 28th of the following year.			

Question ID	DWMR1056000	Question Type	Information
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Has the donor provided an Annual Report to the owner of this receiver drinking water system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The donor provided an Annual Report to the owner of this receiver drinking water system. there are no connected drinking water systems which receive drinking water from this system			

Question ID	DWMR1111000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (1); SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (2); SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (3); SDWA O. Reg. 170/03 22-2 (4);			
Question: Have Summary Reports for municipal council been completed on time, include the required content, and distributed in accordance with the regulatory requirements?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Summary Reports for municipal council were completed on time, included the required content, and were distributed in accordance with the regulatory requirements.			

Question ID	DWMR1113000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 10.1 (3);			
Question: Have all changes to the system registration information been provided to the Ministry within ten (10) days of the change?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All changes to the system registration information were provided within ten (10) days of the change.			

Question ID	DWMR1045000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Has the owner updated the document describing the distribution components within 12 months of completion of alterations to the system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had up-to-date documents describing the distribution components as required. Table 1 of Schedule A of condition 1.2 of DWWP No. 179-202 Issue No. 3 states that the owner has plans for the distribution system and that maps/plans, documents and/or files are updated to reflect recent additions, modifications, replacements or extensions within 12 months in accordance with DWWP Schedule B condition 3.5. The documents referenced in DWWP Table 1: Watermains of Schedule A are required to be updated within 12 months of the addition, modification, replacement or extension of watermains. The owner is continuously updating the distribution map when modifications are made, the owners utilize AutoCAD software to update the map and track modification/alterations. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1046000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Is there a backflow prevention program, policy and/or bylaw in place that addresses cross connections and connections to high hazard facilities?			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

There was a backflow prevention program, policy and/or bylaw in place.

Nation Municipality require that all service connection need to comply with the Building Code of Ontario and addressing that no cross connections to other water sources are allowed.

However, it is recommended that the system owner examine the drinking water system or retain the services of a trained professional to identify potential sources of backflow, back-siphonage, or potential cross-connections in the DWS.

It is further recommended that the owner develop a program/policy/by-law to address any backflow issues identified in the system, as well as to address future development.

For reference in developing the program, the owner may wish to refer to following sources for additional information:

Backflow Prevention Guide - <https://www.ontario.ca/page/guide-drinking-water-system-owners-seeking-undertake-backflow-prevention-program>

Question ID	DWMR1053000	Question Type	BMP
--------------------	-------------	----------------------	-----

Legislative Requirement(s):

Not Applicable

Question:

Is the Owner able to maintain proper pressures in the distribution system and is pressure monitored to alert the operator of conditions which may lead to loss of pressure below the value under which the system is designed to operate?

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The owner was able to maintain proper pressures in the distribution system and pressure was monitored to alert the operator of conditions which may lead to loss of pressure below the value under which the system is designed to operate.

The Limoges WTP is outfitted with pressure reading equipment at the point where the water leaves the plant and enters the distribution system which is tracked on the Supervisory Control And Data Acquisition (SCADA) system. A second pressure reading sensor is located at end of distribution system (Forest Park) and is also connected to the SCADA system.

If the pressure drops below the value under which the system is designed to operate an alarm will be engaged and the operator will be made aware. No concerns identified.

Question ID	DWMR1047000	Question Type	BMP
--------------------	-------------	----------------------	-----

Legislative Requirement(s):

Not Applicable

<p>Question: Does the owner have a program or maintain a schedule for routine cleanout, inspection and maintenance of reservoirs and elevated storage tanks within the distribution system?</p>
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had a program or maintained a schedule for routine cleanout, inspection and maintenance of reservoirs and elevated storage tanks within the distribution system. The owners stated that the water reservoirs are cleaned out and thoroughly inspected every three (3) years, but there is always routine maintenance which is undertaken if required.</p>

Question ID	DWMMR1048000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Has the owner implemented a program for the flushing of watermains as per industry standards?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The owner had implemented a program for the flushing of watermains as per industry standards. The owner has implemented a program to flush the watermains on a bi-annual schedule. Each spring and fall season, the town will flush all watermains, exercise valves, inspect/operate hydrants and winterize the hydrants (fall).			

Question ID	DWMMR1050000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Is there a program in place for inspecting and exercising valves?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): There was a program in place for inspecting and exercising valves. The owners have implemented a formal program for valves exercising. Within a two (2) year window all valves within the distribution are inspected and exercised. No concerns identified.			

Question ID	DWMMR1051000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Is there a program in place for inspecting and operating hydrants?			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

There was a program in place for inspecting and operating hydrants.

All hydrants within the distribution system are checked on an annual basis, the owners hire a professional hydrant contractor to perform the checks and maintenance.

Question ID	DWMMR1052000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Is there a by-law or policy in place limiting access to hydrants?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): There was a by-law or policy in place limiting access to hydrants. The Corporation of the Nation Municipality By-Law #53-2021 "Water Usage By-Law" Section 8 Fire Hydrant, states that no person shall in any way interfere with any hydrant, valve or other waterworks appliances. Other than firefighters and waterworks staff, a user of hydrants must be trained and must hold a valid Hydrant Use Permit. Furthermore, the policy also states that a backflow preventer or airgap needs to be installed/maintained when taking water from a hydrant.			

Question ID	DWMMR1058000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 28;			
Question: Do operators and maintenance personnel have ready access to operations and maintenance manuals?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Operators and maintenance personnel had ready access to operations and maintenance manuals.			

Question ID	DWMMR1059000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 28;			
Question: Do the operations and maintenance manuals contain plans, drawings and process descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The operations and maintenance manuals contained plans, drawings and process			

descriptions sufficient for the safe and efficient operation of the system.

Question ID	DWMR1060000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA 31 (1);			
Question: Do the operations and maintenance manuals meet the requirements of the DWWP and MDWL issued under Part V of the SDWA?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The operations and maintenance manuals met the requirements of the Drinking Water Works Permit and Municipal Drinking Water Licence issued under Part V of the SDWA. Schedule B of the MDWL requires that any alteration to any treatment subsystem be incorporated into process flow diagrams, process and instrumentation diagrams, record drawings and any other relevant diagrams within one year of the substantial completion of the alteration being completed or placed into service. In other words, modifications covered under Schedule C approvals or as pre-authorized alterations (documented on a Form 2 or 3) which were substantially completed more than (1) one year prior to the inspection date are required to be incorporated into: <ul style="list-style-type: none"> - process flow diagrams, - process and instrumentation diagrams - record drawings and diagrams. Operations and maintenance manual(s) for the WTP were reviewed at the time of the inspection and found to be in order, containing plans, drawings, and very detailed process descriptions. The manuals are kept at the WTP; and are readily available to all WTP staff. At the WTP there is also a binder which contains abbreviated (condensed) operations and maintenance manuals. The binder was recently (2021) re-organized with new headings and dividers, very organized and neat. There is also the full technical series of operations and maintenance manuals and binders on site. The operations and maintenance manuals are in order and consistent with conditions 16.0 of Schedule B of MDWL No. 179-102 Issue No. 5. No concerns identified.			

Question ID	DWMR1061000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 27 (1); SDWA O. Reg. 128/04 27 (2); SDWA O. Reg. 128/04 27 (3); SDWA O. Reg. 128/04 27 (4); SDWA O. Reg. 128/04 27 (5); SDWA O. Reg. 128/04 27 (6); SDWA O. Reg. 128/04 27 (7);			

<p>Question: Are logbooks properly maintained and contain the required information?</p>
<p>Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Logbooks were properly maintained and contained the required information.</p> <p>Facility Logbooks are maintained by Nation Municipality staff for the Limoges WTP. These logbooks were reviewed, and it was noted that operators were reviewing the continuous monitoring data, typically within 24 hours of the test.</p> <p>The Limoges WTP has an operator on site five-days a week (Mon-Fri). Nation Municipality also reports that only certified operators perform operational testing that is not performed by continuous monitoring equipment.</p> <p>The logs containing information generated by operational checks and tests did contain the names, dates, locations of the persons performing the work. No issues identified.</p>

Question ID	DWMR1062000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 7-5;			
Question: Do records or other record keeping mechanisms confirm that operational testing not performed by continuous monitoring equipment is being done by a certified operator, water quality analyst, or person who meets the requirements of O. Reg. 170/03 7-5?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Records or other record keeping mechanisms confirmed that operational testing not performed by continuous monitoring equipment was being done by a certified operator, water quality analyst, or person who suffices the requirements of O. Reg. 170/03 7-5.			

Question ID	DWMR1063000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 6-10 (1);			
Question: For every required operational test and for every required sample, is a record made of the date, time, location, name of the person conducting the test and result of the test?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): For every required operational test and every required sample, a record was made of the date, time, location, name of the person conducting the test and result of the test.			

Question ID	DWMR1064000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 26 (2);			
Question: Did the operator-in-charge ensure that records were maintained of all adjustments made to the processes within his or her responsibility?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): The operator-in-charge ensured that records were maintained of all adjustments made to the processes within his or her responsibility.			

Question ID	DWMR1065000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 27 (6);			
Question: Are logs and other record keeping mechanisms available for at least five (5) years?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Logs or other record keeping mechanisms were available for at least five (5) years.			

Question ID	DWMR1066000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Is spill containment provided for process chemicals and standby power generator fuel?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Spill containment was provided for process chemicals and/or standby power generator fuel.			

Question ID	DWMR1067000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Are clean-up equipment and materials in place for the clean up of spills?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Clean-up equipment and materials were in place for the clean up of spills.			

--

Question ID	DWMR1068000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: If available, are standby power generators tested under normal load conditions?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Standby power generators were tested under normal load conditions.			

Question ID	DWMR1069000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Are all storage facilities completely covered and secure?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All storage facilities were completely covered and secure.			

Question ID	DWMR1070000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Are air vents and overflows associated with reservoirs and elevated storage structures equipped with screens?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Air vents and overflows associated with reservoirs and elevated storage structures were equipped with screens.			

Question ID	DWMR1071000	Question Type	BMP
Legislative Requirement(s): Not Applicable			
Question: Has the owner provided security measures to protect components of the drinking water system?			

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The owner had provided security measures to protect components of the drinking water system.

All components of the WTP were found to be completely fenced, covered, secure, and under lock and key at all times.

Intrusion alarms are installed at the following locations:

- WTP
- Well building
- Forest Park Boost Station

All booster/pump stations have security lighting, signs and locked door/gates. The owners have also installed a closed-circuit video surveillance system as an additional security measure. No vandalism was observed no issues identified.

Question ID	DWMR1072000	Question Type	BMP
--------------------	-------------	----------------------	-----

Legislative Requirement(s):

Not Applicable

Question:

Has the owner and/or operating authority undertaken efforts to promote water conservation and reduce water losses in their system?

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The owner and/or operating authority undertook efforts to promote water conservation and reduce water losses in their system.

The Corporation of the Nation Municipality By-Law #53-2021 "Water Usage By-Law", Section 7 External Use of Water includes restriction for municipal water use during the period from May 1 – September 30. Restrictions are based on Monday, Wednesday, and Friday for persons living at even number residences and Tuesday, Thursday and Saturday for persons living at odd numbered residences. Residents are permitted to water between 1900 and 2200 on their allotted days.

The by-law also provides for the declaration of a total ban on watering, for use if deemed necessary. No concerns identified.

Question ID	DWMR1073000	Question Type	Legislative
--------------------	-------------	----------------------	-------------

Legislative Requirement(s):

SDWA | O. Reg. 128/04 | 23 | (1);

Question:

Has the overall responsible operator been designated for all subsystems which comprise the drinking water system?

Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s):

The overall responsible operator had been designated for each subsystem.

Mr. Nicholas Pigeon – Water Treatment Class III Certificate #99565 which expires June 30, 2024, is the ORO for the Limoges WTP and possesses the required qualifications. No issues identified.

Question ID	DWMR1078000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 23 (1); SDWA O. Reg. 128/04 23 (2); SDWA O. Reg. 128/04 23 (4); SDWA O. Reg. 128/04 23 (6); SDWA O. Reg. 128/04 23 (7);			
Question: In instances where the overall responsible operator was unable to act, was an adequately certified operator designated to act in place of the overall responsible operator?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): An adequately licenced operator was designated to act in place of the overall responsible operator when the overall responsible operator was unable to act.			

Question ID	DWMR1074000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 25 (1);			
Question: Have operators-in-charge been designated for all subsystems which comprise the drinking water system?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Operators-in-charge had been designated for all subsystems which comprise the drinking water system.			

Question ID	DWMR1075000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 128/04 22;			
Question: Do all operators possess the required certification?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): All operators possessed the required certification.			

Question ID	DWMR1076000	Question Type	Legislative
Legislative Requirement(s): SDWA O. Reg. 170/03 1-2 (2);			
Question: Do only certified operators make adjustments to the treatment equipment?			
Compliance Response(s)/Corrective Action(s)/Observation(s): Only certified operators made adjustments to the treatment equipment.			

APPENDIX A
REFERENCE MATERIAL

Key Reference and Guidance Material for Municipal Residential Drinking Water Systems

Many useful materials are available to help you operate your drinking water system. Below is a list of key materials owners and operators of municipal residential drinking water systems frequently use.

To access these materials online click on their titles below or use your web browser to search for their titles. Contact the Ministry if you need assistance or have questions at 1-866-793-2588 or waterforms@ontario.ca.

For more information on Ontario's drinking water visit www.ontario.ca/page/drinking-water



Click on the publication below to access it

- [Drinking Water System Profile Information Form - 012-2149E](#)
- [Laboratory Services Notification Form – 012-2148E](#)
- [Adverse Test Result Notification Form – 012-4444E](#)
- [Taking Care of Your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils](#)
- [Procedure for Disinfection of Drinking Water in Ontario](#)
- [Strategies for Minimizing the Disinfection Products Trihalomethanes and Haloacetic Acids](#)
- [Filtration Processes Technical Bulletin](#)
- [Ultraviolet Disinfection Technical Bulletin](#)
- [Guide for Applying for Drinking Water Works Permit Amendments, & License Amendments](#)
- [Certification Guide for Operators and Water Quality Analysts](#)
- [Training Requirements for Drinking Water Operator](#)
- [Community Sampling and Testing for Lead: Standard and Reduced Sampling and Eligibility for Exemption](#)
- [Drinking Water System Contact List – 7128E01](#)
- [Ontario's Drinking Water Quality Management Standard - Pocket Guide](#)
- [2020 Watermain Disinfection Procedure](#)
- [List of Licensed Laboratories](#)

APPENDIX B
INSPECTION RISK RATING (IRR)

Ministry of the Environment, Conservation and Parks - Inspection Summary Rating Record (Reporting Year - 2023-24)

DWS Name: LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
DWS Number: 260006841
DWS Owner: CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA NATION
Municipal Location: THE NATION

Regulation: O.REG. 170/03
DWS Category: DW Municipal Residential
Type of Inspection: Detailed
Inspection Date: Jan-22-2024
Ministry Office: Cornwall Area Office

Maximum Risk Rating: 611

Inspection Module	Non Compliance Risk (X out of Y)
Capacity Assessment	0/42
Certification and Training	0/49
Distribution System	0/4
Logbooks	0/30
Operations Manuals	0/42
Reporting & Corrective Actions	0/41
Source	0/26
Treatment Processes	0/225
Water Quality Monitoring	0/152
Overall - Calculated	0/611

Inspection Risk Rating: 0.00%

Final Inspection Rating: 100.00%

Ministry of the Environment, Conservation and Parks - Detailed Inspection Rating Record (Reporting Year - 2023-24)

DWS Name: LIMOGES DRINKING WATER SYSTEM
DWS Number: 260006841
DWS Owner Name: CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA NATION
Municipal Location: THE NATION

Regulation: O.REG. 170/03
DWS Category: DW Municipal Residential
Type of Inspection: Detailed
Inspection Date: Jan-22-2024
Ministry Office: Cornwall Area Office

All legislative requirements were met. No detailed rating scores.

Maximum Question Rating: 611

Inspection Risk Rating: 0.00%

FINAL INSPECTION RATING: 100.00%



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: PLA-6-2024

Sujet : Tour de communication au 8 route 600 est

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur du Service de l'aménagement du territoire

Revisé par :

Date de la réunion : 29 avril 2024

INTRODUCTION :

Le SAT a reçu une demande de la compagnie Rogers pour installer une tour de communication de 75 mètres sur la propriété portant le numéro civique 8 route 600 est.

L'emplacement proposé est à plus de 200 mètres des maisons voisines.

CONSIDÉRATION FINANCIÈRE:

N/A

RECOMMANDATION :

Le SAT recommande l'emplacement de la tour de télécommunication et d'envoyer une résolution de support à M. Belchamber.

Guylain Lafleche, MCIP RPP

Directeur du SAT





Municipalité de La Nation

RAPPORT DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

RAPPORT: PLA-7-2024

Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur de l'urbanisme
Révisé par : Josée Brizard, Directrice Générale

DATE DE RÉUNION: 29 avril 2024

INTRODUCTION

Lors de l'approbation des morcellements de terrain, filières B-85-2022 & B-86-2022, pour M. François Lafrance, le SAT a imposé comme conditions la construction de 120 m. de chemin pour l'allongement de la montée Millaire. En annexe 1, nous avons un sketch démontrant l'endroit du chemin.

Le service de voirie ne voit pas d'objection et a préparé une entente. L'entente serait pour construire 120 m. de chemin granulaire pour la somme d'environ 31 300.00\$. Le chemin serait payé en entier par le propriétaire.

.

COMMENTAIRE DU SERVICE

Le SAT a déjà recommandé des situations similaires.

INCIDENCE FINANCIÈRE

Aucune à court terme, car le propriétaire s'occupe des frais de construction. Cependant, 120 m. de chemin devront être entretenue dans le futur, ce qui est minime pour le Service de voirie.

RECOMMANDATION DU SERVICE

Le SAT recommande de permettre à la Directrice Générale de signer l'entente avec le propriétaire.

Guylain Lafleche, MCIP, RPP
Directeur du Service de L'Aménagement du territoire (SAT)

ANNEXE 1





Rapport au Conseil

Numéro de rapport: NFD-05-2024

Sujet: Caserne de Fournier #23

Préparé par: Mario Villeneuve, Chef pompier

Révisé par: Joséé Brizard, DG

Date de la réunion: April 29, 2024

Contexte

Dans le cadre de l'examen du service d'incendie de la municipalité de La Nation et conformément aux recommandations du plan directeur de lutte contre les incendies 2022, les informations suivantes sont fournies au conseil municipal pour appuyer une recommandation visant à fermer la caserne de pompiers numéro 23 à Fournier et à relocaliser le personnel et l'équipement.

Pour référence :

Caserne 21	St Isidore
Caserne 22	St Bernardin
Caserne 23	Fournier
Caserne 24	St-Albert
Caserne 25	Limoges

Rapport

Depuis quelques mois, les officiers du Service d'incendie de la Nation travaillent sur un plan de travail visant à fermer la caserne de Fournier, à réaffecter le personnel dans d'autres casernes et à relocaliser l'équipement. Cette réorganisation a été discutée à plusieurs reprises au cours des dernières années et a été identifiée comme une recommandation dans le Plan directeur incendie 2022. Vous trouverez à l'annexe A le plan de travail détaillé pour atteindre cet objectif d'ici le 1er septembre 2024. En parcourant cette feuille de calcul, vous constaterez que certains éléments ont déjà été entrepris ou réalisés afin de compléter ce rapport et de fournir des informations générales.

Le plan directeur incendie s'est basé sur les données de 2019 mais nous incluons ci-dessous le volume d'appels pour la caserne Fournier pour les années 2022 et 2023.

2022 – 9 appels dans le district de Fournier
2023 – 11 appels dans le district de Fournier

Parmi ces appels, où le poste de St-Isidore a été appelé en même temps, nous avons extrait 3 exemples où il n'y a pratiquement pas de différence de temps pour l'arrivée du véhicule sur les lieux.

LANAT22-23 (feu résidentiel)

P-23 sur scène 17:58:55

P-21 sur scène 18:00:43

1 minute 48 secondes

LANAT23-43 (feu de hangar)

P-23 sur scène 11:05:09 w/ 2 ff

P-21 sur scène 11:07:43 w/ 5 ff

2 minutes 34 secondes

Cette année LANAT24-21 (Feu résidentiel)

P-23 sur scène 23:34:17

P-21 sur scène 23:34:41

24 secondes

Secteurs révisés:

La caserne de pompiers Bourget couvre le secteur du côté nord du pont Bélanger depuis 2023, année où elle a été fermée temporairement pour des réparations. Une entente d'aide automatique a été signée pour couvrir cette portion de la municipalité de La Nation pour une période de 5 ans. Avec la fermeture proposée de la station Fournier, nous étendrions ce secteur pour couvrir Ettyville, Pendleton et Westminster. Les deux cartes jointes à l'annexe B montrent la division des secteurs avant et après la fermeture de la station Fournier. Tel que mentionné précédemment, la station Bourget couvrirait la section nord-ouest de l'ancien canton de Plantagenet-sud, une partie de la portion nord de l'ancien canton de Cambridge juste au-dessus du secteur déjà couvert par le service d'incendie de Casselman. Leur zone de couverture ne changerait pas avec cette proposition. Notre poste de St-Isidore protégerait le reste du territoire actuellement couvert par le poste Fournier jusqu'à notre limite nord avec Alfred-Plantagenet. Les distances et les temps de parcours ont tous été vérifiés pour que la station la plus proche réponde dans ce territoire. Les détails sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Lieu	Station Bourget	Caserne St-Isidore	Caserne de St-Bernardin	Caserne de Casselman
Dixon & Cty rd 16	13 min. / 15.9 km	14 min. / 15.8 km	17 min. / 20.1 km	
Pont Bélanger	9 min. / 12.2 km	14 min. / 17.3 km		11 min. / 11.6 km
Westminster	13 min. / 14.4 km	13 min. / 15.7 km	17 min. 20.1 km	

Pompiers :

Nous avons actuellement 7 pompiers volontaires qui travaillent à la caserne Fournier. L'un d'entre eux a déjà indiqué qu'il quitterait le service lorsque la caserne fermera en septembre. Trois des pompiers seront transférés à la caserne de St-Isidore puisqu'ils y habitent déjà, tandis que deux autres, qui habitent à la périphérie du village, seront également transférés à la caserne 21. Le dernier volontaire rejoindra la caserne de St-Bernardin puisqu'il est en train de construire une maison dans ce secteur.

Cote assurance SIAF :

Le SIAF est une organisation nationale qui représente environ 90 % des assureurs privés de dommages opérant au Canada. Le SIAF fournit aux souscripteurs du programme des données sur la protection publique contre l'incendie à des fins d'évaluation statistique et de tarification de l'assurance incendie.

Le SIAF attribue deux niveaux de protection contre l'incendie. L'une pour les bâtiments commerciaux et l'autre pour les bâtiments résidentiels. Le second système de classement, intitulé Dwelling Protection Grade (DPG), évalue la protection disponible

pour les petits bâtiments tels que les habitations unifamiliales. Le DPG est un système de classement numérique allant de 1 à 5. La classe 1 est la plus élevée possible, la classe 5 indique que la protection contre les incendies est faible ou inexistante ; la classe 5 représente également une protection contre les incendies à plus de 8 km par la route d'une caserne de pompiers. Ce classement reflète la capacité d'une communauté à gérer les incendies dans les petits bâtiments tels que les maisons individuelles et les maisons jumelées. L'annexe C est une carte de la classe de protection des habitations pour la municipalité de Nation. Les zones vertes (classe 3A) figurant sur la carte indiquent les propriétés qui sont les plus proches des casernes de pompiers et des bornes fontaines. La zone jaune (classe 3B) indique les propriétés situées à moins de 8 kilomètres d'une caserne de pompiers et, enfin, la zone rouge (classe 5) correspond à toutes les autres propriétés situées au-delà de cette marque de 8 km. Étant donné que la caserne de St-Isidore est située à 5,4 km de la caserne de Fournier, la zone de classe 3B s'étendra toujours au-delà de la caserne de Fournier du côté nord. Seules quelques propriétés situées sur les concessions 10, 11 et 12 pourraient voir leur classification passer à 5. Le village de Fournier se trouve toujours à moins de 8 km de la station St-Isidore et nous ne prévoyons donc aucun changement dans la classification de ces propriétés. D'autre part, le village de Riceville se trouve juste au-delà de la marque des 8 km et les propriétés qui y sont situées pourraient voir leur classification changer également. Il est important de noter que la classification n'est pas seulement influencée par la distance, mais aussi par l'état de notre service d'incendie. L'état de nos casernes de pompiers, l'âge et l'entretien de nos appareils, la formation et la certification de nos pompiers jouent tous un rôle important dans la classification SIAF. Le conseil municipal a pris récemment des mesures importantes pour améliorer tous ces aspects du service d'incendie et, à long terme, cela devrait améliorer le classement des habitants des zones rurales de la municipalité.

Équipement:

Voici nos recommandations concernant les véhicules actuellement utilisés à la station Fournier. L'autopompe Freightliner de 1996 de cette station est encore en relativement bon état et devrait être conservée comme véhicule de rechange chaque fois qu'une autre autopompe est hors service, à des fins de formation ou comme pompe de relais lors d'événements d'incendie plus importants. Le véhicule serait conservé à la station 25 (Limoges). Il est également recommandé que le camion-citerne GMC 2001 soit maintenu en service à la station 21 (St-Isidore) pour les mêmes raisons. Il est important de maintenir une bonne capacité de navette de camions-citernes pour les régions rurales de la municipalité. La remorque de lutte contre les incendies de broussailles et de forêts, qui contient du matériel pour les feux de broussailles et de forêts, serait déplacée à St-Isidore. Le bateau de sauvetage est actuellement entreposé à Limoges et une recommandation distincte sera présentée pour l'avenir de notre programme de sauvetage sur glace et sur l'eau pour la municipalité. Enfin, le camion de sauvetage Grumman de 1989 sera mis en vente cet automne, une fois la transition terminée. Tout autre équipement excédentaire sera redistribué dans les quatre autres stations ou vendu s'il n'est pas utilisé.

Édifices:

Le bâtiment qui abrite la caserne de pompiers de Fournier reviendrait aux travaux publics. Ils auront besoin de cet espace pour entreposer l'équipement qui se trouve actuellement dans la baie de camions adjacente à la caserne de St-Isidore. Le service d'incendie reprendrait cet espace pour agrandir la caserne 21. Des plans sont en cours d'élaboration (et ont été budgétisés) pour rénover le bâtiment existant afin de mieux répondre à nos besoins actuels. La dalle de béton doit être refait et des cloisons doivent être construites pour séparer les camions, les habits de combat, les extracteurs (laveurs) et les salles de stockage.

Pertinence relative aux priorités

En rapport au plan directeur d'incendie :

Sur la base de l'analyse du volume d'appels et de la proximité des postes 21 et 22, il est difficile de justifier le coût de la dotation en personnel et de l'équipement du poste 23. Le poste 23 a été construit en complément du garage des travaux publics. Le service des travaux publics a besoin d'espace pour abriter ses camions et son matériel, et les baies de la station 23 conviendraient parfaitement à cet usage. La station 23 devrait être fermée et les pompiers transférés aux stations 21 et 22.

La configuration proposée des stations « Hub » et « Satellite » permettra d'utiliser efficacement des ressources limitées. Les coûts actuels des appareils sont importants, une autopompe coûtant entre 650 000 et 850 000 dollars. Une station à trois baies doubles construite selon les normes actuelles coûtera environ 5 000 000 \$. Le maintien de la situation actuelle de 5 stations avec chacune 3 appareils principaux répondant aux normes requises n'est tout simplement pas viable financièrement pour une municipalité ayant la population et l'assiette fiscale de la Nation.

Recommandation n°20 : La station 23 devrait être fermée et les pompiers transférés aux stations 21 ou 22.

Recommandation n° 21 : La planification devrait commencer immédiatement pour a) déplacer et reconstruire la station 24 et b) rénover la station 21 afin de supprimer la cloison entre les baies du service des travaux publics et du service des incendies et de fournir un stockage approprié des habits de combat, une station de remplissage d'air et des installations de décontamination, y compris des douches supplémentaires et un espace réservé à l'équipement d'extraction/séchage.

Plan de communication

À l'interne :

Nous avons communiqué avec notre personnel au sujet de la fermeture éventuelle de la caserne de pompiers Fournier. Cette possibilité est envisagée depuis de nombreuses années et les pompiers souhaitent simplement la fermeture et une orientation claire pour l'avenir du service d'incendie de La Nation. Ils comprennent et soutiennent la réorganisation du service d'incendie dans la région de Fournier.

À l'externe:

Nous avons commencé à réfléchir à un plan de communication avec la Coordinatrice des communications de la municipalité. Nous essayons d'éviter d'inquiéter les résidents à propos de ce changement et de montrer davantage le raisonnement qui sous-tend la fermeture.

Plutôt que de présenter cela comme une fermeture, nous proposons de le communiquer comme une réaffectation stratégique des ressources. En déplaçant le personnel et l'équipement pour mieux servir la communauté, nous visons à maintenir et même à améliorer les capacités de réponse aux urgences dans toute la région. Notre stratégie de communication privilégiera la transparence et l'engagement proactif auprès des habitants.

Nous prévoyons de mettre l'accent sur la collaboration avec les casernes voisines afin d'assurer une transition harmonieuse des services et de maintenir des capacités d'intervention d'urgence efficaces. Nous avons pensé organiser une journée portes ouvertes à la caserne de pompiers de St-Isidore pour encourager les résidents à venir visiter leur caserne. Cela leur permettra également de faire le trajet entre leur maison et la caserne et de constater que ce n'est pas très loin.

Parallèlement à la fermeture, nous prévoyons de lancer une campagne sur les détecteurs de fumée en 2024 dans la région de Fournier/Riceville afin de permettre aux résidents de se préparer aux situations d'urgence. Avec l'engagement de nos pompiers des casernes 21, 22 et 23, cette approche proactive permettra de s'assurer que chaque foyer est équipé pour répondre efficacement à toute situation d'urgence. Cela dit, quelle que soit la distance qui les sépare d'une caserne de pompiers, les propriétaires et les locataires doivent disposer de détecteurs de fumée opérationnels dans leur maison et mettre en place un plan d'évacuation pour leur famille. Avec la croissance rapide des incendies aujourd'hui, les occupants doivent planifier et pratiquer leur propre évacuation avant que les premiers intervenants n'arrivent sur place. En outre, en faisant du porte-à-porte pour promouvoir la campagne sur les détecteurs de fumée, des dépliants pourraient être distribués pour expliquer plus en détail la relocalisation.

Politique d'achat

N/A

Considérations financières

En fermant la caserne de Fournier, nous prévoyons d'économiser environ 15 000 dollars sur les coûts d'entretien annuels de ce bâtiment.

Nous ne remplacerons pas l'autopompe et le camion-citerne de cette caserne. Ils seront conservés comme unités de rechange jusqu'à ce qu'il ne soit plus économiquement viable de conserver ces camions dans la flotte.

Les pompiers de la caserne 23 seront relocalisés à St-Isidore et St-Bernardin comme indiqué dans ce rapport et réduiront ainsi le nombre total de pompiers volontaires dans La Nation.

Recommandation

Attendu que le Plan directeur incendie 2022 recommande la fermeture de la caserne 23 à Fournier et,

Attendu qu'il a été démontré qu'il n'est plus financièrement viable de soutenir une caserne de pompiers qui a un volume d'appels d'urgence si faible et,

Attendu qu'une campagne de détecteurs de fumée sera mise en place pour protéger les résidents de la région de Fournier et de Riceville,

Il est donc respectueusement recommandé au conseil municipal de fermer la caserne de Fournier et que les mesures identifiées dans le rapport du chef pompier numéro NFD-05-2024 pour fermer la caserne, relocaliser l'équipement et réaffecter le personnel à d'autres casernes, soient mises en place d'ici le 1er septembre 2024.

Attachements

Annexe A – Plan de travail

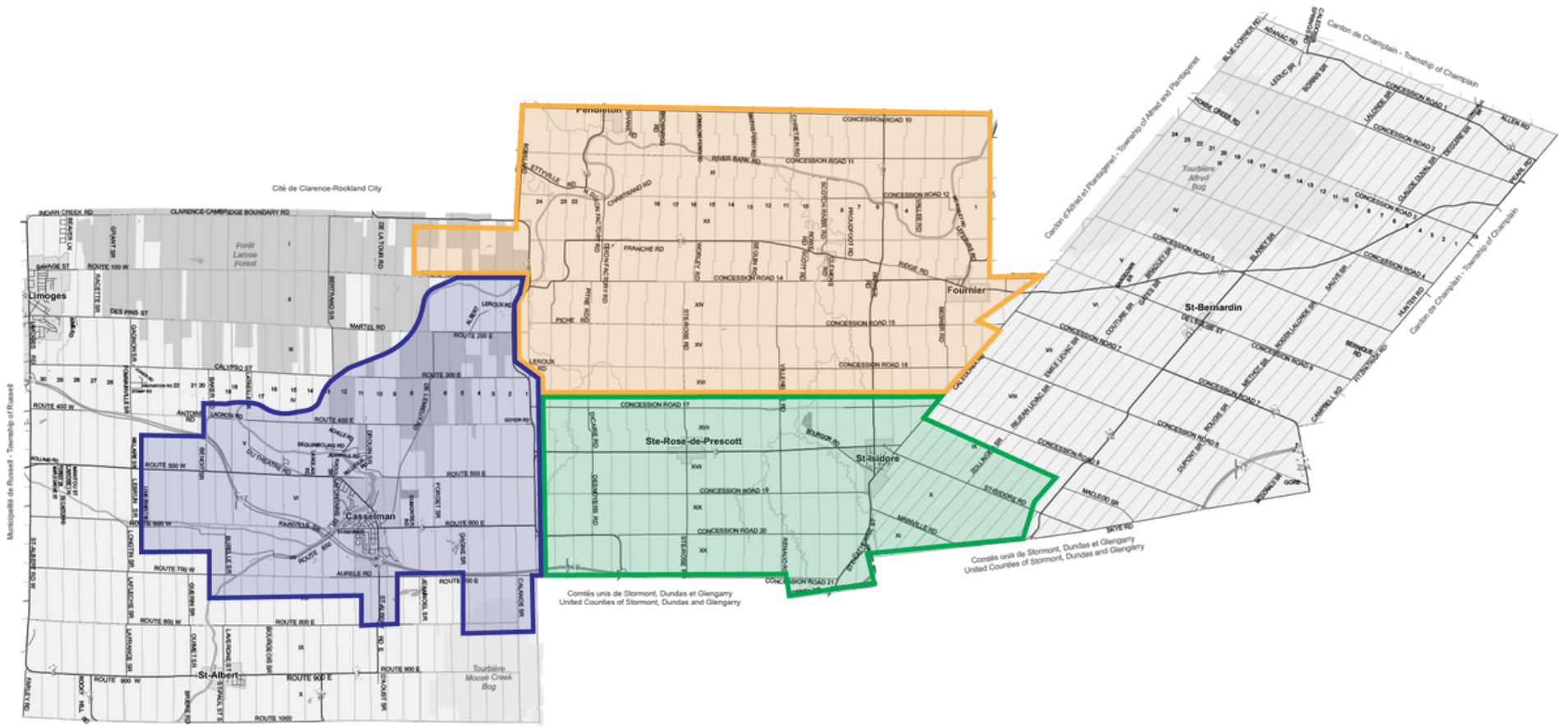
Annexe B – Secteurs de couverture existants et révisé

Annexe C – Carte de cote SIAF

APPENDIX A
Fournier Fire Station
September 1st, 2024

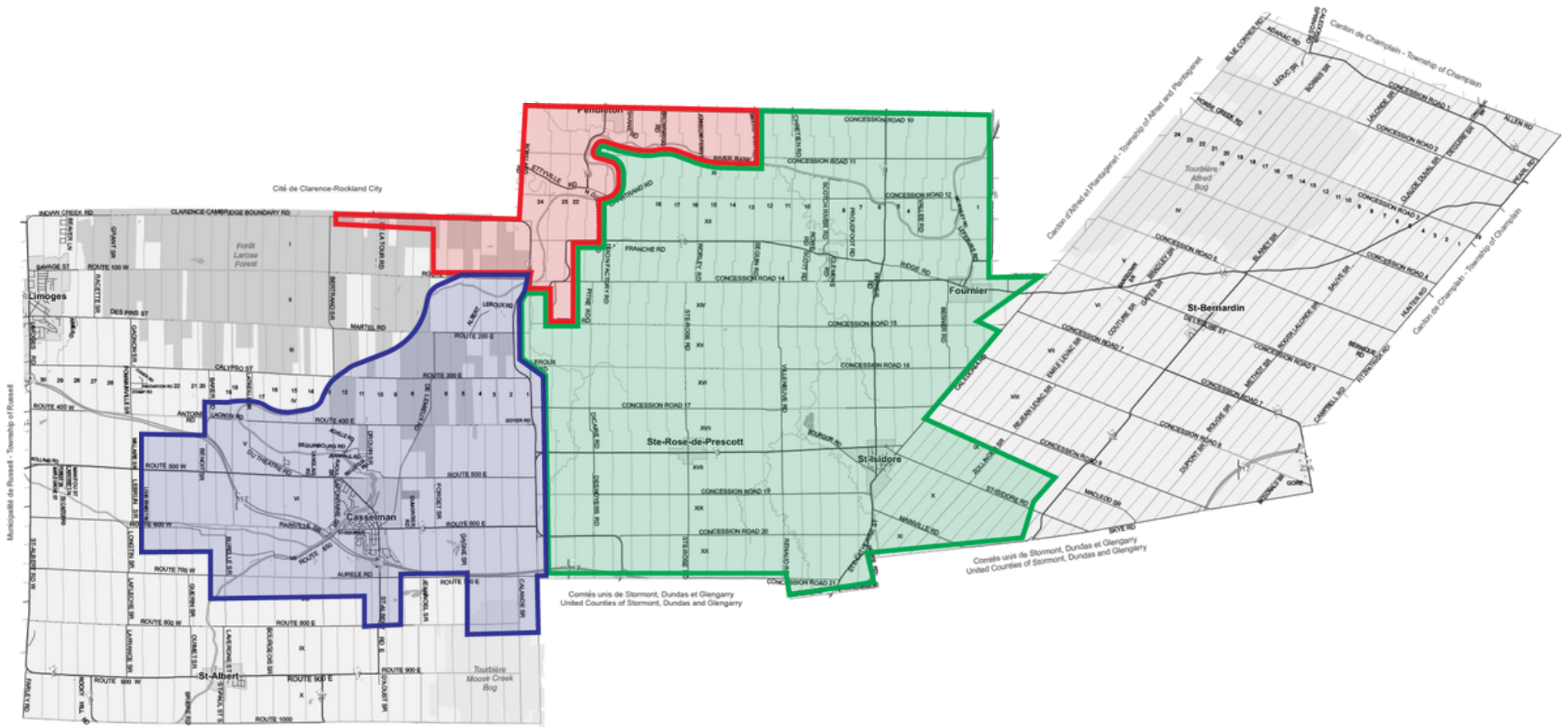
Priorité	Item d'action et objectifs du projet	Responsable	Équipe	Budget	Progrès	2024												2025												2027	2028
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
1	Communication Plan					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
1,1	Communication to residents	Amélie	Comms		10%						X	X	X																		
1,2	Impact on FUS report and insurance premiums	Mario V.	Fire		0%						X																				
1,3	Report to Council	Mario V.	Fire		80%			X																							
1,4	Communication to staff (ongoing)	Mario V.	Fire		80%			X																							
1,5					0%																										
2	Mapping					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
2,1 ✓	Measurements and mapping of new zones	Mario C.	Fire		100%		X																								
2,2	Modification of calling cards	Mario C.	Fire		0%							X																			
2,3	Dispatch updates for Hawkesbury and Ottawa	Mario C.	Fire		0%								X																		
2,4					0%																										
3	Staffing					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
3,1	Some staff relocating to St-Isidore or St-Bernardin stations	Mario C.	Fire		25%								X																		
3,2	Some staff quitting (severance pay)	Chantal	HR		0%								X																		
3,3	Management of ranks in station 21	Mario C.	Fire		25%									X																	
3,4					0%																										
4	Fire Stations					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
4,1	Fire Station closing and revert back to public works	Mario C./Marc	Fire/public works		10%										X																
4,2	Renovations to station 21 in St-Isidore	Mario C.	Fire	Capital	10%			X	X	X	X	X	X	X																	
4,3					0%																										
4,4					0%																										
5	Vehicles					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
5,1	Relocate spare pump (P23) to Station 25 in Limoges	Mario C.	Fire		0%										X																
5,2	Relocate spare tanker (T23) to Station 21 in St-Isidore	Mario C.	Fire		0%										X																
5,3	Sell rescue R23	Alexandre	Finance		0%							X																			
5,4	Relocate or sell boat	Alexandre	Finance		0%							X																			
5,5	Vehicle renumbering	Mario C.	Fire		0%							X																			
6	Other					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
6,1	Reprogram pagers from station 23	Mario C.	Fire		0%								X																		
6,2	Leather fronts and tags	Mario C.	Fire		0%							X	X																		
6,3	Automatic aid agreement Clarence-Rockland	Mario V.	Fire		0%																										
6,4	Change GL accounts from Fournier station to Public works				0%																										

CURRENT



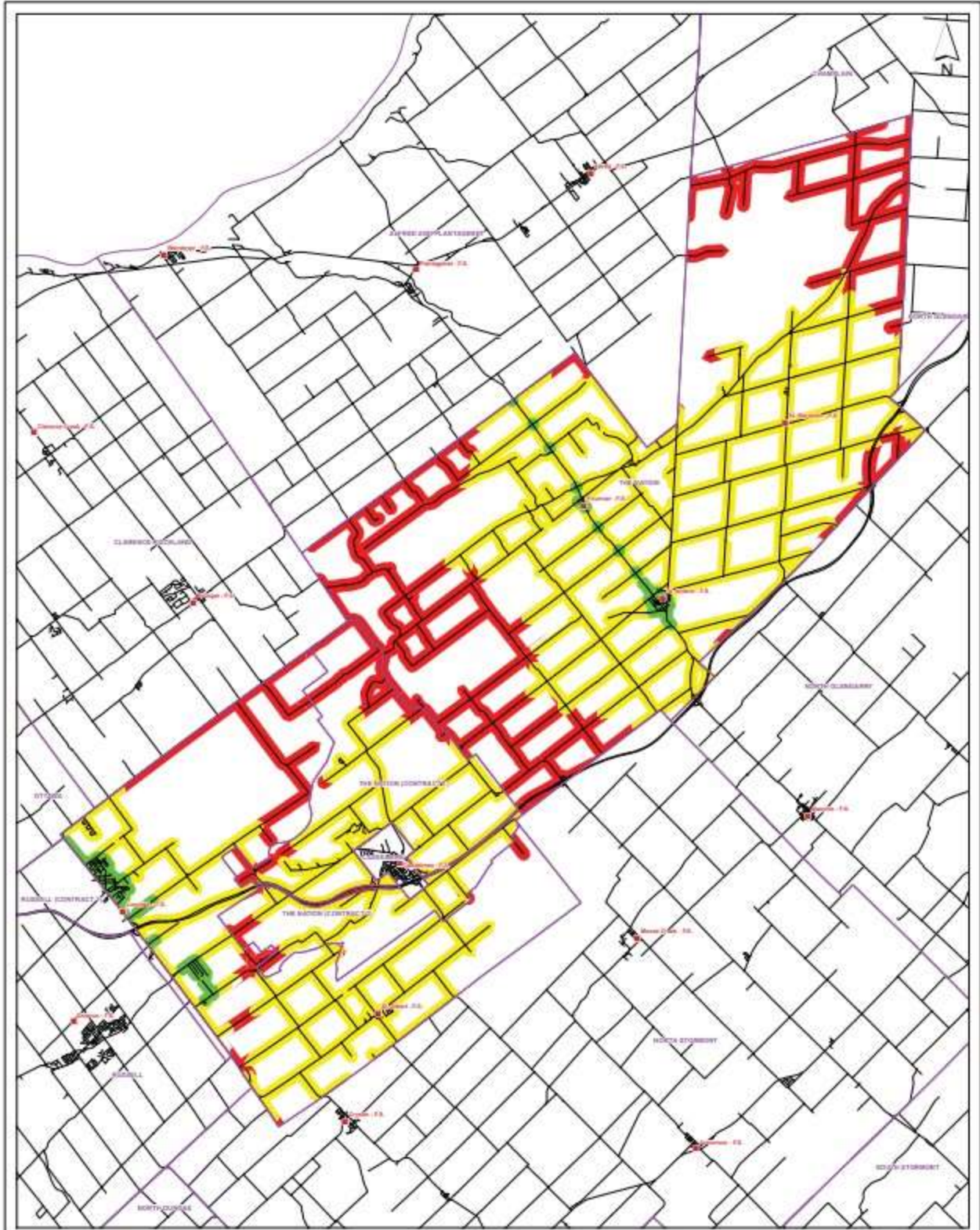
- Fournier Coverage Area**
- St-Isidore Coverage Area**
- Casselman Coverage Area**

PROJECTED



-  **Bourget Coverage Area**
-  **St-Isidore Coverage Area**
-  **Casselman Coverage Area**

Appendix C



<p>The Nation, ON</p> <p>Scale = 1:54,000</p>		<p>Personal Lines Insurance - Dwelling Protection Grades</p>			
<p>Legend</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Fire Hall — Road Fire Protection Boundary 1 (Private Hydrant Protected) 2 (Private Hydrant Protected) 3A (Private Hydrant Protected) 3B (Private Hydrant Protected) 4 5 3B(L) 3B(S) 3B 4 5 		<p>These maps and figures are not intended to illustrate the exact response distance or fire insurance grade coverage areas but can be used to aid in determining the fire insurance grade that should be applied to the property in question. The Underwriters Survey does not warrant or make any representations with respect to the quality, completeness, currency or accuracy of anything contained in this map; the fitness of this map for any purpose or results obtained using information contained in this map and is not responsible for any action taken in reliance on information contained in the map. In all cases, field data should be used to confirm the date and accuracy of these maps; if differences are noted please contact Fire Underwriters Survey at 1-800-665-5881.</p>		<p>Date Drawn: 2018-03-27</p> <p>Drawn By: JU</p> <p><input type="checkbox"/> Preliminary <input checked="" type="checkbox"/> Final</p> <p><input type="checkbox"/> Commercial <input checked="" type="checkbox"/> Personal</p>	

3 avril 2024

Municipalité de La Nation
Madame Josée Brizard, directrice générale

Via courriel : jbrizard@nationmun.ca

OBJET : Comité de plan d'action de changement climatique

Chère Josée,

Le conseil des Comtés unis a récemment adopté une ébauche de Termes de référence pour l'établissement d'un tout nouveau comité de plan d'action de changement climatique sur l'ensemble du territoire des Comtés unis de Prescott et Russell. Comme stipulé dans le document ci-joint, *la mission du comité est d'élaborer, de mettre en œuvre et de fournir une orientation dans un esprit de collaboration pour un plan d'action complet sur le changement climatique.*

Nous croyons qu'un plan de cette nature doit non seulement être un outil pour fixer des orientations, des objectifs et des actions au niveau régional, mais également à l'échelle locale. La composition des membres du comité a donc été élaborée afin d'assurer une présence et une participation importantes des huit municipalités locales. Nous en sommes à la toute première étape du projet qui est la formation du nouveau comité.

Cette même lettre, qui a été envoyée aux directeurs généraux des huit municipalités locales, a pour objectif de solliciter l'appui de votre municipalité dans notre démarche et pour vous demander d'appointer une personne pour représenter celle-ci au sein de ce nouveau comité. Aucune directive n'a été établie en ce qui concerne si cette participation au comité devrait être au niveau politique ou au niveau administratif.

Étant donné que nous voulons entamer les premières étapes de ce projet dès cette année, nous vous serions très reconnaissants si vous pouvez nous aviser de votre choix d'ici le 31 mai 2024.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer directement avec moi.

Le directeur d'Urbanisme et de Foresterie

Louis Prévost

Signé avec ConsignO Cloud (03/04/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.



Louis Prévost

Pj :

Termes de références - Comité du Plan d'action de changement climatique des CUPR

Déclaration de Mission

La mission du Comité du Plan d'action climatique est d'élaborer, de mettre en œuvre et de fournir une orientation dans un esprit de collaboration pour un plan d'action complet sur le changement climatique, favorisant les pratiques durables et la résilience au sein des Comtés unis de Prescott et Russell grâce à des stratégies fondées sur des données probantes et un engagement inclusif avec les parties prenantes, les experts du climat et la communauté.

Introduction

Le Comité du plan d'action sur le changement climatique est créé pour élaborer, mettre en œuvre et surveiller un plan d'action complet sur le changement climatique pour les Comtés unis de Prescott et Russell. Ce comité jouera un rôle crucial dans l'identification et la résolution des défis liés au changement climatique afin d'assurer un avenir durable.

Objectif

L'objectif du comité du plan d'action climatique est de:

- Développer un plan d'action climatique qui décrit les stratégies, les objectifs et les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par l'atténuation et l'adaptation dans les Comtés unis de Prescott et Russell.
- Préparer la direction stratégique pour le développement du plan d'action sur le changement climatique, y compris le suivi des progrès et recommander des ajustements.
- Aider les municipalités locales des Comtés unis de Prescott et Russell à atteindre leur plan d'action de changement climatique et leurs objectifs.
- Participer avec les intervenants, le public et les municipalités locales au processus d'urbanisme des mesures climatiques afin d'assurer la transparence, l'inclusion et la responsabilisation.

Membres de Comité

- Un (8) représentant de chaque municipalité locale
- Un (1) représentant de la Conservation de la Nation Sud (CNS)
- Deux (2) représentants des organisations environnementales locales
- Une (1) représentante autochtone
- Directeur général du comté
- Un membre du département d'Urbanisme et Foresterie

- Un membre du département des Travaux publics
- Un membre du département des Services sociaux

Réunions

Le comité se réunira au besoin, et la fréquence des réunions sera déterminée en fonction de l'urgence des phases de développement et de mise en œuvre du plan d'action. Les réunions auront lieu à un endroit et à un moment approprié pour les membres et seront rendues accessibles au public.

Livrables

Le comité soumettra des rapports d'étape et des recommandations au conseil des Comtés unis, au besoin, qui pourra les consulter. Ces rapports seront accessibles au public.

Durée

Le Comité poursuivra ses travaux jusqu'à ce que le plan d'action de changement climatique, soit entièrement développé, mis en œuvre et que ses objectifs soient atteints. Le comité peut être élargi ou reconstitué au besoin.



Proposed ATV Trail Through Larose Forest
Proposition de sentier de VTT dans la Forêt Larose
County Rd / Chemin de Compté 8 to / à Route 100

ATV Club of Eastern Ontario Inc.
Club de VTT de L'Est Ontarien Inc.
Butch Thompson
Dan Lalande

April 29, 2024 / 29 Avril, 2024

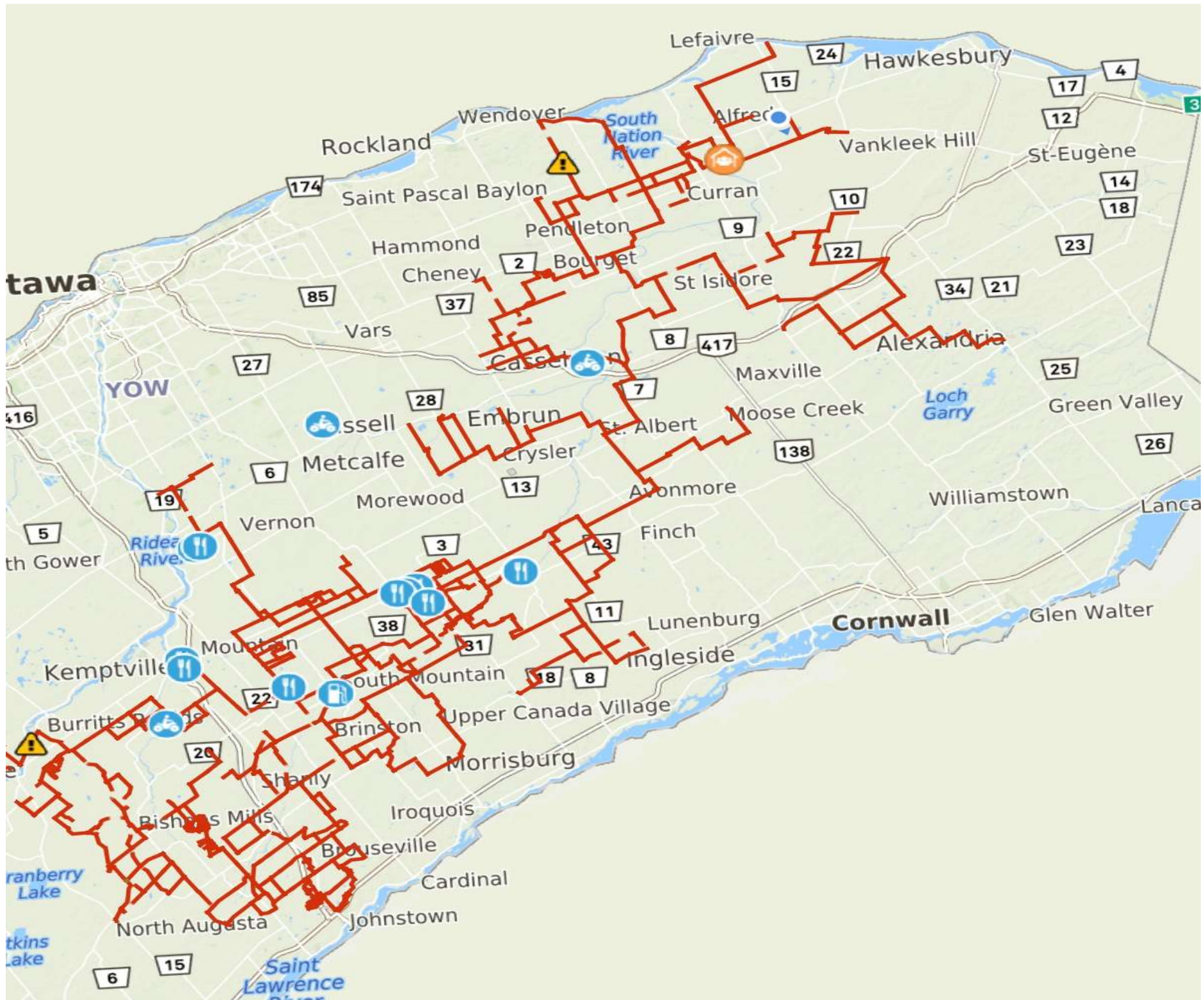
ATV Club of Eastern Ontario Inc.

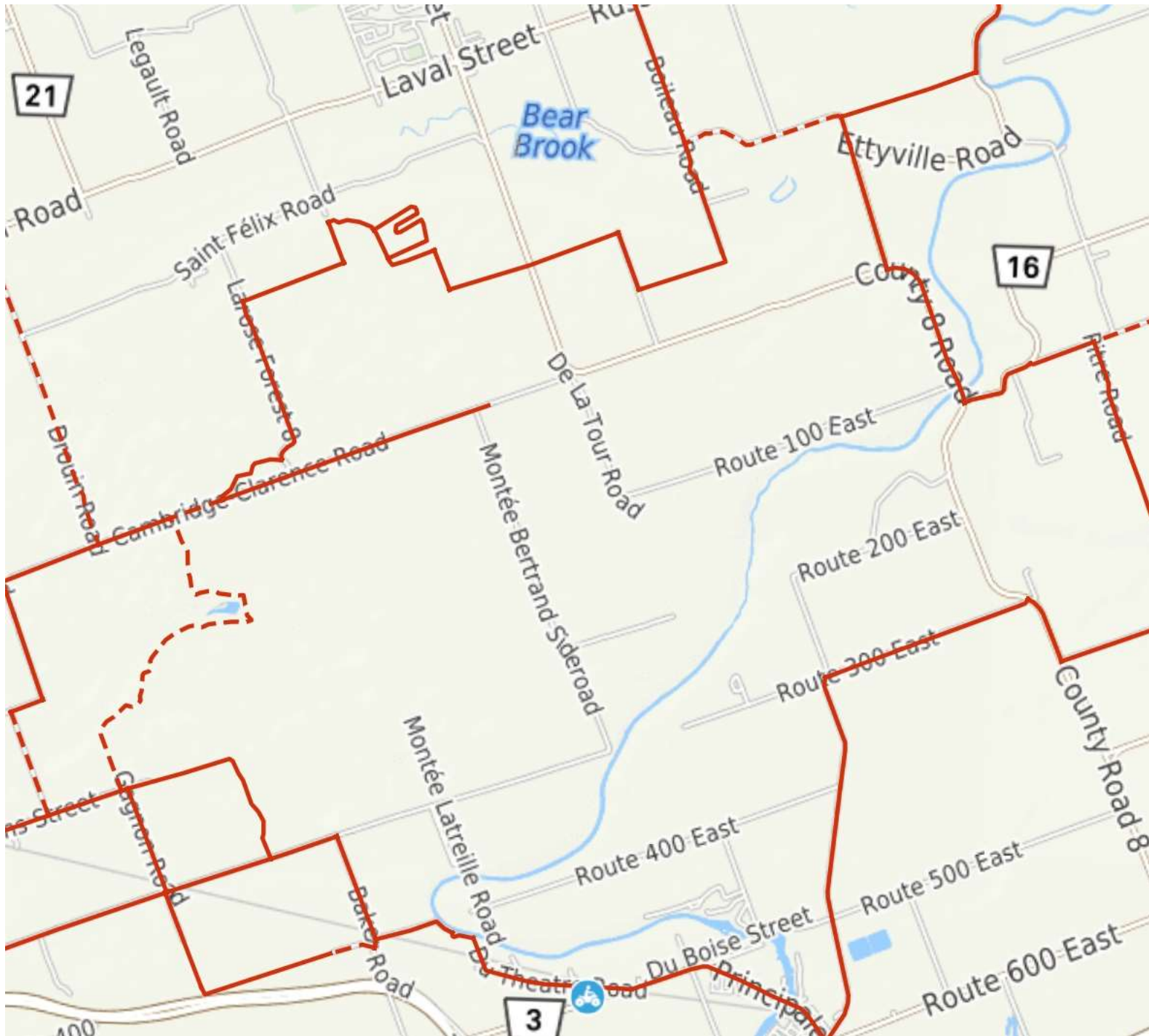
Club de VTT de L'Est Ontarien Inc.

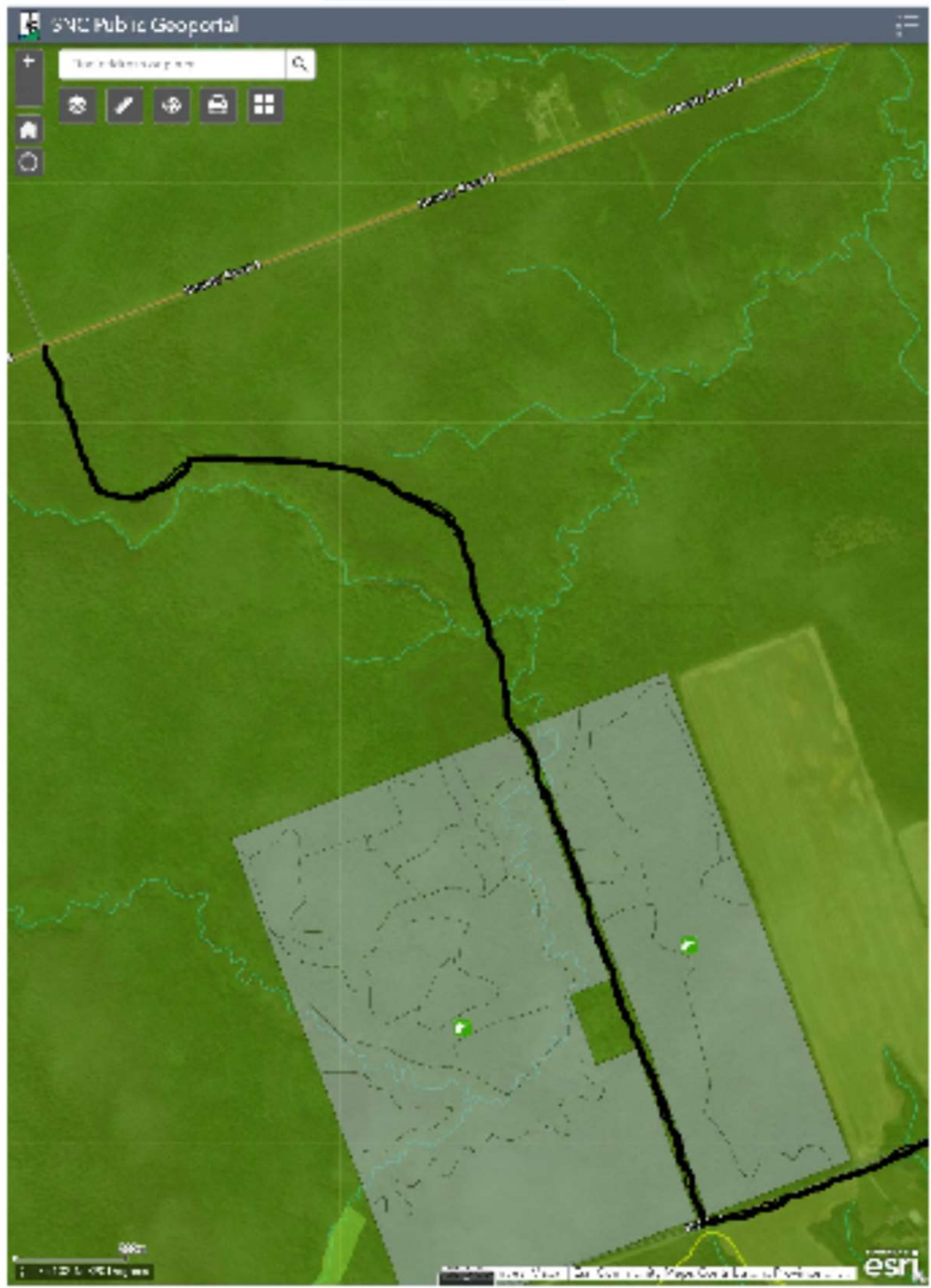
- Not for Profit Corporation / Société a but Non-Lucratif (meets monthly / réunion mensuelle)
- 2,000 members / 2,000 membres
- Run by Volunteers / Gerée par des Bénévoles
- Promotes Safe Operation of ATV's / Promouvoir l'Opération Sécuritaire des VTT's
- Approx. 350 km's of ATV Trails /Sentiers
- Member / Membre de OFATV (Ontario Federation of ATV Clubs)

ATVCEO Area / Region VTTCEO

- Prescott & Russell
- Stormont, Dundas and / et Glengarry
- Parts of Ex-Ottawa Carleton (east of Hwy 416)
Parties de l'ex Ottawa-Carleton
(est de l'autoroute 416)
- Territory / Territoire
 - Ottawa River to the North / rivière des Outaouais au nord
 - Saint-Lawrence River to the South / Fleuve Saint-Laurent au sud
 - Ontario-Québec Border to the East / Frontière Ontario-Québec à l'Est
 - Hwy 416 to the West / Autoroute 416 à l'Ouest







Existing Conditions / Condiciones Existentes

3/17/24, 5:07 PM

20240315_086840.jpg



<https://mail.google.com/mail/u/0/#inbox?projector=1>

3/17/24, 5:06 PM

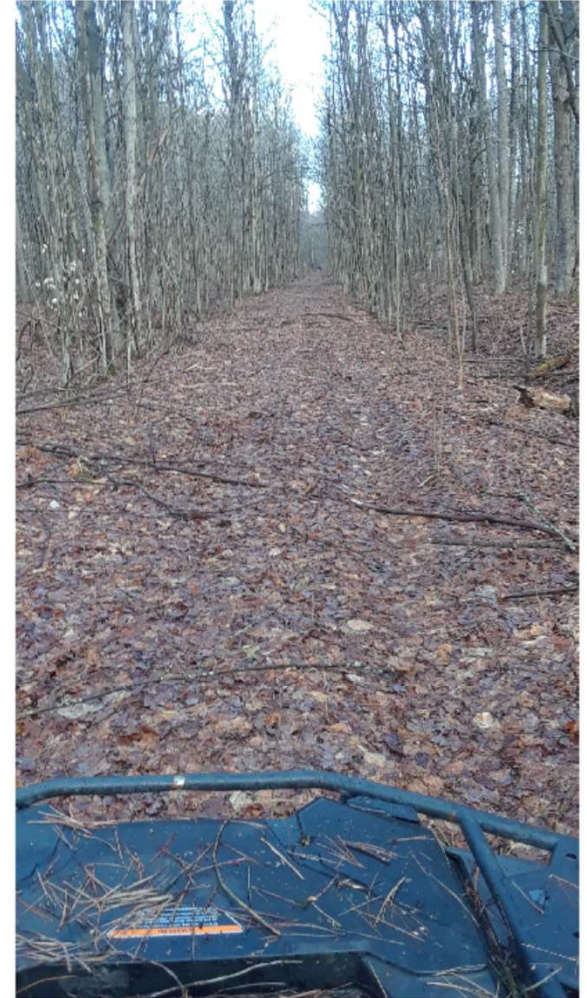
20240315_090022.jpg



<https://mail.google.com/mail/u/0/#inbox?projector=1>

3/17/24, 5:05 PM

20240315_094121.jpg



<https://mail.google.com/mail/u/0/#inbox?projector=1>

Approvals / Approbation

- United Counties of Prescott & Russell (in principle on March 27, 2024) Comptés Unis de Prescott et Russell (en principe le 27 mars 2024)
- South Nation Conservation Authority (Application for Work Permit submitted on March 28, 2024)
Office de Conservation de la Nation Sud (demande de permis de travail soumise le 28 mars 2024)
- The Nation / La Nation (April 29, 2024 / 29 Avril, 2024)
- Final UCPR Approval (once all above approvals have been obtained)
Approbation finale CUPR (une fois que toutes les approbations ci-dessus auront été obtenues)
- Final Alignment & Location by Larose Forest Supervisor
Alignement final et emplacement par le Superviseur de la Foret Larose

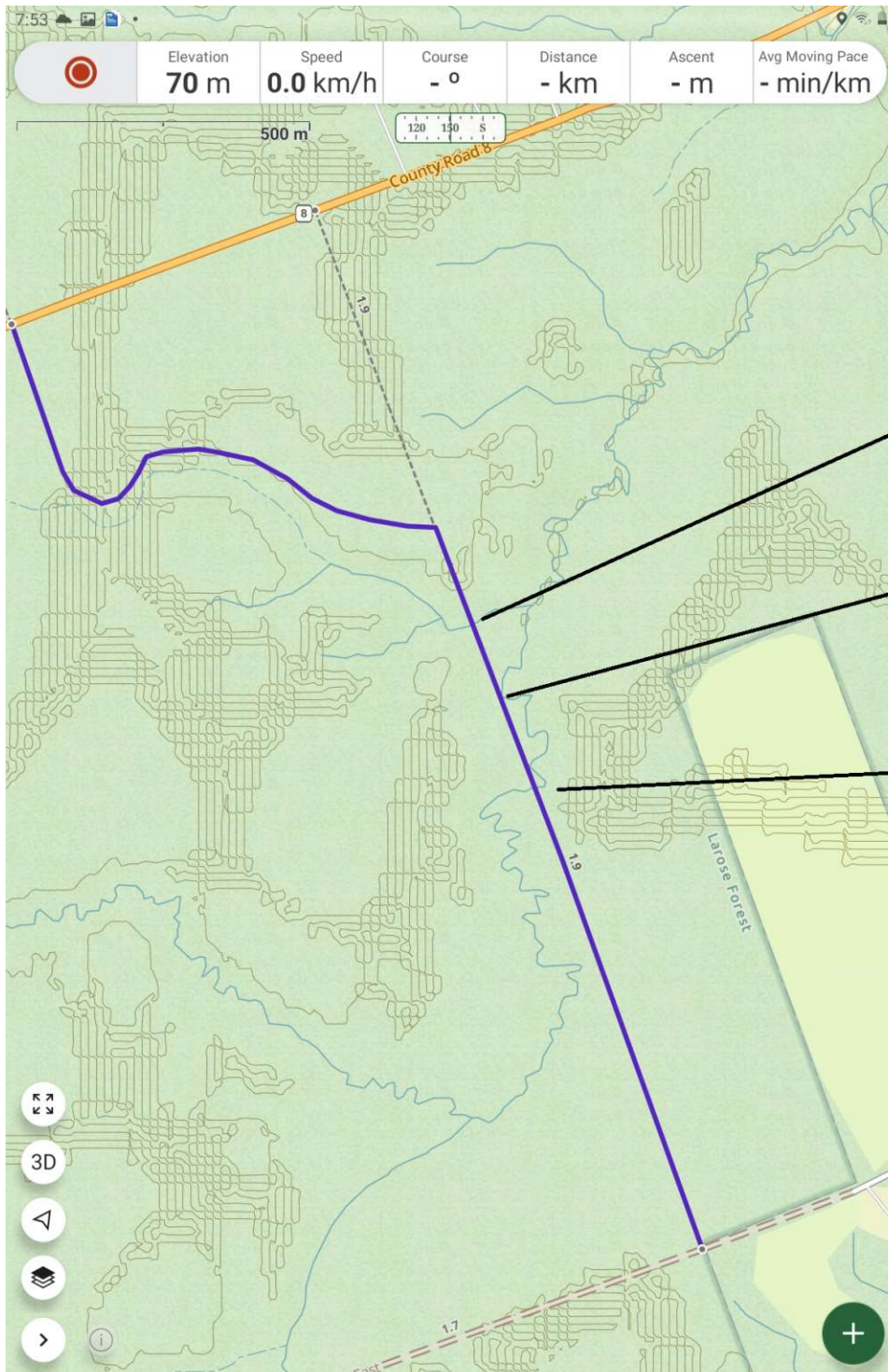
Details / Détails

- Clearing of Brush and Trees in a Selective Manner
Débroussaillage sélectif des broussailles et des arbres
- Unencumbered Strip of 16 feet wide (4.90m)
Bande libre de 16 pieds de large (4.90m)
- Stumps to be grubbed out and moved along side of trail
Les souches devront être arrachées et déplacées le long du sentier
- Brush processed through a Razor Cutter
Broussailles traitée à l'aide de déchiqueteuses
- Wood Chips blown along side of trail

Three Drainage Crossings requiring a Work Permit / Trois passages de drainage nécessitant un Permis de Travail

- 1800 mm CSP Culvert / Ponceau
- 600 mm CSP Culvert / Ponceau
- Bridge / Pont (6.50m x 3.65m – 21.5' x 12')
- Subject to Work Permit by South Nation Conservation Authority
Sous réserve d'un permis de travail de l'Office de
Conservation de la Nation Sud

(CSP: Corrugated Steel Pipe or Equivalent)



1800 mm CSP

600 mm CSP

Bridge / Pont

Bridge / Pont





Thank You / Merci

<https://atv-vtteo.org/>

Questions?

From: Dan Lalande

Sent: Tuesday, April 16, 2024 7:31 AM

To: Josée Brizard <JBrizard@nationmun.ca>; Marc Legault <MLegault@nationmun.ca>;

Subject: Externe-External: ATVCEO

Bon matin Josee et Marc,

Le Club de VTT de l'Est Ontario a entamer des discussions avec les Municipalites de Champlain, Hawkesbury Est et North Glengarry pour une expansion du reseau de VTT dans leur municipalite afin de se rendre a L'Orignal, Vankleek Hill, Rigaud, St Eugene, Sainte-Anne de Prescott et Alexandria. Ceci va necessiter l'addition et le prolongement de quelques sentiers existents dans La Nation. Voir ci-joint.

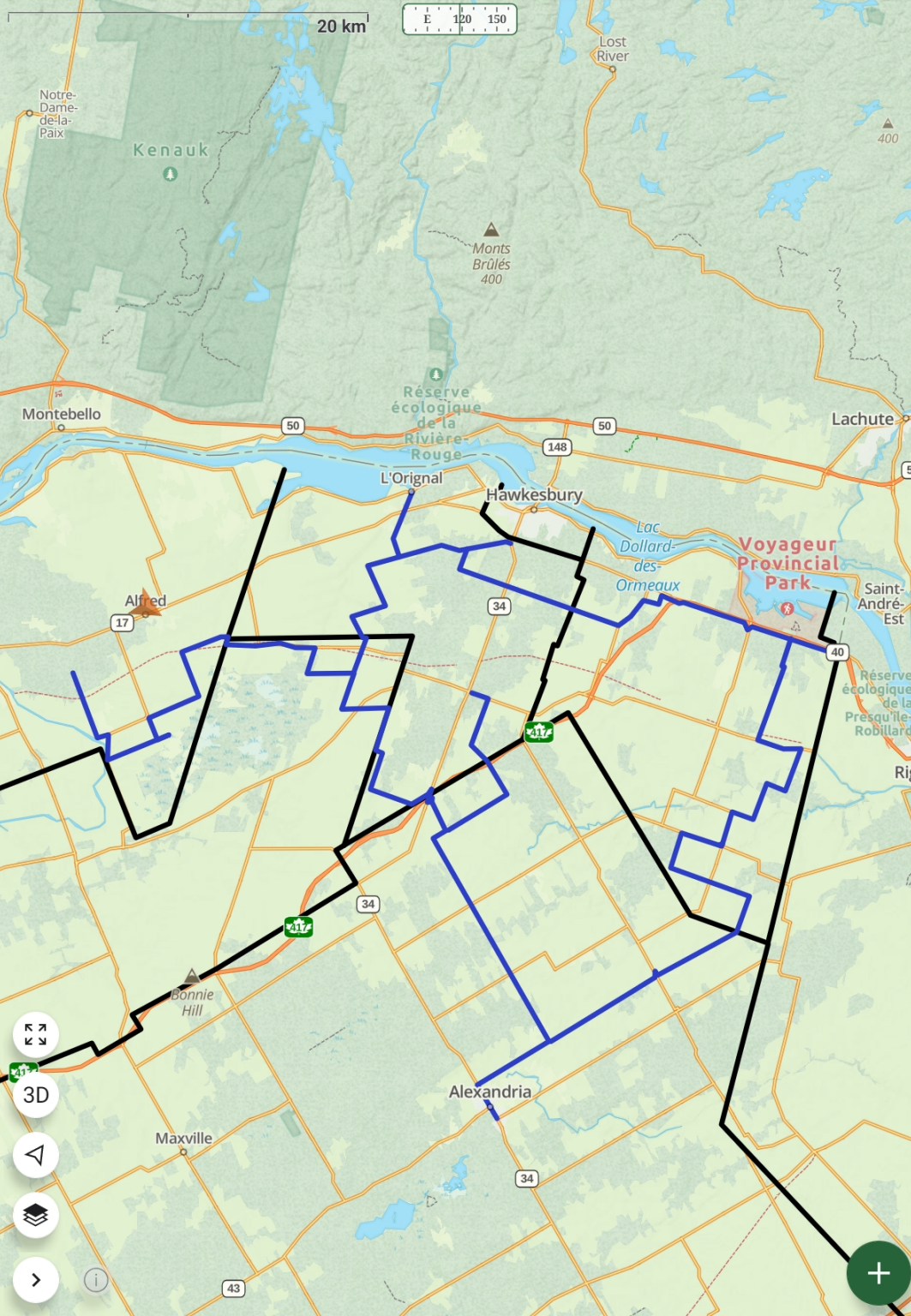
A cet egard, devons nous faire une demande formel aupres du Conseil Municipal pour obtenir leur consentement. Si oui, est t'il possible d'ajouter ce dossier a l'ordre du jour pour la reunion du 29 Avril lorsque nous allons faire une presentation pour un nouveau sentier dans la Foret Larose qui utiliserait un droit de passage de votre municipalite.

Au besoin, vous pouvez me joindre au 613-305-1897.

Merci et bonne journée.

Dan Lalande

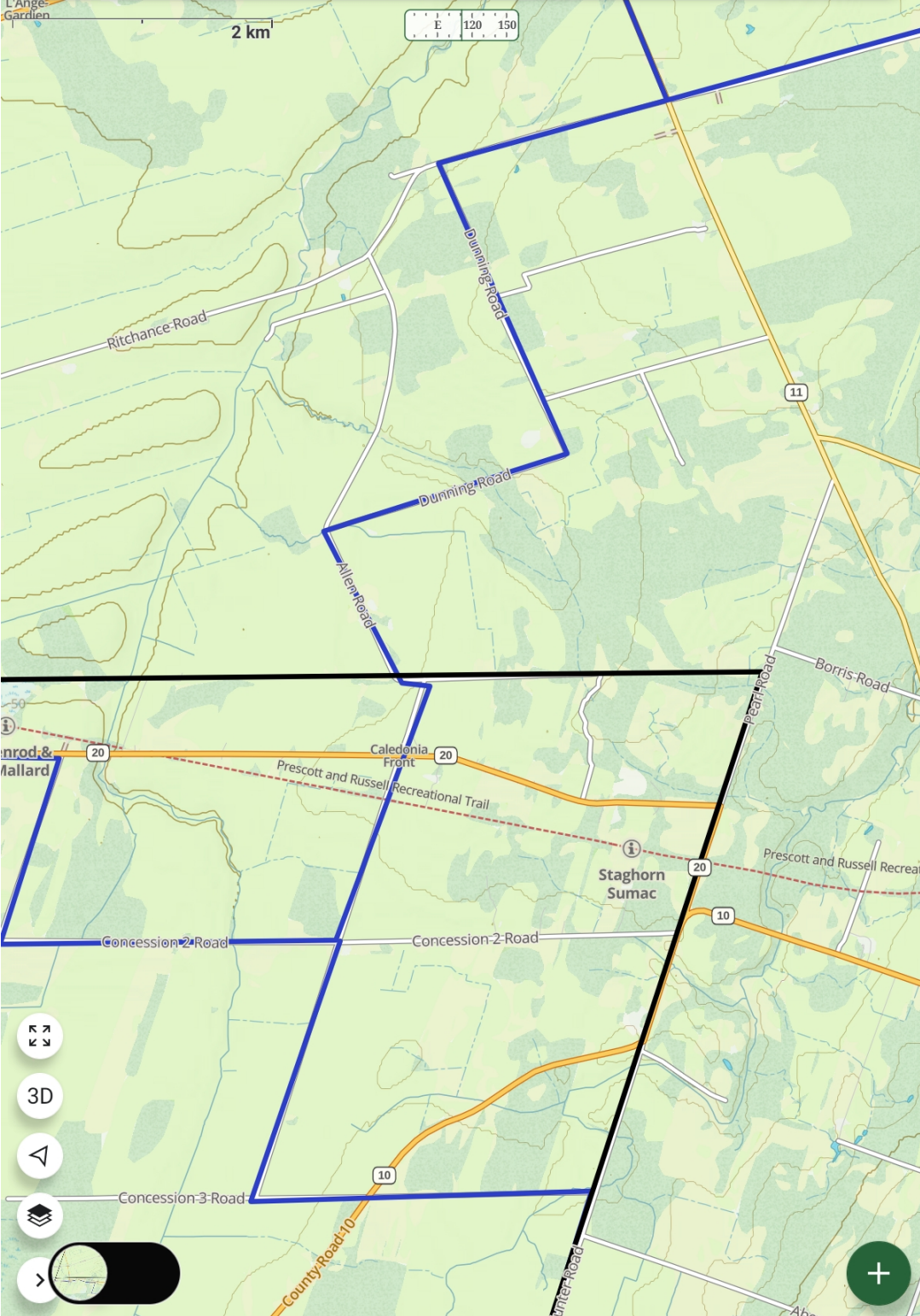
	Elevation	Speed	Course	Distance	Ascent	Avg Moving Pace
	74 m	0.0 km/h	- 0	- km	- m	- min/km



Navigation controls including a 3D view toggle, a compass, a layer selector, and a back arrow.

7:20 📶 🔋

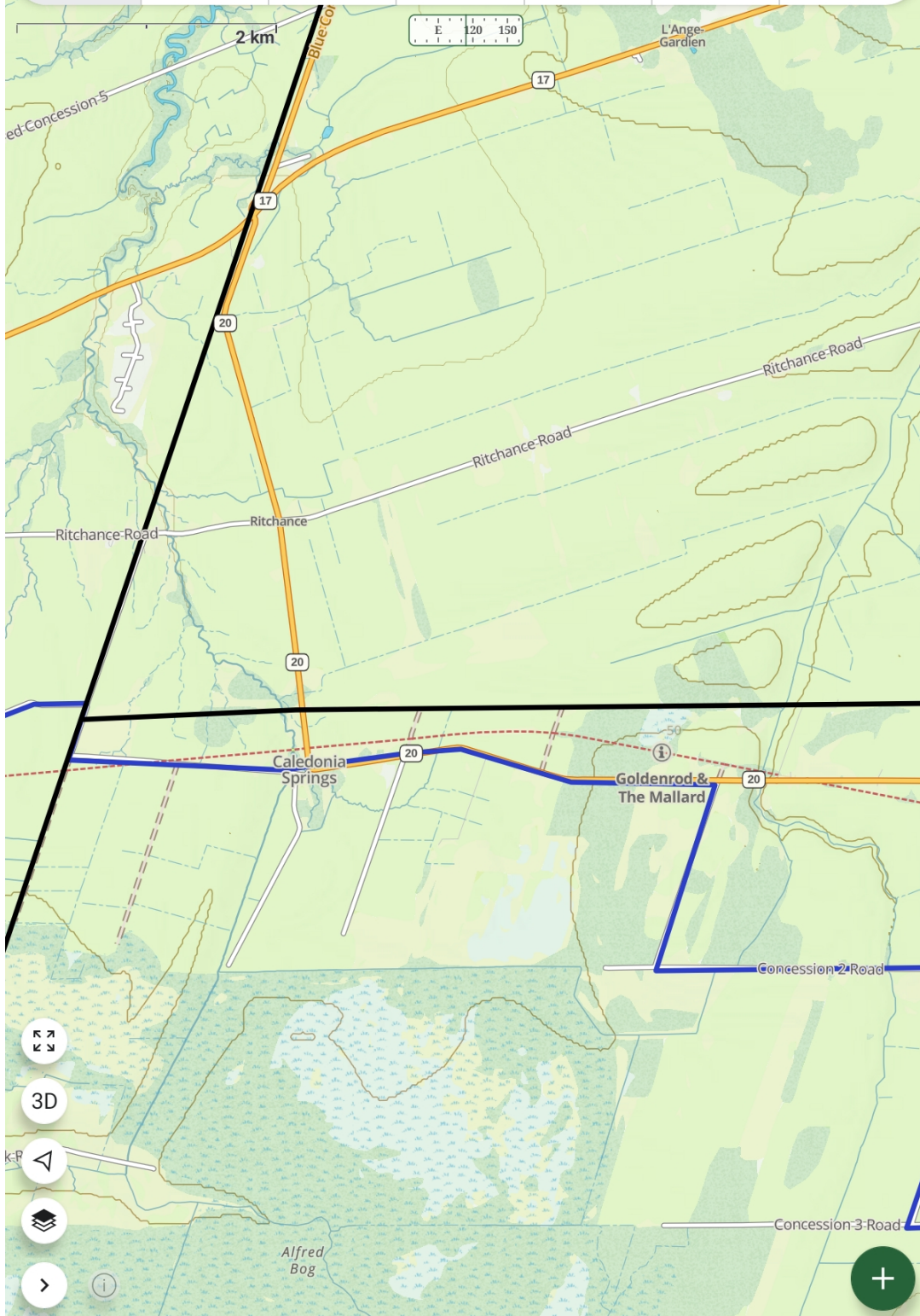
	Elevation 74 m	Speed 0.0 km/h	Course - °	Distance - km	Ascent - m	Avg Moving Pace - min/km
--	--------------------------	--------------------------	----------------------	-------------------------	----------------------	------------------------------------



Navigation controls:

- Compass
- 3D View Toggle
- Map Style Selector
- Map Scale Slider
- Map Orientation Toggle

	Elevation 74 m	Speed 0.0 km/h	Course - °	Distance - km	Ascent - m	Avg Moving Pace - min/km
--	--------------------------	--------------------------	----------------------	-------------------------	----------------------	------------------------------------



Navigation controls:
- 3D view toggle
- Street view pegman
- Layer selection
- Next map view



Aimée Roy

From: Nicole Latour [REDACTED]
Sent: Sunday, February 25, 2024 8:41 PM
To: Josée Brizard
Cc: Danik Forgues; Todd Bayly; [REDACTED]
Subject: Externe-External: approbation de projet
Attachments: J&R Adam quote.pdf; graphique la murale.pdf

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.

Directrice générale-Greffière,

Le comité de levées de fonds pour le 150^e de St-Albert a demandé à Jacques Meilleur, artiste de Crysler, de faire une murale qui représentera St-Albert de 1874 à 2024.

Nous voulons présenter notre projet aux membres du conseil municipal de La Nation.

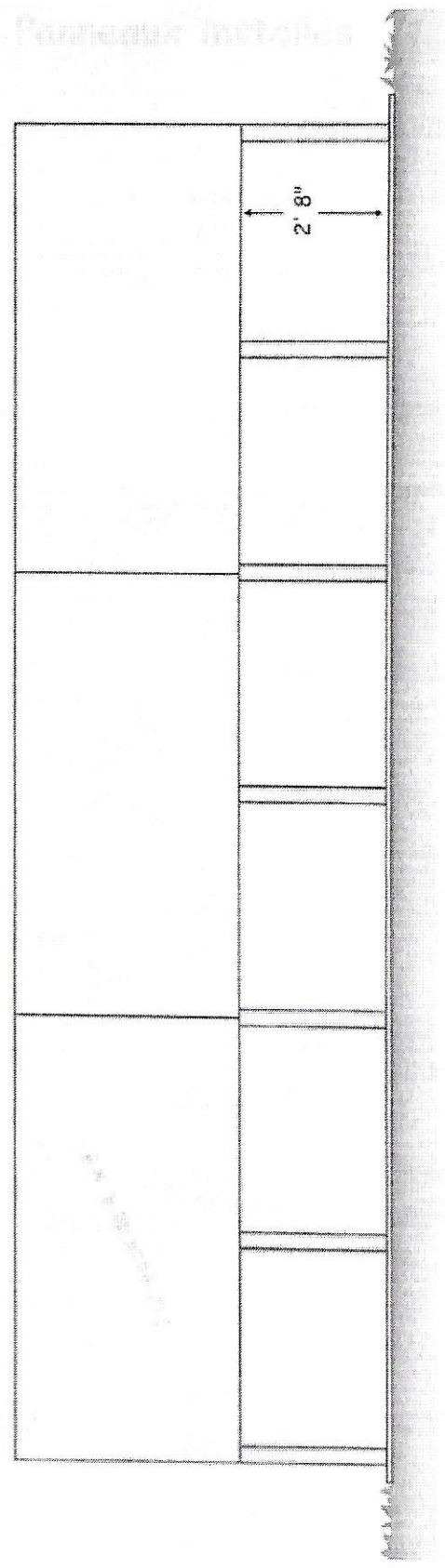
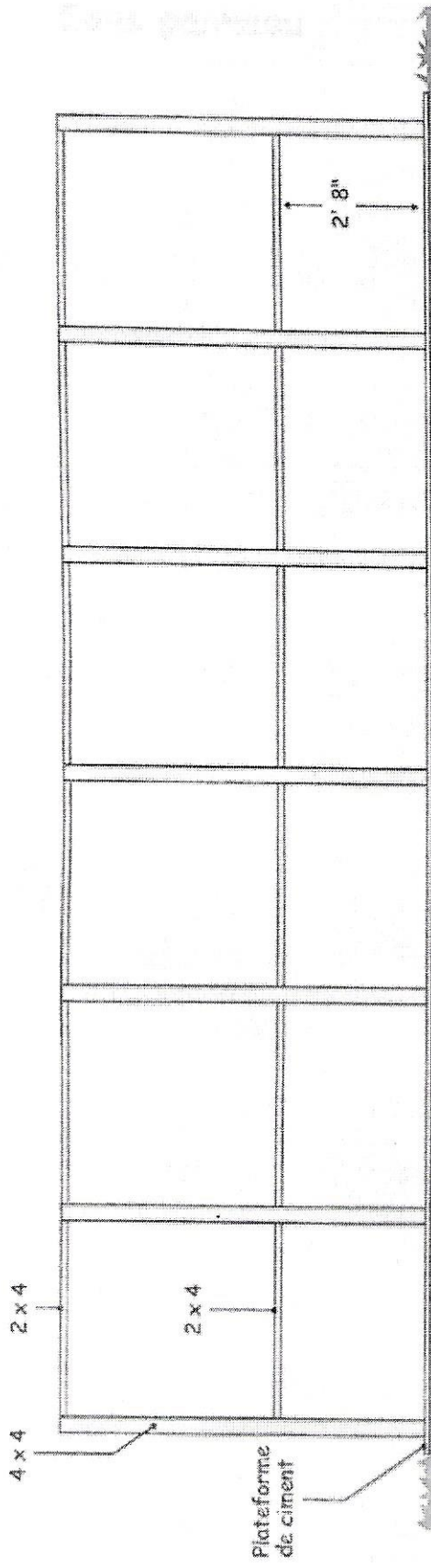
Nous voulons l'installer dans le parc près de la clôture et qui fera face au gazibo. Il y aura assez d'espace entre la clôture et la murale pour que le tracteur à l'herbe puisse passer pour tondre la pelouse.

La murale sera de 24 pieds de largeur par 8 pieds de hauteur et installée à une hauteur de 2 pieds 8 pouces du sol. La murale pourrait avoir des sections plus élevées à certains endroits. Nous vous avons joint le graphique de Jacques Meilleur.

Nous vous envoyons l'estimé de J&R Adam pour les coûts et les matériaux à utiliser pour la murale et l'installation.

Vous pouvez nous contacter par courriel pour nous informer de la date que nous pouvons présenter notre projet à la municipalité pour approbation.

Ginette Quesnel et Nicole Latour
Responsables du projet



J. & R. ADAM LTD.
P.O. BOX 70
144 PRINCIPALE
ST-ALBERT, ONTARIO K0A 3C0
(613) 987-2112

QUOTE

Quote No.: 402937
Date: 2024/02/20
Page: 1
Ship Date:

Sold To: **ESTIMATE - ONE TIME**

Ship To: **COMITE LEVER DE FOND 150 ST-ALBERT**

Business No.: R102725876

Item No.	Quantity	Unit	Description	Tax	Unit Price	Amount
070410	4	Each	6 X 6 X 12 TERRA BROWN	H	68.83	275.32
070150	6	Each	2 X 6 X 8 TERRA BROWN	H	13.90	83.40
021540	3	SHT	TREATED 3/4" SPRUCE SHEATING	H	89.00	267.00
690060	7	UN	CARPORT 6 X 6 W / STEM EPBH66	H	13.95	97.65
670037	4	UN	SONOTUBE 8" X 12' ECONO	H	24.75	99.00
670078	7	UN	REDIBASE (FOR 8" TO 12" SONOTUBE)	H	19.90	139.30
590190L	5	LBS	BROWN SCREWS 2 1/2" # 8 (105)	H	4.75	23.75
760510	14	Each	LAG SCREW 3/8" X 2 1/2"	H	0.60	8.40
700100	56	BAG	PRE-MIXED CONCRETE MIX 30KG	H	7.25	406.00
222222	1	Each	SKID (RETURN FOR CREDIT)	H	40.00	40.00
U97-430	1	BOX	5/16" X 4" (40) U2 CONSTRUCTION SCREW	H	29.82	29.82
Subtotal:						1,469.64
H - GST 5%, HST 8%						
HST						191.05
J. & R. ADAM LTD. HST: #102725876RT0001						
Shipped by					Total Amount	1,660.69
PRICES SUBJECT TO CHANGE WITHOUT NOTICE						

**THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY
BY-LAW 21-2024**

Being a By-law to authorize the execution of an Agreement with The Corporation of the City of Clarence Rockland, to establish the administration of The Nation Municipality Fire Services by the City of Clarence-Rockland Fire Services and to repeal by-law 82-2023.

WHEREAS the Municipal Act, S.O. 2001, c. 25, Section 20 allows a municipality to enter into an agreement with one or more municipalities or local bodies or a combination of both to jointly provide, for their joint benefit, any matter which all of them have the power to provide;

AND WHEREAS the Fire Protection and Prevention Act, 1997, S.O. 1997, Chapter 4, Section 5 allows the councils of two or more municipalities to establish one or more fire departments for the municipalities. 1997, c. 4, s. 5 (4).

AND WHEREAS the Councils of the Municipalities of The Corporation of the City of Clarence-Rockland and The Corporation of the Nation Municipality have agreed to maintain their respective fire departments for the purposes of providing fire protection services in the areas defined in their respective Fire Department by-laws, but wish to assign certain administrative, management and other functions of the Nation Municipality Fire Services to the City of Clarence-Rockland Fire Services, all as set out herein.

NOW THEREFORE the Council of The Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1. The Corporation of the City of Clarence-Rockland and The Corporation of The Nation Municipality shall enter into an agreement providing for the provision of defined administrative, management and other functions by the City of Clarence-Rockland Fire Services to the Nation Municipality Fire Services.
2. The terms and conditions of the Agreement shall be in the form substantially as attached hereto as Schedule "A", forming an integral part of this by-law.
3. The Mayor and Clerk are hereby authorized to execute the Agreement on behalf of The Corporation of The Nation Municipality.
4. That all resolutions, By-laws or parts of By-laws passed prior to this By-law which are contrary to or inconsistent with this By-law shall be repealed on execution of this Agreement by both parties.
5. The provisions of this by-law shall come into force and take effect in accordance with the Agreement attached once the Councils of The Corporation of the City of Clarence-Rockland and The Corporation of The Nation Municipality each have adopted same.

6. That By-law 82-2023 be hereby repealed.

Read a first, second third time this 29TH DAY OF APRIL, 2024

Francis Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

SEAL

SCHEDULE "A"

TO BY-LAW # 21-2024 FOR THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

This Agreement made this 1st day of May, 2024

Between

THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND

and

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

1. Purpose and General Framework

- 1.1 The purpose of this Agreement is to assign management of the Nation Municipality Fire Department ("NMFD") to the City of Clarence-Rockland Fire Department ("CRFD") and provide the same levels of service to NMFD as the CRFD, in accordance with the Fire Protection and Prevention Act, as amended from time to time.
- 1.2 In accordance with the Fire Protection and Prevention Act, municipalities shall provide such other fire protection services as it determines may be necessary in accordance with its needs and circumstances. Municipalities may establish a fire department to provide fire suppression services and may provide other fire protection services in a municipality, or group of municipalities. As such, Nation's Council will pass a new and updated Establishing and Regulating Bylaw (as assembled by the CRFD) which will outline the organizational model.
- 1.3 The Nation Municipality will pass a Bylaw identifying Fire Chief Mario Villeneuve as Fire Chief for NMFD.
- 1.4 NMFD and CRFD will remain two independent entities, owned by each municipality. Only the management of the NMFD will be undertaken by CRFD. All staff, except for those identified in the organization chart attached hereto as CRFD staff; Deputy Fire Chief, Fire Chief, Training Officer, Fire Prevention Officer and Administrative assistant will be and continue to be Nation Municipality employees. CRFD will assume the management of these employees only, including day to day assignment with regards to the NMFD's operations, and performance evaluations, which will be provided to the Nation Municipality.
- 1.5 The hiring and termination of the CRFD identified staff will be the responsibility of Clarence-Rockland. The hiring, termination and any disciplinary action with regards to NMFD employees, including the NMFD firefighters, shall be the responsibility of NMFD, assisted by performance review input from CRFD.

- 1.6 All assets of the Nation Municipality will remain owned and operated by Nation Municipality. No equipment, assets or staff will be directed to Clarence-Rockland.
- 1.7 Either party may terminate this Agreement without cause and at any time upon giving 60 days' prior written notice to the other party (each, a termination for "Convenience"). Such termination will be effective on the date stated in the notice.

2. Management Framework

CRFD will provide general management of the NMFD, including operations. This will be accomplished by the establishment of CRFD staff in the positions set out below and as identified in the Organizational chart attached hereto as Appendix A.

2.1 Operations

A Deputy Fire Chief position shall be established by CRFD for NMFD as a full-time position. The Fire Chief and Deputy Fire Chief will provide the following operational functions:

- Provide oversight of all response events through command and control.
- Review and provide comments/recommendations on the implementation of the 79 recommendations included in the Fire Master Plan including:
 - Review of the Establishing and Regulating by-law
 - Organizational structure
 - Number and location of fire stations
 - Number of firefighters
 - Fire apparatuses requirement (number and location)
 - Equipment
 - Fire Prevention and Public Education
 - Fire Inspections and Enforcement
 - Fire Origin and cause determination
 - Fire Safety Plans
 - Pre-planning
- Establishment of Operational Guidelines and General Orders to ensure a unified response of all resources.
- General day to day management of the NMFD.

2.2 Administration

CRFD will provide the following administrative functions:

- An administrative assistant position will be maintained within CRFD in support of the management team providing administration of NMFD;
- The implementation of an RMS system to manage all incoming incidents and provide necessary reports to inside and outside agencies. The system will also serve as a

resource centre for all procedures (OGs and GOs) and training material. The RMS will serve to track time of firefighters for incident, prevention and training events and facilitate payroll review and management. This system will also provide all the required data to the Ontario Fire Marshal as required;

- The CRFD will propose a cost recovery Bylaw to Nation Municipal Council and establish a system to coordinate with a third party (Fire Marque) for the invoicing of billable events to recuperate some operational costs;
- The CRFD will establish best practice Guidelines, Procedures and Programs used in the sound management of the NMFD, as well as communicate and train Firefighters on their use; and
- The Fire Chief will be available for Nation Council meetings as needed when fire issues are on the agenda.

3. Budgeting, Procurement and Maintenance

3.1 The CRFD will manage the annual budget of the NMFD, manage procurement initiatives, coordinate the maintenance and calibration of all equipment. CRFD will provide recommendations to NMFD with regards to resource investment through the budgeting process as well as emergency requirements.

3.2 The Nation municipality will supply and maintain at its expense an appropriate vehicle for the use of the Deputy Fire Chief, for the purpose of carrying out his/her functions and respond to emergencies in the Village of Casselman and in The Nation municipality.

4. Fire Prevention and Public Education

4.1 CRFD will undertake, on behalf of NMFD, initiatives to provide required inspections in Vulnerable Occupancies and commercial buildings. A smoke alarm inspection campaign will be instituted to ensure the safety of the public in their homes. Regular fire prevention messages will be prepared for publication on social media platforms and the municipal website. CRFD's data bank of public service announcements can be modified to meet NMFD needs.

5. Fire Investigations and Prosecution Work

5.1 When a fire investigation is required to determine the cause and origin of a fire, a certified member of the CRFD will conduct such investigation where required and costs incurred for such work will be billed to Nation Municipality separately. This also where prosecution work is required to be done by CRFD staff.

6. Training

6.1 CRFD will coordinate the NMFD training program on a weekly basis to meet the certification requirements of July 1st, 2026. Training Officers from NMFD will join the CRFD train the trainer monthly sessions to be equipped with lesson plans,

equipment, and the knowledge to deliver training in their respective stations. NMFD firefighters will have access to the live burn training centre in Bourget for a required annual training and exposure session.

7. Career Training

- 7.1 In addition to regular training, the CRFD will also coordinate NMFD firefighter career training as per provincial Certification requirements through its RTC. In order to expedite and facilitate certification of all NMFD firefighters, they will get preferred seating on courses offered by the CRRTC. CRFD will determine which firefighter needs what training, and a training plan will be communicated to those NMFD firefighters individually.

8. Mental Health Program

- 8.1 As part of our training initiatives, the CRFD will develop guidelines and recommend the establishment of a peer-to-peer support team that will incorporate staff from the NMFD. The members of the team are required to follow strict rules and guidelines and be trained to a level of competency needed for the job (R2MR). Until such time as the support team is developed, CRFD will be providing mental health support to those NMFD firefighters requiring such services.

9. Costing Model

- 9.1 Starting May 1st, 2024 and until December 31st, 2024, the CRFD will invoice the Nation municipality the amount of \$34,395.08 monthly. For 2024, this amount will cover the costs of the Fire Chief (30% of the time), the Deputy Fire Chief (80% of the time), a Fire Prevention Officer (80% of the time), a Training Officer (10% of the time) and an administrative assistant (15% of the time). Administrative costs of 15% are added to the total expenses to cover HR, payroll and others. A breakdown of the anticipated cost breakdown for 2024 and 2025 is attached hereto as Appendix "B".
- 9.2 For the following year of the contract (2025) the cost is anticipated to be \$429,250.63 which represents an increase of 4% from the previous year.
- 9.3 A new proposal will be presented to the Nation Municipal Council in the 3rd quarter of 2025 to determine personnel time allocations and costs for future years.

10. Insurance and Indemnification

- 10.1 The Corporation of the Nation Municipality shall at all times save harmless and indemnify the Corporation of the City of Clarence-Rockland, its officers, employees and agents from and against all claims, demands, losses, costs,

damages, actions, suits or other proceedings by whomsoever made, sustained, brought or prosecuted in any manner resulting from or attributable to any term or provision of this agreement.

- 10.2 The Corporation of the City of Clarence-Rockland shall at all times save harmless and indemnify the Corporation of the Nation Municipality, its officers, employees and agents from and against all claims, demands, losses, costs, damages, actions, suits or other proceedings by whomsoever made, sustained, brought or prosecuted in any manner resulting from or attributable to any term or provision of this agreement.
- 10.3 The Municipalities shall have at all times adequate liability insurance and include the other Municipality as a named insured. The Municipalities shall provide the other Municipality with proof of insurance on an annual basis.

11. General Provisions

- 11.1 This agreement shall remain in effect until terminated, or a new agreement is made, notwithstanding, the terms of this agreement may be amended from time to time on mutual agreement of the Councils.
- 11.2 Should one of the Councils wish to propose an amendment to this agreement, such written notice shall be given to the other party at least thirty (30) days prior to the next regularly scheduled meeting of the Council of the other municipality.
- 11.3 Whenever there may be any dispute between the Councils with respect to any matter contained in this agreement, including, but not limited to the interpretation of this agreement, the same shall be submitted to arbitration under the provisions of the *Municipal Arbitrations Act*, R.S.O. 1990, c. M.48 and the decision rendered in respect of such proceedings shall be final and binding upon the parties to this agreement. If for any reason the said arbitration cannot be conducted pursuant to the provisions of the *Municipal Arbitrations Act*, then the Councils hereto shall agree to the selection of a single arbitrator and, in the absence of agreement, such arbitrator shall be appointed by a judge of the Supreme Court of Ontario pursuant to the provisions of the *Arbitration Act, 1991*, S.O. 1991, c.17 or pursuant to any successor legislation.
- 11.4 It is agreed that, with respect to matters not dealt with in this agreement, the CRFD may formulate policies for and relating to the administration and operation of the Fire Department unless otherwise prohibited by any applicable statute or regulation.
- 11.5 The Councils shall execute such further assurances and actions as may be reasonably required to carry out the terms thereof.

11.6 Upon the execution of this agreement, any existing agreements amongst the Councils as amended with respect to fire protection shall forthwith become null and void to the extent of any consistency with the terms of this Agreement.

11.7 In the event that any covenant, provision or term of this agreement should at any time be held by any competent tribunal to be void or unenforceable, then the agreement shall not fail but the covenant, provision or term shall be deemed to be severable from the remainder of this agreement which shall remain in full force and effect.

In witness whereof the Councils have here unto affixed the signatures of their duly authorized officers, together with their corporate seals.

Signed this day of , 2024

The Corporation of the City of
Clarence-Rockland

The Corporation of the Nation Municipality

Mayor

Mayor

I have authority to bind the Corporation

I have authority to bind the Corporation

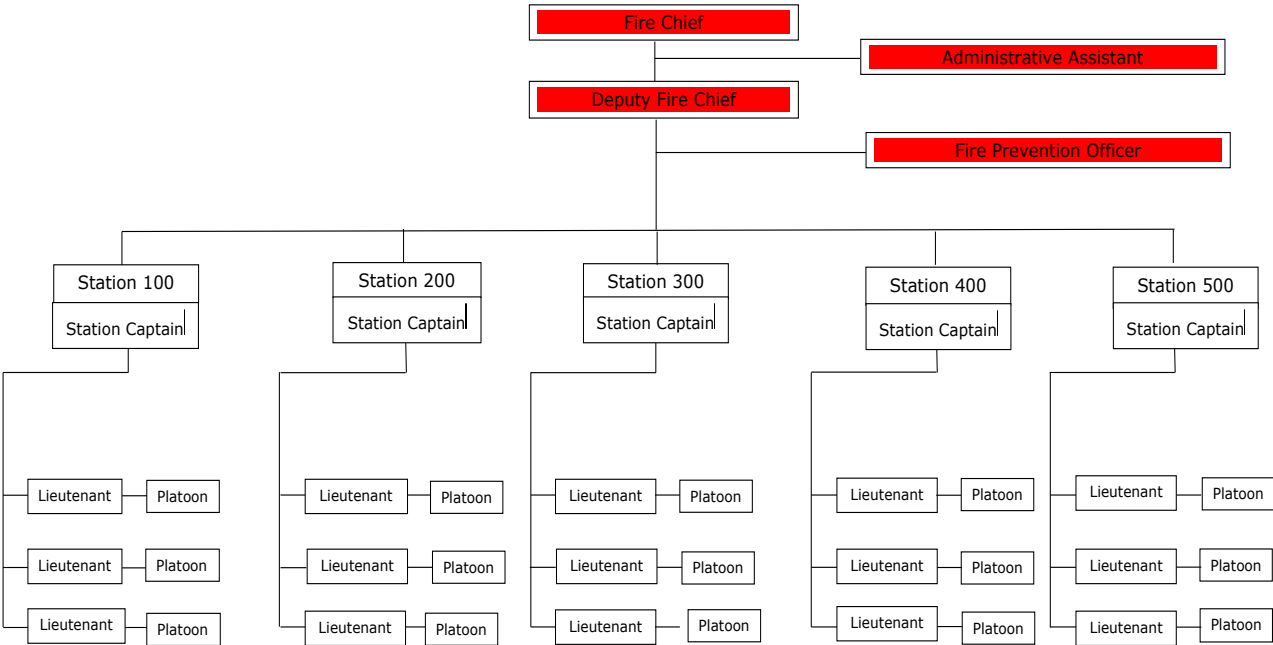
Clerk

Clerk

I have authority to bind the Corporation

I have authority to bind the Corporation

Appendix A: Proposed Organizational Chart



Appendix B: Cost breakdown analysis

Estimé pour le service d'incendie de la Nation							
Préparé le 8 novembre 2023							
	Salaire	Bénéfices	Total	2024		2025	
				%	\$	%	\$
Chef (M. Villeneuve)	170,700.00	44,551.00	215,251.00	30%	\$ 64,575.30	30%	\$ 67,158.31
Chef Adjoint (M. Cardinal)	132,868.32	40,111.58	172,979.90	80%	\$ 138,383.92	80%	\$ 143,919.28
Chef de prévention (Vacant)	122,257.20	36,819.00	159,076.20	80%	\$ 127,260.96	80%	\$ 132,351.40
Pompier (K. Racine)	116,941.76	35,725.00	152,666.76	10%	\$ 15,266.68	10%	\$ 15,877.34
Assistant admin (Lynn)	50,131.17	19,324.52	69,455.69	15%	\$ 10,418.35	15%	\$ 10,835.09
Mileage					\$ 3,000.00		\$ 3,120.00
Subtotal					\$ 358,905.21		\$ 373,261.42
Admin cost (15%) (HR, Finance, et autres)					\$ 53,835.78		\$ 55,989.21
Total					\$ 412,740.99		\$ 429,250.63

*Full Year

2023 MUNICIPAL DRAIN MAITENANCES

N-7350-5000-	MTCE LAW 2024	BY- Name of Drain	2023 TOTAL		
			AMOUNT	1/3 GRANT	OWNERS COST
7600	40-2024	HAWKESBURY CREEK -Belanger-Hayes Branch	\$ 2,445.64	\$ 533.78	\$ 1,911.86
7602	41-2024	SCHIERDING - Main DRAIN	\$ 895.00	\$ 93.06	\$ 801.94
7606	42-2024	Beaudry	\$ 6,682.50	\$ 1,957.95	\$ 4,724.55
7610	43-2024	Clare - Line A	\$ 27,176.02	\$ 4,421.43	\$ 22,754.59
7613	44-2024	Horse Creek (work done by Alfred/Plantagenet)	\$ 332.28	\$ -	\$ 332.28
7616	45-2024	HENRI CUERRIER- Lalonde Branch	\$ 1,181.56	\$ 115.01	\$ 1,066.55
7617	46-2024	RANGER	\$ 11,177.08	\$ 2,662.08	\$ 8,515.00
7621	47-2024	Bougie-Lalonde - A. Bougie Branch	\$ 22,205.69	\$ 4,865.94	\$ 17,339.75
7621	48-2024	Bougie-Lalonde - Main Drain	\$ 4,165.00	\$ 1,222.50	\$ 2,942.50
7628	49-2024	McLeod Creek	\$ 936.97	\$ 274.30	\$ 662.67
7633	50-2024	Fifth Concession	\$ 9,655.25	\$ 3,112.98	\$ 6,542.27
7638	51-2024	Poirier	\$ 15,748.93	\$ 5,214.03	\$ 10,534.90
7641	52-2024	7th Concession	\$ 2,805.00	\$ 901.90	\$ 1,903.10
7651	53-2024	Henri Gauthier	\$ 7,879.64	\$ 2,620.61	\$ 5,259.03
7731	54-2024	Butternut -done Twp. of North Stormont	\$ 547.21	\$ -	\$ 547.21
7737	55-2024	DES ALLOUETTES	\$ 8,378.42	\$ 2,659.50	\$ 5,718.92
7776	56-2024	Riceville Enterprises	\$ 2,652.72	\$ 170.72	\$ 2,482.00
7781	57-2024	Gravel	\$ 2,398.99	\$ 622.32	\$ 1,776.67
7783	58-2024	South Plantagenet - Main Drain	\$ 8,965.22	\$ 2,288.68	\$ 6,676.54
	59-2024	South Plantagenet - Branch West	\$ 834.43	\$ 167.28	\$ 667.15
7789	60-2024	LALONDE (in South Plantagenet)	\$ 6,667.78	\$ 1,939.19	\$ 4,728.59
7792	61-2024	Racine	\$ 5,300.03	\$ 1,756.11	\$ 3,543.92
7799	62-2024	Chartrand	\$ 90.00	\$ -	\$ 90.00
7805	63-2024	Lamoureux	\$ 3,846.53	\$ 1,016.93	\$ 2,829.60
7808	64-2024	Cusson - done by City of Clarence-Rockland	\$ 2,603.30	\$ -	\$ 2,603.30
7810	65-2024	Dignard	\$ 14,717.26	\$ 4,301.15	\$ 10,416.11
7811	66-2024	Henry - Main Drain	\$ 9,991.16	\$ 2,419.29	\$ 7,571.87
7812	67-2024	Richer Frères	\$ 1,460.26	\$ 453.54	\$ 1,006.72
			\$ 337,558.21	\$ 45,790.28	\$ 291,767.93

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

BY-LAW NO. 68-2024

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M376, on a Street legally named CYPRESS STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the request from TMJ CONSTRUCTION INC., it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 20, Registered Plan 50M376;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT PART OF LOT 20, Registered Plan 50M376, being Parts 1 and 2 on Reference Plan 50R11594, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
- b) THAT PART OF LOT 20, Registered Plan 50M376, being Parts 3 and 4 on Reference Plan 50R11594, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on April 30, 2026 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS ____ DAY OF APRIL, 2024.

FRANCOIS ST-AMOUR, Mayor

AIMEE ROY, Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

United Counties of Prescott and Russell

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 69-2024

**BEING A BY-LAW OF THE CORPORATION OF THE NATION
MUNICIPALITY TO APPOINT A DEPUTY CLERK**

WHEREAS the Municipal Act, 2001, as amended, Section 228 (1) states that the Council shall appoint a Clerk whose duties are set out in Section 228 (1) (a) to (e) and Section 228 (2) states that a municipality may appoint a Deputy Clerk who has all the powers and duties of the Clerk under the Municipal Act and every other Act;

AND WHEREAS Mrs. Aimée Roy was appointed Clerk on April 8, 2024, under by-law number 38-2024;

AND WHEREAS any Deputy Clerk appointments made prior to April 8, 2024 are now null and void, such as by-law number 17-2023;

AND WHEREAS Council deems it expedient to appoint Guylain Laflèche as Deputy Clerk;

THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

1. That Guylain Laflèche be and is hereby appointed as Acting Deputy Clerk effective as of the passing of this by-law.
2. That the duties and the position shall be as set out in the Municipal Act, 2001, as amended, Section 228 (1) (a) to (e).
3. That the said Deputy Clerk shall sign a "Declaration of Appointed Office" attached to and forming part of this By-law as Schedule A.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 29th DAY OF APRIL 2024.

Francis Brière, Mayor

Aimée Roy, Clerk

SEAL

Schedule "A" to By-Law No. 69-2024

Declaration of Appointed Office

I, Guylain Laflèche, do solemnly promise and declare that I will truly, faithfully and impartially, to the best of my knowledge and ability, execute the office of Acting Deputy Clerk of the Corporation of The Nation Municipality to which I have been appointed; that I have not received and will not receive any payment or reward, or promise thereof, for the exercise of any partiality or malversation or any other undue execution of such office, and that I have not by myself or partner, either directly or indirectly, any interest in any contract with or on behalf of the Corporation except that arising out of my office as Deputy Clerk.

Guylain Laflèche

Date

Francis Brière, Mayor

Date

ZONING BY-LAW NO. 72-2024

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 17, Concession 14, former Township of South Plantagenet
now The Nation Municipality
2450 Concession Rd. 14

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 72-2024

BEING A BY-LAW TO AMEND THE COMPREHENSIVE ZONING BY-LAW 2-2006, AS AMENDED;

WHEREAS By-Law 2-2006, the Comprehensive Zoning By-Law, regulates the use and erection of buildings and structures in The Nation Municipality;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a certain parcel of land in The Nation Municipality;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality considers it appropriate to amend the Zoning By-Law 2-2006, as described;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

Section 1: The property located on part of Lot 17, Concession 14 in the former South Plantagenet, now in The Nation Municipality, County of Prescott, shown on Schedule "A", attached to and forming part of this By-Law shall be the property affected by this By-Law.

Section 2: Schedule "A" of Zoning By-Law 2-2006 is hereby amended by changing from "Rural Zone (RU)" to "Rural Zone Exception (RU-X43)" the symbol of the parcel of land indicated on the attached Schedule "A" hereto made fully part of this by-law.

Section 3: Subsection 5.17.4 of Zoning By-Law 2-2006 entitled "Exception Zones", is hereby amended by adding the following new paragraph:

5.17.4.44 RU-X43, Part of Lot 17, Concession 14 in the former Township of South Plantagenet (*2450 Concession Rd. 14*)

Notwithstanding Section 5.17, "Rural Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned RU-X43, a Septage Disposal Site shall also be permitted.

Section 4: a) For the purpose of this By-Law, a "**Septage Disposal Site**" shall mean a building or site for which the content of septic tank and holding tank can be transformed, condition, processed, transferred, spread or stored indoor or outdoor upon designated land.

Section 5: All provisions of By-Law 2-2006 shall continue to apply.

Section 6: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 29th day of April 2024
this 29th day of April 2024

**Francis Briere
Mayor**

**Aime Roy
Clerk**

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 72-2024

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est localisée sur une partie du lot 17, concession 14 de l'ancien canton de Plantagenet Sud et porte le numéro civique 2450 chemin de concession 14.

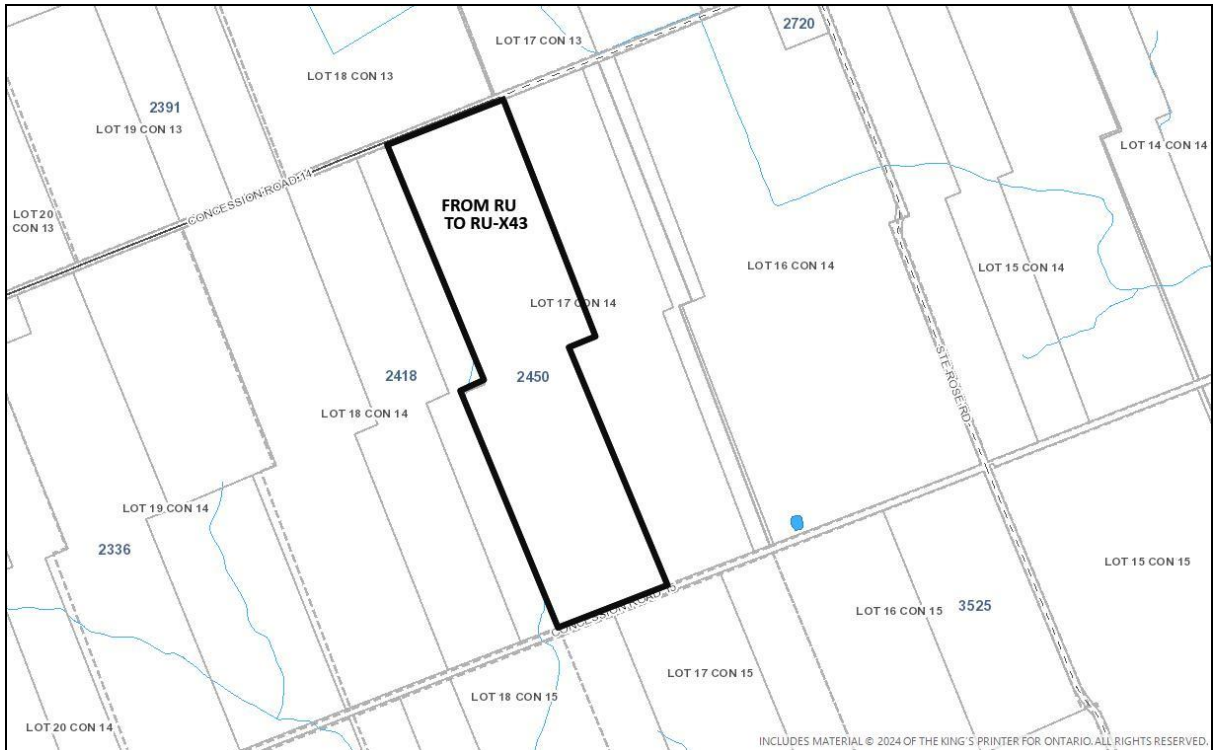
La modification a pour but de permettre l'épandage et l'entreposage des boues septiques comme usage conforme sur la propriété, un peu comme celle au 2418 chemin de concession 14.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 72-2024

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is located on part of Lot 17, Concession 14 of the former Township of South Plantagenet and bears civic number 2450 Concession Rd. 14.

The purpose of the amendment is to allow the septic waste to be stored and spread on the property, similarly as the property at 2418 Concession Rd. 14.



<p>Area(s) affected by this by-law</p> <p>Part of Lot 17, Concession 14 in the former Township of South Plantagenet, now The Nation Municipality.</p> <p>Certificate of Authenticity</p> <p>Schedule "A" to By-Law No. 72-2024</p> <p>_____</p> <p>Francis Briere Mayor</p>	<p>This plan is Schedule "A" to Zoning By-Law 72-2024 passed the 29th day of April, 2024.</p> <p>Prepared by:</p> <p>The Nation Municipality 958, Route 500 west Casselman ON. K0A 1M0</p> <p>_____</p> <p>Aime Roy Clerk</p>
---	--

Nom du demandeur

Stephanie Quesnel (Club Optimiste St Isidore)

Adresse du demandeur

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Téléphone

[REDACTED]

Courriel

cluboptimistestisidore@gmail.com

Lieu de travail ou de l'événement (No. de permis de construction si applicable)

20 De l'Arena St, Saint Isidore, ON K0C 2B0

Date à laquelle l'exemption est requise (max 6 mois) - De :

06/08/2024

Veillez spécifier l'heure - De :

11:00 am

Date - À :

06/08/2024

Veillez spécifier l'heure - À :

01:00 am

Décrivez le genre de bruit

Concert Musique a l'exterieur avec un bar

Donnez les raisons pour lesquelles la demande devrait être approuvée

La soirée permet au club de faire une levée de fond. Le concert terminera a 1am

Quelles mesures seront prises pour diminuer le bruit?

Afin de garder l'ordre - nous avons des gents de securité incluant les membres du club

Commentaires

Veillez noter que le samedi, le 8 juin, 2024, de 23h00 jusqu'à 1:00 am heure du matin, lors du Festival du Canard et de la plume, le Club Optimiste de St-Isidore ("Club Optimiste") organise une soirée impliquant un groupe de musique et un bar qui sera situé à l'extérieur sur le terrain de baseball du Centre recreatif de St-Isidore située au 20 rue de L'Aréna St-Isidore Ontario. A ce titre, le Club Optimiste soumet une demande pour une exemption au règlement sur le bruit. Veuillez noter que notre organisme souhaite déposer une demande auprès de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour obtenir un « permis d'occasion spéciale - public » afin de pouvoir servir de la boisson dans une zone désignée. La titulaire, madame Josianne Dupuis signera le permis d'alcool. La titulaire, y compris le Club Optimiste, supervisera le bar. Afin de respecter les normes provisoires ainsi que les lois et règlements applicables, seulement les bénévoles avec des certificats de « Smart Serve » s'occuperont du bar.